GALERIE

DES

CONTEMPORAINS ILLUSTRES.

NOTICES

Contenues dans le second volume.

PARIS. — IMPRIMERIE D'A. RENÉ ET Cie,
Rue de Seine, 32.

GALERIE

DES

CONTEMPORAINS ILLUSTRES,

PAR

UN HOMME DE RIEN.

> Laissons là les théories pour ce qu'elles valent. En histoire comme en physique, ne prononçons que d'après les faits.
>
> CHATEAUBRIAND.

TOME II.

DEUXIÈME ÉDITION

PARIS,
A. RENÉ ET Cᵉ, IMPRIMEURS-ÉDITEURS,
RUE DE SEINE, 32.
1842

M. ARAGO.

> Quand un savant parle pous instruire les autres et dans la mesure exacte de l'instruction qu'ils veulent acquérir, il fait une grâce; s'il ne parle que pour étaler son savoir, on fait une grâce en l'écoutant :

Cette pensée, qui est, je crois, de Fontenelle, et que M. Arago répétait dernièrement à une séance de l'Institut, me revint en mémoire au moment de parler du plus littérateur de nos savants, de l'homme qui possède au plus haut degré l'art de mettre la science à la portée de toutes les intelligences. La popularité de M. Arago, la réputation européenne dont il jouit, sa position tranchée en politique, tout cela a rattaché à son nom l'idée d'une sorte de royauté intellectuelle; et, comme tous les rois du monde, l'illustre secrétaire perpétuel a eu ses flatteurs et ses détracteurs, ses

opposants systématiques et ses ministériels quand même, ses appréciateurs sévères, ses faiblesses et ses grandeurs : dans ces derniers temps surtout la polémique semble avoir pris de part et d'autre à son sujet un certain caractère d'âcreté qui suffirait à m'en détourner si déjà mon rôle de biographe et mon incompétence scientifique ne me faisaient pas un devoir de n'y prendre qu'une part très-restreinte.

Quelques ennemis, les plus fougueux, ne tendraient à rien moins qu'à déposséder M. Arago d'une gloire acquise par quarante années de travaux, en le représentant comme une illustration de faux aloi fabriquée à l'aide de moyens complétement étrangers à la science. Ceux-là sont trop absurdes pour être dangereux.

D'autres adversaires, plus modérés et partant plus redoutables, tout en rendant hommage à l'admirable talent d'exposition qui distingue M. Arago, à son incontestable supériorité dans les matières d'astronomie physique et de physique terrestre, lui reprochent, avec un certain fanatisme d'algébriste, de déserter les hautes régions de la théorie, de se complaire outre mesure aux faits curieux et

singuliers qui frappent les yeux sans résultat pour la science, de n'être qu'un mathématicien de seconde force, et de ne justifier par aucune découverte originale, profonde, par aucune œuvre érigée en corps de système, cette suprématie universelle que lui attribuent ses amis. Je laisse de côté certaines imputations relatives au caractère du savant astronome, et sur lesquelles j'aurai occasion de revenir.

La presse radicale s'est chargée de défendre M. Arago, et jusqu'ici elle me semble, pardon de la liberté grande, l'avoir fait assez maladroitement. Son argumentation se réduit à peu près à ceci : le mérite scientifique de M. Arago est attaqué, donc c'est la faute du gouvernement ; de là une longue tirade contre le gouvernement, et une énumération dythyrambique et confuse des travaux de M. Arago. Il y a vingt ans, c'était la faute de Rousseau et la faute de Voltaire ; aujourd'hui nous avons changé tout cela : c'est la faute du gouvernement. Rousseau, Voltaire et le gouvernement ont sans doute bien des péchés sur la conscience ; mais ne s'est-on pas montré à leur égard d'une libéralité un peu exagérée, et la presse radicale

ne devrait-elle pas se souvenir qu'il n'y a pas bien longtemps encore elle attaquait elle-même, avec une ardeur inouïe, l'illustre savant qu'elle défend aujourd'hui avec une ardeur égale? La popularité politique est un bien très-précieux, très-désirable; je suis trop poli pour lui dire avec Victor Hugo qu'elle est une *grande menteuse*, mais je lui chanterais volontiers le quatrain que François Ier adressait à la plus belle moitié du genre humain :

Souvent femme varie,
Bien fol est qui s'y fie.

Ce que j'aime donc dans M. Arago, c'est sa popularité scientifique ; c'est cette popularité seule que j'admire, c'est pour la défense de celle-là que si j'avais force et capacité suffisantes, je voudrais vous faire le dépouillement des travaux multipliés du savant, séparer avec netteté toutes les découvertes qui lui sont personnelles et les résultats utiles qu'il a su déduire des découvertes des autres, tout ce qui est d'invention, et tout ce qui est d'analyse, de généralisation, de mise en lumière; et si, cet examen fait, il se trouvait qu'en réalité cette première partie est moins riche que la seconde,

resterait encore la question de savoir si ce n'est pas aussi faire avancer la science que de la propager ; si cette faculté merveilleuse d'illuminer de clartés vives et soudaines les plus abstraites théories ; si ce zèle infatigable à découvrir, pour ainsi dire, des découvertes, à extraire, développer et féconder des richesses enfouies et infertiles ; si cette ardeur opiniâtre avec laquelle M. Arago se consacre à ce que les érudits en *x* et en *y* appellent la *science subalterne*, et qui n'est autre chose que la haute science elle-même dans ce qu'elle a de plus immédiatement applicable aux intérêts du pays et de l'humanité ; si tout cela ne donne pas de véritables droits à la reconnaissance publique, et ne constitue pas un des plus beaux attributs du génie.

Une tâche de ce genre serait pour moi fort attrayante ; malheureusement un saint respect m'a toujours tenu à distance de la géométrie analytique et du calcul différentiel : *major à longinquo reverentia*. Je ne suis qu'un pauvre barbouilleur de papier dont l'univers algébrique ne va pas au delà du fameux théorème de Newton, de classique mémoire, et je n'ai pas envie de m'aventurer dans un monde inconnu où je risquerais très-fort de

faire comme ce Béotien qui prenait le Pirée pour un homme. Il faudra donc vous contenter d'une simple et banale biographie, effleurant à peine les questions, ornée d'une maigre érudition d'emprunt, riche de tous ces défauts de confusion signalés plus haut, et que j'aborde sans plus tarder avec la crainte d'être ennuyeux, et d'excellentes raisons pour justifier cette crainte.

Dominique-François Arago est né le 26 février 1786, dans la petite ville d'Estagel, près de Perpignan. Un biographe a dit, et trois ou quatre biographes ont répété, après lui, qu'à 14 ans M. Arago ne savait pas lire. L'envie m'a pris de m'enquérir de la vérité d'un phénomène qui eût été certainement merveilleux quand on pense que, quelques années plus tard, M. Arago attachait son nom à un des plus beaux travaux scientifiques qui aient illustré le siècle. Comme je suis fort amateur de phénomènes, j'ai appris avec douleur, de source certaine, que non-seulement M. Arago savait parfaitement lire et écrire à 14 ans, mais encore que son père, qui occupait à Perpignan l'emploi de payeur à l'hôtel des Monnaies, prit un soin tout particulier de l'éducation du jeune

François, qui était l'aîné d'une nombreuse famille, et devait bientôt en devenir le patron et le chef. La mère de M. Arago vit encore à Estagel, bien qu'âgée de 85 ans.

M. Arago fit de bonnes études au collége de Perpignan, d'où il sortit très-jeune encore pour aller à Montpellier chercher une instruction supérieure, et se préparer à l'Ecole Polytechnique, qui venait alors de surgir du chaos révolutionnaire. Il y fut admis, je crois, à 18 ans, le premier de sa promotion. Là se passèrent deux ans de fortes et brillantes études : les anciens condisciples de M. Arago se souviennent encore qu'il remplissait au besoin les fonctions de répétiteur, de manière à faire oublier qu'il était leur émule. Quelque temps après sa sortie de l'école, M. Arago fut attaché comme secrétaire au Bureau des longitudes, et bientôt appelé par l'empereur à faire partie de l'importante expédition scientifique envoyée en Espagne, sous la direction de M. Biot, pour terminer la mesure de l'arc du méridien terrestre, sur laquelle repose le nouveau système métrique.

C'est tout un roman que l'histoire des traverses

qu'eut à subir M. Arago dans cette grande opération. Nous nous contenterons d'en donner ici une analyse succincte, en renvoyant le lecteur désireux d'en savoir davantage à l'intéressante relation publiée par M. Biot dans *le Mercure* de 1809.

Les premiers travaux destinés à obtenir le diamètre de la terre, en mesurant ses rayons, remontent jusqu'en 1670; ils furent exécutés par un Français, par Picard; depuis, nombreux savants, tous Français, Cassini, La Condamine, Clairault, Maupertuis, etc., sont allés chercher les éléments de la même mesure sous les feux de l'équateur, parmi les glaces des pôles, et jusque dans l'hémisphère austral de la terre.

Enfin l'invention par Borda de l'instrument connu sous le nom de *cercle répétiteur* et les progrès de la physique permirent à MM. Delambre et Méchain d'entreprendre une nouvelle mesure du globe, d'après l'observation de l'arc terrestre compris entre Dunkerque et Barcelonne, et c'est justement la continuation de la mesure de cet arc terrestre depuis Barcelonne jusqu'aux îles Baléares qui fit l'objet de la mission de MM. Biot et Arago en Es-

pagne. Le gouvernement espagnol adjoignit aux savants français deux commissaires, MM. Chaix et Rodriguez, mit un vaisseau à la disposition de l'expédition, et l'Angleterre donna un sauf-conduit.

On établit un grand triangle destiné à lier l'île d'Yvice à la côte d'Espagne ; la base de ce triangle était de 142,000 mètres, environ 35 lieues, et un de ses côtés avait près de 160,000 mètres, environ 41 lieues, de longueur. MM. Arago et Biot se postèrent sur le sommet de ce triangle, c'est-à-dire sur une des plus hautes montagnes de la Catalogne, pour se mettre en communication de signaux avec M. Rodriguez, placé dans l'île d'Yvice, sur la montagne de *Campuey*. Au milieu de ces solitudes escarpées les deux savants passèrent plusieurs mois, travaillant avec ardeur et exposés à toutes les intempéries des saisons. « Souvent, « dit M. Biot, la tempête emportait nos tentes et « déplaçait nos stations. M. Arago, avec une con- « stance infatigable, allait aussitôt les rétablir, « ne se donnant pour cela de repos ni jour ni « nuit. » Enfin, en avril 1807, les opérations principales furent terminées, et M. Biot partit pour Paris, afin de travailler aux calculs destinés à en

faire connaître le résultat définitif. Resté en Espagne pour achever les travaux, M. Arago se transporta bientôt à Mayorque avec M. Rodriguez ; il alla s'établir sur le sommet de la montagne de Galatzo, pour communiquer avec Yvice et mesurer l'arc de parallèle compris entre ces deux stations. Cependant la guerre venait tout à coup d'éclater entre l'Espagne et la France, et tandis que M. Arago poursuit tranquillement ses opérations, le bruit se répand parmi le peuple que les feux et les signaux du jeune savant français ont pour objet d'appeler l'ennemi. Les Mayorquains se soulèvent et courent aux armes vers Galatzo en poussant des cris de mort ; M. Arago n'a que le temps de se déguiser en paysan, et d'emporter les papiers contenant ses observations. Grâce à la pureté de son accent catalan, il passe inconnu à travers la foule ameutée, et s'enfuit à Palma, où il se réfugie sur le vaisseau espagnol qui l'avait conduit dans l'île. Médiocrement soucieux du péril qu'il courait, mais très-inquiet pour ses instruments, il s'empresse d'envoyer à Galatzo une embarcation et des soldats pour les sauver. Les paysans engagés à son service, auxquels il les

avait confiés, les rendirent fidèlement. Cependant le danger grossissait de plus en plus; la foule se portait vers Palma, et le capitaine, n'osant le défendre ouvertement, prend le parti de le faire enfermer dans la citadelle de Belver, où il resta plusieurs mois absorbé dans ses calculs, tandis que des moines fanatiques venaient journellement tenter de corrompre les soldats de garde, en demandant qu'on livrât le prisonnier à leur fureur. Enfin, grâces aux nombreuses sollicitations de son compagnon de travail, M. Rodriguez, auprès de la Junte, M. Arago obtint sa liberté, et il lui fut permis de passer à Alger, où il se rendit avec son bagage d'astronome, sur une barque de pêcheur conduite par un seul matelot.

Là M. Arago est accueilli par le consul de France, qui l'embarque à bord d'une frégate algérienne faisant voile pour Marseille. On était déjà en vue des côtes de France lorsqu'un corsaire espagnol, qui croisait dans ces parages, joint la frégate, s'en empare, et voilà M. Arago fait prisonnier derechef, conduit au fort de Rosas, jeté sur les pontons de Palamos, accablé de mauvais traitements, et livré en proie à toutes les mi-

sères de la plus rude captivité. Cependant le dey, à la nouvelle de l'insulte faite à son pavillon, exige et finit par obtenir qu'on rende la liberté à tout l'équipage ; on reprend alors le chemin de Marseille, on arrive. Le jeune savant se croyait déjà au bout de toutes ses infortunes ; tout à coup une affreuse tempête du nord-ouest repousse le vaisseau, le chasse, et le jette sur les côtes de la Sardaigne. Autre péril. Les Sardes et les Algériens sont en guerre ; aborder, c'est retomber dans une nouvelle captivité. Pour surcroît de malheur, une voie d'eau considérable se déclare ; on se décide alors à se réfugier vers la côte d'Afrique ; le vaisseau, à moitié désemparé, et prêt à couler bas, touche enfin à Bougie, à trois journées d'Alger.

Mais M. Arago apprend que le dey, qui l'avait assez bien accueilli, a été tué dans une émeute et remplacé ; les Barbaresques visitent son navire et s'emparent des caisses qui renferment ses instruments, dans la persuasion qu'elles contiennent de l'or. Après de vaines réclamations, le malheureux voyageur se décide enfin à se rendre droit à Alger pour invoquer l'autorité du dey ; il s'habille en Bédouin, et traverse à pied l'Atlas sous la

conduite d'un *Marabout*. Pour toute réponse à sa demande, le nouveau dey le fait inscrire sur la liste des esclaves, et l'envoie en course sur les corsaires de la Régence, en qualité d'interprète.

Enfin, grâce aux instances multipliées du consul, M. Arago parvient à recouvrer ses instruments et sa liberté, et il se dirige pour la troisième fois vers Marseille, sur un bâtiment de guerre. Autre fatalité et nouvel obstacle! Cette fois, c'est une frégate anglaise qui barre le passage au navire, et lui enjoint de se rendre à Minorque. Heureusement que le capitaine, stimulé par M. Arago, qu'alléchait très-peu la perspective d'une quatrième captivité, feint d'obéir, vire tout à coup de bord, et, profitant d'un vent favorable, se précipite à toutes voiles dans le port de Marseille. J'imagine que M. Arago dut baiser à plusieurs reprises la terre natale.

Pour récompenser de tant de labeurs le jeune et intrépide savant, l'Académie des Sciences, malgré ses règlements, le reçut dans son sein à vingt-trois ans, et l'empereur le nomma professeur à l'École Polytechnique, où il a donné, jus-

qu'en 1831, de belles leçons d'analyse et de géodésie.

J'ai ouï dire que Napoléon aimait singulièrement M. Arago malgré son franc-parler méridional, et qu'après Waterloo, alors qu'il espérait gagner les Etats-Unis pour se consacrer tout entier à l'histoire et à la science, il songeait à s'adjoindre M. Arago pour compagnon de travail. Il est probable que l'illustre savant n'eût pas refusé cette flatteuse association. Malheureusement l'empereur avait compté sans son hôte. La foi britannique et Sainte-Hélène déjouèrent ses projets.

Quand M. Arago arriva à l'Institut avec ses vingt-trois ans, l'éclat de ce corps célèbre était à son apogée. A côté des Lagrange, des Laplace, des Monge, des Berthollet et de tant d'autres vétérans illustres, se pressait une phalange de jeunes et grands esprits, carrés par la base, comme disait Napoléon, cet Archimède couronné, ce mécanicien de la victoire, qui, en vrai géomètre qu'il était, aimait les sciences exactes de toute l'aversion qu'il portait aux *beaux esprits* et aux *idéologues*, c'est-à-dire à la littérature et à la philoso-

phie. M, Arago se montra bien vite à la hauteur de sa position.

C'est ici que se placerait assez naturellement une analyse raisonnée et complète des travaux de M. Arago; je demande la permission d'y suppléer à l'aide de banalités superficielles, et cela par les *motifs déduits*, comme dit Timon.

Les sciences exactes, ainsi que les autres branches des connaissances humaines, comportent généralement deux sortes de travailleurs : les uns, intrépides chercheurs de problèmes, descendent dans les profondeurs de l'abîme pour en extraire le métal brut, c'est-à-dire les lois mystérieuses de l'univers à l'état de formules abstraites; les autres, moins puissants, mais plus sagaces peut-être, s'emparent de ces formules, les tournent et retournent, les soumettent à l'action épuratrice et vivifiante de l'analyse, et les assouplissent à la pratique. Ceux-là, pour me servir d'une comparaison empruntée aux arts mécaniques, je les appellerais volontiers les mineurs, et ceux-ci les forgerons. Il semble que M. Arago est jusqu'ici plus spécialement un de ces derniers; car ses travaux sont bien plutôt des déductions larges et fé-

condes que des découvertes originales, à part toutefois la découverte du *magnétisme* développé par la rotation, qu'on a cherché à amoindrir, en lui reprochant de l'avoir faite *par hasard*, comme si ce n'était pas aussi par hasard que la chute d'une pomme révéla à Newton les lois sublimes de la gravitation, et par hasard aussi qu'une bulle d'eau savonneuse mit Young sur la voie de sa belle théorie des interférences.

Cette découverte du magnétisme par rotation, qui constitue aujourd'hui une des branches importantes de la physique, a valu à son auteur la médaille de Copley, qui lui fut décernée en 1829 par la Société Royale de Londres, distinction d'autant plus flatteuse, remarquent plusieurs écrivains, qu'elle n'avait jamais été accordée à aucun Français, et que M. Arago, qui s'est toujours montré assez rebelle aux prétentions des savants anglais, venait encore tout récemment de leur enlever l'invention des machines à vapeur, pour la restituer à Papin.

Je ne puis qu'énumérer ici, toujours par les motifs déduits, l'invention de plusieurs appareils ingénieux que l'on doit à M. Arago, pour déter-

miner avec toute la précision possible les diamètres des planètes, en obviant aux causes d'erreur produites par l'*irradiation*, c'est-à-dire l'écartement des rayons que lance le corps lumineux. Je passe également sous silence les travaux de M. Arago sur la question des réfractions comparatives de l'air humide et de l'air sec, sur la scintillation et la vitesse des rayons des étoiles, et beaucoup d'autres travaux précieux disperses dans le journal de l'Institut et dans un grand nombre de recueils scientifiques.

Entre toutes les parties de la science, c'est la physique, et surtout l'optique, qui paraît avoir exercé plus particulièrement l'esprit pénétrant et investigateur de M. Arago. On sait que de tout temps les savants se sont occupés d'expliquer le phénomène de la vision. Depuis Newton, le système de l'*émission* avait prévalu, malgré les efforts opposés de Descartes, d'Euler et de plusieurs autres partisans de l'*ondulation*, et l'on considérait généralement la sensation de la vue comme produite par l'action directe des rayons émanés des corps lumineux, lorsque Malus, en observant les modifications diverses subies par la lumière à

son passage à travers un milieu cristallisé, découvrit le phénomène de la *polarisation*, et mit sur la voie plusieurs savants qui détruisirent par sa base le système de l'*émission*, et remirent en honneur, en la fortifiant par des expériences nouvelles, la théorie de l'*ondulation*, qui consiste à expliquer le phénomène de la vision comme produit, non plus par une émanation directe du corps lumineux, mais par la mise en mouvement d'un fluide subtil, l'*éther*, qui entoure ce corps et reçoit de lui des vibrations successives qu'il transmet à l'organe de la vue, de la même manière que l'air transmet les sons à l'organe de l'ouïe. M. Arago fut un de ceux qui adoptèrent ce dernier système avec le plus d'ardeur; il se livra à de nombreuses recherches destinées à le corroborer; il publia dans ce même but un mémoire du plus haut intérêt, dont le monde savant attend malheureusement depuis 30 ans la seconde partie, et il livra maints combats à armes souvent peu courtoises contre son collègue, M. Biot, partisan de l'*émission*. La théorie opposée est restée maîtresse du champ de bataille, en attendant mieux.

C'est vers la même époque que M. Arago, en se

livrant à ses recherches d'optique, fut conduit à observer les singulières propriétés de la substance nommée *tourmaline*, qui scinde en deux parties tous les rayons lumineux qui la traversent. M. Arago s'aperçut que quand la lumière passant par la tourmaline émanait d'un corps opaque, elle était identique dans le double rayonnement produit par cette même tourmaline; si au contraire la lumière était envoyée par un corps gazeux, elle se réfléchissait, en passant par la tourmaline, sous deux couleurs différentes. En soumettant ainsi à l'action de la *tourmaline* les rayons émanés des corps célestes, M. Arago a été conduit à conclure par induction que le soleil n'était qu'une grande masse de gaz aggloméré dans l'espace. Si cette donnée se confirme, on conçoit quels immenses résultats elle peut avoir pour la science.

Outre ces travaux et bien d'autres encore, qui rentrent plus ou moins dans le domaine de l'optique, M. Arago s'est livré à de nombreuses recherches sur les lois de l'almantation de l'acier par l'électricité, sur le magnétisme en général, et sur les perturbations de l'aiguille aimantée. Je ne parlerai ici que pour mémoire des dangereuses et

intéressantes expériences de M. Arago sur la force élastique de la vapeur d'eau à des tensions très-élevées, ainsi que des divers travaux insérés dans les *Annales de Physique et de Chimie*, qu'il a fondées de concert avec son savant ami M. Gay-Lussac; j'ai hâte d'arriver à un genre de production qui m'est un peu plus accessible; je veux parler des intéressantes notices dont M. Arago enrichit tous les ans l'*Annuaire des Longitudes;* des éloges funèbres de divers savants français et étrangers, qu'il a prononcés comme secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences, de ses cours de l'Observatoire, si brillants, si suivis, et malheureusement devenus si rares.

Il paraîtrait que les géomètres et les algébristes font peu de cas de ces trois choses : c'est du moins ce que ferait croire un article fort savant, inséré dernièrement dans la *Revue des deux Mondes.* Dans cet article, que les amis de M. Arago jugent injuste, et qui me semble un peu sévère, on traite assez dédaigneusement les notices lues à l'Institut, et il est dit, au sujet des cours et de l'*Annuaire*, que ces travaux ne méritent pas d'occuper un esprit aussi distingué que M. Arago. Comme représentant

la classe nombreuse et intéressante des ignorants, je crois devoir protester contre cette décision. La science a-t-elle donc été faite exclusivement pour les savants, et serait-on coupable d'impiété envers cette nouvelle Isis pour l'avoir dépouillée de ses triples voiles, et présentée au vulgaire avide de la contempler? L'*Annuaire* du Bureau des Longitudes est lu par toute l'Europe. Les articles de M. Arago sur la *foudre*, la *vapeur*, et les questions les plus délicates de l'astronomie, ont donné à ce recueil une popularité immense; quant aux cours de l'Observatoire, tout Paris s'y porte, et ce n'est pas, ce me semble, la plus minime qualité d'un savant, qu'on puisse dire de lui avec Voltaire: L'ignorant l'entendit.

Sans doute, pour ce qui concerne les notices biographiques, il est advenu quelquefois qu'emporté par des préoccupations politiques l'illustre savant s'est livré à des déclamations hors de propos. Mais dans l'ensemble, quel charme de diction! quelle élégance de style et de pensée! comme ce doit être là une pâture agréable et nouvelle pour tout malheureux condamné au régime de la prose scientifique, si lourde, si ténébreuse,

si raboteuse d'ordinaire! Est-il un savant qui possède à l'égal de M. Arago l'art de ranimer par des traits heureux l'attention fatiguée d'un auditoire, et de l'intéresser presque malgré lui aux questions les plus ardues? Voyez plutôt dans l'éloge d'Young cette charmante dissertation sur les hiéroglyphes. Vous seriez-vous douté que ces deux mots, *charmant* et *hiéroglyphe*, pussent un jour marcher de compagnie? Pourtant c'est ici le cas ou jamais. En lisant ces trois ou quatre pages où la lumière jaillit à chaque ligne, vous serez tout étonné, tout fier, tout heureux de comprendre des matières d'une obscurité proverbiale, et vous fermerez le livre, convaincu, non sans raison peut-être, que vous en savez tout autant que feu Champollion.

Les mêmes qualités de style et de pensée se retrouvent dans les notices de Carnot, de Watt, d'Ampère, etc. Celle de Carnot, à laquelle on peut reprocher par moment quelques boursoufflures déclamatoires qui la déparent, a de plus que les autres un mouvement dramatique véritablement entraînant. Je me rappelle un passage où M. Arago peint les grenadiers d'Oudinot, levés avec l'aurore,

se préparant à la bataille du jour, en venant silencieusement et à la file passer leurs sabres nus sur la tombe de La Tour d'Auvergne; il y a là une page qui est à elle seule tout un tableau accusé avec une verve d'artiste.

Maintenant, que la science transcendentale trouve mauvais qu'on se livre ainsi dans son sanctuaire à des excursions littéraires et anecdotiques, qu'elle soit gourmande, la science, qu'elle veuille tout pour elle et rien pour nous, c'est son droit. Mais il me semble que la question n'est pas là : ouvrir à deux battants les portes de l'Institut aux hommes et aux femmes du monde, et exiger que devant cette foule élégante, avide d'émotions et très-peu soucieuse de formules, l'illustre secrétaire perpétuel se résigne à ne parler que pour la dixième partie de son auditoire, à faire abstraction complète de tous ces yeux fermés et de toutes ces bouches béantes d'ennui, c'est faire subir à l'orateur et à l'auditoire, qui ne demandent pas mieux que de s'entendre, le supplice de Tantale; c'est demander une chose à la fois illogique et impossible; aussi le savant auteur de l'article dont nous parlions tout à l'heure, en s'élevant

contre le caractère trop frivole des notices de M. Arago, a-t-il été nécessairement conduit à s'élever aussi contre la publicité des séances de l'Institut. Une conclusion entraîne l'autre. Si vous jugez que la science compromette sa dignité en frayant avec le monde extérieur, séquestrez la science; si vous ne voulez pas de littérature, faites de l'algèbre à huis clos, et que tout soit dit.

Je n'ai que peu de lignes à consacrer à l'homme politique.

M. Arago a été envoyé pour la première fois à la Chambre en 1831 par le collége électoral de Perpignan; il a pris place dans les rangs de la gauche. Lors de la dislocation de cette partie du parlement, à l'époque du compte-rendu, dont il fut un des signataires, il s'est rangé avec ses amis, MM. Dupont de l'Eure et Laffitte, sous la bannière du radicalisme, et depuis neuf ans il s'est signalé par une opposition à peu près constante à toutes les mesures ministérielles. On se rappelle encore ses canonnades oratoires contre les forts détachés. Son argumentation brillante, exclusivement dirigée contre les vues oppressives qu'il prêtait au ministère, laisse subsister entière l'imposante

question de la fortification de Paris. Quant à moi, je désire que sur ce point tous les partis finissent par s'unir dans un même sentiment de nationalité, et que, si les orages qui grondent souvent à l'horizon venaient à éclater sur notre sol, il ne suffise plus d'une seule défaite pour que les chevaux de l'Ukraine viennent encore brouter l'écorce des marronniers des Tuileries.

L'opposition extra-gouvernementale de M. Arago a cela de fâcheux qu'elle ne permet pas toujours à la Chambre et au pays de tirer tout le parti possible des ressources d'un esprit aussi éminent. Ses discours les plus remarquables, les plus substantiels, notamment son rapport sur les chemins de fer, son discours contre les études classiques, et quelques autres que j'omets ici, sont toujours empreints d'un certain caractère d'irritation acerbe, exclusive et agressive, qui met en défiance une partie considérable de la Chambre, et l'empêche d'accueillir des vues qui, autrement présentées, l'eussent frappée par leur côté profond, lucide et pratique. A la tribune, M. Arago a cette belle prestance qui sied à l'orateur; sa figure est noble, animée et expressive; son geste

est d'une vivacité méridionale; sa voix est nette, accentuée; son débit est abondant et varié. Il a une prédilection, trop prononcée peut-être, pour le sarcasme, qu'il manie, du reste, avec beaucoup de puissance. Au total, on ne saurait trop dire si ses défauts ne le servent pas autant que ses qualités; s'il était moins ardent, il convaincrait davantage; il intéresserait moins s'il était plus modéré.

M. Arago cumule un assez bon nombre de fonctions publiques; hâtons-nous de dire que presque toutes ces fonctions sont, ou gratuites, ou dues à l'élection. M. Arago est secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences, M. Arago est député, M. Arago est directeur de l'Observatoire et du Bureau des longitudes, M. Arago est membre du Conseil supérieur de l'École Polytechnique, M. Arago est membre du Conseil général de la Seine et du Comité de salubrité, M. Arago est encore ou a été colonel de la garde nationale, enfin M. Arago est citoyen de Glascow et d'Édimbourg. Cette dernière dignité est vraiment la seule de toutes qui soit une sinécure. Depuis quelque temps on parle volontiers de l'*indolence*

naturelle de M. Arago. Si M. Arago, dit-on, n'a fait aucune de ces découvertes capitales, n'a produit aucun de ces livres qui traversent les siècles et immortalisent à jamais un homme, s'il n'a pas trouvé les *Lois de Kepler*, s'il n'a pas écrit les *Principes de la Philosophie naturelle* ou la *Mécanique céleste*, c'est qu'il n'a pas le sens des théories élevées, c'est qu'il n'a pas le courage des recherches longues et opiniâtres, c'est qu'il est léger, mobile et indolent. Je crois qu'on serait plus juste si l'on disait que la science refuse de se donner tout entière à M. Arago, parce qu'elle craint, et à bon droit, ses infidélités, et que si l'illustre secrétaire perpétuel ne fait pas assez pour l'avenir, c'est qu'il fait trop pour le présent.

Voulez-vous savoir à quoi vous en tenir sur l'indolence du savant? demandez-en des nouvelles aux jeunes astronomes attachés à l'Observatoire; ils vous diront avec effroi que jamais tête humaine n'aborda, sans se briser, une plus énorme masse de labeurs; que M. Arago tient pour un paresseux tout individu qui ne travaille pas quatorze heures par jour, et que les jours de ce genre sont pour lui les jours de repos; ils vous diront que ce ter-

rible homme mène de front la politique, la chimie, la physique, la mécanique, l'astronomie, l'histoire naturelle, la philosophie, la littérature, et qu'au besoin même il ferait des tragédies qui vaudraient toujours bien celles de Fontenelle; qu'il est en correspondance suivie avec tous les savants de l'Europe; qu'il est de tous les comités politiques, scientifiques ou industriels du monde; que son cabinet est journellement encombré de plans à examiner, de mémoires à analyser, de pétitions à soutenir; que tout cela lui passe régulièrement par les mains, et que, le jour suivant, c'est à recommencer; que le gouvernement, la municipalité, les établissements d'utilité publique, et même les industries privées, trouvent en lui un conseiller et un guide aussi actif que désintéressé; que ses heures sont à toutes choses et à tout le monde; qu'en même temps qu'il a un œil à ce qui se passe là-haut, l'autre est à ce qui se passe ici-bas, et qu'au milieu de toutes ses occupations si absorbantes, si variées, il trouve encore le temps de se montrer un des plus spirituels et des plus aimables causeurs des salons de Paris.

De plus, comme ces derniers temps on a jasé un

peu dans le monde sur l'Observatoire, qu'on a eu l'air de se demander si vraiment l'on y travaillait bien, il n'est peut-être pas inutile de vous apprendre que M. de Humboldt, cet intrépide chasseur de comètes, en a dépisté une superbe il y a quelques mois; et comme l'astre fuyait rapidement, il s'est empressé de crier holà! à son collègue de Paris. M. Arago a fait préparer les armes, a mis ses astronomes à l'affût, et leur a déclaré qu'il fallait saisir le gibier au passage, ou mourir; de telle sorte que, pendant ces rudes nuits d'hiver que vous passiez sous l'édredon, il y avait, au haut de ce grand bâtiment noir de la rue d'Enfer, trois pauvres diables de savants étendus à ciel ouvert sous d'immenses télescopes, grelotant dans leurs manteaux et explorant en tous sens la voûte étoilée. M. Arago, à qui l'âge a enlevé cette extrême finesse de vue nécessaire pour l'usage du télescope, et qui par conséquent ne peut plus *observer* lui-même, consacrait une partie du jour à examiner et redresser les calculs de la nuit.

Ainsi s'écoule la vie de M. Arago; vie laborieuse et active, mais multiple et éparpillée. Le célèbre astronome aime passionément la gloire; il l'aime

non-seulement en savant, mais en poëte; il la veut non-seulement choisie et durable, mais encore populaire et instantanée. Dans son ardeur, il la cherche dans les régions les plus diverses et les plus opposées ; il la demande à la science, à la littérature, et à la politique ; à la tribune, à la plume et au quart de cercle.

Or, n'est-il pas permis à la science de se montrer un peu jalouse de M. Arago? N'est-elle pas en droit de lui dire qu'on s'expose à des mécomptes en courant plusieurs gloires à la fois; que si, pour les hommes qui lui consacrent leurs veilles, les juges compétents sont rares et clairsemés, en revanche ces juges rendent des arrêts toujours acceptés par le vulgaire et consacrés par la postérité ; que dans cent ans il se trouvera à peine en France un archéologue pour garder mémoire des combats parlementaires de 1840, et que dans dix siècles l'Europe répètera encore avec admiration les noms de Copernic, de Kepler ou de Newton? Sans doute, la science est en droit de dire tout cela à M. Arago, comme M. Arago est en droit de répondre à la science par ces deux vers de Voltaire cités dans sa notice sur Young :

Quand, dans la tombe, un pauvre homme est inclus,
Qu'importe un bruit, un nom, qu'il n'entend plus?

Espérons toutefois que cette pensée si *cruellement* vraie n'est pas plus la pensée de M. Arago qu'elle n'était celle de Voltaire. Espérons que ce génie puissant, qui a encore de nombreuses années devant lui, et qui a déjà tant fait pour la science, concentrera un jour sur elle toutes ses forces aujourd'hui disséminées, et que de cette union féconde surgira quelque lumineuse découverte, quelque livre impérissable, qui fixera son nom entre les plus grands dont s'honore le monde.

Placé à la tête du premier corps savant de France, M. Arago est, de plus, membre de toutes les grandes académies, et lié d'amitié avec presque toutes les célébrités de l'Europe. C'est à lui que M. Alexandre de Humboldt a dédié sa belle histoire de la géographie, et lord Brougham son livre de la *Théologie naturelle.* Toutefois, entre M. Arago, les Anglais, et lord Brougham lui-même, les rapports n'ont pas toujours été pacifiques; on se rappelle encore ses querelles avec M. Brewster, ses luttes avec *la Revue d'Edimbourg* au sujet d'Young, que cette feuille attaquait

par l'organe de lord Brougham avec une violence malheureusement trop commune dans les débats scientifiques. Depuis cette querelle M. Arago a fait un voyage en Angleterre et en Ecosse, où il a été partout accueilli avec enthousiasme; c'est dans cette tournée triomphale que les habitants de Glascow et d'Edimbourg lui ont donné par acclamation le titre de citoyen; son ancien adversaire de *la Revue d'Edimbourg* est devenu son ami, et dernièrement ils ont eu à subir tous deux une attaque de la Société Royale de Londres, qui s'est émue de quelques passages de l'*Eloge de Watt*, empruntés par M. Arago à lord Brougham, et accusés de porter atteinte à la mémoire de Cavendish. La Société Royale a lancé un manifeste contre les deux savants. M. Arago se prépare, dit-on, à répondre.

Parlerai-je maintenant du caractère de M. Arago? Faut-il entrer dans la polémique récemment soulevée à ce sujet? Faut-il faire chorus avec ces voix qui protestaient dernièrement contre les prétentions dictatoriales, l'intolérable despotisme et l'esprit d'hostilité systématique de M. le secrétaire perpétuel? Faut-il, au contraire, m'en référer aux nom-

breux amis de M. Arago, vous énumérer toutes ses vertus privées, vous dire toutes les qualités de son cœur, sa franchise, sa simplicité bienveillante, son inépuisable dévouement de frère, sa noble conduite envers la veuve et les enfants de son illustre ami Dulong, qui ont trouvé en lui un second père; les services qu'il rendit jadis à ceux-là mêmes qui depuis.... Ici je m'arrête, *incedo per ignes.* Je crois qu'il y a une race plus irritable encore que celle des poëtes; je me souviens que l'autre jour un savant voulait à toute force couper la gorge à un autre savant qui s'était permis de parler un peu rudement de M. Arago; et comme j'ai pris la mauvaise habitude d'envisager toujours les deux côtés de la question, il pourrait bien m'advenir un double accident. Deux cartels de savant à la fois, bon Dieu! ce serait déjà trop d'un. J'aime mieux esquiver la difficulté en vous représentant au naturel une séance de l'Institut. Peut-être trouverez-vous que cela rentre assez dans mon sujet.

Il y a des gens, bonnes gens en vérité, qui se figurent que parce qu'on lit dans les astres, parce qu'on a passé la nature à l'alambic, parce qu'on sait par cœur le nombre de feuilles que contient

un chêne, parce qu'on a ravi la foudre aux cieux, recomposé le globe avec la mâchoire d'un *mammouth*, ou frisé la solution du problème de la quadrature du cercle, que pour toutes ces raisons on est inaccessible aux petites haines, aux petites jalousies, aux petites passions qui agitent notre pauvre petite planète. Ces gens-là, qui ne croient plus aux majestés royales, croient encore à la majesté de l'Institut. Faut-il leur enlever cette dernière illusion? Hélas! ils l'ont peut-être déjà perdue, car il a été grandement question de l'Institut depuis quelque temps. L'illustre assemblée paraît avoir oublié le précepte de Napoléon, qu'il fallait laver son linge sale en famille, et le public a été initié à toutes les petites maladies internes qui la travaillent. Ce digne public, là où il ne voyait, comme Cynéas, qu'une assemblée de rois ou tout au moins une assemblée de savants devisant gravement de choses graves, on lui a fait voir des partis, des drapeaux, des couleurs, toutes sortes de couleurs, et même des nuances; des religieux et des irreligieux, des monarchistes et des radicaux, des centre-droit et des centre-gauche, des dictateurs et des tribuns, des tyrans et des re-

belles. — Voulez-vous y voir encore autre chose? Entrez dans le sanctuaire, un jour que s'agitera une légère question de priorité, par exemple. Voici un savant qui a la parole; il revendique une découverte en fixant d'un œil semi-belliqueux un savant placé en face de lui; le ton de l'orateur est aigre-doux; il se rassied; l'autre se lève et réplique sur un ton aigre-pur; le premier riposte, et cette fois son débit tourne au vinaigre; le préopinant devient furieux et tempête; le feu est dès lors engagé, les mots piquants se croisent avec la rapidité de l'éclair; les voisins se mêlent de la partie; le président agite sa sonnette, le tohu-bohu scientifique devient très-divertissant, et vous pouvez vous croire, à volonté, en pleine rue ou en pleine Chambre des Députés.

Durant tout ce vacarme, que devient M. le secrétaire-perpétuel? Est-il impassible comme le Destin, majestueux comme la science et froid comme glace? Malheureusement non; il est homme, et, comme dit Senèque, rien de ce qui est humain ne lui est étranger; sa pensée se reflète tout entière dans ses yeux noirs; ses tempes se crispent, un sourire d'une accablante ironie tombe d'a-

plomb sur un des combattants, parfois même une parole acérée vient en aide à l'autre. *Indè iræ*, de là des inimitiés, des factions, des guerres intestines, de petites méchancetés, et par-ci par-là de bonnes vérités.

« M. Arago, dit un de ses adversaires, a l'es-
« prit prompt, l'imagination vive, la parole fa-
« cile, beaucoup d'amour-propre, un désintéres-
« sement qui ne s'est jamais démenti, une grande
« mobilité dans les idées, plus d'énergie que d'ac-
« tivité, une impétuosité de caractère qui l'en-
« traîne quelquefois trop loin, et avec cela beau-
« coup d'adresse, de modération même, quand il
« ne peut pas emporter une question de haute
« lutte (1). »

Ce portrait, quoiqu'un peu chargé d'ombres, me parait encore assez brillant pour permettre à M. Arago de défier tout venant, voire même le peintre, de lui jeter la première pierre.

(1) *Revue des Deux-Mondes*, du 15 mars. — Lettres sur l'Institut.

GEORGE SAND

(Mme DUDEVANT).

> **Mais qui êtes-vous donc si vous pensez ce que vous dites parfois?**
>
> ***Lélia*, page 4.**
>
> **Les poëtes sont des oiseaux ; tout bruit les fait chanter.**
>
> **Pensée inédite, dérobée aux *Mémoires d'outre-tombe*.**

Voilà un difficile et mystérieux sujet. On vous a tant parlé philosophie à propos de l'auteur de *Lélia* que vous me permettrez bien de débuter par une futile historiette, dont l'authenticité fait tout le mérite.

Il y a quelques jours, je dormais d'un sommeil pénible ; j'étais sous l'impression d'un cauchemar biographique, dont Dieu vous garde ! car c'est le plus atroce de tous les cauchemars, lorsqu'on

m'éveilla pour me remettre une lettre que j'ouvris machinalement : elle était ainsi conçue :

« Madame Dudevant (vous savez que c'est le « nom légal de Georges Sand) vous prie de passer « chez elle pour une *petite commande* qu'elle a à « vous faire. » Suivait l'indication du lieu et de l'heure.

Je relus le billet; je me frottai les yeux; il me paraissait évident que je ne dormais pas; et pourtant le contenu de la lettre me déroutait complétement. Je connais bien, à la vérité, certaines illustrations hétéroclites qui m'auraient volontiers, comme cela se pratique souvent, *commandé* une biographie; mais, outre que je n'accepte pas de *commande* de ce genre, ce ne pouvait être le fait d'une véritable illustration.

Je me perdais en conjectures, quand j'eus la pensée (il fallait être ou stupide ou endormi pour ne pas l'avoir eue plus tôt) de jeter les yeux sur la suscription du billet; il était adressé à M***, *poêlier-fumiste.* Le mystère me fut dès lors expliqué. Trompés par une certaine ressemblance de nom, le Mercure de George Sand, qui est, sans doute, un subtil enfant de la Creuse, et mon portier, qui

est un non moins spirituel enfant de l'Auvergne, s'étaient compris du premier mot; ils avaient peut-être lu quelque part des vers charmants de Voltaire sur *la fumée et la gloire;* ils en avaient judicieusement conclu qu'entre un fumiste et un historiographe de célébrités contemporaines il n'y a pas, pour me servir du mot de M. Viennet, le *diamètre de la terre;* et, grâce à cette ressemblance d'attributions, je me trouvais ainsi nanti d'un autographe destiné à une sorte de collègue.

« Heureux fumiste! me disais-je, en pensant « d'abord honnêtement à restituer la lettre à qui « de droit, tu vas voir le génie en déshabillé; on « ne pose pas devant un industriel de ton espèce, « on se drape toujours plus ou moins devant un « biographe. Que ne puis-je être tour à tour fu- « miste et biographe! Au fait, pourquoi ne se- « rais-je pas fumiste? Je connais des avocats de- « venus hommes d'État, du soir au matin. J'ai « quelques notions de physique; j'ai là, sous la « main, une *Encyclopédie des sciences usuelles*, je « vais étudier l'article *fumée*, et je pourrai enfin « savoir à quoi m'en tenir sur tous les récits fan- « tastiques qui se font par le monde au sujet de

« Lélia. On m'a parlé de son regard féroce et « fascinateur, de sa voix sombre et terrible ; on « m'a dit qu'elle habitait, ainsi que Siméon sty- « lite, un lieu élevé où l'on ne parvient qu'à l'aide « d'une échelle; et je viens de lire, dans une « gazette de Saint-Pétersbourg, qu'elle a cinq « pieds six pouces ; qu'elle se fait habituellement « une redingote de sa chevelure, qu'elle porte un « feutre pointu sur l'oreille, des moustaches et « des éperons. Comme je suis de nature sceptique « et douteuse, tout cela me paraît bien un peu « apocryphe; et je ne vois jusqu'ici rien d'in- « contestablement acquis à la biographie, à l'his- « toire et à la postérité, sinon que c'est un grand « poëte, et que les cheminées de son domicile « sont en mauvais état. Quelle plus belle occasion « de vérifier le reste! »

Une fois que cette idée fut entrée dans mon cerveau, elle s'y fixa; le rendez-vous était désigné pour le jour même; la tournure de la lettre indiquait qu'on ne connaissait pas celui à qui elle était adressée; je me lève, je m'habille à la hâte, je me pose devant une glace ; je m'aperçois avec plaisir que j'ai tout juste ce qu'il faut de distinc-

tion et d'élégance à un ramoneur ; je lis mon article *fumée* ; je mets dans ma poche un superbe pied métrique, et je pars, bien décidé à affronter toutes sortes de fonctions plutôt que de laisser échapper l'occasion d'enrichir ma notice de tous ces détails intimes dont le bon public est si friand.

J'arrive bientôt au fond de la Chaussée-d'Antin, dans une rue silencieuse et solitaire, que je ne vous nommerai pas, par la raison que je ne suis pas le dictionnaire des 25,000 adresses ; j'entre dans une maison de belle apparence ; on me conduit dans un jardin ; au fond de ce jardin, à droite, on m'indique un petit pavillon isolé ; je frappe à la petite porte de ce petit pavillon ; on m'ouvre, on me fait monter par un tout petit escalier, et je me trouve dans une petite antichambre qui ressemblait à l'antichambre de tout le monde.

Là on me demande mon nom ; j'hésite un instant ; mais bientôt, appelant à mon aide tout mon fanatisme de biographe, je consomme intrépidement mon forfait en volant le nom de l'honnête fumiste, qui très-probablement ne se doutait guère en ce moment de la concurrence. On me prie d'attendre. En vérité, je ne demandais pas mieux ; car

j'avais à peine eu le temps d'apprendre mon rôle, et je n'étais pas fâché de le répéter un peu avant la représentation.

Cependant l'attente se prolongeait indéfiniment ; mon ardeur première s'en allait peu à peu, et ce rôle improvisé, dont je n'avais jusqu'ici envisagé que les avantages, commençait à se présenter à moi avec tous ses inconvénients. Je voyais passer et repasser autour de moi une charmante enfant aux cheveux bouclés, dont le regard inquisiteur me mettait assez mal à mon aise ; c'était mademoiselle Solange, la jolie fille de l'illustre écrivain. De plus, tout *homme de rien* que je suis, je croyais entendre à travers les portes une voix d'artiste qui m'était bien connue, et je me disais que, si mon larcin allait être découvert, je ferais certainement une triste figure. Au total, la perspective d'une cheminée à ramoner me paraissait un peu inquiétante, vu mon inexpérience. D'autre part, au point où j'en étais, c'eût été une honte de reculer.

Dans cette perplexité, je me décidai tout à coup à m'adresser à la duègne qui m'avait introduit ; je pensais que c'était sans doute cette digne Ursule

des *Lettres d'un Voyageur*, qui prend la Suisse pour la Martinique, et cette pensée m'enhardit un peu ; je lui contai le *quiproquo* qui m'avait inspiré l'audace de ma visite ; j'ajoutai d'un ton doucereux que j'étais un simple amateur de choses étranges ; qu'à ce titre je ne serais pas fâché de voir sa maîtresse, et que, si elle voulait bien m'en faciliter les moyens, je lui ferais hommage de la collection complète de mes œuvres. Cette offre parut la flatter sensiblement ; elle me sourit d'un air agréable, se glissa mystérieusement dans le sanctuaire, en me faisant un signe qui voulait dire : attendez ! et moi, tremblant, j'attendis la venue de la grande, de la terrible Lélia, en recommandant mon âme à tous les saints du paradis, et récitant mentalement sous forme d'invocation le flamboyant dithyrambe d'un éloquent professeur : « Voici venir la vraie prêtresse, la véritable « proie de Dieu ; le sol a tremblé sous le pied « impétueux de Lélia (1), » etc., etc. J'entendis en effet un grand tremblement de chaises ; une interjection énergique de la prêtresse sur la maladresse de ses serviteurs arriva jusqu'à moi ; la

(1) Lerminier, *Au delà du Rhin*, tome II, page 271.

porte s'ouvrit brusquement, et je fermai les yeux dans un accès d'épouvante.

Quand je les rouvris, je vis devant moi une femme de petite taille, d'un embonpoint confortable et pas du tout *dantesque*. Elle portait une robe de chambre, assez semblable par la forme à la houppelande dont je fais usage, moi, simple mortel; de beaux cheveux, encore parfaitement noirs, quoi qu'en disent les mauvaises langues, séparés sur un front large et uni comme un miroir, retombaient librement sur ses joues, à la manière de Raphaël; un foulard se jouait négligemment autour de son cou; son regard, que quelques peintres s'obstinent à charger en force, avait au contraire une remarquable expression de douceur mélancolique; le timbre de sa voix était moelleux et un peu voilé; sa bouche surtout était singulièrement gracieuse, et il y avait dans toute son attitude un frappant caractère de simplicité, de noblesse et de calme. A l'ampleur des tempes, au riche développement du front, Gall eût deviné le génie; dans la direction franche du regard, sur le galbe arrondi et les traits purs, mais fatigués, du visage, Lavater eût lu, ce me semble, un passé

douloureux, un présent un peu aride, une propension extrême à l'enthousiasme, et par suite au découragement.... Lavater eût pu lire encore bien des choses, mais à coup sûr il n'eût aperçu ni détour, ni amertume, ni haine, car il n'y en avait pas trace sur cette physionomie triste et sereine à la fois. La Lélia de mon imagination disparaissait devant la réalité, et c'était tout simplement une bonne, douce, mélancolique, intelligente et belle figure que j'avais devant les yeux.

En continuant mon examen, je remarquai avec plaisir que la *grande désolée* n'avait pas encore complétement renoncé aux vanités humaines; car, sous les manches flottantes de la robe, à la jonction du poignet à une main fine et blanche, je vis briller deux petits bracelets en or d'un travail exquis. Cette parure féminine, qui faisait très-bon effet, me rassura beaucoup touchant la teinte sombre et l'exaltation politico-philosophique de quelques récents travaux de George Sand. Une des mains que j'examinais cachait un *cigarito*, mal caché du reste, car la fumée s'élevait derrière la prophétesse en petits flocons révélateurs.

Il est bien entendu que, durant ce minutieux

inventaire, ma langue ne chômait pas. Pleinement rassuré par l'abord gracieux de Lélia, et désireux, d'ailleurs, de profiter de l'occasion pour compléter en tous points ma perfidie biographique, j'entortillai, à dessein, l'histoire du fumiste, de périphrases et de parenthèses qu'elle écoutait avec une bienveillante et courtoise indulgence.

Enfin, quand il me parut que l'image était nettement tracée dans mon cerveau, je coupai court à mon imbroglio, et je m'empressai de m'esquiver, enchanté de pouvoir vous déclarer que la *Gazette de Saint-Pétersbourg* ne sait ce qu'elle dit; que les trois quarts de ceux qui jasent sur George Sand s'amusent à vos dépens; qu'il est bien vrai que la prophétesse fume volontiers un ou plusieurs *cigaritos;* qu'elle daigne même, parfois, endosser notre absurde redingote; que dans son cercle intime on l'appelle George, tout court, mais que tout cela n'est pas défendu par la Charte, et qu'il y a loin de là aux puériles monstruosités qui se débitent en tous lieux. J'ajouterai même, si j'en crois des gens bien informés, qu'il est quelques salons de Paris où l'on voit l'illustre écrivain allier au prestige du génie la simplicité,

la modestie et les grâces décentes de la femme.

Maintenant que vous en savez là-dessus tout autant que moi, il me reste à vous apprendre par quel enchaînement de circonstances le poëte a été conduit à acheter la gloire au prix du repos.

Dans les premières années de la Restauration, l'aristocratique couvent des *Dames anglaises*, situé rue des Fossés-Saint-Victor, qui était alors en pleine possession du monopole des éducations patriciennes, ouvrit, un beau matin, sa petite porte à une jeune et intéressante pensionnaire.

La nouvelle venue, qui pouvait bien avoir quatorze ans, arrivait du Berry ; son instruction religieuse paraissait avoir été fort négligée, car les bonnes sœurs remarquèrent, avec un pieux effroi, qu'elle mettait à faire le signe de la croix une gaucherie philosophique qui dénotait un manque absolu d'habitude. C'était, du reste, une belle et brune enfant ; ses traits prononcés respiraient une sorte de fierté sauvage ; elle supportait, sans trop se troubler, les regards peu charitables qu'au couvent comme au collége on ne ménage pas aux provinciaux fraîchement débarqués, et il y avait dans toutes ses manières une

telle empreinte de brusquerie rustique qu'au bout de quelques jours ses nobles et railleuses compagnes l'avaient, à l'unanimité, surnommée *le garçon*. Pour ce qui est de la naissance et de la fortune, la nouvelle venue pouvait marcher de pair avec les plus illustres héritières de France ; car, si du côté paternel elle ne tenait qu'à une opulente famille de finance, par sa grand'mère elle n'avait rien moins que du sang royal dans les veines, et voici comme :

Tout le monde sait que le maréchal de Saxe était fils naturel d'Auguste II, roi de Pologne, et de la comtesse de Kœnigsmark. Sous une enveloppe saxonne le héros de Fontenoy portait un cœur très-français, et il avait eu dans sa vie un bon nombre de faiblesses. De l'une de ces faiblesses naquit, en 1750, une fille, Marie-Aurore, reconnue comme telle après la mort du maréchal par arrêt du parlement, et mariée en premières noces au comte de Horn. Restée veuve peu de temps après son mariage, la comtesse de Horn se retira à l'Abbaye-aux-Bois, et dans cet asile prédestiné, qui devait plus tard abriter une gloire de beauté immortalisée par la bonté et la grâce, elle

tint un des *bureaux d'esprit* les plus distingués du dernier siècle ; le vieux maréchal de Richelieu était, à ce qu'il paraît, un de ses fidèles. Remarquablement jolie et spirituelle, la jeune veuve inspira bientôt une passion très-vive à M. Dupin de Francueil, fils du fermier général Claude Dupin, qui l'épousa, et qui, nommé lui-même fermier général de l'apanage du Berry, l'emmena dans cette province, où elle résida successivement à Châteauroux, puis au château de Nohant, à une lieue de La Châtre. Mme Dupin se trouva veuve une seconde fois, en 1786, avec un fils, Maurice Dupin. Ce dernier, marié de bonne heure, avait déjà conquis sous l'Empire un haut grade militaire ; il était, je crois, colonel lorsqu'il mourut subitement à La Châtre, d'une chute de cheval, laissant une fille unique, nommée Marie-Aurore, comme sa grand'mère, et dont l'éducation resta confiée à celle-ci.

Cette enfant, qui devait être George Sand, fut d'abord élevée à la Jean-Jacques. C'était un petit *Emile* en jupons courts, qu'on laissait librement s'ébattre toute la journée sur les rives de l'Indre, courir après les papillons le long des *traînes* si-

nueuses de la *vallée noire*, et qui le soir, au retour de ses courses vagabondes, entendait conter au salon de merveilleuses histoires sur les pompes de Versailles, les plaisirs de Trianon, les mystères du Parc-aux-Cerfs, les roués et les philosophes du temps passé. Ces récits n'ont pas été perdus, et c'est à l'aide de réminiscences de ce genre qu'on expliquerait peut-être comment un talent si original, si étoffé de style, si profondément passionné d'ordinaire, a su parfois, dans de charmantes miniatures, comme *la Marquise*, par exemple, revenir en arrière, et reproduire, dans toute leur vérité, les habitudes élégantes, les passions à fleur de tête et le langage miroité de nos bons aïeux.

Au moment de la réaction religieuse qui suivit la Restauration, Mme Dupin pensa qu'il était temps de sacrifier un peu de sa méthode philosophique aux idées nouvelles, et de donner à sa petite-fille une éducation analogue à la position que sa naissance et sa fortune l'appelaient à occuper dans le monde.

C'est alors que la belle et rustique enfant du Berry dut quitter sa *vallée noire* pour venir à

Paris, au couvent des *Anglaises*, où nous l'avons vue entrer plus haut avec son inexpérience en fait de signe de croix et ses allures de *garçon*.

Quelques mois de couvent s'étaient à peine écoulés, et déjà la jeune pensionnaire n'était plus reconnaissable ; cette imagination ardente et mobile, qui percera plus tard dans les brusques soubresauts du grand écrivain, commençait à se révéler avec toute sa puissance. La majesté et la pompe des cérémonies catholiques, la vie uniforme, l'atmophère pieuse et paisible du cloître, tout cela produisit dans cette âme une complète révolution, et mademoiselle Aurore se trouva soudainement prise d'une telle ferveur de dévotion que la règle ne lui paraissait pas assez sévère, la pratique assez rude, et que la supérieure se vit souvent obligée de modérer son exaltation religieuse par considération pour sa santé, en lui faisant sentir d'ailleurs que, destinée à vivre dans le monde, elle serait toujours obligée de réduire de beaucoup les proportions de son ascétisme.

Six ans plus tard, il y avait dans le château de Nohant une femme qui se mourait de tristesse et d'ennui ; c'était la pieuse pensionnaire des *An-*

glaises, pleurant sa liberté perdue et maudissant un joug qu'elle devait briser bientôt. A peine sortie du couvent, elle avait perdu sa grand'mère ; et alors, seule, sans guide, sans appui, jeune, riche, orpheline, elle s'était laissé marier à la manière d'autrefois et aussi à la manière d'aujourd'hui. On lui avait ménagé une de ces destinées dites *convenables*, qui ont donné si beau jeu aux réformateurs de ce temps-ci. Vive et impressionnable comme Indiana, candide et enthousiaste comme Valentine, fière et indomptable comme Lélia, elle se trouvait unie à un soldat impérial rentré dans ses foyers, l'espèce d'homme, en général, la plus prosaïque qui soit sous le ciel. Cet époux était un digne gentillâtre campagnard, comme il en fourmille dans la vieille Aquitaine, tenant les raffinemets du cœur pour folies et billevesées, prenant la vie pour ce qu'elle vaut et le temps pour ce qu'il dure, pas trop savant, un peu rude, à en juger par certains détails d'un procès fameux, et au demeurant le meilleur fils du monde.

Les premières années de cette vie nouvelle furent paisibles, sinon heureuses. Refoulant en elle la vie débordante, la femme souffrait, mais luttait

vaillamment contre sa souffrance, en appelant à son aide les livres, les courses à cheval, et surtout le grand livre de la nature, pour lequel George Sand semble avoir reçu une faculté toute particulière d'intuition large et pénétrante.

En 1825, Mme Dudevant fut conduite par son mari aux eaux des Pyrénées; les impressions de ce voyage, l'aspect d'une nature grandiose et sauvage, une première illusion un instant entrevue, tout cela, en éveillant l'imagination de l'artiste et le cœur de la femme, ne servit, au retour, qu'à allourdir encore le poids d'une vie aride et monotone.

Enfin, après bien des luttes intérieures, après bien des scènes douloureuses, dont l'amer souvenir perce dans plus d'une page de George Sand, l'épouse s'affranchit violemment, le poëte prit son vol; et un jour, en 1828, on chercha vainement la châtelaine de Nohant; elle avait disparu. Qu'était-elle devenue? on ne savait.

Ici je trouve dans des notes que j'ai tout lieu de croire exactes un fait qui peint assez bien les fluctuations d'une âme noble, ardente et inquiète.

En 1828, le prêtre, confesseur du couvent des

Anglaises, qui avait dirigé autrefois la conscience de mademoiselle Dupin, vint un jour prier la supérieure de lui accorder une grâce. Il lui raconta qu'une de ses pénitentes, une ancienne pensionnaire, se trouvant dans une position pénible, difficile, désirait faire dans l'intérieur de la maison une retraite pieuse. La supérieure refusa d'abord, alléguant l'usage, la règle ; le prêtre insista, obtint sa demande, et la fugitive de Nohant repassa le seuil de cet asile paisible où s'étaient écoulées pures et ferventes ses jeunes années ; mais sa destinée l'appelait ailleurs : le génie réclamait sa proie, et à quelques jours de là elle rentrait brusquement dans le monde pour se livrer à tous les hasards, à toutes les passions, à toutes les joies, à toutes les peines d'une vie anomale d'artiste.

La période où nous entrons est délicate et d'un difficile accès. J'ose me flatter que les lecteurs des précédentes notices ne s'attendent pas à me voir enfreindre ici les lois de convenance que je me suis imposées ; un biographe peut, à la rigueur, se passer d'esprit et de talent, mais il a impérieusement besoin de dignité et de bonne foi, surtout quand il s'agit d'un génie qu'on peut blâmer,

louer ou plaindre, mais qu'on doit respecter à un double titre. Pour les plus exigeants en fait de révélations, je me contenterai de transcrire ici cette page touchante des *Lettres d'un Voyageur :*

« Il m'importe peu de vieillir, il m'importerait « beaucoup de ne pas vieillir seul; mais je n'ai pas « rencontré l'être avec lequel j'aurais voulu vi- « vre et mourir ; ou, si je l'ai rencontré, je n'ai « pas su le garder. Écoute une histoire, et pleure. « Il y avait un bon artiste, qu'on appelait Wate- « let, qui gravait à l'eau forte mieux qu'aucun « homme de son temps. Il aima Marguerite Le- « comte, et lui apprit à graver à l'eau forte aussi « bien que lui. Elle quitta son mari, ses biens et « son pays, pour aller vivre avec Watelet. Le « monde les maudit; puis, comme ils étaient pau- « vres et modestes, on les oublia. Quarante ans « après on découvrit aux environs de Paris, dans « une maisonnette appelée *Moulin-Joli*, un vieux « homme qui gravait à l'eau forte, et une vieille « femme, qu'il appelait sa meunière, et qui gra- « vait à l'eau forte, assise à la même table. . . « Le dernier dessin qu'ils gravèrent représentait

« le *Moulin-Joli*, la maison de Marguerite, avec « cette devise : *Cur valle permutem Sabinâ di-* « *vitias operosiores!* Il est encadré dans ma « chambre, au-dessus d'un portrait dont personne « ici n'a vu l'original. Pendant un an l'être qui « m'a donné ce portrait s'est assis avec moi toutes « les nuits à une petite table, et il a vécu du « même travail que moi. Au lever du jour, nous « nous consultions sur notre œuvre, et nous sou- « pions à la même petite table, tout en causant « d'art, de sentiment et d'avenir. L'avenir nous a « manqué de parole. Prie pour moi, ô Marguerite « Lecomte ! »

Voici une autre histoire qui se rattache plus ou moins à la première :

Quelque temps après la révolution de juillet, il parut un livre intitulé *Rose et Blanche*, ou *la Comédienne et la Religieuse*. Ce livre, qui passa d'abord inaperçu, tomba par hasard entre les mains d'un libraire; il le lut, et, frappé de la richesse descriptive de certains tableaux et de la nouveauté des situations, il s'informa de la demeure de l'auteur; on lui indiqua un modeste hôtel garni. Il monta dans une petite mansarde, et

là il vit un jeune homme qui écrivait à une petite table, et une jeune femme qui coloriait des fleurs à côté de lui. C'était Watelet et Marguerite Lecomte. Le libraire parla du livre, et il se trouva que Marguerite, qui savait écrire des livres aussi bien et même mieux que Watelet, avait fait une bonne partie de celui-là, et la meilleure ; seulement, comme les livres se vendaient peu ou point, aux occupations littéraires elle joignait la besogne plus lucrative de coloriste. Encouragée par le suffrage du libraire, elle sortit d'un tiroir un cahier tout écrit de sa main ; le libraire l'examina, l'acheta très-bon marché, je pense, et il eût pu l'acheter beaucoup plus cher sans faire une mauvaise affaire, car c'était le manuscrit d'*Indiana*. Peu de temps après, Marguerite Lecomte quitta Watelet, lui prit définitivement la moitié de son nom, s'appela George Sand, et de cette moitié de nom elle a su en faire un qui brille aujourd'hui entre les plus grands et les plus glorieux.

En moins de dix ans George Sand a bien écrit déjà près de trente volumes ; la critique s'est abattue sur ces trente volumes, et elle en a bien vite enfanté quatre fois autant, à l'effet d'attaquer ou

de défendre les doctrines morales, philosophiques, voire même politiques de leur auteur. Tout ce qui me paraît résulter de plus raisonnable de cette controverse, c'est que la critique a escarmouché dans le vide ; elle a commencé par supposer ce qui n'existait pas ; elle a pris, comme dit quelque part George Sand, des vessies pour des lanternes, c'est-à-dire des passions pour des raisons, des plaintes éloquentes pour des systèmes, et des cris pour des conclusions (1).

Repoussez tant que vous voudrez les théories stériles de l'art pour l'art ; blâmez l'artiste de ne pas conclure ou plutôt de parler quand il ne peut pas conclure ; mais ne le transformez pas, ne le faites pas conclure malgré lui ; n'élevez pas une brillante individualité poétique à l'état de puissance sociale, vous moralistes chrétiens pour l'attaquer, vous novateurs pour la défendre ; laissez la conviction s'opérer chez le poëte dans sa sphère ; vous ne gagnez d'aucun côté à lui forcer la main, car, si vous le lapidez, vous le grandissez d'au-

(1) Il importe de rappeler au lecteur que ceci était écrit avant l'apparition des romans socialistes et humanitaires de George Sand. (*Note de la 4e édition.*)

tant, et il se tourne naturellement vers ceux qui l'encensent : ceux-là n'y gagnent pas non plus; car, violenté dans sa conscience, le poëte leur apporte une pensée hâtive, brusquée, capricieuse, une pensée de poëte; il leur fait de la philosophie fantastique, la pire de toutes les philosophies. En vérité, nous prenons trop au sérieux nos poëtes; le géomètre qui leur demandait : qu'est-ce que cela prouve? n'était guere plus ridicule que nous qui prétendons trouver en eux la preuve de tout. Ceci tient, du reste, à un travers général du siècle, dont il n'est peut-être pas inutile de dire un mot en passant.

Les nations qui commencent à vieillir ont des infirmités et des manies comme les vieillards. Les Grecs du Bas-Empire subtilisaient et sophistiquaient outre mesure; c'étaient des analystes pointilleux : ils s'usaient dans le petit. Nous, nous symbolisons à qui mieux mieux ; la synthèse nous déborde, nous errons dans le vague, nous nous perdons dans l'infini. Ils ne voyaient que de très-près et en détail : nous ne voyons plus qu'en gros et de très-loin; ils étaient myopes; nous sommes presbytes. Ainsi, nous ne faisons plus de l'histoire,

l'histoire est le propre des esprits étroits ; nous faisons de la philosophie de l'histoire, c'est-à-dire qu'avec une douzaine de vocables de six pieds et deux ou trois classifications qui vont à tout, le premier venu va vous décrire *à priori* les vicissitudes de l'empire mongol ou chinois, dont il ne sait pas un mot. En religion, nous ne sommes plus ni catholiques, ni protestants, ni athées, ni théistes ; nous sommes *panthéistes*, ce qui est très-grand, très-beau, mais peu clair. En politique et en morale nous n'avons souci ni de l'individu, ni de la famille, ni de la cité, ni de l'État ; nous avons vraiment bien autre chose à faire ; nous avons l'humanité tout entière à soigner. La forêt, comme dit l'Allemand Menzel, nous empêche de voir les arbres. Il fut un temps où l'on faisait tout bêtement de la poésie, de la musique et de la peinture; nous faisons, nous, de la poésie sociale, de la musique apocalyptique et de la peinture métaphysique. Bien plus, nous avons été chercher dans le passé toutes les spécialités glorieuses, pour les tendre, les étirer et les clouer aux quatre coins du cadre immense de notre synthèse. L'Iliade s'est trouvée un mythe, l'Énéide un symbole, et j'ima-

gine que, si Dante et Shakspeare revenaient au monde, ils seraient tout étonnés d'avoir dit tant de savantes choses dont ils ne se doutaient guère. J'avais cru, jusqu'ici, que Raphaël était un grand peintre ; j'ai lu l'autre jour dans un beau livre que c'était le plus grand théologien du seizième siècle.

Au plus fort de cette période de confusion et de déplacement, une femme est venue avec toutes les qualités et tous les défauts qui constituent le poëte. Imagination fougueuse, organisation mobile et passionnée, inspiration chaleureuse, richesse de langage, rien ne lui manquait ; rien, pas même la vie exceptionnelle et tourmentée de l'artiste. Malheureuse dans le mariage, elle avait rompu avec le mariage ; riche, elle avait laissé derrière elle toute sa fortune, ne gardant que la liberté, ces Dieux Lares que les Bohémiens et les poëtes emportent partout avec eux. Il fallait vivre ; elle s'ignorait elle-même ; on lui conseilla d'écrire, elle écrivit ; et la pensée profondément philosophique ou perverse qui donna naissance à son premier livre fut, ainsi qu'elle le dit elle-même en maint endroit, celle-ci : avoir du pain. Le livre eut un succès prodigieux ; c'était une histoire

écrite avec le cœur et toute brûlante de passion, de douleur et de colère. La donnée n'était pas neuve ; il s'agissait d'une femme, d'un mari et d'un amant. Le portrait du mari était peu flatté : il eût été étonnant qu'il en fût autrement. L'amant lui-même, et ceci semblerait indiquer une déception première ; l'amant qu'un écrivain a appelé, je ne sais trop pourquoi, le *roi* des livres de George Sand, faisait dans celui-ci, comme dans plusieurs autres, une fort odieuse et fort triste figure ; le beau rôle était pour la femme : rien de plus naturel. La critique, qui s'étonne de tout, s'étonna d'un succès fait sans elle, et se tira d'affaire en déclarant que toutes les femmes avaient leur roman dans le cœur, et que, ce secret une fois dit, il ne leur restait plus rien à dire. Six mois plus tard, *Valentine* donnait à la critique un éclatant démenti. Il s'agissait encore, à la vérité, d'une femme, d'un mari et d'un amant. L'auteur, n'ayant pas assez vécu, n'avait qu'une corde à son arc ; mais la flèche qu'il lançait était d'une forme nouvelle. De brutal et ignorant, le mari était devenu froidement poli et profondément égoïste ; l'amant avait gagné du tout au tout ; il était noble, géné-

reux et beau ; avec des qualités différentes, la femme restait à peu près la même. Dans *Jacques*, le troisième roman qui fut écrit avant *Lélia*, bien qu'il ait paru après, les principaux personnages sont toujours la femme, le mari et l'amant ; seulement ici le mari a le beau rôle. Jacques a tout ce qu'il faut pour faire le bonheur d'une femme ; il est grand et bon, il est bien un peu usé par le cœur ; mais il a tant de noblesse dans l'âme qu'il est impossible de ne pas l'aimer ; le rival obligé, l'amant, n'est pas de force à lutter ; Octave est un vulgaire amoureux de vaudeville ; et pourtant Fernande succombe. Il a été généralement convenu que ce roman était le plus immoral de tous ceux de George Sand. On a dit que c'était la négation absolue de l'amour dans le mariage. Je ne sais quelle a été la pensée première de l'auteur, mais il me semble que la dernière impression reçue, la vraie moralité de l'ouvrage, pour tout esprit non prévenu, est celle-ci : Fernande est une petite sotte qui aime son mari sans le comprendre, cesse de l'aimer sans savoir pourquoi, et qui est impardonnable de le tromper. Loin de croire ce livre dangereux, je suis profon-

dément convaincu au contraire qu'il n'est pas de femme tant soit peu délicate qui ne soit mentalement révoltée contre le dénouement.

Après *Jacques* vint *Lélia :* depuis *Indiana*, l'auteur avait vécu; il avait aimé, il avait tour à tour cessé d'aimer ou d'être aimé, il avait souffert, il avait grossi ses souffrances de toutes les forces de son imagination et de toutes les petites tortures de sa position exceptionnelle; après avoir désespéré de l'amour dans le mariage, il désespéra de l'amour, de la vie, de Dieu, il désespéra de tout, et, un beau jour, dans un accès de fièvre intermittente, entre la fureur et l'abattement, il écrivit *Lélia*.

A l'apparition de ce livre, le double mouvement de répulsion et d'enthousiasme soulevé autour du nom de George Sand monta à son comble : en même temps que la phalange philosophique lui tendait les bras en criant : salut, prophétesse! la grosse morale lui montrait le poing en l'appelant empoisonneuse!

Ce n'était, à vrai dire, ni une Pythie, ni une Locuste; c'était un poëte, dont une sorte de délire avait surexcité toutes les facultés au détriment de

la principale, la raison. Lélia est à la fois le meilleur et le plus mauvais, mais bien certainement le moins logique des livres de George Sand ; tout y est beau, majestueux, varié, mais c'est la beauté, la majesté, la variété du chaos. Lélia, Trenmor, Sténio, Pulchérie sont quatre types qui représentent non pas des idées, mais des états de l'âme ; ces quatre types conversent et discutent à l'infini ; chacun d'eux a tort et raison tour à tour ; ils finissent par avoir tort tous les quatre, car l'ouvrage est sans conclusion ; et le lecteur, s'il n'est pas trop subtil, ferme le livre et s'étend dans son fauteuil en résumant ces impressions en quelque maxime neuve et incendiaire dans le genre de celle-ci : « Le parfait bonheur est impossible ici-bas. »

Après ce grand cri de souffrance, qui a nom *Lélia*, l'âme de George Sand parut se calmer et se rasséréner un peu. Sa position sociale prit une assiette plus fixe ; elle se sépara judiciairement de son mari, rentra en possession de sa fortune, et alla demander aux montagnes de la Suisse, au beau ciel de Florence et de Venise, des pensées moins sombres, de plus riantes inspirations. Elle écrivit deux ou trois charmantes nouvelles, puis le *Se-*

crétaire intime, et *Léone Leoni*. Dans ces deux livres elle laissait de côté les types invariables de ses premiers ouvrages et le type désolé de Lélia. Sans être consolante, sa pensée était moins âcre et plus purement artistique. Ce mouvement d'apaisement alla se prononçant de plus en plus. Elle écrivit *André*, ce petit livre délicieux qui serait le frère de Paul et Virginie, s'il n'y avait là une grossière surprise des sens, humiliante, douloureuse, mais heureusement fausse et impossible dans la donnée du caractère d'André. George Sand avait dit ailleurs : Les anges sont moins purs que le cœur d'un jeune homme de vingt ans lorsqu'il aime avec passion ; et cela était non-seulement bien dit, mais cela était vrai ; car, tout corrompus, tout gangrenés, tout Don Juan manqués que nous sommes, il n'est peut-être pas un d'entre nous qui n'ait gardé en un recoin du cœur le lointain souvenir de quelque premier mystère d'amour candide, de chaste abandon et de facile renoncement.

Après *André* vinrent *Simon*, *Mauprat*, les *Lettres d'un Voyageur*, etc., etc. La période passionnelle s'achevait graduellement dans le calme,

dans la poésie et dans la vérité. La phase religieuse allait poindre. Une noble amitié venait de se former entre deux âmes portant dans des sphères différentes un égal talent et une franchise égale de mobilité poétique. M. de La Mennais prit la direction du *Monde*, et George Sand publia dans ce journal les cinq lettres à Marcie, empreintes d'une résignation toute chrétienne. Ces lettres suffisaient à réduire à néant les conséquences sociales que la philosophie s'efforçait de tirer des douleurs individuelles de Lélia.

Toutefois le temps d'arrêt chrétien ne fut pas long ; l'aventureux et turbulent poëte ne fit que traverser cette paisible région pour passer bientôt avec armes et bagages dans le camp du panthéisme. Après un voyage aux *îles Baléares,* il publia *Spiridion.* Ce livre, composé sous les frais ombrages de Palma, était une véritable palinodie, car il reproduisait brusquement dans la sphère religieuse toutes les négations morales de Lélia ; l'édifice à peine ébauché dans les *Lettres à Marcie* se trouvait déjà renversé de fond en comble, et le christianisme progressif de M. de La Mennais laissé là comme impuissant. Depuis, dans une nou-

velle édition de Lélia, retouchée et augmentée, et dans quelques travaux sérieux, George Sand s'est éloigné de plus en plus du principe chrétien, en même temps que sa pensée sociale prenait une couleur, sinon plus nette, du moins plus prononcée de radicalisme. Dans l'ordre purement artistique, elle a écrit diverses productions gracieuses, que je ne puis analyser ici ; et bientôt vous serez appelés à la voir, dans le drame de *Cosima*, tenter des chemins inexplorés.

Maintenant, si vous voulez absolument que cette bluette biographique conclue à quelque chose, je vous dirai que sa conclusion est qu'il n'y a pas, jusqu'ici, dans tous les ouvrages de George Sand, l'ombre d'une conclusion sur laquelle on puisse asseoir une accusation formelle ou une apologie décisive ; que ses livres prouvent tout ce qu'on veut, parce qu'ils ne prouvent rien ; que si poison il y a dans une page, vous n'avez qu'à la tourner pour trouver le contre-poison dans l'autre, et que les *doctrines* impies, immorales, antisociales de l'écrivain d'autrefois me paraissent authentiques tout juste comme ses *doctrines* radicales et panthéistiques d'aujourd'hui.

Quant à l'influence pernicieuse de ces livres, je crois qu'on l'a beaucoup exagérée. Presque tous renferment au dénouement une sorte de moralité de malheur qui, jusqu'à un certain point, remplace l'autre. S'il y a des passions et des fautes, il y a aussi des douleurs et des remords, et surtout il n'y a généralement pas de vice ; ils peuvent tourmenter et égarer les âmes, mais ils ne les dégradent ni ne les corrompent. A lire ces pages où les sentiments les plus opposés parlent une même langue, une langue divine, on éprouve une admiration pénible ; et quand on les quitte, on aspire au vrai avec plus de force que jamais ; on comprend que tout cela n'est pas la vie, que l'imagination n'est pas la raison, et que les poëtes seront toujours des poëtes, c'est-à-dire, pour parler comme le plus grand et le plus sage d'entre eux, des oiseaux mélodieux que tout bruit fait chanter. Que ce bruit vienne du dehors ou du dedans, qu'il charme ou épouvante, attire ou repousse, que ce soit un désir qui naît ou un ruisseau qui murmure, un peuple qui s'agite ou une mer qui gronde, un trône qui croule ou une illusion qui s'en va, l'oiseau chante, chante toujours, partout, sur tous

les tons : ne lui demandez pas le pourquoi de ses chants, il chante parce qu'il est oiseau.

SUPPLÉMENT A LA 4e ÉDITION.

Le premier essai de George Sand dans la carrière dramatique fut malheureux. *Cosima* échoua au Théâtre-Français. L'ouvrage fut retiré après quelques représentations, et l'auteur l'a publié depuis en le faisant précéder d'une préface où il se plaint « qu'on lui ait contesté avec empor- « tement et ironie le droit d'essayer une manière nouvelle, « et où il déclare qu'il attend paisiblement un auditoire « plus calme et plus indulgent. » En cela je crois que George Sand se fait une double illusion : d'abord il n'y a guère de public indulgent, et, si ce public existait, il serait indigne de George Sand; un demi-succès n'est pas à sa taille : il ne peut y avoir pour un tel écrivain qu'un public juste ou injuste, dont la postérité confirme ou casse les arrêts. Or, l'arrêt porté sur *Cosima* ne me paraît pas sujet à cassation, car c'est là une production relativement médiocre, et à coup sûr la plus faible de toutes celles de George Sand. Ce drame n'est pas seulement défectueux à la scène; il laisse au lecteur une impression qu'il est peu habitué à rencontrer dans les pages du plus coloré et du plus passionné de nos prosateurs; ce n'est ni de la tristesse, ni de l'amertume, ni du bonheur, ni de l'effroi; c'est quelque chose qui ressemble beaucoup à de l'ennui. En vérité, ce drame est ennuyeux, et le genre en-

nuyeux est le plus mauvais de tous les genres. Ce n'est ni du drame physiologique et brutal à la manière d'Alexandre Dumas, ni du drame spiritualiste et intime à la manière d'Alfred de Vigny; ce n'est pas même du drame lyrico-fantastique, comme les *Sept Cordes de la lyre*, par exemple, où l'idéal tient lieu de passion, de mouvement et de vie; c'est une sorte de juste-milieu entre *Antony* et *Chatterton*, un mélange sans nom de sensualisme et d'idéalisme, d'emportement et de langueur, quelque chose qui n'est, à proprement parler, ni vrai, ni élevé; une action dénuée de réalité et de suite, mal engagée au début, maigre d'incidents, conduite péniblement d'invraisemblances en invraisemblances, et qui s'arrête bien plutôt qu'elle ne finit; c'est du reste toujours le même style, large, étoffé, splendide, toujours le même beau vêtement, mais, cette fois, rien dessous.

Cosima est le point de départ d'une nouvelle évolution dans la marche des idées de George Sand. — Ce n'est plus l'auteur jeune, passionné et fougueux d'*Indiana*, de *Valentine*, de *Jacques*, de *Lélia*; ce n'est plus ce poëte naïf, mobile, varié, touchant, contradictoire et vrai des *Lettres d'un Voyageur*, écrivant sous la dictée de sa mémoire, de son imagination et de son cœur; ce n'est plus aussi ce génie tranquillisé qui, dans un moment de repos, enfanta *André*, *Simon*, *Mauprat*, les *Lettres à Marcie*; c'est George Sand arrivé enfin à sa période de *parti pris*. A force de lui crier, amis et ennemis, qu'il avait un système, ils ont fini par le lui persuader, et voilà l'auteur d'*Indiana* qui fait décidément des romans humanitaires, et glisse entre deux amours des tartines de socia-

lisme. — Il ne s'agit plus d'œuvres de pure poésie, de pure inspiration; il s'agit d'œuvres méditées, avec des intentions, des opinions, des doctrines, un but. — Les idées de M. Pierre Leroux ont succédé, comme influence sur l'imagination de George Sand, aux idées de M. de La Mennais. — Le roman démocratique intitulé *le Compagnon du tour de France* a été le premier produit de cette nouvelle crise intellectuelle. Ce roman n'a eu qu'un succès restreint et il n'a pas été terminé. — Ensuite est venu le roman d'*Horace*. Ce roman ayant été refusé par la *Revue des Deux Mondes*, il en est résulté, entre le directeur de ce recueil et George Sand, une rupture qui a eu pour conséquence la publication d'une nouvelle revue intitulée *Revue indépendante*, et créée de concert avec M. Pierre Leroux. — Dans cette revue George Sand a publié d'abord son roman d'*Horace*, et ensuite *Consuelo*; le succès de ce dernier ouvrage, le plus long de tous ceux de George Sand, semble avoir déterminé l'auteur à le prolonger indéfiniment. — Huit volumes ont déjà paru de cette encyclopédie; et bien que M. Leroux ait aujourd'hui quitté la *Revue indépendante*, George Sand continue à traiter, sous forme de roman, le thème philosophique de son maître : — la *Renaissance dans l'humanité*.



M. DE BROGLIE.

Imp. de Bene et Cie. Rue de Seine, 32.

M. DE BROGLIE.

Le gouvernement de Juillet a pris naissance au sein d'une révolution populaire; c'est là sa gloire et son danger. La gloire a été pure parce que la cause était juste; le danger est grand, car toute insurrection qui réussit, légitime ou non, enfante par son succès des insurrections nouvelles.

***Discours de M. de Broglie.* — Séance du 25 août 1835.**

M. de Broglie est peut-être l'homme d'État le moins populaire et en même temps le plus respecté de France. L'opinion publique, la grande reine de notre temps, a cela de bon que, si elle garde ses faveurs pour ceux qui la flattent, pour eux aussi elle garde ses variations, ses exigences, ses bouderies et ses caprices; quand elle rencontre par hasard une individualité roide et hautaine qui se refuse obstinément à courber la tête sous son joug, l'opinion commence par toiser le rebelle de haut en bas, et si elle trouve en lui de

véritables proportions de grandeur, elle se résigne bientôt à subir une résistance qui ne l'humilie point, et elle se pose alors en face du personnage sur un pied de froideur permanente, qui n'est pas l'amour tant s'en faut, mais qui n'est pas non plus la haine, et qui jusqu'à un certain point n'exclut pas la justice. En fait d'ouvrages sérieux et de quelque importance historique, j'ai lu à peu près tout ce qui a été écrit d'hostile sur M. de Broglie depuis son entrée aux affaires, et le tout m'a paru se résumer en ce mot qu'un mien ami recueillit jadis de la bouche même de Lafayette : *Je n'aime pas cet homme, mais je l'estime.* Or, il faut bien le dire, encore que cela soit peu édifiant, le plus beau, le plus rare témoignage qu'un homme politique puisse aujourd'hui invoquer en sa faveur, c'est l'estime universelle de ses ennemis.

M. de Broglie appartient, comme chacun sait, à ce qu'on appelle le parti *doctrinaire*. Si ce mot sacramentel, dont le sens n'a jamais été, je l'avoue, parfaitement clair pour moi, s'applique à un esprit vaste, élevé, profond, mais froid, arrêté, systématique, nourri de théories, mal à l'aise au milieu des faits qu'il s'efforce, avec une constance

sinon toujours heureuse, du moins infatigable, d'encercler dans un ordre d'idées conçues *à priori;* si le fameux mot signifie tout cela, l'honorable pair serait le type le plus vrai, le plus complet du *doctrinaire.* M. Royer-Collard a quelque chose de plus adouci; il y a en lui une certaine mansuétude évangélique qui mitige l'austérité doctrinaire. Sa physionomie politique est un peu blafarde si l'on veut, mais elle est pacifique, sereine, inoffensive; c'est le Platon du parti (1). Plus rapproché de M. de Broglie par une assez étroite conformité de vues et par une rigidité publique aussi grande en apparence, M. Guizot s'en éloigne, et de beaucoup, par son expérience des hommes, par son côté multiple et pratique, et par une sorte de malléabilité privée sur laquelle je n'ai peut-être pas assez insisté, et qui pourrait au besoin ressembler à de la souplesse. Il y a chez lui du Richelieu, mais il y a aussi par moments un peu de Mazarin. M. de Broglie est souple à peu

(1) Il va sans dire que ceci s'applique au personnage public; tout le monde sait qu'au privé M. Royer-Collard est d'une causticité mordante qui ne rappelle aucunement Platon. (*Note de la deuxième édition.*)

près comme une barre de fer ; Mazarin et lui sont les deux antipodes ; s'il trouve en son chemin un obstacle, il ne le tourne jamais, il le brise ou se vient résolument briser contre lui ; c'est un homme d'État tout d'une pièce, un stoïcien politique, le Zénon de la *doctrine*.

L'homme privé n'est pas moins curieux à étudier. Vous arrivez chez M. de Broglie : vous le trouvez enfoncé dans son fauteuil avec une toilette de philosophe, c'est-à-dire tout ce qu'il y a de plus négligé (1). Ses yeux sont assez habituellement fixés sur la pointe de ses bottes ; sa tête travaille, son abord est taciturne et glacial ; s'il n'a rien à vous dire, il vous rend votre salut, vous laisse là et se replonge dans ses méditations ; s'il a à vous parler, il ne s'occupe que de vous, et oublie complétement tout ce qui l'entoure. Deux classes de personnes pour lesquelles il faut surtout se mettre en frais de paroles inutiles, les

(1) Ceux qui veulent absolument voir du calcul dans le naturel de M. de Broglie prétendent que ses distractions, son habit délabré, son vieux chapeau dont la pose renversée en arrière est si connue, que tout cela est un plagiat anglais et prend sa source dans le désir prêté à M. de Broglie de ressembler en tout à un grand seigneur whig.

femmes et les diplomates, qui ne pardonnent pas à M. de Broglie ses distractions et sa sobriété de langage, lui ont fait dans le monde une réputation de gaucherie qui dépasse les bornes du réel. Quand M. de Broglie se résout à converser, sa conversation est lucide, élégante, tournant assez facilement, et pour peu qu'on s'y prête, au monologue, mais substantielle, savante, pleine de faits et d'idées. Chose étrange ! M. de Broglie accepte, comprend et aime toutes les audaces de système, lui si sévère, si prêt à froncer le sourcil, si alerte à la répression, du moment où ce qu'il accueillait comme théorie tendrait à passer à l'état de fait. Joignez à tout cela une ferveur chrétienne qui n'est plus de notre âge, une seule et austère ambition, celle du bien, une loyauté qu'un orateur a pu dernièrement, sans étonner personne, qualifier de *proverbiale*, les plus nobles qualités de père et d'époux, une vie intime, paisible et pure, sur laquelle une perte récente, qui a été presque une douleur publique, semble avoir jeté un voile de mélancolie; et si vous venez à vous rappeler que ce personnage excentrique et froid comme un savant, actif et laborieux comme un homme

d'État, méthodique et compassé comme un quaker, est le dernier descendant d'une vieille race de courtisans et de soldats, vous reconnaîtrez que c'est bien là le plus singulier grand seigneur que les révolutions nous aient fait.

La famille des Broglie (1) est originaire de Quiers en Piémont. Le premier personnage de cette famille dont l'histoire fasse mention est François-Marie de Broglie, capitaine des gardes du prince Maurice de Savoie, qui, après s'être distingué dans la défense de la ville de Coni contre l'armée française, reçut du duc de Savoie le titre de comte de Revel, et entra dix ans après au service de France, à la suite du cardinal Mazarin. Cette famille grandit rapidement; ses services et la faveur des rois la firent bientôt riche et puissante; en moins d'un siècle elle compta trois maréchaux de France. Lorsqu'éclata la Révolution, elle était dignement représentée par le maréchal de

(1) Les uns font dériver ce nom du mot italien *broglio* (*intrigue*); l'étymologie étant peu polie, on en a trouvé une autre dans le même mot *broglio*, qui signifie aussi *parc* ou *jardin*, et a son analogue dans le vieux mot français *breuil*, encore usité dans quelques provinces.

Broglie, vieux soldat criblé de blessures, le héros parfois malheureux de la guerre de Sept-Ans, et cependant une des plus hautes figures militaires du dernier siècle. Pour les Broglie comme pour les plus grands noms de France, l'an II de la république fut surtout une année fatale. Louis XVI avait ouvert la marche funèbre, et tout ce qui restait de noblesse le suivait à l'échafaud. L'antique château normand des Broglie était dévasté et désert. Les canons que le maréchal avait enlevés trente ans auparavant à l'ennemi, et que Louis XV lui avait donnés pour parer son manoir ; ces canons, la nation s'en était emparée, et elle les faisait à son tour servir glorieusement contre l'ennemi. Le vieux guerrier lui-même, après avoir vainement tenté d'arrêter le mouvement révolutionnaire en acceptant le commandement des troupes réunies à Versailles, avait vu tous ses efforts se briser contre la résistance du peuple, et pour sauver sa tête il avait passé en Allemagne, où il devait mourir à Munster, en 1804, au moment où le consul Lebrun lui écrivait au nom de Bonaparte : « Le vainqueur de Berghen ne doit pas « hésiter à rentrer dans sa patrie, sous le gou-

« vernement de l'homme qui a relevé les statues « de Turenne et du grand Condé. »

Avec le maréchal avait aussi émigré son frère, l'aventureux abbé de Broglie, espèce de Gondi au petit pied, qui fut prévôt de Posen en Pologne, rentra en France en 1805, devint aumônier du *dieu Mars* (comme disait M. de Pradt, cet autre abbé qui lui ressemblait un peu), fut successivement évêque d'Acqui en Piémont, évêque de Gand, disgracié, emprisonné à Vincennes, rétabli en 1814, finalement déposé en 1817, comme ultramontain forcené, et qui mourut à Paris en 1821.

Le second fils du maréchal, le prince Victor-Amédée de Broglie, destiné d'abord à l'état ecclésiastique, n'avait pas tardé à s'enfuir aussi en compagnie de son précepteur. Une fois sur les bords du Rhin, il avait jeté le froc aux orties, et, avec ses dix-sept ans, il bataillait déjà contre la Révolution, dans le régiment émigré des *cocardes blanches*, en attendant que la Restauration lui permît de venir continuer le combat sur les bancs de la Chambre introuvable.

De toute cette famille ainsi éparpillée, un seul membre restait en France; celui-là aussi était

un vaillant soldat dès l'âge de quatorze ans, ainsi que l'avaient été son père et son grand-père ; mais il avait respiré l'air vivifiant du *Nouveau-Monde;* il avait combattu avec Washington et Lafayette, et, comme ce dernier, il avait espéré sauver la monarchie en l'associant à la liberté. C'était Charles-Louis-Victor de Broglie, le fils aîné du maréchal.

Député aux états généraux par la noblesse de Colmar, il avait servi la cause constitutionnelle, de sa parole d'abord, et puis de son épée, dans l'armée de Luckner et de Biron. Trahi dans ses efforts après le 10 août, il n'avait pas voulu quitter le sol de la patrie, et, le 10 juillet 1794, il montait sur l'échafaud, où il mourait en Broglie, laissant une veuve, la petite-fille du maréchal de Rosen, une noble femme, avec quatre enfants, dont un seul fils, Achille-Charles-Léonce-Victor de Broglie, le duc actuel, alors âgé de neuf ans.

Enfermée dans les prisons de Vesoul, la princesse de Broglie était sur le point de subir le même sort que son mari, lorsqu'elle parvint à s'évader, grâce au dévouement d'un vieux domestique ; elle se réfugia en Suisse avec ses enfants, et, par un

jeu bizarre de destinée, il se trouva que deux hommes (1), nés dans des rangs différents, deux hommes que les événements politiques devaient si souvent et si intimement rapprocher plus tard, commençaient presque au même jour leur carrière par une même douleur et un même exil.

A la chute de Robespierre, Mme de Broglie rentra en France, et se consacra tout entière à l'éducation de son fils. Son second mari, M. d'Argenson, la seconda dans cette tâche. L'enfant fut élevé non point en gentilhomme d'autrefois, mais en citoyen; il puisa, dans les *écoles centrales* créées par la Révolution et dans les soins d'un professeur distingué de l'Académie de Strabourg, une instruction vaste, sérieuse, solide, les instincts de son siècle, et le sentiment des intérêts nouveaux sortis du grand fait qui lui avait ravi son père. Il manifesta de bonne heure des goûts littéraires très-prononcés, et il passe encore aujourd'hui pour un de nos plus forts hellénistes. Napoléon, qui pensait alors à rattacher à lui les plus grands noms de France, et ne voyait pour un Broglie d'autre métier que celui des armes, en

(1) Voir la notice sur M. Guizot.

eût fait volontiers un soldat; mais à la vue de ce jeune homme grave et froid, déjà rompu aux fortes études de philosophie, d'histoire et de droit public, il jugea qu'il pourrait lui être bon à quelque chose dans une partie où les sujets n'abondaient pas, et il lui ouvrit les portes du conseil d'État, l'attacha en qualité d'auditeur à la section de l'intérieur, le chargea successivement de diverses missions en Illyrie et en Espagne, l'envoya à Varsovie en 1812, à la suite de M. de Pradt, et de là, en 1813, auprès de M. de Narbonne, dans ce fameux congrès de Prague, où se décidèrent, après Moscou, les destinées de la France.

A la vue de toutes ces haines amoncelées, dont M. de Narbonne, l'homme de cour le plus fin, le plus insinuant, le mieux posé auprès des chancelleries étrangères, et le plus dévoué à Napoléon, s'efforçait vainement de conjurer l'explosion, M. de Broglie s'affermit plus que jamais dans son amour inné des principes; il comprit que l'Europe réussirait à isoler Napoléon de la France, parce que, comme l'écrivait M. de Bassano dans une lettre prophétique après le dernier triomphe de Lutzen, les nations se fatiguent de la nécess i t

de vaincre toujours; parce que le dévouement à un homme a des bornes, et que si grand, si glorieux que soit cet homme, quand il est à lui seul son unique symbole, quand il ne représente que lui, l'édifice de sa propre gloire l'écrase, et il tombe du jour où la fortune inconstante vient à lui retirer ses faveurs.

M. de Broglie a subi, mais n'a jamais aimé Napoléon; l'illustre pair veut de la force, beaucoup de force dans le pouvoir, il l'a prouvé; mais à ce sentiment se joint un instinct scrupuleux de légalité, qui s'accommodait mal de l'administration à coups de décret et des brusques allures du despotisme impérial. Aujourd'hui même que la grande figure de l'empereur ne nous apparaît plus à nous autres que sous son aspect rayonnant, fastique, providentiel, M. de Broglie reste encore à ce sujet d'une froideur désespérante. Quelqu'un lui parlait un jour avec enthousiasme de ce génie qui devinait tout ce qu'il n'avait pas appris; et à ce propos il l'interrogeait sur les fameuses séances du conseil d'État, où Napoléon se montrait à la fois légiste et orateur. « Il faut croire, répondit « M. de Broglie, que j'ai joué de malheur, car à

« toutes les séances où j'ai assisté, je ne lui ai « jamais entendu dire que des *coquecigrues* (je « rapporte textuellement). Pourtant, M. Locré, « le rédacteur des procès-verbaux, est un homme « de la véracité duquel on ne peut pas douter, et « j'avoue que, dans son livre, Napoléon parle « souvent fort bien. »

Dans cette disposition d'esprit, et animé comme il l'était d'une prédilection marquée pour la constitution anglaise, M. de Broglie dut accueillir avec une sympathie non équivoque la Restauration et la Charte. En juin 1814, Louis XVIII l'appela à la Chambre des Pairs, où il siégea d'abord silencieusement, n'ayant point encore l'âge requis pour prendre part aux délibérations. C'est vers le même temps qu'il épousa la fille de Mme de Staël.

Un an plus tard, en 1815, la veille de cette funèbre nuit du 5 décembre, où se décida le sort du maréchal Ney, le jeune pair venait tout juste d'atteindre ses trente ans ; il s'empressa de réclamer l'exercice de son droit, on le lui contesta ; en un pareil moment, bien d'autres se fussent assez facilement résignés à se laisser vaincre; M. de Broglie insista vivement, emporta la parole de

haute lutte, combattit à plusieurs reprises en faveur de l'accusé, et fut du nombre des seize pairs qui votèrent pour la déportation. »

A dater de ce moment jusqu'à la révolution de Juillet, la vie politique de M. de Broglie n'est plus qu'une longue lutte contre les divers ministères qui se sont succédés sous la Restauration, lutte infatigable, entremêlée de courts instants de repos sous le premier ministère Decazes et à l'avénement du ministère Martignac.

En 1816, lorsque fut présentée la loi d'amnistie, amendée par la Chambre des Députés, mais qui maintenait cependant les exceptions portées dans l'ordonnance du 24 juillet, M. de Broglie combattit la loi et l'ordonnance, en demandant une amnistie plus complète et plus régulière. Le 5 février de la même année, après l'ordonnance qui dissolvait la fameuse Chambre aux *catégories*, il appuya vivement le nouveau projet de loi sur l'organisation des colléges électoraux, projet combattu par le parti royaliste comme subversif, et défendu par M. de Broglie comme propre à donner un système d'élection vraiment national. Je n'en finirais pas si je voulais analyser et résumer

ici les nombreux discours prononcés par M. de Broglie. Chaque année le vit se constituer l'adversaire à la fois opiniâtre et mesuré de tous les actes qui ont amené la ruine de la Restauration : loi sur la presse, présentée le 9 janvier 1817; proposition Barthélemy, qui tendait à restreindre et à dénaturer la loi électorale; loi suspensive de la liberté individuelle; loi sur la saisie préalable des écrits; loi de censure; loi sur la détention préventive; loi sur les substitutions; loi dite *de justice et d'amour;* M. de Broglie combattit toutes ces lois, et bien d'autres encore, avec une gravité de langage, une force de logique, mélangée d'une certaine ironie froide et pénétrante, qui le classèrent bien vite parmi nos orateurs parlementaires les plus éminents. En même temps qu'il défendait ainsi la Charte contre les envahissements successifs du pouvoir, il apportait dans les questions les plus ardues de finances, d'économie politique, de droit civil et criminel, les ressources d'un esprit élevé, nourri de méditations, de profondes études, et dirigé par les inspirations d'une saine philanthropie; ainsi, le 15 août 1818, il attaquait la loi sur la con-

trainte par corps en matière civile, qu'il déclarait un *préjugé barbare* indigne d'une nation civilisée; le 23 mars 1822, il réclamait énergiquement l'exécution des lois prohibitives de la traite des nègres, en prononçant à ce sujet un beau discours, digne des sympathies de tous les amis du progrès et de l'humanité. Dans la discussion de la loi des douanes, du 7 mai 1818, et dans la discussion du budget de 1819, il acquit en matière de finances une renommée de savoir confirmée et accrue plus tard par son substantiel travail sur l'*Emprunt grec*, et ses discours plus récents sur l'indemnité américaine, dont on peut bien combattre le principe et les conclusions, mais dont on ne saurait nier l'importance comme travail. Dans les derniers temps de la Restauration, la *Revue française*, fondée sous le patronage de M. de Broglie, s'enrichit fréquemment d'articles anonymes sur les matières les plus ardues, dont la haute portée décelait la plume d'un homme d'État et d'un publiciste consommé.

Mais ce qui fit surtout la gloire de M. de Broglie, ce qui lui donna alors une popularité qu'il ne cherchait pas, et qui s'en est allée depuis sans

qu'il fit un pas pour la retenir, ce sont ses brillants combats pour la liberté de la presse.

Ceci me force à consacrer quelques lignes à l'examen d'un grief formulé par l'opposition contre tous les hommes que la révolution de Juillet a portés au pouvoir, et plus spécialement contre M. de Broglie. Le grief n'est pas nouveau; il est, au contraire, vieux comme le monde; ce que j'ai à dire à ce sujet n'est pas bien neuf aussi; mais les vérités les plus banales sont justement celles sur lesquelles il est bon d'insister par moments, vu l'extension colossale que prennent de jour en jour les grands mots. Du reste, comme cette notice, ainsi que toutes les précédentes, a la prétention de n'être ni une critique, ni une apologie absolue, chose rare aujourd'hui, mais bien une exposition aussi fidèle que possible, je vais m'occuper, non pas tant de discuter le fond même des questions que de les poser et de les débarrasser des voiles dont on se plaît à les obscurcir dans l'intérêt de tel ou tel système.

Il est notoire que M. de Broglie a été très-libéral sous la Restauration, qu'il a prononcé de fort beaux discours pour la liberté de la presse; il est

notoire aussi qu'après la révolution M. de Broglie a prononcé d'autres discours non moins beaux, dans le but de réprimer ce qui lui semblait un abus de cette même liberté. En présence de ces deux circonstances, que font les biographes dits *impartiaux?* Ils détachent des discours du pair de la Restauration les passages les plus saillants de libéralisme, prennent, dans les discours du ministre de Juillet, les passages les plus saillants de gouvernementalisme, et établissent un naïf rapprochement; or, comme il se trouve qu'entre les deux discours, conçus à un point de vue différent, il y a à peu près la même ressemblance qu'entre les temps qui les ont vus naître, ces biographes *impartiaux* mettent la main sur la conscience, et déclarent qu'avec la meilleure volonté du monde ils ne peuvent s'empêcher de crier de leur plus grosse voix : « A la corruption! à l'apostasie! » Cette tactique manque rarement son effet sur le vulgaire, qui s'indigne de voir le même homme combattre pour le pouvoir après avoir combattu pour la liberté, et qui s'empresse de faire chorus en criant à son tour : « A l'apostasie! à la corruption! »

Comme je ne veux pas tourner une difficulté qui, dans cette circonstance surtout, me paraît très-peu sérieuse, je vais suivre aussi la méthode si commode des rapprochements ; je choisis justement dans les discours prononcés par M. de Broglie sous la Restauration un passage qui a échappé aux yeux de lynx de mes prédécesseurs en biographie, et c'est dommage, car il prête admirablement le flanc aux traits acérés de l'indignation puritaine.

Le 2 mars 1819, M. de Broglie terminait ainsi un beau discours contre je ne sais quel projet de loi présenté par le gouvernement :

« S'il nous faut renoncer à la liberté individuelle chaque fois qu'une poignée d'insensés aura tenté quelque mauvais coup, s'il nous faut renoncer à la liberté de la presse chaque fois qu'un écervelé aura mis au jour un pamphlet téméraire, c'en est fait du gouvernement constitutionnel ; *qu'on nous ramène aux carrières*, ne profanons plus ce beau nom !... »

Voilà, certes, un magnifique texte à antithèse ; voilà la réfutation la plus péremptoire de tout ce que pourra dire le ministre du 11 octobre en fa-

veur des lois de septembre. Traversons de suite une période de seize années, arrivons à la discussion de ces fameuses lois, sur lesquelles je reviendrai si j'ai un peu de place ; car il y a là-dessus, à mon sens, quelques petites distinctions à établir ; voyons comment le pair de la Restauration se tirera d'affaire, et comparons. D'abord, je vous dirai que M. de Broglie, qui est un orateur grave, élégant, parfois légèrement caustique, mais assez sec d'ordinaire, fut très-éloquent ce jour-là ; sa pose respirait la fierté, sa parole était éclatante ; le sang bouillant des soldats de sa race semblait pour la première fois lui monter au visage ; tous ceux qui ont assisté à la séance du 25 septembre n'ont pas oublié le frémissement général qui suivit cette péroraison :

« La révolte, c'est là l'ennemi que la révolu-
« tion, la glorieuse et légitime révolution de Juil-
« let portait dans son sein. C'est là l'ennemi que
« le gouvernement de Juillet devait rencontrer
« dans son berceau. La révolte, nous l'avons
« combattue sous toutes les formes, sur tous les
« champs de bataille. Elle a commencé par vou-
« loir élever en face de cette tribune des tribunes

« rivales, d'où elle pût vous dicter ses volontés « insolentes et vous imposer ses caprices sangui- « naires. Nous avons démoli ces tribunes factieu- « ses, nous avons fermé les clubs, nous avons « pour la première fois muselé le monstre! Elle « est alors descendue dans la rue; vous l'avez « vue heurter aux portes du palais du roi, les bras « nus, déguenillée, hurlant, vociférant des inju- « res et des menaces, et pensant tout entraîner « par la peur. Nous l'avons regardée en face; la « loi à la main, nous avons dispersé les attrou- « pements, nous l'avons fait rentrer dans sa tan- « nière! Elle s'est alors organisée en complots « vivants, en conspirations permanentes; la loi à « la main, nous avons dissous les sociétés anar- « chiques, nous avons arrêté les chefs, éparpillé « les soldats! Enfin, après nous avoir plusieurs « fois menacés de la bataille, plusieurs fois elle « est venue nous la livrer; plusieurs fois nous l'a- « vons vaincue, plusieurs fois nous l'avons traî- « née malgré ses clameurs aux pieds de la justice « pour recevoir son châtiment.

« Elle est maintenant à son dernier asile; elle « se réfugie dans la presse factieuse, elle se ré-

« fugie derrière le droit sacré de discussion que
« la Charte garantit à tous les Français. C'est là
« que, semblable à ce scélérat dont l'histoire a
« flétri la mémoire et qui avait empoisonné les
« fontaines d'une cité populeuse, elle empoisonne
« chaque jour les sources de l'intelligence hu-
« maine, les canaux où doit circuler la vérité;
« elle mêle son venin aux aliments des esprits;
« nous, nous l'attaquons dans son dernier asile,
« nous lui arrachons son dernier masque; après
« avoir dompté la révolte matérielle, sans porter
« atteinte à la liberté légitime des personnes,
« nous entreprenons de dompter la révolte du
« langage sans porter atteinte à la liberté légitime
« de la discussion. »

Je conviens volontiers que tout ceci n'est pas précisément du radicalisme, pas plus que ce qui précède n'était de l'ultra-royalisme; mais peut-on qualifier d'apostasie une double pensée dont le fonds est identique et dont la forme n'est qu'une question de temps? Etendons-nous.

Lorsque, dans une époque donnée, du jour au lendemain, sans transition, sans cause apparente, le même individu, après avoir vociféré au nom de

la liberté, se met tout à coup à déclamer au nom du pouvoir, appelez-le renégat, traître, vendu, corrompu ou fou ; c'est bien ; ou encore s'il passe brusquement du pouvoir à la liberté, dites, ainsi que cela s'est pratiqué souvent, qu'il a eu comme saint Paul une illumination soudaine, que ses yeux se sont dessillés, que l'Esprit-Saint est descendu sur lui en langue de feu, que la grande voix de l'avenir a retenti à son oreille, etc., etc.; dites tout ce que vous voudrez.

Mais lorsque la vie politique d'un homme se trouve brusquement coupée en deux par une révolution, lorsque la forme gouvernementale, dans les limites de laquelle il combattait, est brisée de fond en comble ; quand le dogme de la légitimité qu'il réprimait, mais acceptait et maintenait comme garantie, est renversé par celui de la souveraineté du peuple, qu'il n'accepte qu'à son corps défendant (vous voyez que je ne prétends pas faire de M. de Broglie un démocrate), si cet homme a pu lire dans l'histoire du monde, dans l'observation de nos cinquante dernières années, et dans l'événement même qui vient de s'accomplir sous ses yeux, que les gouvernements péris-

sent toujours par l'abus du principe qui leur a donné la vie, les gouvernements démocratiques par l'anarchie, les gouvernements militaires par la guerre, et les gouvernements de droit divin par leurs prétentions extrà-légales; si, à la vue d'une royauté nouvelle à peine sortie des flancs d'une révolution populaire, environnée à sa naissance d'outrages, d'injures, de négations hautaines, d'attaques à main armée, cet homme, qui se cramponne à l'idée monarchique comme à une dernière planche de salut, pense qu'après avoir défendu le principe de liberté contre les attaques du principe d'autorité, qui a succombé dans la lutte, le temps est venu de réagir de toutes ses forces en faveur du vaincu contre les excès du vainqueur; si, de plus, cet homme s'appelle M. de Broglie, c'est-à-dire si, par sa haute position, il est inaccessible aux séductions matérielles du pouvoir; si, loin de rechercher le pouvoir par ambition du pouvoir, il n'a, durant tout le cours de sa vie ministérielle, jamais hésité un instant entre sa plus petite conviction et son portefeuille; et si, dernièrement encore, arbitre de la situation, il s'est opiniâtrement refusé à reprendre le pou-

voir que tout le monde s'accordait à lui offrir ; si, dans tous ces faits, qui ne sont que très-logiques au point de vue du personnage, vous voyez une inconséquence, une contradiction, une apostasie, c'est que vous êtes tout simplement de ceux qui ont intérêt à dire ce qu'ils ne pensent pas, ou de ceux à qui Jésus-Christ réserve le royaume des cieux comme pauvres d'esprit.

Maintenant, s'ensuit-il que le système de M. de Broglie soit le bon ? Ne peut-on pas lui dire qu'il s'est trompé, qu'il s'est exagéré le mal, que les remèdes auxquels il s'est confié sont, ainsi que le lui déclarait M. Royer-Collard lui-même, les *illusions d'un homme de bien irrité ;* que quelques-uns d'entre eux sont du genre *héroïque*, c'est-à-dire dangereux ; que, quand un dogme social a fait son temps, il faut savoir franchement le laisser de côté et ne pas tenter de le ressusciter sous je ne sais quelle forme factice et bâtarde ; ou encore, si l'on n'est pas plus poli que M. Dupin, lui signifier tout uniment que la *quasi-légitimité* est une absurdité de même calibre que la *monarchie républicaine ;* que l'importation du *whigisme* en France est une impossibilité ? Oui, certes, on peut

dire tout cela à M. de Broglie, on peut même, ainsi que je le ferai tout à l'heure, le mettre en opposition avec lui-même sur telle ou telle question; mais c'est tenter l'impossible que de vouloir découvrir des actes d'abjuration servile et effrontée chez un homme politique dont le côté faible peut au contraire se résumer en ces trois mots : opiniâtreté de système, inexpérience des hommes et dédain pour les faits.

Le jeudi 29 juillet, M. de Broglie, qui s'était contenté d'observer silencieusement les événements, vint passer la soirée chez M. Laffitte. Il ne dit pas un mot; comme il est assez coutumier du fait, on n'y prit pas autrement garde; il s'en retourna chez lui silencieux comme il était venu, et deux jours après il était nommé ministre de l'intérieur par MM. Audry de Puyraveau, Schonen, Mauguin et Lobau, composant la commission municipale. On n'accusera toujours pas M. de Broglie d'avoir fait beaucoup d'avances à la révolution de Juillet.

Après l'installation de la royauté du 9 août, M. de Broglie passa au ministère de l'instruction publique, et le portefeuille de l'intérieur fut re-

mis aux mains plus actives de son ami M. Guizot. Alors commencèrent dans le sein du conseil les fameuses querelles du Philippe Ier et du Philippe VII, du *quoique* et du *parce que*. M. de Broglie et M. Guizot, avant tout préoccupés du désir de régulariser et de contenir la révolution, cherchaient à sauver des ruines du gouvernement antérieur tout ce qui leur paraissait propre à servir de lien entre le passé et le présent. Mais le mouvement était encore trop voisin du point de départ pour pouvoir être dirigé avant qu'il se fût amorti par sa violence même; les hommes de l'Hôtel-de-Ville étaient encore trop puissants, les masses trop échauffées, les idées d'ordre trop affaiblies pour qu'un ministère de répression fût possible; il ne pouvait le devenir qu'après qu'un ministère de concession se serait usé aux affaires. MM. de Broglie et Guizot durent céder la place à M. Laffitte et passèrent dans l'opposition. Le ministère Laffitte marcha durant quatre mois assez tristement, comme vous savez. Le ministère Casimir Périer vint bientôt donner la première impulsion régulatrice; M. de Broglie le soutint dans tous ses actes, hors l'hérédité de la pairie

qu'il abandonnait, et que M. de Broglie défendit conjointement avec M. Thiers ; et ces deux hommes, partis des deux pôles opposés, se rencontrèrent pour la première fois.

Il y a plus d'affinité qu'on ne pense généralement entre M. de Broglie et M. Thiers : c'est l'affinité des contraires. Chacun des deux a tout ce qui manque à l'autre, et M. Guizot était là pour servir de trait-d'union. Le ministère du 11 octobre 1832 fut fondé ; je ne reviendrai pas sur l'historique de ce ministère, qui a subi six modifications, une crise de huit jours, et qui a duré douze cent-trente-deux jours, c'est-à-dire près de quatre ans, ce qui est énorme par le temps qui court. M. de Broglie en sortit une première fois lors du rejet de la loi d'indemnité des États-Unis.

Après la retraite du maréchal Gérard, l'avortement du tiers-parti dans la personne de M. de Bassano, l'avénement et la démission du maréchal Mortier, et la crise occasionnée par la rivalité de MM. Guizot et Thiers, se disputant la présidence, M. de Broglie fut appelé d'un commun accord, le 12 mars 1835, à reprendre le portefeuille des affaires étrangères et à présider le con-

seil. C'est ici que se place naturellement un petit mot sur la part que prit M. de Broglie aux lois de septembre. Les lois de septembre ont, à mes yeux, le mérite de ne valoir ni plus ni moins que les cinquante autres lois de circonstance, enfantées et mortes depuis cinqnante ans; nées comme elles, elles passeront comme elles, avec les circonstances. Toutefois on doit à ce sujet faire une distinction, notamment sur la loi de la presse, dont M. de Broglie s'occupa plus spécialement. Il y avait là deux questions bien tranchées : l'une plus simple, l'autre très-épineuse, une question de pénalité et une question de juridiction. Dans cette conjoncture, M. de Broglie se trouva, suivant moi du moins, en face d'une contradiction avec lui-même; en effet, seize ans auparavant, le 8 mai 1819, M. de Broglie, rapporteur du meilleur projet de loi sur la presse qu'ait enfanté la Restauration, faisait reposer toute son argumentation sur ce principe, savoir : que la presse est un instrument propre à servir au bien comme au mal; que les délits de presse ressemblent à tous les autres délits; que, par conséquent, ils peuvent bien donner lieu, suivant leur nature, à une gra-

duation de peines, mais qu'ils ne peuvent jamais devenir l'objet d'une juridiction exceptionnelle.

Le 25 septembre 1835, M. de Broglie disait en substance à la Chambre : La personne du roi, déclarée inviolable par la Charte, est journellement insultée par la presse; le principe même du gouvernement est attaqué par elle : or, en aucun temps, en aucun lieu du monde, un gouvernement établi n'a permis qu'on attaquât publiquement son principe. Nous venons vous demander une pénalité sévère, très-sévère, contre ces deux délits. — Jusque-là tout était bien ; on pouvait contester la nécessité de cette qualification nouvelle de délits, mais on ne pouvait nier que le rapporteur de la loi de 1819 ne fût conséquent à lui-même. Restait la question d'attribution. Comment M. de Broglie, avec ses principes en matière de presse, pouvait-il expliquer qu'on dessaisît la justice ordinaire, le jury, pour investir la Chambre des Pairs d'une juridiction exceptionnelle?

Le cas était embarrassant. Savez-vous comment M. de Broglie se tira de ce mauvais pas? Il ne fut pas précisément conséquent, puisqu'il concourut à la présentation du projet en sa qualité de

ministre, mais il serait très-difficile de le mettre en contradiction avec lui-même, car il ne brisa ni ne tourna l'obstacle, il le passa à un collègue qui n'y regarde pas de si près. Il annonça qu'il en parlerait et il n'en dit pas un mot. Il disserta longuement et très-bien sur la nécessité d'une répression vigoureuse, et laissa complétement de côté la question de juridiction.

C'est là, à mon sens, un des traits les plus saillants du caractère de M. de Broglie; quand la nécessité, cette suprême loi d'aujourd'hui, vient une fois déranger l'édifice de sa logique, il se défend tant qu'il peut, et, faute de mieux, il se réfugie dans une dernière protestation, celle du silence.

Savez-vous maintenant qui se chargea d'étayer de son éloquence la partie la plus difficile, la plus scabreuse, tranchons le mot, la plus défectueuse des lois de septembre; savez-vous qui se chargea d'équivoquer et de sophistiquer sur l'art. 28 de la Charte, de prouver que la juridiction de la Chambre des Pairs était une juridiction ordinaire, que la maxime : « Le jury c'est le pays, » était vraie en matière civile, mais fausse en matière politique?

Ce fut tout simplement M. Thiers, l'ex-journaliste démocrate, aujourd'hui chef d'une opposition centre-gauche, et qui, avant six mois peut-être, réformera de sa main les lois de septembre.

Très-bon ministre des affaires étrangères en ce qui touche le côté sérieux de la position, M. de Broglie avait pourtant un défaut capital ; il ignorait au suprême degré cet art sublime qui constitue l'idéal du diplomate, et que possèdent si bien M. Molé quand il le veut, et M. Thiers quoi qu'il en veuille : l'art de dire très-peu de choses en beaucoup de mots ; son laconisme faisait le désespoir des ambassadeurs.—Voici à ce sujet une petite histoire que je tiens d'un de nos plus spirituels conseillers d'État ; elle est assez caractéristique.

Un jour le ministre de Prusse, M. de Werther, était dans une inquiétude extrême ; depuis plus d'un mois il se rendait assidument dans les salons de la présidence ; M. de Broglie l'accueillait avec cette dignité de manières qui lui est habituelle, et passait outre sans lui dire un mot. Qu'augurer de cette froideur ? Ce silence cachait-il des intentions hostiles au vis-à-vis de la Prusse ? l'association des douanes allemandes déplairait-elle

au gouvernement français? fallait-il en écrire à Berlin, demander une explication ou des passeports? Que faire? M. de Werther se perdait en conjectures; il se décida enfin à s'adresser à un tiers, qui fit part à M. de Broglie des perplexités du ministre prussien. « Vraiment! dit avec une « naïveté délicieuse M. de Broglie, il y a si long- « temps que je n'ai parlé à M. de Werther? Eh, « mon Dieu! c'est que je n'avais rien à lui dire; « nous n'avons pas d'affaire avec la Prusse en ce « moment. » Et M. de Werther fut réduit à écrire à sa cour que M. le président du conseil ne lui disait rien par la mauvaise raison qu'il n'avait rien à lui dire.

Le cabinet du 11 octobre fut définitivement dissous en février 1836 par la seconde retraite de M. de Broglie, qui entraîna la démission de tous ses collègues. On connaît la cause de cette retraite; le ministre des finances, M. Humann, avait, dans un discours non communiqué à ses collègues, fait une demi-proposition au sujet de la conversion des rentes. L'opposition s'empara de l'idée mise en avant par M. Humann, et la question se trouva engagée malgré le ministère

et M. Humann lui-même, qui voulait renvoyer à deux ans l'exécution de la mesure proposée par lui. Le ministère demanda l'ajournement, qui fut repoussé à la majorité d'une voix. M. de Broglie avait fait de l'ajournement une question de cabinet; il crut devoir se retirer devant le vote de la Chambre. Ses collègues le suivirent, après s'être engagés formellement, et même, dit-on, par écrit, à ne rentrer que tous ensemble au conseil. Mais M. Thiers, qui avait un ardent désir d'arriver à son tour à la présidence, se fit rendre sa parole, et le cabinet du 22 février fut formé. Depuis cette époque M. de Broglie a été plusieurs fois sollicité en vain d'entrer dans les différentes combinaisons ministérielles qui se sont succédées. Engagé conjointement avec M. Guizot dans la coalition contre le ministère Molé, il a refusé la présidence au 12 mai comme au 1er mars; il s'est séparé de ce dernier cabinet sur la question d'Orient, et il est aujourd'hui le plus puissant soutien, dans la Chambre des Pairs, du ministère du 29 octobre.

Les derniers désirs d'une mourante ne sont, dit-on, pas étrangers à ce constant refus de

M. de Broglie de rentrer aux affaires, et ceci me conduit à terminer cette notice par quelques mots sur Mme la duchesse de Broglie.

Il n'y a eu qu'une voix sur la fille de Mme de Staël ; c'était un ange de bonté et de grâce ; c'était, de plus, une femme supérieure, dans toute l'acception du mot. Née, comme son mari, avec un sentiment du devoir poussé jusqu'à l'austérité du stoïcisme, elle tempérait cette sévérité native de tout le charme d'une simplicité bienveillante unie à la plus noble élégance de manières et de langage. Un dernier fait assez peu connu achèvera de la peindre, en même temps qu'il complétera le portrait de M. de Broglie.

Mme de Broglie était née et elle est morte dans la religion protestante ; M. de Broglie est catholique, non-seulement de nom, mais de croyance sincère et de pratique zélée. Pendant vingt ans qu'a duré leur union, cette ferveur en sens divers s'est accrue constamment en même temps que leur affection ; or, il y a dans cette tolérance de toutes les heures, entre deux âmes également rigides, animées d'une foi différente au sein d'une intimité conjugale toujours croissante, je ne sais

quoi d'étrange et de touchant qui se sent beaucoup mieux qu'on ne pourrait l'exprimer. L'éloge de M. de Sacy, prononcé il y a quelques années par M. de Broglie à la Chambre des Pairs, renferme un passage très-frappant sous ce rapport : c'est celui où il est question des efforts de Leibniz et de Bossuet pour réunir les deux religions dans une même communion. M. de Broglie appuie sur ce sujet avec une sorte d'insistance pieuse, à travers laquelle perce un tendre et triste souvenir.

De tous ces faits publics et privés, il résulte, ce me semble, que M. de Broglie est un des plus beaux caractères de notre époque ; si je ne craignais de médire de notre époque, je dirais que c'est peut-être justement pour cela qu'il n'est pas le premier de nos hommes d'État.

GALERIE DES CONTEMPORAINS ILLUSTRES



M. DE CORMENIN.

Imp. de Pernel. A. René et Cie

M. DE CORMENIN.

Personne plus que moi ne rend justice aux lumières et à la rectitude d'esprit de notre honorable collègue M. de Cormenin..... C'est principalement dans ses ouvrages que j'ai pu prendre quelques notions de ce qu'on appelle le droit administratif. — (*Discours de M.* DUPIN, *séance du 5 juillet* 1828.)

Ah! si vous m'inspirez, vierges de l'Hippocrène,
J'irai, je veux redire aux nymphes de la Seine
Les exploits immortels de nos jeunes guerriers.
Puisse leur noble chef, approuvant mon délire,
Détacher de son front et suspendre à ma lyre
Un seul de ses lauriers!

(*Ode de M.* DE CORMENIN *sur la bataille de Lutzen*, 1813.)

Les secousses révolutionnaires qui agitent dans leurs berceaux les jeunes gouvernements du *Nouveau-Monde* font que nous nous serrons encore plus étroitement autour du trône de nos rois; que le dogme de l'hérédité royale s'empreint chaque jour davantage dans nos universelles affections, dans nos convictions et dans nos mœurs. — (*Discours de M.* DE CORMENIN, *séance du* 21 *avril* 1829.)

Les races dynastiques s'en vont, et peut-être, avant qu'un demi-siècle ne s'écoule, le soleil dans sa course ne les verra plus sur la terre d'Europe. — (*M.* DE CORMENIN, *en* 1832, *Lettres sur la Liste civile*, page 150.)

Si Timon possède toutes les qualités émi-

nentes de l'écrivain, il a de plus ce qui manque trop souvent, la fermeté de caractère et ce don de prévoir qui n'appartient qu'aux esprits supérieurs.—(*Etude sur Timon, par M.* Chapuys-Montlaville.)

Il vaudrait mieux faire des discours que des pamphlets.—(*M.* Dupin, *sur M. de Cormenin.*)

La bonne question ! Qu'est-ce donc qu'un pamphlet ? Mais c'est parfois une puissance plus formidable que les harangues parlementaires, que les réquisitoires des procureurs généraux, que les traités de politique, que les gros livres, etc., etc. — (*M.* de Cormenin, *Lettres sur la Liste civile.*)

De l'*acétate de morphine*, un grain dans une cuve se perd, n'est point senti, dans une tasse fait vomir, en une cuillérée tue, et voilà le pamphlet. — (P.-L. Courier, *Pamphlet des Pamphlets.*)

Si je m'en croyais, j'irais ainsi d'épigraphe en épigraphe jusqu'au bout de mes trente-six pages; chaque lecteur prendrait dans ce salmigondis de citations ce qui lui conviendrait, et je me trouverais débarrassé d'un travail qui n'a pas grand attrait pour moi, en ce que je l'aborde avec l'agréable perspective de ne contenter personne.

M. de Cormenin a dit en parlant de lui-même

qu'il se faisait aimer et haïr jusqu'à la fureur, et il a dit vrai ; c'est un de ces dieux populaires pour lesquels il n'y a pas de milieu entre le fanatisme et l'incrédulité ; la tiédeur aura naturellement le privilége d'exciter un *tolle* général. La vérité biographique est pourtant un peu tiède de sa nature; or je suis biographe, et j'aime beaucoup la vérité : je connais des gens dont je respecte très-fort les idées alors même que je ne les partage pas complétement, qui se sont insurgés en apprenant que j'allais faire figurer, dans une galerie d'illustrations vraies, un nom qu'ils jugent factice et éphémère. A ceux-là j'ai répondu d'abord qu'ici le pamphlétaire n'est pas tout l'homme ; ensuite, que ce qu'il y a de plus incontestable pour moi, biographe, dans les pamphlets de M. de Cormenin, c'est leur puissance. Je n'ai mission de faire ni de défaire des célébrités; je les prends toutes faites, je les raconte aussi impartialement que possible, je les caractérise de mon mieux, et de tout le reste je me lave les mains. Que dira la postérité? Je m'en inquiète peu, n'ayant rien à démêler avec elle ; acceptera-t-elle nos haines, nos enthousiasmes, nos passions d'un jour? Cela n'est

guère probable. Réformera-t-elle nos jugements? Pourquoi pas? elle en a réformé bien d'autres. Socrate a été condamné à mort comme corrupteur de la jeunesse, et c'est aujourd'hui le premier des sages; Shakespeare, le créateur, la gloire du drame, était un mince faiseur de sonnets, éclipsé comme dramaturge par des ours; Chapelain a été pendant huit jours le plus grand homme de son siècle; il daignait corriger de son auguste main les premiers vers de Racine qui devait, lui, passer comme le café; la postérité a tout simplement rayé Chapelain de ses tablettes, Racine est immortel, et le café aussi... Comment la postérité en agira-t-elle avec M. de Cormenin? Mettra-t-elle sur la même ligne le savant jurisconsulte et l'artiste passionné; le publiciste grave, mesuré, et le mordant pamphlétaire? Ces deux talents très-distincts, si distincts qu'ils semblent ne pas appartenir au même personnage, se nuiront-ils, se compléteront-ils ou s'étoufferont-ils réciproquement? je l'ignore; toujours est-il qu'il y a, dans les *Etudes sur les Orateurs parlementaires*, un passage qui m'a fort amusé.

Dans ce passage Timon raille très-spirituelle-

ment M. Dupin au sujet d'un certain article anonyme du *Dictionnaire de la Conservation*, qu'il met sans façon sur le compte de l'honorable député de la Nièvre, et où il est dit que lui, M. Dupin, est Démosthènes à la tribune, Cicéron au barreau et Caton-l'Ancien dans les champs. Si M. Dupin est vraiment le père de cette ébouriffante comparaison, et cela me paraît bien fort pour pouvoir être avancé sans preuve, Timon a grandement raison de prendre en pitié cette vanité comique et de s'écrier que la flatterie gâte les présidents comme les rois; mais la flatterie ne gâterait-elle pas aussi un peu les pamphlétaires? Tournez la page, s'il vous plaît, et vous trouverez ceci :

« M. Dupin n'a jamais eu qu'une ambition vulgaire et facile à contenter. S'il n'a voulu être que président de la Chambre, procureur général de la Cour de cassation et grand'croix de la Légion-d'Honneur, il fallait qu'il fît des discours et non des pamphlets; *mais s'il voulait arriver à la postérité, il fallait qu'il fît des pamphlets et non des discours* (1). »

O nature! Voyez-vous Timon qui blâme le péché dix lignes plus haut, et qui tombe dans le

(1) Études sur les Orateurs parlementaires, t. II, p. 82.

péché dix lignes plus bas? *Video meliora proboque, deteriora sequor.* Tout n'est que vanité, et nous en tenons tous : graves procureurs généraux, pamphlétaires célèbres et biographes obscurs; car, moi pauvre qui vous parle, j'ai encore à ce moment la fibre si agréablement chatouillée par quelques lignes tombées d'une illustre plume en un certain lieu, au sujet de certaine galerie, que vous me voyez dans un embarras extrême, ne sachant par où commencer, ne pouvant être vrai sous peine d'être ingrat, ne pouvant être reconnaissant sous peine d'être flatteur. Heureusement pour moi que l'appréciateur anonyme, réfutant ceux qui me jugent trop sévère, me reproche à son tour d'être trop universellement bienveillant. Il prétend que mon indifférence systématique refroidit *ma palette;* hélas! Timon, je n'ai jamais eu ni pinceau ni palette; qu'en ferais-je? ignorant l'art de m'en servir. J'esquisse grossièrement au crayon, je cherche surtout à attraper tant bien que mal la ressemblance, et je me passe du coloris qui éblouit quelquefois les yeux, et fait perdre de vue la ligne; mais enfin, puisque vous tenez essentiellement à la couleur,

je vais essayer de broyer un peu d'ocre sur la paume de ma main en manière de palette. Si par hasard vous alliez trouver dans votre portrait des teintes un peu trop vives, ne vous en prenez qu'à vous-même, qui voulez faire sortir un biographe du cercle de ses attributions.

Et d'abord, vous autres lecteurs, quelle idée vous faites-vous de la personne de Timon? une idée probablement très-fausse. Méfiez-vous des peintres ; ce n'est jamais la figure de l'homme qu'ils peignent, c'est le talent de l'homme, et ces messieurs se croiraient déshonorés s'ils oubliaient de graver dans le regard de Timon un trait qui n'y est pas. Méfiez-vous aussi de vos impressions ; ne concluez pas du pamphlet au pamphlétaire ; gardez-vous de vous créer suivant vos goûts une image de fantaisie qui ne manquerait pas de poésie en beau ou en laid, mais qui n'aurait rien de commun avec le vrai ; venez plutôt avec moi faire une petite visite au monstre dans son antre ou au dieu dans son temple.

L'antre ou le temple est situé au troisième étage d'une belle maison de la place de la Madeleine ; l'intérieur en est joli, propret, et même un peu

coquet pour un pamphlétaire. Il y a là des livres, des tableaux, des canapés, des fauteuils, et tout un attirail de *comfort* qui ne rappelle pas plus la cave de Marat que la cellule de saint Jérôme. Voici maintenant venir le dieu ; gare au monstre! Il vous apparaît sous la forme d'un homme d'une cinquantaine d'années, de taille un peu au-dessus de la moyenne, démarche lente, parole lente, geste lent, avec une de ces figures auxquelles, pour me servir d'une expression vulgaire, on donnerait le bon Dieu sans confession. La partie la plus saillante, la seule saillante de ce visage, c'est le front, qui est large et haut, bien conformé, avec une arcade sourcillaire très-prononcée, un véritable front de penseur. Le regard vous arrive sans dévier; mais il est doux, inoffensif et presque timide; l'attitude est simple, reposée, et, sur l'ensemble de la physionomie, s'épanouit comme un rayon de satisfaction intérieure à travers lequel vous chercherez vainement ce grand remords dont parle M. Fonfrède. Si je suis bon physionomiste, Timon me fait au contraire l'effet d'être très-content de lui. Ce qu'il a de plus inoffensif après son regard, c'est sa conversation : vous diriez un sage

du Portique. Parlez-lui de tel ou tel homme pour lequel il a effilé sa plume en poignard ; toute sa haine se formulera en quelques paroles du genre de celles-ci : « M*** ne sait pas écrire, » ou encore : « C'est un orateur terne, sans originalité, » ou encore : « Il achète lui-même ses livres à son libraire pour faire croire qu'ils se vendent, » et autres propos épouvantables de même sorte.

Parlez à Timon de ses pamphlets, de la difficulté et du mérite littéraire de ces sortes de compositions, de la publicité retentissante de ses vingt éditions, de sa popularité, de sa puissance ; répétez avec lui, ce qui est vrai, sinon modeste, que son style est tour à tour *léger*, *grave*, *incisif*, *coloré*, *nerveux*, *piquant*, *joyeux*, *mordant*, *logique*(1), vous lui ferez plaisir ; parlez-lui peu ou point d'un publiciste grave, savant, sérieux, qui s'appelle M. de Cormenin ; il n'en a pas grand souci, et j'ai idée que je vais lui déplaire souverainement en me permettant de préférer ici son immense et beau travail sur le *Droit administratif* à son pamphlet sur les *lapins*, et à bien d'autres. « Voyez pourtant ce que c'est que le public, di-

(1) Lettres sur la Liste civile, page 208.

sait-il un jour à quelqu'un de ma connaissance ; j'avais soigné ce petit pamphlet sur les *lapins* d'une manière toute particulière : c'est peut-être ce que j'ai fait de mieux : eh bien, il n'a eu que trois ou quatre éditions ; c'est à n'y rien comprendre. »

Et ne vous étonnez pas trop de cet enthousiasme de Timon pour le pamphlet, *sa bonne et forte lame*, comme il dit ; outre les jouissances de popularité que ce talent lui procure, songez qu'il lui est venu tard. Il avait quarante ans quand ce fils lui naquit ; c'est presque un enfant de sa vieillesse, et, vous savez, ce sont toujours ces enfants-là qu'on aime le mieux.

Si vous, visiteur, vous êtes un de ces hommes qui pensent que les révolutions se font vite, mais sont lentes à se préparer, et plus lentes encore à s'accomplir ; qu'on détruit avec des passions, mais qu'on ne fonde qu'avec des idées, et qu'il s'agit aujourd'hui bien plutôt de fonder que de détruire ; que, dans certains cas, à force de vouloir frapper fort, on ne frappe pas juste ; si vous n'en êtes qu'à toutes ces grosses vérités banales, qui sont, dit-on, l'apanage des esprits étroits, et

qu'effrayé des résultats d'une polémique ardente et effrénée, vous demandiez à Timon où il en veut venir, il vous répondra qu'il ne veut rien renverser, rien briser, rien bouleverser, qu'il veut tout simplement qu'on soit logique. Si vous lui parlez de ce qu'il y a d'impraticable et d'illusoire dans cette panacée souveraine du *suffrage universel*, il ne vous en dissimulera ni les obstacles ni les inconvénients ; il vous avouera même en confidence que, dans l'état des choses, un parlement sorti de ce berceau ne vaudrait pas mieux que celui que nous avons ; mais enfin, dira-t-il, il faut être logique : quand on accepte un principe, il faut en accepter les conséquences, etc. Je reviendrai plus tard, si j'ai de la place, sur la logique de Timon appliquée aux affaires humaines.

Maintenant, pour peu que la conversation se prolonge ainsi sur le ton le plus pacifique du monde, si vous êtes venu le soir, et qu'il commence à se faire tard, vous verrez paraître dans ce sanctuaire un grand jeune homme de seize à dix-sept ans, qui s'approchera de Timon et déposera sur son front un baiser mélangé de tendresse et de respect ; c'est le fils du pamphlétaire,

qui s'en vient avant de se coucher recevoir la bénédiction paternelle; et vous, étonné, stupéfait de ces habitudes patriarcales et de toute cette paix intérieure qui contrastent si étrangement avec une vie politique pleine d'orages, d'agitation, de passions bonnes et mauvaises, vous laisserez peut-être échapper cette question naïve : « Mais, Timon, vous qui avez l'air d'un si brave homme, pourquoi donc êtes-vous si méchant? — Que voulez-vous? répondra non moins naïvement Timon; le caractère et le talent sont deux; quand je me mets à mon pupitre pour écrire un pamphlet, le trait mordant, acéré, impitoyable, m'arrive je ne sais d'où, entre par une oreille, circule dans mon cerveau, descend sur ma plume, et de là passe, bon gré malgré, sur mon papier. »

Cette explication en vaut bien une autre. Rentrez chez vous, mettez-vous à relire avec attention tous ces petits livres si gros d'esprit de toute sorte d'aloi, observez avec quel art sous la négligence apparente de l'ensemble se cache le travail minutieux des détails, comme l'auteur observe bien le précepte de Boileau qu'il faut faire difficilement des choses faciles, avec quel soin chaque effet de

style est prévu, chaque virgule méditée, chaque point d'exclamation consciencieusement élaboré ; comme toute cette artillerie polémique est stratégiquement disposée, les pièces légères en tête, les pièces de calibre au milieu, et en queue la grosse artillerie qui tire à boulets rouges ; comme dans cette accumulation d'épithètes à la Sévigné, poussée souvent jusqu'à l'abus, les traits se succèdent avec rapidité, tous plus forts, plus poignants, plus meurtriers les uns que les autres ; et puis, si vous voyez passer devant vous quelque personnalité transparente qui vous révolte tant elle est outrageuse et brutale, si vous vous heurtez contre telle ou telle péroraison qui respire les plus mauvais sentiments, n'allez pas croire que Timon nourrit du fiel contre les personnes, Timon n'en veut qu'aux choses. Il le dit et je le crois. Si sa polémique ressemble quelquefois à de la diffamation, c'est pur effet d'art ; s'il va jusqu'à l'insulte, c'est pour obéir à cette loi littéraire qui veut que toute énumération marche *crescendo* ; si, dans les dernières lignes de ce pamphlet intitulé : *Très-humbles remontrances*, Timon arrive à l'extrême limite qui sépare le pamphlet du libelle, c'est qu'il

faut bien que la péroraison résume le discours sous une forme saisissante.

En vérité, Dieu et Timon me pardonnent! mais je crois sincèrement que Timon fait de l'art pour l'art; il s'est dit qu'un pamphlet pour être bon ne saurait être assez méchant; c'est dans son genre une sorte de Benvenuto Cellini, un habile ciseleur d'armes de guerre, se passionnant pour la dague florentine qui va sortir de ses mains, l'incrustant avec amour de pierreries à la poignée, choisissant une lame de pur acier, ornée de gracieux arabesques, hérissée de terribles dentelures, trempée par la pointe dans une liqueur qui en rendra les coups mortels, et tout cela parce qu'il s'agit d'une dague et non d'un plat à barbe. Le moine anglais qui a inventé la poudre était peut-être un très-digne homme, craignant Dieu, aimant ses semblables, et incapable de faire du mal à un poulet. Timon n'a pas inventé le pamphlet; le pamphlet est antérieur à Jésus-Christ, mais il lui a donné une forme nouvelle, d'autant plus pernicieuse, à mon avis, qu'elle est acerbe et dissolvante au delà du possible, sans cesser d'être fine, littéraire, par conséquent attrayante, et qu'elle a pour résultat

final d'engendrer au sein des masses non-seulement la haine, mais le mépris qui est pire que la haine.

Remarquez bien, je vous prie, que dans tout ceci il n'a été nullement question du fond de la polémique de Timon, mais bien de sa forme, que pour ma part je réprouve complétement; nul plus que moi ne reconnaît et ne respecte la science profonde et l'intelligence supérieure de M. de Cormenin; j'ai pu le peindre emporté par un sentiment exagéré de l'art, sacrifiant trop souvent l'équité morale au beau littéraire, mais je me mentirais à moi-même si j'attribuais à des causes semblables ou d'un ordre inférieur la pensée qui l'anime, et les principes politiques qu'il défend aujourd'hui. Ici la question change de face; après vous avoir montré l'artiste passionné, il me resterait à vous parler du dialecticien puissant, mais rigide, absolu, géométrique à la manière de Pascal, et par cela même fautif à mon sens; car il ne s'agit ici ni de quantités abstraites ni de controverses théologiques sur la *prédestination* et la *grâce*, mais bien de questions d'hommes, de choses, de temps, de lieux, toutes matières dans lesquelles il se faut bien garder de procéder par voie de déduction

mathématique, sous peine de tomber dans l'absurde et de voir le *summum jus* devenir *summa injuria.* Mais au moment d'aborder cette nouvelle sphère d'idées, je m'aperçois qu'à mesure que la plume marche le papier se remplit; ce n'est peut-être pas une dissertation que vous voulez, c'est une biographie, et je rentre dans mon sujet, quitte à en sortir de nouveau tout à l'heure si cela se peut.

Louis-Marie de Lahaye de Cormenin est né à Paris, rue Saint-Lazare, le 6 janvier 1788, d'une ancienne famille de robe, originaire des environs de Montargis, où se trouve encore un manoir qui porte le nom de Cormenin. Son grand-père avait été membre de l'assemblée de la noblesse du bailliage de cette ville, et, chose assez piquante, cet intrépide pourfendeur de liste civile a eu un grand-oncle qui était intendant de la liste civile. Sa première éducation se fit aux *écoles centrales;* c'était un écolier mutin et paresseux, que ses maîtres délibérèrent plusieurs fois de renvoyer, ne sachant qu'en faire. En prenant de l'âge il devint travailleur, et remporta au concours général des lycées impériaux un prix de logique, si je ne me trompe, et un accessit de discours français. Après

le collége il fit son droit; en janvier 1810, il entra au conseil d'Etat en qualité d'auditeur et fut attaché au comité du contentieux. A cette époque, M. de Cormenin était napoléonien en diable, comme la jeunesse d'alors, comme la jeunesse d'aujourd'hui, et comme le sera probablement la jeunesse de tous les temps; il était de plus un peu poëte, mais poëte mythologique et métaphorique dans le goût du jour; il se rendit coupable d'un certain nombre de bouquets à Chloris, et de quelques odes impériales dont vous pouvez vous faire une idée par l'échantillon placé en tête de cette notice; je le soupçonne même très-fort de garder encore aujourd'hui en son cœur un vieux levain de *classicisme* raffiné, à en juger du moins par le sans-façon avec lequel dans ses *Orateurs parlementaires* il traite la nouvelle école dans la personne de M. de Lamartine. Emporté par son fanatisme de logicien, Timon enfourche le *dada* aristotélique, et déclare qu'une élégie, pour être bonne, doit avoir la précision d'un syllogisme. Pour Dieu! Timon, traitez comme vous l'entendrez la politique humanitaire, mais vous qui ne respectez pas les rois, respectez donc un peu les poëtes; quelle singulière pensée

avez-vous eue de nous représenter la muse de Lamartine, cette muse d'ordinaire si pure, si belle, si doucement plaintive, sous la forme d'un *spectre hurleur secouant ses ossements entre les fentes des tombeaux!* La Harpe n'eût pas mieux dit; vous qui êtes si avancé en politique, seriez-vous à ce point rétrograde en poésie?

A la chute de l'Empire, M. de Cormenin fut conservé sur le tableau du conseil d'Etat comme surnuméraire; aux Cent-Jours, il donna sa démission, se fit soldat, alla s'enfermer dans Lille, revint après Waterloo, se rallia et rentra au conseil d'Etat en qualité de maître des requêtes.

A dater de ce moment, commence à se manifester chez M. de Cormenin cette aptitude toute spéciale aux affaires administratives qui lui a valu en ce genre un renom de supériorité incontestée et incontestable. Chargé au sein du comité du contentieux des rapports les plus ardus sur les matières les plus compliquées, rompu à toutes les difficultés d'une législation diffuse, variable, incodifiée, M. de Cormenin préparait dès lors, dans le silence et le travail, les matériaux de son grand ouvrage sur le *Droit administratif*, dont

la première édition parut, je crois, en 1823. Cet ouvrage restera comme le premier et jusqu'ici le meilleur, le plus complet des traités sur la matière ; il a eu quatre éditions successives, dont chacune a été revue et augmentée par l'auteur ; et la cinquième vient de paraître enrichie d'une préface générale qui est un véritable chef-d'œuvre de style, de clarté, de logique et d'érudition. Quand j'aurais assez d'espace pour analyser ce beau livre, je ne le voudrais pas ; en vérité, je craindrais de dépopulariser M. de Cormenin ; le peuple n'est pas subtil, lui ; il ne sait pas bien faire cette distinction dont parle l'auteur, et qui ne me paraît pas déjà très-claire, entre l'*homme administratif* et l'*homme politique*. Que diraient donc les souscripteurs à la médaille s'ils voyaient ce pamphlétaire anti-gouvernemental qu'ils aiment tant, proclamer hautement la nécessité d'un pouvoir *un* et *fort*, déclarer que, puisqu'il le faut toujours placer quelque part, il l'aime mieux en *haut* qu'en *bas*, prêcher l'obéissance des gouvernés aux gouvernants, et développer une théorie de centralisation tellement rigide qu'elle en est peut-être excessive ?

Malgré le succès bien mérité de cet ouvrage, malgré les nombreux services rendus par l'auteur dans l'exercice de ses fonctions, malgré plusieurs savants mémoires sur *l'organisation du conseil d'Etat* et la *mise en jugement des fonctionnaires publics*, élaborés à la prière de M. de Serres, alors ministre de la justice, M. de Cormenin vit presque tous ses collègues passer successivement conseillers, et il resta maître des requêtes. M. de Cormenin n'était pas solliciteur de sa nature ; il s'en tenait aux distinctions honorifiques. Louis XVIII signait à son contrat de mariage et le faisait baron; M. de Serres le gratifiait d'une croix d'officier de la Légion-d'Honneur (il était déjà chevalier sous l'Empire), et puis enfin Charles X consentait, sur sa demande, à constituer, par lettres-patentes du 28 janvier 1826, un majorat en sa faveur en y joignant le titre de *vicomte*.

Un biographe radical a essayé de justifier M. de Cormenin de ce dernier fait, en disant qu'il avait cédé aux suggestions d'une famille aristocratique à laquelle il s'alliait; or cette famille aristocratique est tout simplement celle d'un riche notaire de Paris, M. Gillet. S'il y avait nécessité de justifi-

cation, celle-là serait donc mauvaise ; quant à moi, je ne vois rien à justifier dans ce fait. M. de Cormenin était alors, au vu et au su de tout le monde, légitimiste, point ultrà, mais manifestement légitimiste. Il suffit de lire le *Moniteur* de 1829 pour n'en pas douter un instant. Acceptant et servant un gouvernement aristocratique, M. de Cormenin a accepté un majorat et des titres ; devenu radical, il s'est empressé de renoncer publiquement à ses titres et de révoquer son majorat. Tout cela, à mon sens, est fort logique ; ce qui l'est moins, c'est que M. de Cormenin ait jugé à propos de sacrifier aussi en holocauste, sur l'autel de la liberté, une croix d'officier de la Légion-d'Honneur très-légitimement gagnée ; j'avoue que ce dernier sacrifice me paraît une superfétation.

Tout se réduit donc à ceci : M. de Cormenin a été légitimiste, il est maintenant radical ; ou, en d'autres termes, est-il permis de changer d'opinion ? Éternelle question qui se présente sans cesse sur nos pas depuis que nous traitons d'illustrations contemporaines. Eh ! mon Dieu, si une transformation de point de vue en politique était toujours une apostasie, il faudrait se bien garder

d'ouvrir jamais le *Moniteur*, car ce serait le plus immoral, le plus désolant et le plus incompréhensible des livres ; l'influence des faits extérieurs, combinée avec le travail intérieur de la pensée, suffit à expliquer tout changement auquel ne se mêle pas un alliage impur d'intérêt matériel ; et, sur ce dernier point, il me semble qu'on ne saurait être assez réservé dans l'accusation ; l'intérêt ne se présume pas, il se prouve; c'est la conviction qui se présume. Je ne reprocherai donc point à M. de Cormenin de n'avoir pas été radical à une époque où le mot n'existait pas plus que la chose ; mais je lui reprocherai sa rigidité intolérante à l'égard de ceux dont la pensée s'est modifiée dans un autre sens que le sien ; je lui reprocherai, à lui qui a été tour à tour impérialiste, légitimiste et démocrate, de passer dédaigneusement au fil de sa plume tel ou tel homme qui, après avoir accepté l'Empire et la Restauration, a accepté et servi le gouvernement de Juillet. M. de Cormenin ne se souvient plus qu'un an avant la révolution de 1830, dans cette même séance où il attaquait à la tribune l'hérédité de la pairie (ce qui était, j'en conviens volontiers, un acte de courage très-

méritoire chez un fonctionnaire amovible), dans cette même séance, il défendait avec chaleur l'hérédité monarchique (l'hérédité bourbonnienne apparemment, car il n'y en avait pas d'autre), qu'il proclamait *sacrée, incorruptible et vitale*(1). M. de Cormenin a oublié tout cela, car, s'il s'en souvenait, il serait moins sévère pour certains hommes qui, après avoir comme lui, dans la même séance que lui, attaqué l'hérédité de la pairie, et défendu, comme lui, l'hérédité monarchique, ont voulu, un an plus tard, conserver, en la faisant reposer sur une base nouvelle, cette hérédité *vitale* et *sacrée*.

Il n'est pas bon non plus de tout ramener aux proportions mesquines d'une question d'argent, et de dire sans cesse à un adversaire : Le secret de vos convictions est au trésor ; combien vous rapportent vos principes ? C'est l'autoriser à vous répondre : Votre radicalisme n'est pas une méchante affaire ; combien vous rapportent vos pamphlets? — Et l'ambition? dira-t-on. — De quelle ambition veut-on parler? il y en a de plusieurs sortes : il y a l'ambition de la simarre, de l'habit

(1) Voir le *Moniteur* du 22 avril 1829.

brodé ou du portefeuille, mais il y aussi celle de la popularité, des médailles et des cent mille lecteurs. Ambition pour ambition, l'une vaut l'autre, leur origine est la même : déprécier la première outre mesure, c'est exposer la seconde à des interprétations malveillantes ; l'injure appelle l'injure ; *abyssus abyssum vocat*. Le ton âcre et trop souvent personnel de la polémique de M. de Cormenin explique à mes yeux, sans les justifier, certaines diatribes calomnieuses contre sa vie privée, que je sais honorable et pure, et contre son caractère, que je crois complétement inaccessible aux séductions de l'intérêt.

Le premier pas de M. de Cormenin dans la carrière politique date de 1828 ; les électeurs d'Orléans l'envoyèrent à la Chambre, où il arriva avec une réputation de savoir due à ses rudes travaux au conseil d'État et accrue par son récent ouvrage sur le *Droit administratif*. Il y a plaisir à le suivre dans cette première période de 1828 à 1830. Cet homme que vous voyez aujourd'hui taciturne et muet sur son banc, qui s'est créé au dehors une puissance énorme, et dont la seule apparition à la tribune a suffi naguère pour soulever de

violents orages, cet homme avait alors le privilége d'éveiller sur tous les bancs un sentiment de sympathie presque unanime. Il parlait assez souvent ou plutôt il lisait, et ses discours soigneusement travaillés, portant presque toujours sur des matières qu'il possédait parfaitement, brillaient à la fois par l'élégance de la forme et la solidité du fonds. En feuilletant le *Moniteur*, je n'ai presque jamais rencontré le nom de M. de Cormenin sans le voir accompagné de la flatteuse parenthèse (profond silence) ou (mouvement marqué d'attention). Quoique maître des requêtes, M. de Cormenin avait pris place au centre gauche, à côté de M. Dupin; et ces deux personnages, que les événements ont depuis placés si loin l'un de l'autre, étaient alors assez étroitement unis d'amitié et d'opinion. L'opposition de M. de Cormenin était éminemment modérée et gouvernementale, bien que franche, parfois même audacieuse, eu égard à sa qualité de fonctionnaire; ainsi, le 23 mai, dans un savant discours sur l'interprétation des lois après cassation, M. de Cormenin qualifiait les délits de la presse de délits d'opinion, et ajoutait qu'ils ne devaient être jugés que

par des juges d'opinion, c'est-à-dire par le jury. Séparé de son collègue, M. Dupin, dans les questions d'*appel comme d'abus*, il combattait la dévolution de ces appels aux cours royales, comme attentatoires à la majesté de la religion, qu'il ne fallait pas, disait-il, exposer aux sifflets de la plaidoirie orale dans la personne de ses ministres; il prononçait plusieurs éloquents discours contre les abus du cumul; il attaquait les dotations, l'énormité des budgets, mais tout cela avec une parole singulièrement grave, élevée, conciliatrice. Ainsi, à propos des dotations de la pairie, il disait :

« Messieurs, l'union politique des deux Chambres, dont le roi tient le faisceau dans ses mains, est trop ferme et trop serrée pour qu'aucune considération, et surtout des considérations d'argent, puissent jamais la rompre; et moi aussi j'aurais comme tant d'autres des raisons pour jeter dans l'urne un vote conciliateur, et moi aussi je voudrais être agréable à ceux qui reçoivent, mais je dois être avant tout secourable à ceux qui souffrent, à ceux qui paient, à ceux qui nous ont envoyés. »

Ailleurs M. de Cormenin combat avec sollicitude pour les droits de la prérogative royale; flétrit la Convention qu'il appelle une *dictature insensée*, un monstrueux accouplement de pouvoirs politiques, administratifs et judiciaires; renonce

de lui-même, pour alléger le budget, à l'indemnité de mille écus qui lui avait été accordée comme membre de la commission de liquidation du milliard concédé aux émigrés, en déclarant qu'il met bien au-dessus de ce léger sacrifice l'honneur de servir le *roi* et le *pays*. En un mot, tous ses discours de cette époque annoncent un esprit calme, imbu d'idées constitutionnelles, et sincèrement dévoué à la monarchie (1).

(1) Depuis la première édition de cette notice, il m'est revenu que M. de Cormenin trouvait mauvais que l'on parlât de son royalisme sous la Restauration. J'ai peine à croire qu'il en soit ainsi; M. de Cormenin est trop spirituel pour vouloir mettre dans le plus cruel embarras un biographe bienveillant, mais véridique, obligé naturellement d'expliquer le pourquoi et le comment de ses écrits et de ses actes. Si je n'admettais pas que M. de Cormenin fût *jadis sincèrement* dévoué à la royauté, que pourrais-je répondre à ceux qui me citant, par exemple, l'ouvrage intitulé : *Du Conseil d'État*, publié en 1818, me demanderaient pourquoi M. de Cormenin écrivait alors (page 52) ceci :

« La France ne s'accommoderait pas, comme l'Angleterre, « d'un vain simulacre de roi; elle est monarchique par ses « mœurs, par ses besoins, par ses souvenirs, par ses habitudes, « et par une sorte d'instinct naturel; elle a toujours placé dans « ses rois sa confiance, sa force et sa grandeur. N'en doutons « pas, le mépris et l'affaiblissement de la couronne mèneront « toujours chez nous à la perte de nos libertés. Ces chères « libertés sont assises avec le monarque sur le trône; s'il s'écroule nous périssons avec lui, avec elles, etc., etc. »

Comment M. de Cormenin est-il devenu démocrate et pamphlétaire? Nous l'allons voir.

Il est assez universellement reçu aujourd'hui, parmi les radicaux, que l'origine des opinions actuelles de M. de Cormenin se perd dans la nuit des temps, que la chute des Bourbons a été par lui dès longtemps prévue et désirée. Je pense, au contraire, et en cela je ne crois point faire injure à M. de Cormenin, au contraire, que tout en désapprouvant les actes qui ont conduit la Restauration à sa perte, il a été sincèrement légitimiste jusqu'au 7 août. Un esprit aussi logique que le sien ne pouvait pas ainsi, d'un seul bond, passer brusquement de l'idée légitimiste qu'il avait déclarée vitale et sacrée à l'idée démocratique; et j'en vois la preuve dans l'inaction même de M. de Cormenin durant les trois jours; M. de Cormenin était à Paris lors de l'apparition des ordonnances; il avait fait partie des 221, et j'ai vainement cherché son nom au bas de la protestation des députés contre les ordonnances. Je ne le vois pas figurer davantage, ni à la réunion Laffitte, ni à l'Hôtel-de-Ville, et je tiens d'une source que j'ai tout lieu de croire certaine que, dans une

réunion particulière composée de membres du conseil d'Etat, il se prononça très-énergiquement pour la royauté du duc de Bordeaux, et j'ajoute que cela n'est point en contradiction avec les idées et avec les actes postérieurs de M. de Cormenin ; en effet, et ici je parle d'après lui-même, la dynastie de *droit divin* étant définitivement repoussée, il pensa qu'on ne pouvait en établir une nouvelle qu'en l'appuyant sur le principe de la souveraineté du peuple; que ce principe nécessitait de la part du peuple un acquiescement non-seulement tacite, mais formel ; qu'il y avait donc lieu à convoquer les assemblées primaires à l'effet d'obtenir d'elles un mandat constituant. La démission de M. de Cormenin fut la conséquence de cette pensée.

« En arrivant à la Chambre, dit M. Bérard dans ses *Souvenirs*, je rencontrai dans un des couloirs Cormenin qui venait de donner sa démission. Le motif de cette démission était l'absence d'un mandat régulier pour ce que nous allions faire. Ce scrupule de conscience était certainement respectable, mais si nous l'eussions tous éprouvé, que fût devenue la tranquillité du pays (1) ? »

Ce n'est pas ici le lieu d'examiner la question

(1) Souvenirs de la Révolution de 1830, page 268.

de savoir qui avait raison, de M. Bérard, admettant l'*impérieuse nécessité* inscrite en tête de la nouvelle Charte, ou de M. de Cormenin n'admettant que l'*impérieuse logique*. J'ai voulu seulement rétablir les faits sous leur véritable jour.

Après avoir donné sa démission, M. de Cormenin se présenta de nouveau devant les électeurs d'Orléans, qui refusèrent de lui rendre leur mandat. Ce refus pourrait bien être la conséquence même de cette logique inflexible qui avait guidé M. de Cormenin; pour lui, en effet, la question monarchique n'était pas encore une question décidée; c'était une question réservée; sa profession de foi se ressentit de cette singulière position; elle n'était ni monarchique ni radicale, elle était vague:

« Point d'anarchie, disait M. de Cormenin, mais point de despotisme; point de guerre, mais point de tache au drapeau national; la révolution de juillet, mais avec ses conséquences; la Charte de 1830, mais la Charte améliorée: sagesse dans les lois, force dans le gouvernement, liberté dans la nation, voilà mes principes. »

Les électeurs d'Orléans pensèrent que cette déclaration disait tant de choses qu'elle ne disait rien, et M. de Cormenin ne fut pas réélu.

Après cet échec, il se présenta devant les élec-

teurs de l'Ain. N'ayant pas les pièces sous les yeux, je ne sais si, devant eux, il fut plus explicite; toujours est-il qu'ils le renvoyèrent à la Chambre en octobre 1830; là son attitude ne fut pas tout d'abord hostile à la royauté de juillet; sa première pensée fut une pensée d'ordre, sa première parole une parole éminemment gouvernementale. Le 13 novembre, lorsque fut discutée la loi sur les *Récompenses nationales*, en présentant un article additionnel touchant le port illégal de la croix de juillet, il disait :

« Ne peut-on pas craindre que, dans une émeute, des factieux déguisés n'usurpent ce signe d'honneur et n'en abusent pour égarer le peuple?..... Il faut relever cette décoration aux yeux des braves qui la porteront, et qui, ayant *combattu* et *vaincu au nom de l'ordre*, seront en quelque sorte les constables populaires de l'ordre. »

C'est seulement le 30 août 1831, après la dissolution de la Chambre qui avait enfanté le gouvernement de Juillet, que M. de Cormenin posa les fondements de sa popularité radicale dans une lettre adressée au *Courrier français* au sujet de l'organisation de la pairie. L'auteur de cette lettre déclarait positivement qu'il considérait comme attentatoire à la souveraineté du peuple, et par

conséquent comme nul et non avenu, tout ce qui s'était fait depuis et y compris le 7 juillet 1830 jusqu'au 29 août 1831. On fut un peu étonné de voir un député, ayant comme tel prêté serment à la constitution nouvelle, se séparer si nettement de cette constitution; mais la déclaration n'en fit que plus de bruit; elle donna lieu à une polémique très-vive dans laquelle M. de Cormenin gagna une grande célébrité. Réélu par quatre colléges, il opta pour celui de Belley, et bientôt commença à se manifester en lui le talent jusqu'alors enfoui du pamphlétaire. Les *Lettres sur la Liste civile* furent son premier essai de ce genre; la forme piquante, acerbe, injurieuse de ce premier pamphlet lui valut d'une part un très-beau succès, et d'autre part de violentes attaques; or, M. de Cormenin est une de ces natures d'artiste que le succès enflamme et que l'attaque enflamme autant que le succès; il se lança avec une audace plus grande dans la voie nouvelle qui s'ouvrait devant lui; il publia successivement les *Lettres sur l'Apanage*, les *Très-humbles Remontrances*, la *Défense de l'évêque de Clermont*, l'*Etat de la question*, puis enfin

les *Questions scandaleuses d'un Jacobin*, dont l'immense retentissement n'a pas peu contribué au rejet du projet de loi sur la dotation du duc de Nemours.

C'est dans l'intervalle de ses luttes politiques que Timon publia, par fragments, dans la *Nouvelle Minerve*, ses *Orateurs parlementaires*, réunis depuis en deux volumes, dont le premier, consacré aux orateurs de la Restauration, renferme quelques préceptes généraux sur l'art oratoire que Timon ne pratique pas, mais qu'il professe avec une rare sagacité. Ce livre est remarquablement écrit, large d'idées, mélangé de gravité et d'ironie, et à mon sens bien supérieur aux pamphlets. Timon fait tout ce qu'il veut de sa plume; mais peut-être abuse-t-il un peu de cette souplesse de main. Quand il tient une figure, et qu'elle lui apparaît en beau ou en laid, il ne se contente pas de la copier d'après nature; il la refait : les grands peintres négligent parfois leur modèle, l'idéal leur tient lieu de ressemblance. Je ne puis analyser ici les pamphlets de M. de Cormenin, dont le succès s'explique non-seulement par les passions qu'ils soulèvent, mais

encore par un très-grand talent de style et un caractère d'originalité incontestable. Quant au fond, la plupart ont trait à des questions de chiffres, questions compliquées et difficiles. L'auteur avait pour les traiter l'avantage d'une grande expérience administrative. Il ne m'appartient pas de critiquer l'exactitude des chiffres posés par lui et sa manière de les grouper ; je m'en tiens à l'observation générale que j'ai déjà indiquée, et qui s'applique plus particulièrement au côté politique du pamphlétaire.

M. de Cormenin est l'esprit, non pas le plus vaste et le plus élevé, mais peut-être le plus logique et aussi le plus absolu de l'école radicale. Or, comme le disait il y a quelques années M. Garnier-Pagès, il faut se défier des esprits absolus. Le défaut de ces sortes d'esprits est de ne se préoccuper que d'un côté de la question, de défigurer et de rapetisser toutes choses, en outrant toutes choses. Quand M. de Cormenin a fait de l'économie, il a outré l'économie, et il est tombé dans le mesquin pour ne pas dire le ridicule ; car s'il ne nous a pas proposé expressément de transformer le musée de Versailles en un atelier de couture

et le Carrousel en un jardin potager, n'est-ce pas la conclusion toute naturelle de son système économique? Qu'on lise les pages 32 et suivantes de la collection des *Lettres sur la liste civile et l'apanage*, et l'on verra à quels larges points de vue aboutit la passion radicale dissertant sur les *châteaux de la féodalité*, les *cathédrales du moyen âge* et les *monuments inutilement fastueux de l'architecture et des arts.* Conçoit-on, par exemple, que l'idée de l'achèvement du Louvre ait pu inspirer à un homme d'esprit une sorte de fureur qui lui fait voir dans cette idée « un rêve d'ambi-« tion, de trahison et de ruine, une archi-fausse « et archi-folle dépense, une spéculation de mor-« tiers et de corniches, une thésaurisation d'argent, « à propos d'une thésaurisation de moellons, etc. »

Quand il a dogmatisé en politique, il a outré le dogme; il s'est prosterné devant le chiffre, il a compté les suffrages au lieu de les peser. Quand il a fait de la critique et du sarcasme, il a outré la critique et le sarcasme. Et alors, lui qui est un homme de paix, de méditation et de savoir; lui, rompu par une longue pratique des affaires à toutes les difficultés qui entourent l'exercice du

pouvoir, il s'est jeté à corps perdu dans ce pitoyable esprit de dénigrement *quand même,* qui rétrécit les âmes, anéantit le respect et use tous les ressorts de la machine sociale. Il est hors de doute que tout n'est pas au mieux dans notre monde, que les abus ne manquent pas, que le fait prévaut souvent contre le droit, et que ce serait une belle tâche, bien digne du talent de M. de Cormenin, de lutter sans cesse contre tout ce qui est injuste. Mais si l'optimisme politique est toujours une niaiserie ou une lâcheté, le pessimisme n'a-t-il pas aussi ses dangers? Un pamphlet doit-il donc absolument se passer d'équité? Est-ce bien servir la cause de la démocratie que de rabaisser sans mesure les hommes et les choses d'aujourd'hui? Comment donnerez-vous au peuple cette grande foi, sans laquelle il n'est pas pour lui de grandes destinées, quand vous aurez monté son intelligence à un tel ton d'ironie et de dédain? On ne bâtit un édifice durable que sur un terrain solide, et le présent servira toujours de base à l'avenir.



LORD WELLINGTON.

Imp. de Pernel A. René et Cie

LORD WELLINGTON.

La fortune a plus fait pour Wellington qu'il n'a fait pour elle.

NAPOLÉON. — *Mémorial de Sainte-Hélène*, tome VII, p. 277.

Ce fut un jour mémorable dans les annales de l'Angleterre que celui où vint à terme l'immense question de l'émancipation catholique de l'Irlande. Cette mesure, qui appelait tout à coup deux ou trois millions d'hommes à la vie civile et politique, agita violemment les esprits : l'anglicanisme jetait les hauts cris ; les journaux ultra-tories avaient chaque matin un accès d'épilepsie ; le *Morning-Journal* et le *Standard* déclaraient que le roi, en signant le *bill*, signait son abdication ; que le papisme, l'abominable papisme, allait promener partout la torche incendiaire, et que l'Angleterre était arrivée à son dernier jour. L'a-

ristocratie presque tout entière s'indignait de voir un de ses fils, son espoir et sa gloire, porter le premier une main profane sur l'édifice vénéré du *State and Church* (l'État et l'Église).

Si vous étiez entré à la Chambre des Lords le 2 avril 1829, dans la séance où fut présenté ce fameux *bill*, vous auriez vu se lever du banc ministériel, au milieu des murmures des tories, un personnage de haute taille, boutonné dans son habit jusqu'au menton, maigre, roide et sec, avec un nez arqué, une figure démesurément longue, des traits fortement prononcés, mais sans trop d'expression. Sa parole était aride, incolore, sans animation aucune, mais ferme, lucide et précise; il disait que les circonstances ne lui permettaient pas d'opposer une plus longue résistance aux vœux de l'Irlande; que l'émancipation était fâcheuse, mais que la perspective menaçante d'une guerre civile était plus fâcheuse encore. Le bill passa. Ce personnage, qui risquait ainsi sa popularité en faisant à regret une grande chose, et qui venait, pour cette même chose faite à regret, d'échanger stoïquement la veille un coup de pistolet avec lord Winchelsea, anglican fougueux, c'était

Arthur Wellesley, duc de Wellington, le chef du cabinet d'alors, et, aujourd'hui comme alors, l'homme le plus illustre, le plus populaire, le plus foncièrement aristocrate, et surtout le plus heureux de l'Angleterre. Sur les armoiries du noble duc on lit cette devise : *Virtutis fortuna comes.* Si la devise était vraie, si la vertu et le bonheur marchaient toujours de compagnie, Wellington serait énormément vertueux ; car il n'y a peut-être pas deux exemples d'une fortune aussi merveilleuse et aussi constante. Noble de fraîche date, son nom éclipse aujourd'hui les plus grands noms des plus vieilles races normandes. Durant vingt ans de guerre, seul il peut dire que jamais défaite ou déroute ne déshonora son drapeau ; sans avoir reçu de la nature cette audace d'inspiration, ce feu sacré qui constitue le génie, il triomphe du plus grand génie moderne ; sans une haute capacité politique, il accomplit en politique ce que n'avaient pu faire Pitt, Fox et Canning. Soldat heureux sous un gouvernement constitutionnel, il a eu le rare privilége de n'avoir jamais à lutter contre la défiance, l'injustice ou l'ingratitude. La reconnaissance de son pays a égalé, sinon dépassé

ses services; l'Angleterre lui a donné des palais, elle l'a gorgé de millions, elle l'a fait plus grand et plus opulent qu'un roi (1). Tous les souverains de l'Europe l'ont enrichi de dotations, comblé de titres et chamarré de cordons; il n'y a pas jusqu'à la France qui n'ait vu ce nom fatal inscrit de la main d'un descendant de Charles VII sur la liste de ses maréchaux. Ennemi juré de tout ce qui s'appelle démocratie, cet homme a eu tous les bénéfices de la popularité sans lui faire aucun sacrifice. John Bull s'est permis une ou deux fois de jeter des pierres à ses fenêtres ; il en a été quitte pour les faire griller ; et le lendemain John Bull, qui ne saurait lui garder longtemps rancune, l'applaudissait, prêt à montrer les dents à tout au-

(1) Indépendamment de ses dotations à l'étranger, lord Wellington reçoit de l'Angleterre, comme constable de la Tour, comme colonel de la brigade de tirailleurs, comme colonel du premier régiment des gardes à pied, comme lord gardien des Cinq-Ports, une somme d'appointements qui s'élève à 327,600 francs par an, à laquelle somme il faut ajouter l'intérêt des donations que lui a faites le Parlement; ces donations dépassent 20 millions de francs, employés en grande partie à acheter pour Sa Grâce le magnifique domaine de Strathfiedsay, dans le Hampshire, qui constitue son majorat de duc.

dacieux qui se permettrait de médire de son héros. Il y a peu d'années encore vous avez vu la presse anglaise se fâcher tout rouge parce qu'une reine de dix-huit ans, dans les préoccupations bien naturelles des premiers jours de sa lune de miel, avait oublié de s'informer régulièrement de la santé du vieux et apoplectique guerrier.

Remarquons toutefois qu'il y a une véritable injustice à abuser, pour expliquer certains faits et certains hommes, de ce procédé si commode du destin. On a fait trop souvent chez nous honneur au diable des succès de lord Wellington; gardons-nous de ce patriotisme *Chauvin* qui s'en va retroussant sa moustache, faisant ronfler le mot de Français, se donnant à lui-même un brevet de géant, et déclarant pygmée tout ce qui n'est pas lui. Cela ne vaut guère mieux que les fanfaronnades et les comparaisons ambitieuses du fameux discours de lord Brougham; avec ce système il y a beaucoup moins de mérite à vaincre, beaucoup plus de honte à être vaincu, et nous avons assez de gloire à nous pour n'être pas si avares envers les autres.

En parcourant la carrière militaire et politique

du duc de Wellington, en feuilletant ces douze volumes de dépêches qu'il a fait publier il y a quatre ans, et qui embrassent l'histoire de ses campagnes dans l'Inde, en Danemark, en Portugal, en Espagne et en France, on est tout d'abord frappé de cette fermeté, de cette persévérance, de cet imperturbable sang-froid qui le distinguent; on est forcé de reconnaître que Napoléon a été très-sévère, pour ne pas dire injuste, à son égard ; que, si la fortune a beaucoup fait pour lui, il a su se tenir toujours à la hauteur de sa fortune, et que, si ce n'est pas là un de ces rares génies qui dominent et résument un siècle, c'est au moins un grand talent qui a légitimement gagné une bonne partie de sa gloire.

Arthur Wellesley est le troisième fils de Gérard Colley Wellesley, vicomte de Mornington, dont la famille venait d'être récemment anoblie dans la personne de son père, Richard Colley Wellesley, créé baron de Mornington en 1746. Arthur naquit à Dungan Castle, en Irlande, le 1er mai 1769, dans cette année si féconde qui vit naître Napoléon, Soult, Canning, Walter Scott et tant d'autres illustrations de tous genres. Il fut d'abord élevé

en Angleterre, au collége d'Éton, et bientôt envoyé en France, à Angers, dans une école militaire qui avait alors une assez grande réputation. A dix-huit ans, en 1787, il entra au service en qualité d'enseigne. Le crédit de sa famille lui fit rapidement franchir les grades inférieurs; en 1788 il était lieutenant, capitaine en 1791, major en 1792, et enfin lieutenant-colonel en 1794. C'est alors qu'il fit sa première campagne dans la retraite de Hollande, sous le duc d'York. Chargé du commandement d'une brigade à l'arrière-garde, il fut honorablement mentionné par le général en chef.

En 1796 il partit pour l'Inde avec son régiment, et l'année suivante, son frère aîné, lord Mornington, depuis marquis de Wellesley, ayant été nommé gouverneur général des possessions anglaises, le jeune colonel se trouva bientôt à même d'exercer ses facultés militaires dans un commandement supérieur; la guerre venait alors d'éclater entre la Compagnie et le fameux prince indien Tippoo-Saïb. Les Anglais s'étant ménagé la coopération du *nizam* (prince) des Mahrattes, Wellesley fut placé à la tête des troupes alliées,

sous le commandement en chef de sir Harris. On raconte que, dans une première et chaude affaire, à l'attaque d'un bois fortifié, ce même homme qui devait briller plus tard par son attitude froidement intrépide au milieu du danger, se montra quelque peu ému du sifflement des balles indiennes, et qu'il s'en vint dans une grande agitation apprendre à sir Harris le mauvais succès de son expédition. Les biographes anglais, qui rapportent ce fait, ont soin de rappeler l'histoire de Frédéric II fuyant le champ de bataille de Molwitz. Contentons-nous d'ajouter que, dès le lendemain, le jeune Wellesley, revenu de son émotion, s'empressa de réparer son échec en emportant le bois malencontreux.

Le 4 mai 1799, après un assaut des plus acharnés, les Anglais s'emparèrent de Seringapatnam, la capitale du Mysore; Tippoo-Saïb fut trouvé mort sous les décombres, et le jeune Wellesley, entré un des premiers dans la ville, fut investi des fonctions de gouverneur. L'année suivante, il défit un chef de partisans, Hondiah-Waugh, qui était venu faire une excursion sur les terres de la Compagnie, avec cinq mille hommes. Un instant il fut

question de donner à sir Arthur le commandement de ce corps de troupes, parti des bords du Gange sous la conduite du général Baird, pour aller combattre les Français sur les bords du Nil ; Wellington et Bonaparte se seraient trouvés en face quinze ans plus tôt. Une maladie grave l'empêcha de faire partie de cette expédition, qui, du reste, manqua son but, car elle n'arriva en Egypte qu'après l'évacuation.

La dernière grande guerre de l'Inde éclata en 1803 ; les Mahrattes orientaux se soulevèrent, dirigés par Scindiah, chef astucieux et habile, espèce d'Abd-el-Kader de l'Indostan, harcelant les Anglais, les attaquant à l'improviste, les entraînant à sa poursuite, et leur échappant toujours. Sir Arthur fut chargé de le joindre et de le combattre à tout prix. A force d'activité et de persévérance, il parvint à l'atteindre à Assye, dans le Deccan, le 23 septembre 1803. Le Mahratte avait dix mille hommes d'infanterie commandés par des officiers européens, quarante mille chevaux et cent pièces de canon. Sir Arthur avait six ou sept mille hommes. La bataille fut sanglante et longtemps disputée ; Wellesley eut deux chevaux tués

sous lui, perdit le tiers de ses soldats, mais l'ennemi fut écrasé. Une dernière et décisive victoire, celle d'*Argaum*, mit fin à la guerre en amenant la soumission définitive de Scindiah. Les habitants de Calcutta élevèrent un monument en l'honneur de Wellesley, qui fut nommé général et créé chevalier de l'ordre du Bain.

Trois ans plus tard, en 1806, nous retrouvons le vainqueur d'*Assye* et d'*Argaum* tranquillement occupé à faire manœuvrer une brigade dans une petite ville de l'Angleterre. Toutefois Wellesley ne languit pas longtemps dans l'inaction; les habitants de Newport, dans l'île de Wight, le nommèrent député à la Chambre des Communes. C'est dans cette même année 1806 qu'il épousa miss Pakenham, jeune dame irlandaise, sœur du comte de Longfort. J'ai ouï raconter à ce sujet une anecdote qui est caractéristique, si elle est vraie. Il paraîtrait que ce mariage avait été arrêté avant le départ de sir Arthur pour l'Inde, et c'était alors un mariage d'inclination; dans l'intervalle, miss Pakenham fut atteinte d'une affreuse petite-vérole qui laissa sur son visage des traces cruelles; à son retour, sir Arthur, déjà refroidi

par l'absence, trouva sa fiancée méconnaissable ; ne pouvant plus l'épouser par inclination et ne voulant pas manquer à sa parole, il l'épousa par devoir. Cette union ne fut, dit-on, pas très-heureuse.

En 1807, après la chute du parti de Fox et de lord Grenville, Wellesley fut nommé secrétaire d'Etat pour l'Irlande, sous la vice-royauté du duc de Richmond. Le jeune général ne resta pas long temps dans ce nouveau poste. Lorsque fut décidée l'agression brutale de l'Angleterre contre le Danemarck, sir Arthur fut attaché à l'expédition sous les ordres de lord Cathcart ; c'est lui qui commandait dans l'affaire de Kioge, où fut défait le général danois Linsmar ; et, après le bombardement de Copenhague, il fut chargé de recevoir la capitulation de la ville.

Jusqu'ici les grandes batailles livrées par sir Arthur dans l'Inde avaient eu peu de retentissement en Angleterre ; il n'était pas encore au premier plan, et c'est à ce moment seulement, en 1808, que commença la période brillante de sa vie militaire. L'Espagne, envahie par Napoléon, se soulevait de toutes parts ; le Portugal, occupé

par Junot, commençait à secouer le joug de cet Ajax étourdi et tracassier. L'Angleterre, fidèle à sa haine contre Napoléon, s'empressa de saisir l'occasion d'une lutte nouvelle. Sir Arthur Wellesley, qui venait d'être nommé lieutenant général, fut chargé du commandement de la division dirigée d'abord sur La Corogne. Assez mal accueilli par les patriotes galiciens, le général se décida à tourner du côté d'Oporto et à débarquer en Portugal. Un premier engagement avec les troupes de Junot eut lieu à Roliça ; quelques jours après, le 21 août, à Vimiéro, Wellesley força Junot à se retirer précipitamment sur Lisbonne. Dès le lendemain, l'arrivée soudaine de sir Henry Dalrymple, nommé général en chef, empêcha le vainqueur de profiter de sa victoire. Le 30 du même mois fut signée la fameuse capitulation de Lisbonne, connue sous le nom de convention de *Cintra.* Les Français devaient évacuer le Portugal avec armes et bagages, et repasser en France aux frais de l'Angleterre. En même temps que Napoléon témoignait son mécontentement à Junot, l'Angleterre traduisait le général Dalrymple devant une cour martiale. Sir Arthur Wellesley

crut devoir se rendre à Londres pour défendre au sein du Parlement un acte dont la responsabilité ne pesait pas sur lui. Dalrymple n'en fut pas moins dépossédé de son commandement et remplacé par sir Arthur lui-même, qui revint à Lisbonne le 22 avril 1809. On a vu ailleurs (1) comment Soult, qui venait d'entrer en Portugal, livré à lui-même et privé de la coopération de Victor, fut surpris à Oporto par le général anglais et forcé de revenir sur ses pas en exécutant cette belle retraite dont la hardiesse excita l'admiration de son ennemi, qui s'en est toujours souvenu, et la cite encore aujourd'hui comme une merveille de tactique.

Le Portugal une fois complétement évacué par les Français, sir Arthur reçoit l'ordre de pénétrer en Espagne pour concerter un plan de campagne avec la Junte. Il arrive à Almaraz, opère sa jonction avec le général espagnol Cuesta, et livre, le 21 juillet 1810, au maréchal Victor et au roi Joseph, la bataille incertaine de Talaveira. Des deux parts on chanta victoire. Le Parlement anglais vota des remerciements à sir Arthur, en y

(1) Voir la biographie du maréchal Soult.

ajoutant une annuité de *deux mille livres sterling.* Le roi l'éleva à la pairie avec le titre de lord vicomte Wellington de Talaveira. Victor fut obligé de se replier sur Madrid ; mais Wellington ne put marcher en avant. Soult et Ney arrivaient rapidement sur lui de l'Estramadure, avec des forces supérieures ; d'autre part, Masséna entrait en Portugal. Il se hâta de repasser le Tage, pour couvrir Lisbonne. C'est alors que furent exécutées par lui ces fameuses lignes de *Torres Vedras*, qui s'étendaient de la mer au Tage, retranchements formidables, où le talent de la fortification se déployait dans tout son luxe, et devant lesquels Masséna recula d'étonnement.

Bientôt ce dernier, isolé, ne recevant de France ni argent, ni vivres, ni soldats, ne put se maintenir en Portugal ; il opéra sa retraite. Wellington rentra en Espagne, se porta sur Ciudad-Rodrigo, qu'il enleva d'assaut, après onze jours de tranchée ouverte ; Badajoz subit le même sort, et alors, à la tête d'une armée nombreuse, composée d'Anglais, de Portugais et d'Espagnols, Wellington pénétra résolument en Castille, et livra la célèbre bataille des Arapiles, où il battit Marmont, ce

général habile, mais si constamment malheureux. À la nouvelle de cette défaite, Soult, occupé à faire le siége de Cadix, quitte l'Andalousie et arrive en toute hâte, pour combiner ses mouvements avec Souham, successeur de Marmont, tandis que Wellington, retenu avec toute son armée devant la citadelle de Burgos par une centaine d'hommes commandés par l'intrépide général français Dubreton, voit tout à coup sa ligne compromise, perd l'offensive, et est obligé d'opérer rapidement sa retraite sur le Portugal.

Cependant Napoléon, épuisé d'hommes par la désastreuse campagne de Russie, dégarnissait de plus en plus l'Espagne. Lord Wellington se rend à Cadix en 1813, pour communiquer en personne avec la régence. La jalousie espagnole, jusqu'alors rebelle, cède enfin à une supériorité si bien constatée, et lord Wellington est décoré du titre de généralissime des trois armées combinées de l'Angleterre, du Portugal et de l'Espagne, et investi d'un pouvoir suprême.

C'est alors qu'il commença cette campagne brillante de 1813 à 1814, qui reste aujourd'hui son plus beau titre de gloire. Je ne puis le suivre

ici dans toutes ses opérations, depuis la journée de Vittoria, si funeste pour nos armes, jusqu'à la victoire indécise de Toulouse. Remarquons cependant, et cela sans prétendre aucunement rabaisser les talents de lord Wellington, que les circonstances lui furent merveilleusement favorables. L'armée française était démoralisée, disséminée, et sans cesse affaiblie par Napoléon, qui lui enlevait ses meilleurs soldats pour la lutte terrible qu'il soutenait alors en Allemagne. Nos généraux, débarrassés de cette main de fer qui les domptait, les maintenait dans la ligne du devoir et les poussait en avant, donnaient carrière à toutes leurs petites vanités, agissaient isolément, sans direction commune, sans unité, et partant sans résultat. L'impéritie de Joseph Bonaparte était peu propre à obvier à ces inconvénients. L'arrivée de Soult, qui accourait du champ de bataille de Bautzen, rétablit un peu nos affaires; Wellington se trouva en face d'un stratégiste consommé. Des deux parts les manœuvres furent habiles; mais l'Anglais était trop supérieur en nombre, et Wellington franchit les Pyrénées. Il est inutile de revenir sur ce qui a été dit ailleurs au sujet de la ba-

taille de Toulouse ; contentons-nous d'ajouter que, dans ses dépêches, Wellington avoue lui-même, avec une parfaite candeur, qu'à son entrée dans la ville, après le départ des troupes françaises, il y trouva, pour tout trophée, *une* pièce de canon ; encore était-elle, je crois, démontée.

Toute cette partie des dépêches, relative à la campagne d'Espagne et de France, est du plus haut intérêt pour l'appréciation des qualités particulières du noble duc. C'est un singulier homme de guerre que celui-là. Ce n'est ni un sabreur intrépide dans le genre de Murat ou de Ney, ni un stratégiste audacieux, riche d'expédients et de ressources, comme Soult ou Masséna. C'est encore moins une tête épique, féconde en créations gigantesques et soudaines, à la manière de Napoléon. C'est tout bonnement le général le plus anglais des trois royaumes. Le flegme, l'énergie et la ténacité se combinent en lui dans des proportions énormes. Il accepte la bataille, mais il ne la livre jamais ou presque jamais. Il est quelquefois mou ou imprudent dans l'attaque, mais il est toujours admirable dans la résistance. Rien ne l'étonne, rien ne le trouble, rien ne l'émeut, et

l'enthousiasme lui est aussi parfaitement étranger que le découragement. On a remarqué que, dans ces douze gros volumes, tout entiers consacrés à des opérations militaires, le mot *gloire* n'est pas prononcé une seule fois. Pour Wellington c'est un mot vide de sens. Il ignore ou dédaigne les ressources de la harangue ; il n'a pas non plus cette simplicité sublime de Nelson, qui se contentait de dire à ses marins, une heure avant la bataille de Trafalgar : « L'Angleterre attend de vous que chacun aujourd'hui fera son devoir. » Le fond de toutes les allocutions du duc de Wellington peut se réduire à peu près à ceci : « Vous êtes bien vêtus, bien payés, bien nourris ; celui d'entre vous qui ne fera pas son devoir sera pendu. » Joignez à cela une exactitude de négociant, un amour de l'ordre poussé jusqu'à la minutie, et le respect le plus scrupuleux pour tous ces pauvres petits droits que la guerre foule si souvent aux pieds. Ce généralissime de trois armées aligne des chiffres comme Barême, distribue à chacun de ses corps, en même temps et sur le même ton que le blâme ou la louange, son contingent de capotes, de souliers, de vivres et d'argent.

Il y a, à ce sujet, une page curieuse ; c'est une lettre de lord Wellington à lord Bathurst, datée de Saint-Jean-de-Luz, où le duc se plaint très-amèrement et très-longuement au ministre. Le gouvernement le laisse, dit-il, manquer de tout. Il lui est impossible de vaincre sans argent ; l'armée est accablée de dettes, et, pour compléter ce tableau, il ajoute, avec un accent parfait de vérité : « Je n'ose pas sortir de ma maison à cause des créanciers qui m'assiégent publiquement pour demander le payement de ce qui leur est dû. » Veuillez bien vous rappeler que Wellington est alors en pays ennemi, et qu'il a près de cent mille hommes sous les armes ; souvenez-vous de la manière dont certains de nos généraux payaient leurs dettes en Italie et en Espagne, et peut-être trouverez-vous quelque chose de bizarre dans ce vainqueur qui se cache dans sa maison pour échapper aux créanciers de son armée. Grâce à cette rigidité morale, lord Wellington était parvenu à donner aux troupes anglaises une tenue parfaite de discipline ; mais il n'avait pas peu à faire pour mettre sur le même pied ce ramassis d'Espagnols et de Portugais qui se précipitaient sur la France

comme sur une proie destinée à les dédommager amplement des misères semées chez eux par nos conquêtes. « Je commande, écrit-il quelque part, les plus grands coquins (*the greatest rascals*) de toutes les nations du monde. » Et il ne trouve pas de meilleur moyen pour les empêcher de piller que de les tenir sous les armes des journées entières. Un jour, un brave homme des environs de Bayonne écrit au généralissime pour lui demander des nouvelles d'une jument à lui et d'un fusil de chasse que les Espagnols lui ont volés ; et voilà lord Wellington qui, entre une bataille livrée et une bataille à livrer, se met en quête de la jument et du fusil. Ne pouvant parvenir à les découvrir, il écrit au réclamant une lettre délicieuse de bonhomie.

Voici cette lettre :

« Monsieur,

« J'ai reçu vos deux lettres relativement à votre jument et à votre fusil, et, ayant fait toutes les perquisitions possibles, je suis fâché de vous dire que je ne trouve ni l'une ni l'autre. Je vous serai bien obligé si vous voulez m'envoyer au quartier général la personne qui sait où est la jument et aussi la personne qui connaît celui qui a pris le fusil ; elles peuvent venir en toute sûreté, et je vous pro-

mets que, si vos propriétés peuvent se retrouver, elles vous seront rendues.

« J'ai l'honneur d'être, etc.

« WELLINGTON. »

Que ce soit le naturel ou la politique qui ait dicté cette lettre, elle n'en est pas moins admirable.

Cette partie des dépêches est également très-intéressante en ce qui concerne les premiers rapports de lord Wellington et des Bourbons : à son entrée en France, le général anglais, sachant que des négociations étaient ouvertes avec Napoléon à Châtillon, en attendait tranquillement le résultat, quand le duc d'Angoulême arriva tout à coup à son quartier général de Saint-Jean-de-Luz. Lord Wellington le reçoit très-poliment, mais en insistant pour lui faire garder l'incognito sous le nom de comte de Pradel, et en lui recommandant sans cesse de ne pas *devancer l'opinion publique ni la presser*.

Cette patience ne fait pas le compte du prince. Non-seulement il veut agir en son nom, mais il s'efforce, par tous les moyens, de pousser lord Wellington et son armée à faire quelque démon-

stration en sa faveur. A toutes ces tentatives, le flegmatique Anglais ne répond que par des refus formels. Il *souhaite du bien* (*wish well*) à Louis XVIII; il désire que le pays se prononce pour lui; il ne fera rien pour s'y opposer; mais il ne veut pas qu'on le mette en avant, et il juge qu'il est de son devoir et aussi de l'intérêt même des Bourbons de ne contribuer d'aucune manière à provoquer des manifestations en leur faveur.

Ce noble langage n'était pas compris. Le général Beresford ayant occupé Bordeaux, le maire de cette ville, M. Lynch, crut devoir publier une proclamation bien connue, ou, suivant la tactique ordinaire des partis, pour obtenir une adhésion et un appui refusés, il les supposait obtenus. Cette proclamation irrite Wellington, et il écrit de suite au duc d'Angoulême une lettre en français où, reproduisant la proclamation, il la réfute cavalièrement dans les termes suivants :

« Il n'est pas vrai que les Anglais, les Espagnols et les Portugais « *se soient réunis dans le midi de la France* « *comme d'autres peuples du Nord pour remplacer le fléau* « *des nations par un monarque père du peuple.* » Il n'est pas vrai « *que ce n'est que par lui que les Français peu-*

« vent apaiser le ressentiment d'une nation voisine con- « tre laquelle les a lancés le despotisme le plus perfide. » Il n'est pas vrai non plus, dans le sens énoncé dans la proclamation *« que les Bourbons aient été conduits par leurs « généreux alliés. »*

Les légitimistes, qui soutiennent aujourd'hui que la Restauration s'est faite sans l'appui de l'étranger, trouveraient là un argument en leur faveur, mais l'argument serait meurtrier pour leur cause; car il en résulte que les royalistes du Midi, moins soucieux de l'honneur national que lord Wellington lui-même, voulaient absolument que la Restauration fût *le seul moyen d'apaiser le ressentiment* de l'étranger, que les Bourbons *fussent conduits par leurs généreux alliés*, et cela malgré les alliés eux-mêmes; c'est-à-dire que, le fait que l'on repousse aujourd'hui comme une injure, on s'en targuait jadis comme d'un honneur.

Après l'abdication de Napoléon, lord Wellington arriva à Paris, mais il n'y passa cette première fois que très-peu de temps. Élevé au rang de duc (il avait déjà été nommé feld-maréchal après la bataille de Vittoria), il fit à Londres un voyage

triomphal, et ne tarda pas à être envoyé au Congrès de Vienne comme représentant de l'Angleterre. Les Viennais l'accueillirent avec empressement. M. de Metternich le fêta à sa manière, qui est un peu celle de Catherine de Médicis, et comme, sous son extérieur grave et froid, l'illustre guerrier est constitué à la Henri IV, qu'il a le faible des grandes âmes, et que les beautés autrichiennes sont très-sensibles à la gloire, ses succès furent nombreux et de plus d'un genre (1). Le Congrès *danse* et ne *marche* pas, disait le spirituel prince de Ligne, et au même moment éclatait comme une bombe la nouvelle du débarquement de Napoléon.

(1) Puisque nous en sommes à parler du faible de lord Wellington, je vais gratifier le lecteur d'un échantillon du style amoureux du noble duc. Pour ne pas se trouver dans la collection des dépêches, la lettre suivante n'en est pas moins authentique ; elle a été écrite à Paris en 1816. J'en ai *volé* une copie que je certifie exacte, y compris les fautes de français, Sa Grâce n'ayant pas sans doute jugé à propos de se servir d'un secrétaire. Voici l'épître :

Paris, ce 13 janvier.

« Madame, j'avoue que je ne regrette pas beaucoup que « les affaires m'empêchent de passer chez vous après dîner, « *puisqu'à* chaque fois que je vous vois je vous quitte « plus pénétré de vos agréments et moins disposé à donner « mon attention à la politique ! Je passerai chez vous demain « à mon retour de chez l'abbé S., en cas que vous vous y

A Vienne on avait peine à croire à cet acte, qu'on qualifiait de folie; les plus fortes têtes déclaraient que Napoléon périrait à son premier pas. Lord Wellington connaissait mieux son homme et la France. « S'il est débarqué, il est à Paris, » dit-il à quelqu'un; et il s'empressa de se mettre à la disposition du Congrès, qui le nomma généralissime des armées alliées. Cela fait, il se rendit en toute hâte dans les Pays-Bas, pour y concerter un plan de campagne avec Blücher, et triompher une dernière fois dans le plus meurtrier de tous ces combats de géants qui forment l'Iliade impériale.

Tout le monde connaît l'histoire, ou plutôt tout le monde a lu une histoire de la bataille de Waterloo; or, comme il y en a au moins cinquante dont pas une ne ressemble à l'autre, je n'ai pas envie de me poser, moi, cinquante-unième stratégiste de cabinet, pour discuter la question de sa-

« *trouvassiez*, et malgré l'effet que ces visites dangereuses « produisent sur moi.

« Votre très-fidèle serviteur,

« WELLINGTON. »

Je crois devoir ajouter que la dame était belle, spirituelle et Française, et que lord Wellington, qui n'avait aucune de ces trois qualités, en fut pour ses frais de galanterie.

voir si réellement Wellington a été surpris dans ses cantonnements, comme le dit Napoléon, ou non surpris, comme le dit Wellington et après lui Walter Scott; si la bataille était gagnée par les Français quand les Prussiens arrivèrent, comme le dit Napoléon; si elle était indécise, comme le dit Blücher, ou gagnée par les Anglais, comme le dit Wellington; si c'est la faute de Grouchy, comme le dit Napoléon, ou si Grouchy n'a pu mieux faire, comme le disent Grouchy et le général prussien Müffling.

Ce qu'il y a de certain, c'est que l'armée anglaise, inférieure en nombre, a soutenu sans se rompre, pendant cinq heures suivant les uns, et pendant sept heures suivant les autres, les attaques acharnées des premières troupes de l'Europe, commandées par le plus grand homme de guerre des temps modernes. Napoléon dit (1) lui-même que les Anglais ont été admirables. Il ajoute que les dispositions de Wellington ont été pitoyables. Mais comment expliquer alors que des troupes, quelque valeureuses qu'elles soient, placées dans une mauvaise position, commandées par un mau-

(1) Voir le tome VII du *Mémorial de Sainte-Hélène*.

vais général, résistent toute une journée aux charges réitérées des cuirassiers de Kellermann, au choc de la vieille garde dirigée par Ney, et aux manœuvres de Napoléon? Car enfin il est positif que, quand les Prussiens arrivèrent, quand Bulow attaqua à l'arrière-garde, les régiments écossais s'étaient fait écharper sans perdre un pouce de terrain; les avantages partiels remportés par les Français au bois d'Hougoumont et à la ferme de la Haie-Sainte avaient été presque aussitôt regagnés que perdus.

Il me semble plus juste et plus vrai, non pas de comparer deux hommes dont l'un est incomparable, ce serait faire injure à lord Wellington lui-même qui en toute occasion a dit de Napoléon : « C'est notre maître à tous, » mais de placer du moins en regard de cet aigle, posté sur les hauteurs de la ferme de la *Belle-Alliance*, le léopard anglais acculé aux flancs du Mont-Saint-Jean. A celui-là l'impétuosité sublime de l'attaque, à celui-ci la froide ténacité de la résistance; le duc de Wellington vit sans sourciller tout son état-major, moins un seul homme, tomber autour de lui. Six cents officiers et quinze mille soldats jon-

chaient le sol, tués ou blessés : et il est hors de doute que, sans l'arrivée de Blücher, l'armée anglaise, épuisée par de longs efforts et des attaques sans cesse renaissantes, eût été forcée à la retraite ; mais, dans tous les cas, la bataille eût été noblement perdue.

Les événements qui suivirent sont trop universellement connus pour qu'il soit nécessaire d'en parler au long. Disons seulement, à la louange du duc de Wellington, qu'après la capitulation de Paris il s'opposa de tout son pouvoir aux brutalités de Blücher, espèce de Vandale qui ne rêvait que feu et sang. Nommé généralissime de l'armée d'occupation, et résidant à Paris en cette qualité, le duc laissa échapper une belle occasion d'être grand ; le maréchal Ney, mis en jugement, s'adressa à lui, en invoquant l'article 12 de la capitulation de Paris, et la maréchale vint elle-même implorer son appui. Lord Wellington répondit que l'article 12, comme tous les autres, n'avait trait qu'à la question militaire ; qu'il avait été destiné à garantir les personnes qui y sont désignées contre les troupes alliées seulement, mais qu'il n'avait pas et ne pouvait pas avoir eu pour but de préju-

ger en rien la position de ces mêmes personnes vis-à-vis du gouvernement actuellement existant ou de celui qui devait être appelé à lui succéder. Cette argumentation peut à la rigueur se soutenir, et le caractère bien connu du duc de Wellington ne permet guère de douter qu'il ne fût de bonne foi; mais combien il eût été plus beau à lui, qui était tout-puissant alors, d'affronter le courroux de Castelreagh et de dire à Louis XVIII : « Je prends cet homme sous ma sauvegarde ; nous « nous sommes vus souvent sur le champ de ba- « taille, et récemment encore il est venu braver « le feu de mes soldats : c'est un héros ; je ne « veux pas qu'il périsse de la mort des traîtres. » Ney eût été sauvé, et l'Europe entière eût applaudi lord Wellington. L'illustre Anglais ne comprit pas cela ; sa raison froide et sèche se prête peu aux inspirations spontanément généreuses; ses qualités sont négatives. Il ne fait pas ce qui est mal; et quand il fait le bien, c'est toujours dans les strictes limites du devoir. Comment expliquer pourtant cet autre fait qui pèsera sur sa mémoire? Lord Wellington passe, et il ne l'a jamais démenti, pour l'auteur principal

de la dure captivité de Napoléon; on dit qu'il désigna lui-même l'affreux rocher de Sainte-Hélène. Et à son tour, le grand empereur au lit de mort, prêt à paraître devant Dieu, descend jusqu'à écrire sur son testament le nom de l'homme qui avait tenté en 1818 d'assassiner son ennemi. De ces deux faits je ne sais quel est le plus triste. En les citant j'ai pensé au testament de Louis XVI pardonnant à ses juges, et au *Prince Noir* servant lui-même à table un roi vaincu.

Après l'évacuation du territoire français et le traité d'Aix-la-Chapelle, lord Wellington retourna à Londres, comblé d'honneurs et possesseur d'une fortune immense. Alors commença sa carrière politique. Appelé à siéger à la Chambre des Lords, il accepta la place de grand-maître de l'artillerie, sous le ministère de lord Liverpool. A l'avénement de Canning, il fut envoyé au Congrès de Vérone, où il lutta de son mieux contre l'intervention de la France en Espagne. « On caressait en « vain, dit M. de Chateaubriand (1), le succes- « seur de Marlborough pour le faire sortir de la « politique de son pays. On y perdait son temps.

(1) *Congrès de Vérone*, tome I, page 116.

« Sa Grâce, pour se désennuyer de nous, cherchait à Vérone quelque *Des Ursins* qui pût « écrire à la marge de nos dépêches interceptées : « *Pour mariée, non.* »

Le duc d'York, frère du roi, étant mort en 1827, lord Wellington fut appelé à le remplacer dans la dignité de commandant en chef des armées anglaises ; et bientôt après commence à se dessiner dans la Chambre des Lords son opposition contre les tendances libérales de Canning. Après la mort de ce dernier, le faible ministère de lord Goderich ne put arrêter longtemps l'entrée des tories au pouvoir, et, en janvier 1828, le duc de Wellington fut nommé premier lord de la Trésorerie. Sir Robert Peel fut l'orateur et le représentant de ce cabinet à la Chambre des Communes. Tory de naissance et de cœur, mais tory éclairé, lord Wellington parvint, à force de franchise, à donner à son ministère une sorte de popularité. Entraîné par l'empire des idées, il cédait sans dissimuler ses répulsions et sans feindre des sympathies qu'il n'éprouvait pas, mais il cédait. C'est ainsi qu'il appuya le bill d'émancipation en le déclarant fâcheux ; c'est ainsi qu'il qualifia la

victoire de Navarin d'événement funeste (*untoward event*). Le contre-coup de Juillet l'ébranla fortement; et bien que ce grand fait fût le signal précurseur de la victoire des whigs qui devait amener sa retraite, fidèle à ses idées de modération, le noble duc s'empressa de reconnaître le nouveau gouvernement. Lorsque fut présenté, en 1830, le bill de réforme, lord Wellington déclara hautement qu'il combattrait tout projet de réforme, et, à la première occasion, il céda la place au ministère whig de lord Grey. En 1834, il reparut un instant aux affaires sous la présidence de sir Robert Peel, et se retira presque aussitôt. Depuis, malgré les nombreuses infirmités qui l'ont atteint, le vieux soldat n'a pas cessé de prendre une grande part aux affaires de son pays. Il a parlé sur les questions les plus importantes, toujours avec cette gravité et cette froide raison qui le caractérisent.

Dans ces derniers temps, lorsque le ministère whig, avant de tomber, rompit, par le traité du 15 juillet 1840, l'alliance anglo-française, lord Wellington, tout en acceptant, en approuvant même le fait accompli de la destruction du pou-

voir de Mohammed-Ali en Syrie, s'unit à Sir Robert Peel pour demander compte à lord Palmerston de ses procédés envers la France ; le vieux guerrier parla de notre pays en termes pleins de convenance et d'estime. Il déclara qu'aucune combinaison politique ne pouvait être durable en Europe sans le concours de la France ; il exprima le désir de voir le gouvernement anglais faire tous ses efforts pour effacer le nuage qui s'était élevé entre les deux pays. Que ce langage fût un acte politique plutôt que le résultat d'une sympathie bien vive, cela est possible ; mais, dans tous les cas, mieux vaut encore le patriotisme décent de lord Wellington que le patriotisme insolent de lord Palmerston.

Après avoir contribué de toutes ses forces à amener la chute du ministère whig en travaillant avec sir Robert Peel à rattacher à un système modéré les différentes nuances du torysme, le noble duc n'a pu, à cause de son grand âge et de l'état précaire de sa santé, prendre une position active dans le cabinet du 3 septembre 1841 ; mais il lui a accordé l'appui de son nom en acceptant le titre de ministre sans portefeuille.

Plusieurs biographes font dire à madame de Staël que lord Wellington est un *homme borné.* Je ne sais trop où l'on a pris cela, et je soupçonne très-fort le premier auteur de la découverte de l'avoir inventée ; outre que le mot est en désaccord avec l'opinion de tous ceux qui ont vu lord Wellington à Paris, et qui, tout en lui refusant ce que nous appelons de l'*esprit*, et particulièrement l'esprit de salon, lui reconnaissent une intelligence distinguée, il est certain qu'il jure avec l'enthousiasme bien connu de Mme de Staël pour lui, et surtout avec certaines pages flamboyantes des *Considérations sur la révolution française*, où le noble duc est exalté bien au delà de ses mérites. Il est évident qu'en politique lord Wellington n'est pas un aigle, qu'il s'entend mieux à gouverner une armée qu'une nation ; mais il est incontestable aussi que là encore il a déployé certaines qualités de fermeté, d'activité et de raison qui sont bien en lui.

« A défaut de génie, dit M. Duvergier de Hauranne, lord Wellington a un bon sens remarquable ; à défaut d'éloquence, une façon franche et un peu soldatesque d'aller droit au but qui produit grand effet. Le souvenir

de toute sa vie couvre en outre ses imperfections, et fait que dans les Chambres comme dans le pays son nom est généralement honoré et son autorité respectée. Jusqu'en 1828 le duc de Wellington n'avait point songé à se faire homme politique. Il le devint pourtant, et, à la surprise générale, peut-être à la sienne propre, le vieux soldat se mit à parler très-convenablement sur les questions les plus étrangères à sa vie, sur les finances, sur le commerce, sur l'administration. Dans l'affaire de l'émancipation catholique, et dans plusieurs autres, il prouva d'ailleurs que, s'il ne voit pas toujours loin, il voit juste, et que l'intérêt bien démontré du pays l'emporte dans son esprit sur toutes les préoccupations et les préjugés de parti. Depuis ce moment, le duc de Wellington, à quelques courts intervalles près, n'a cessé d'être, avec sir Robert Peel, le modérateur du parti tory, et ce rôle honorable a encore ajouté à sa considération. »

Aux affaires comme à la guerre, ce qui a fait surtout la prépondérance de lord Wellington, c'est une assurance imperturbable qui n'est pas de la forfanterie, mais qui prend bien plutôt sa source dans une sorte de fatalisme instinctif que Napoléon raillait tout en le professant au fond pour le moins autant que César. Je ne saurais mieux exprimer ma pensée à ce sujet qu'en rapportant ce plaisant propos, que tenait il y a trois ans, un jour de grande réception à l'am-

bassade de France à Londres, un Français très-haut placé, en montrant lord Wellington : « Voyez-« vous le duc, disait-il, qui lutte vaillamment con-« tre sa goutte, et s'efforce, dans son habit doré de « gardien des *Cinq-Ports*, de se poser en Achille, « ainsi que l'a représenté Westmacott à Hyde-« Park (1)? Eh bien, ce personnage a une telle « confiance en son étoile que si quelqu'un fût venu « lui dire, il y a six mois : La reine vous attend à « Westminster pour vous épouser, vous et vos « soixante et onze ans, il serait à l'instant parti du « pied gauche en rajustant son ceinturon, comme « un homme qui va faire la chose la plus simple « et la plus naturelle du monde. »

En résumé, quand le duc de Wellington ne sera plus, l'Angleterre aura à regretter sa plus haute capacité militaire depuis Marlborough ; et, si elle ne perd pas en lui un grand génie politique, elle perdra certainement un grand caractère.

(1) Cette statue en bronze, de 18 pieds de haut, représente le noble duc sous la forme d'un Achille complétement nu ; la conception est déjà passablement ridicule ; mais, pour que rien n'y manque, cette statue est dédiée par les *Dames de Londres* à Arthur de Wellington, et à ses braves compagnons d'armes.

GALERIE DES CONTEMPORAINS ILLUSTRES.



M. MOLÉ.

Imp. de Fernel. René et Cie

M. LE COMTE MOLÉ.

Molé, ce beau nom de la magistrature, caractère appelé probablement à jouer un rôle dans les ministères futurs.

Napoléon. — *Mémorial de Sainte-Hélène.*

A côté de l'avantage d'innover, il y a le danger de détruire.

Molé.

En matière de dogme politique comme en matière de foi religieuse, on peut diviser les hommes en trois classes : il y a les croyants sincères et désintéressés, dont le nombre est fort restreint ; il y a les indifférents dont le nombre est grand, puis enfin il y a les faux dévots, dont le nombre est immense. Quant aux athées, bien qu'ils existent en politique, ils ne s'avouent pas et se rangent nécessairement dans la deuxième ou la troisième catégorie.

Je n'ai rien à dire ici des dogmatistes sincères ; quel que soit le dogme qu'ils professent, leurs croyances sont respectables par la seule raison que ce sont des croyances. Pour ceux qui, dans tel ou tel intérêt mesquin, se font les apôtres fougueux d'une religion qu'ils n'ont pas dans le cœur, ceux-là, je n'ai pas à en parler non plus, d'autant qu'il s'agit dans cette notice d'un homme ennemi-né du dogmatisme et des systèmes, d'un homme dont tout le symbole politique peut se réduire à peu près à ceci : « Ce qui est a suffisante raison d'être, puisque cela est, et le gouvernement qui dure le plus est le meilleur des gouvernements. »

M. le comte Molé est le représentant le plus rationnel, le plus modéré, le plus élevé de cette association d'hommes politiques dont M. de Talleyrand a été longtemps le chef le plus habile et le moins scrupuleux. Ne vous pressez pas trop, vous qui croyez ou feignez de croire, ne vous pressez pas trop de jeter la pierre à ces hommes qui ont tour à tour servi tous les gouvernements parce qu'ils étaient des gouvernements. N'oubliez pas que ce ne sont pas eux qui ont fait les situations, mais bien les situations qui les ont faits.

M. Royer-Collard a dit à ce sujet une parole profondément triste, mais profondément vraie. « Il y a, s'écriait un jour le vieux doctri- « naire à la tribune (1), il y a une grande école « d'immoralité ouverte depuis cinquante ans, dont « les enseignements, bien plus puissants que les « journaux, retentissent aujourd'hui dans le mon- « de entier. Cette école, ce sont les *événements* « qui se sont accomplis presque sans relâche « sous nos yeux. Repassez-les : le 6 octobre, le « 10 août, le 21 janvier, le 31 mai, le 18 fructi- « dor, le 18 brumaire; je m'arrête là. Que « voyons-nous dans cette suite de révolutions? « La victoire de la force sur l'ordre établi, quel « qu'il fût, et, à l'appui, des doctrines pour la lé- « gitimer. Nous avons obéi aux dominations im- « posées par la force; nous avons reçu, célébré « tour à tour les doctrines contraires qui les « mettaient en honneur. »

Ce tableau est sombre, mais il est vrai; si une révolution implique toujours un progrès dans la marche de l'humanité, les mille convulsions qui la suivent ont cela de fâcheux qu'elles dénaturent

(1) Séance du 25 août 1835.

le sentiment du juste et de l'injuste et rendent de plus en plus confuse la notion du droit en politique. Pendant plusieurs siècles, la France, une fois sortie de l'oligarchie féodale, a vécu, souffert, combattu, vaincu, au nom d'un principe clairement énoncé et unanimement accepté. A l'époque où le roi ne mourait jamais chez nous, le roi c'était l'Etat; le roi, qu'il fût à Bourges, à Orléans ou à Paris, qu'il fût captif sur la terre étrangère, comme saint Louis, Jean II, ou François Ier, le roi c'était le droit. Quiconque attaquait le roi attaquait l'Etat, attaquait le droit, et son nom passait à la postérité entaché de félonie, qu'il s'appelât Marcel, prévôt des marchands, le connétable de Bourbon ou Biron. En ce temps-là, on assassinait les rois, mais on ne les jugeait pas, on ne les déposait pas, on ne les niait pas. Ce dogme de la légitimité, après avoir glorieusement fait son temps, est mort sur l'échafaud avec Louis XVI; vainement depuis on a essayé de le galvaniser: l'expérience a prouvé qu'il était bien mort. Mais comme les nations ne sauraient se passer longtemps de foi politique, un dogme nouveau n'a pas tardé à s'établir sur les ruines du premier.

Le jour où la royauté a été dépouillée de ce caractère sacré qui la faisait découler de Dieu et d'elle-même, la souveraineté a dû passer aux mains du peuple, et c'est ici qu'a commencé la confusion. Le peuple étant un être collectif, composé d'individualités dont la plus grande partie est incapable de concevoir en politique une volonté propre et motivée, les ambitions et les interprétations individuelles ont surgi de toutes parts; chacun a fait parler le peuple à sa guise, et durant une orageuse période, au moment où ce même peuple se montrait grand de générosité et d'héroïsme sous les drapeaux, il se commettait en son nom les actes les plus contradictoires, les plus tyranniques, les plus stupides, les plus atroces qui se puissent imaginer. Alors la société n'était plus qu'une immense et sanglante arène où il fallait, suivant l'expression de Danton, *être guillotineur ou guillotiné;* alors ce qui était hier une vertu devenait un crime; le triomphateur de la veille était le proscrit du lendemain; alors enfin, pour me servir d'un mot énergique de M. de Lamartine, le Panthéon servait de chemin à l'égout.

Maintenant est-il bien étonnant qu'au milieu de ces victoires rapides et éphémères de la force, toutes légitimées à l'aide du dogme élastique de la souveraineté du peuple, il se soit trouvé des hommes tenant au passé par la naissance, mais assez intelligents pour comprendre que les siècles ne remontent pas vers leur source; des hommes ennemis par caractère du sang et de la violence, qui, ne trouvant dans tout ce qu'ils voyaient rien qui ressemblât à un principe, ont fait bon marché des principes en eux-mêmes pour ne s'attacher qu'à normaliser les faits en leur donnant les allures régulières et paisibles d'un droit? Pendant tout le cours de nos commotions politiques, partout où surgit une idée de stabilité et d'ordre, vous voyez ces hommes qui courent à elle et l'embrassent. Tant que cette idée reste dans des conditions logiques d'accroissement et de puissance, ces hommes lui appartiennent corps et âme; le jour où elle abuse d'elle-même, ils s'en éloignent peu à peu, et leur retraite est le premier signal de sa ruine. A qui faut-il s'en prendre? Il me semble que c'est à l'idée bien plus qu'aux hommes.

Sans doute il est fâcheux pour la morale d'un peuple qu'en l'absence d'une foi politique universellement acceptée on se trouve obligé de le gouverner avec des intérêts bien plutôt qu'avec des principes ; mais cet état transitoire d'indifférence ou de conflit en matière de dogme n'est, après tout, que le résultat de nos déchirements de cinquante ans. Les révolutions grandissent les peuples, mais elles les usent à la longue, et malheur aux nations chez lesquelles ces périodes de surexcitation violente se reproduisent trop souvent !

Cela dit, je passe à l'historique de la vie de M. Molé.

En 1794, aux jours les plus sombres de la Terreur, il y avait une noble et malheureuse famille qui se cachait dans une pauvre mansarde de la rue du Bac. Cette famille se composait d'une femme très-âgée, de sa fille, de sa petite-fille et d'un enfant de quatorze ans. Cet enfant, avec cette précocité de raison que donne l'infortune, était devenu la providence de sa famille ; c'était lui qui sortait mystérieusement à la tombée de la nuit, qui échappait, grâce à sa jeunesse, aux soupçons et aux poursuites, qui s'ingéniait en mille

manières pour adoucir les rudes privations auxquelles les siens étaient en proie, et qui ne rentrait jamais sans leur apporter des secours, des consolations et des espérances.

Cet enfant précoce et pieux, c'était M. le comte Molé.

Né en 1780, Louis-Mathieu Molé avait d'abord émigré avec son père, le président Molé de Champlâtreux ; rentrés imprudemment en France, tous deux furent bientôt découverts et incarcérés ; le président porta sa tête sur l'échafaud, et son fils ne dut la vie qu'à son extrême jeunesse. En vain on fit à l'enfant d'horribles menaces pour le forcer à dévoiler le secret de l'asile de la marquise de Lamoignon, sa grand'mère, de sa mère et de sa sœur ; le jeune Molé fut inébranlable ; on le rendit à la liberté après une assez longue détention, et c'est alors qu'oubliant les splendeurs au milieu desquelles il était né, il débuta courageusement dans la vie avec la confiance qu'une âme généreuse puise dans l'accomplissement du plus saint des devoirs.

Bientôt cependant, il lui faut encore quitter la France ; l'asile où se cachent ses parents n'est

plus un asile sûr ; le jeune Molé a été suivi ; un de leurs anciens serviteurs, devenu une puissance révolutionnaire, leur donne avis des poursuites dirigées contre eux. Ils fuient ; la marquise de Lamoignon, ne pouvant se résigner à l'exil, se réfugie à Vannes, où elle établit depuis une communauté dont Napoléon la nomma supérieure. Le jeune Molé passe en Suisse et de là en Angleterre avec sa mère, et, après mille tribulations, il rentre en France à la chute de Robespierre. Mme Molé va rejoindre la marquise de Lamoignon à Vannes ; et, à quelque temps de là, nous retrouvons à Paris le dernier descendant des Molé enseveli dans l'étude au fond d'un grenier, se préparant à reconquérir par lui-même la brillante existence que la Révolution lui avait enlevée, suivant librement les cours de l'Ecole Polytechnique, alors Ecole centrale des Travaux pubilcs, et confondu au milieu de toute cette jeunesse avide de savoir, qui se pressait aux leçons de Lagrange, Laplace, Monge, Fourcroy et Berthollet.

Après l'établissement du Consulat, le jeune Molé demande une audience à Bonaparte pour

réclamer la restitution de ses biens non vendus; la belle terre de Champlâtreux était dans ce cas, elle lui fut restituée.

Quelques années plus tard, en 1806, il parut un livre intitulé : *Essais de Morale et de Politique*, auquel M. de Fontanes consacra, dans le *Journal des Débats*, un article fort élogieux. L'empereur lut l'article, demanda le livre, le lut, et, après l'avoir lu, se fit présenter l'auteur; c'était encore le jeune Molé. L'empereur le nomma sur-le-champ auditeur au conseil d'Etat. Je n'ai que peu de chose à dire de ce livre souvent reproché au ministre d'une monarchie constitutionnelle. Il est assez facilement écrit; les aperçus en sont plus brillants que solides, et c'est en somme une sorte d'apologie du pouvoir absolu. Ne vous effarouchez pas, bonnes âmes; reportez-vous aux temps, songez à cette lassitude générale, à cet épuisement qui suit les convulsions violentes. On était dégoûté de l'instabilité des pouvoirs publics, on sortait de l'anarchie, et à toutes les époques l'anarchie a été un acheminement à la tyrannie. Je ne saurais mieux excuser,

sinon justifier, l'auteur des *Essais de Morale et de Politique* (1), qu'en rappelant qu'à la même époque un jeune diacre, au fond de la Bretagne, écrivait son premier livre. Or, ce premier livre de M. de La Mennais n'est aussi guère autre chose que la glorification du despotisme.

Du moment où M. Molé fut entré au conseil d'Etat, sa fortune marcha rapidement; Napoléon aimait passionnément les grands noms quand ils étaient bien portés. L'urbanité des formes, la sagacité de l'esprit, l'ardeur au travail, tout lui plaisait dans M. Molé. Il le fit successivement maître des requêtes, préfet de Dijon en 1807, conseiller d'Etat en 1809, directeur général des ponts et chaussées, comte de l'Empire, commandeur de l'ordre de la Réunion. C'est en cette qualité de directeur des ponts et chaussées que M. Molé fut envoyé à Anvers en 1811, à l'époque où le général Bernard dirigeait dans cette ville les travaux de fortification. Ces deux hommes se connurent là, s'apprécièrent, et plus tard M. Molé a noblement payé sa dette d'amitié dans un éloge

(1) La seconde édition de cet ouvrage est précédée d'une notice sur Mathieu Molé, par son arrière-petit-fils.

funèbre où la simplicité et la grâce du style se mêlent à des vues larges, profondes, et à des traits de la plus touchante éloquence. Cette notice sur le général Bernard me paraît, sans flatterie, un véritable chef-d'œuvre du genre.

La faveur de M. Molé auprès de l'empereur allait croissant ; il avait à peine trente ans lorsqu'il fut attaché aux travaux même du cabinet. C'est là, dans ce contact de toutes les heures avec l'homme qui tenait encore l'Europe entière dans sa main, que M. Molé s'initia à cette science des détails, à ce train des affaires que nul de nos hommes d'Etat ne possède mieux que lui. C'étaient de rudes travailleurs que ces jeunes conseillers d'Etat de l'Empire ; on parlait peu dans ce temps-là, mais on agissait d'autant. Il fallait embrasser de l'œil le cercle immense d'une administration gigantesque et compliquée, il fallait être prêt à tout, sur tout, à propos de tout ; une mission n'attendait pas l'autre, et d'un mot le maître vous faisait voyager comme une flèche de l'est à l'ouest, du midi au nord. Napoléon se séparait difficilement de M. Molé. « Molé, disait-il sou- « vent en parlant de lui, esprit solide, ministre

« monarchique, plus occupé du fond que des for-
« mes. »

Après la retraite de M. Regnier, duc de Massa, M. Molé fut nommé grand-juge ministre de la justice en 1813. On lui a reproché à bon droit quelques discours d'une flagornerie au moins intempestive à cette époque. Ainsi, après la désastreuse campagne de Russie, il venait à la tribune du Corps législatif dérouler en belles périodes les splendeurs de la France, et s'écriait : « Si un « homme du siècle de Médicis ou de Louis XIV « revenait sur la terre, et qu'à la vue de tant de « merveilles il demandât combien de règnes glo- « rieux, de siècles de paix, il a fallu pour les pro- « duire, vous répondriez qu'il a suffi de douze « années de guerre et d'un seul homme. » Ailleurs, lorsque Napoléon se mit en tête de dépouiller le Corps législatif du dernier droit qui lui restait, celui de présenter au choix de l'empereur les candidats à la présidence, M. Molé se trouve là à point pour soutenir et justifier cette mesure arbitraire, par des raisons de formes, d'usage de palais et d'étiquette. Je conviens volontiers que tout cela n'est pas merveilleux d'indépen-

dance ; mais où étaient donc les indépendants alors? Il en est jusqu'à quatre ou cinq que l'on pourrait citer ; hors de là tout le monde jouait de l'encensoir, et nos tribuns d'aujourd'hui comme tout le monde.

Aux jours des revers, les choses changèrent de face : les Démosthènes et les Caton surgirent de toutes parts ; chacun voulut donner son coup de pied à l'idole qu'il adorait la veille. La conduite de M. Molé fut convenable ; après avoir accompagné Marie-Louise à Blois, en qualité de ministre de la justice, il se tint à l'écart sous la première Restauration. Toutefois je dois dire qu'il signa, en qualité de membre du conseil municipal de la Seine, une adresse très-virulente contre l'empereur, présentée à Louis XVIII quelque temps avant le 20 mars. Aux Cent-Jours Napoléon tenta vainement de faire accepter à M. Molé un portefeuille ; il reprit simplement sa place de directeur des ponts et chaussées, et refusa de signer la déclaration du conseil d'Etat, du 25 mai, qui séparait la France des Bourbons. Un biographe (1) avance, sans accompagner cette assertion

(1) Rabbe et Boisjolin.

au moins étrange d'aucune espèce de preuve, que, Napoléon lui ayant vivement reproché ce refus, il se serait excusé en disant « qu'il n'avait pu « consentir à signer une Adresse dans laquelle on « disait que Napoléon tenait sa couronne du vœu « et du choix des Français, que c'était là un blas- « phème politique dont il n'avait pas cru devoir « se rendre coupable. » Or, notez qu'à son retour de l'île d'Elbe Napoléon proférait bien haut lui-même ce blasphème politique; d'où il suit que cette grosse absurdité prêtée à M. Molé me paraît au moins apocryphe. M. Molé était aux eaux de Plombières quand Napoléon, malgré ses refus, le nomma membre de la Chambre des Pairs; il écrivit pour s'excuser de siéger sous prétexte de maladie, et après Waterloo Louis XVIII le maintint dans son poste de directeur des ponts et chaussées, le rappela au conseil d'Etat, et le nomma à son tour membre de la Chambre des Pairs.

Jusqu'ici nous avons vu M. Molé quelquefois courtisan; qui ne l'était pas alors? mais constamment étranger à tous ces actes de violence auxquels des conseillers rancuneux poussaient quel-

quefois l'empereur, qui n'y était déjà que trop porté par caractère. M. Molé avait beaucoup souffert sous la République; il eût pu avoir aussi bien des haines à assouvir. Mais le propre des hommes de cette trempe est d'envisager les faits sous un certain point de vue pratique qui exclut aussi bien l'ardeur des croyances que l'ardeur des ressentiments. La modération est comme une condition de leur nature. Aussi je m'explique difficilement la part que prit M. Molé à ce déplorable procès du maréchal Ney. Comment le noble pair, qui connaissait par expérience l'irrésistible ascendant que Napoléon exerçait sur tout ce qui l'approchait, a-t-il pu juger digne de mort un vaillant soldat qui n'était pas même une tête politique, et qui n'avait fait, après tout, que céder à une force d'attraction plus puissante que lui?

Les paroles cruelles du duc de Richelieu, demandant la tête de Ney au nom de l'Europe, ont fait croire à plusieurs que l'influence étrangère était la cause principale de la mort du maréchal; on s'en est pris à Wellington, aux ministres, au roi, aux pairs, et on a complétement laissé de côté la Chambre des Députés de 1815. Il suffit de

lire le *Moniteur* pour voir quelle large part de responsabilité doit être attribuée à la majorité royaliste dans les réactions de cette triste époque. On ne saurait se faire une idée de la violence de langage de tous ces hobereaux de province sortis de leur manoir, la haine et la vengeance au cœur, furieux ceux-ci des misères d'un long exil, ceux-là des humiliations d'une longue obscurité, ivres de leur triomphe et toujours prêts à accuser les ministres de complicité avec les jacobins et Bonaparte, ce qui ne fait qu'un dans leur esprit. Après l'évasion de Lavalette, il y a un de ces députés, dont il est inutile d'écrire le nom, qui se lève et demande qu'on mette en accusation le garde-des-sceaux, coupable, dit-il, d'avoir favorisé les *espérances* de Mme de Lavalette pour obtenir du roi la grâce de son mari.

Quelle horrible chose que la peine de mort en matière politique ! Ressuscitez donc par la pensée tous ceux que nous avons décapités et fusillés pendant un demi-siècle au nom et en vertu de principes contraires ; de tous ces hommes morts de la mort des criminels, à part quelques tueurs immondes et gorgés de sang, qui n'ont fait que

subir la peine du talion, il n'en est pas un qui ne vécût aujourd'hui estimé, honoré; et voilà la justice humaine! A ce propos, bien qu'il soit de notre temps expressément défendu de louer les rois, même quand ils le méritent, je ne puis m'empêcher de rappeler ici en passant que Louis-Philippe n'a jamais signé un arrêt de mort pour délit politique. La postérité s'en souviendra.

Je serais injuste envers M. Molé si j'oubliais de dire qu'après avoir voté la mort de Ney avec toute la Chambre, moins douze voix qui votèrent pour la déportation, il intercéda vivement auprès de M. de Richelieu pour obtenir la grâce du condamné. Les Mémoires de Lavalette font foi de ses louables efforts pour sauver les autres victimes de la réaction.

Au mois d'août 1817, il fut appelé à remplacer le maréchal Gouvion Saint-Cyr au ministère de la marine. Le 31 mars de la même année, il exposa les motifs d'une loi contre la traite des nègres; il présenta un projet de loi sur la presse, et fut remplacé à la fin de la session; en 1820, après la chute du ministère Decazes, il se range dans l'opposition constitutionnelle. La Chambre des Pairs

venait de se constituer en cour de justice pour juger l'attentat de Louvel ; M. Molé s'oppose au projet d'Adresse au roi, en disant : « Les fonctions « de juge que la Chambre est appelée à remplir dans « cette circonstance ne lui permettent plus de por- « ter aux pieds du trône que l'expression de sa pro- « fonde douleur et l'assurance du calme qu'elle « apportera dans l'exercice des fonctions qui lui « sont déférées. »

En arrivant au pouvoir, le ministère Villèle trouva dans la Chambre des Pairs M. Molé au nombre de ses plus redoutables adversaires, lorsqu'en février 1822 ce ministère commença son travail de contre-révolution par la présentation de la loi de *tendance* et de la loi sur les journaux. M. Molé prononça contre les deux projets de loi un de ses plus beaux discours, dont la conclusion surtout, invoquant, en faveur de la publicité, l'opinion fort INATTENDUE de Napoléon, fit une grande sensation.

« La publicité, disait l'illustre pair, que ces deux lois tendent à supprimer entièrement, tout en ne pensant qu'à la restreindre, n'est pas, comme on l'a dit, un des moyens du gouvernement représentatif; elle en est au contraire le but; toutes les institutions ont pour objet direct ou indi-

rect de la garantir : elle est le premier besoin des siècles éclairés, parce qu'elle rend inévitable à la longue le triomphe de la justice et de la vérité. »

Attribuant ensuite tous les malheurs et toutes les crises de la Révolution à la compression de la publicité, M. Molé ajoutait tout à coup :

« Cet homme, dont les moindres paroles retentiront encore longtemps dans cet univers tout sillonné de sa gloire, me disait, en partant pour cette campagne où il succomba, après avoir épuisé tous les efforts de son génie et de son indomptable armée : « Après moi, la Révolution, ou plutôt les idées qui l'ont faite, reprendront leurs cours ; ce sera comme un livre dont on ôtera le signet, en reprenant la lecture à la page où on l'avait laissée. Si des mains habiles ne creusent alors un lit profond au torrent, il le creusera lui-même, en se couvrant encore des plus déplorables débris. »

Ces combats en faveur de la liberté, souvent rehaussés d'allusions et de souvenirs de gloire chers à la France, M. Molé les continua sans relâche jusqu'à la fin du ministère Villèle, il les interrompit un instant sous le ministère Martignac, se prépara à les recommencer sous le ministère Polignac, et il y gagna une popularité assez grande pour que, le lendemain de la révolution de Juillet, il partageât, dit-on, avec M. de Chateaubriand l'honneur d'être porté en triomphe par des jeunes

gens, à la Chambre des Pairs. La gloire de l'un de ces deux triomphateurs a fait un peu oublier le triomphe de l'autre, et M. Molé a eu le bon goût de ne pas trop s'en souvenir.

Après l'établissement de la monarchie du 7 août, il y avait deux systèmes en présence : la guerre et la paix. Les partisans de la guerre pensaient que la France devait profiter de l'élan de Juillet, et des sympathies des peuples, pour déchirer les traités de 1815 et reconquérir par la force ce que la force lui avait enlevé. Tous les hommes d'Etat pratiques, M. de Talleyrand en tête, jugèrent autrement la situation ; ils virent l'Europe armant de toutes parts, prête à se coaliser de nouveau contre nous, et à venir éteindre, comme disaient en 1815 les proclamations prussiennes, *cet éternel foyer de troubles et d'insurrections.* — Lequel des deux systèmes était le meilleur? je ne sais. Toujours est-il que les chances de la guerre étaient terribles avec la faiblesse numérique de nos soldats, le délabrement de notre organisation militaire, les dépenses d'hommes que nécessitait la conquête récente d'Alger, la division des esprits et la perturbation

générale apportée dans nos alliances. Le système de paix prévalut, mais sans bassesse. En même temps que M. de Talleyrand posait à Londres les bases d'une alliance entre les quatre principaux gouvernements constitutionnels de l'Europe, M. Molé, en acceptant le portefeuille du ministère des affaires étrangères et la mission difficile de faire reconnaître aux monarchies absolues le gouvernement de Juillet, commençait par tenir à ces dernières un langage calme, mais ferme et digne, il déclarait à la Prusse, prête à envahir la Belgique, au nom du traité de Vienne, que, si elle y mettait le pied, la France y entrerait sur-le-champ et défendrait l'indépendance de ce pays voisin et allié, au besoin contre toute l'Europe. C'était poser le principe de non-intervention dans des limites sagement entendues, c'est-à-dire en le restreignant aux cas où l'intérêt français serait engagé dans la question.

Le ministère du 11 août était composé de trop d'éléments hétérogènes pour pouvoir durer ; il fut dissous après trois mois d'existence. M. Molé abandonna son portefeuille à M. Sébastiani, et rentra dans les rangs de l'opposition tout

le temps que dura le ministère Laffitte; sous Casimir Périer il défendit l'hérédité de la pairie. Plus tard, lors du procès d'avril, M. Molé refusa de siéger comme juge, et fit partie de cette minorité qui voulait laisser aux accusés toute latitude quant à la défense.

Après la dissolution du ministère du 22 février sur la question d'Espagne, M. Molé fut chargé de former un cabinet conjointement avec M. Guizot, et le ministère du 6 septembre fut fondé. Le rejet de la loi de disjonction amena bientôt sa chute, et après de vaines tentatives de M. Guizot pour reconstituer le cabinet du 11 octobre avec M. Thiers, et de M. le maréchal Soult pour former un cabinet tiers-parti, le 15 avril 1837, M. Molé composa ce ministère qui a duré près de deux ans, et qui a subi de si rudes attaques. Si plus tard un historien s'amuse (au cas où cela l'amuse, ce dont je doute) à parcourir le *Moniteur* de cette époque, peut-être sera-t-il étonné de ce déluge de récriminations soulevées contre le ministère Molé. Quand il examinera les actes de ce cabinet, quand il le verra donner l'amnistie, maintenir le principe de non-intervention en Espagne, reti-

rer les lois de déportation et de non-révélation, commuer la peine de Meunier, conclure le traité de la Tafna, prendre Constantine, évacuer Ancône, s'emparer de Saint-Jean-d'Ulloa, présenter les premiers projets de loi sur les chemins de fer, admettre le droit de conversion des rentes en réservant la question de l'opportunité, etc., etc., etc.; quand l'historien verra tout cela, peut-être trouvera-t-il dans ce mélange de bien et de mal, où le bien domine, un suffisant motif de sympathie, et se dira-t-il qu'après tout ce ministère ne valait ni plus ni moins que ses prédécesseurs. Mais alors, pourquoi toutes ces haines, pourquoi toute cette rumeur? Pourquoi cette masse de philippiques parlementaires? pourquoi la coalition? Peut-être déjà le public, s'apercevant que ce qu'on lui donne ne diffère pas notablement de ce qu'il avait, s'est-il adressé quelquefois la même question. Chercher le mot de l'énigme n'est pas l'affaire d'un biographe. Depuis Jean-Baptiste Rousseau, on a souvent comparé la vie à un théâtre où chacun joue des rôles différents. Les gouvernements constitutionnels sont aussi de grands théâtres qui ont leurs

coulisses comme les autres. Le spectacle le plus curieux et le plus piquant ne se passe pas toujours sur la scène. Quand le rideau est baissé les acteurs se dépouillent de leurs oripeaux et déchaussent leurs cothurnes; le masque tombe; l'homme reste avec ses petites vanités, ses petites jalousies, ses petits ressentiments, ses petites passions de toutes sortes. Alors, en même temps et du même pas que l'histoire publique, marche l'histoire intime. Histoire singulière, compliquée, peu édifiante, qui influe puissamment sur sa grave sœur, et dont on cache les allures à la foule, comme Chevet cache aux gourmets les mystères de ses cuisines. Les acteurs qui veulent qu'on les prenne au sérieux, même dans les coulisses, à défaut de faits inventent des mots, de grands mots, *sesquipedalia verba;* la logomachie politique se déploie dans tout son luxe; là où il n'y a au fond que des questions de personnes on simule des questions de principes, on drape une bouderie de l'ample manteau d'un système; on va, on vient, on se remue, on s'agite, on annonce qu'on va tout changer, tout réformer, tout améliorer : le public bat des mains, l'acteur triomphe et

La montagne en travail enfante une souris.

Pour faire l'histoire complète des vicissitudes du ministère du 15 avril, il faudrait d'abord tracer le tableau des petites dissensions intestines qui agitèrent le ministère du 6 septembre : l'origine de la coalition est là. Entre M. Guizot et M. Molé nul point de contact, nulle sympathie : l'un sévère, entier, constamment en garde contre les attaques des partis ; l'autre modéré, oublieux du passé et désireux d'entrer dans une voie de conciliation ; le premier s'efforçant d'arracher le sceptre de la présidence à des mains taxées d'indécision et de mollesse ; le second se refusant à subir une influence qu'il juge fâcheuse et peu en harmonie avec la situation. Enfin, après bien des tiraillements, aigris par une polémique de journaux où l'on se traitait réciproquement d'une manière fort peu courtoise, après que M. Guizot eut vainement frappé à toutes les portes pour constituer un cabinet, après la fameuse et inutile entrevue avec M. Thiers, la victoire resta à M. Molé.

Dans les circonstances où le ministère du 15 avril se forma, il n'y avait pas d'autre combinaison possible ; M. Guizot avait échoué dans toutes ses démarches, et la majorité ne voulait pas de

M. Thiers avec l'intervention : cependant jamais ministère ne fut plus dédaigneusement traité que celui du 15 avril. M. Thiers, qui se réservait, l'appelait un *en cas*, un *petit ministère*. Les doctrinaires et M. Guizot, dont l'amour-propre avait été froissé de n'avoir pu former lui-même un cabinet, le taxaient hautement d'insuffisance et d'incapacité. Le fait est qu'il y avait là des hommes laborieux, capables, zélés, comme MM. de Salvandy, Bernard, Rosamel, Laplagne, mais pas un seul improvisateur de tribune. M. Molé lui-même, qui s'entend à conduire les affaires aussi bien que qui que ce soit, n'a pas reçu cet heureux don de la parole si nécessaire à un ministre constitutionnel. Du reste, le programme du nouveau cabinet était digne de l'assentiment universel. Laissons parler M. Molé.

« Le ministère du 15 avril venait, dit-il, tenter la réconciliation des partis ou plutôt le rapprochement de ces nuances d'opinions qui ne s'étaient séparées que pour des motifs où les convictions, les principes avaient trop peu de part. L'amnistie ouvrit sa carrière ; de bons esprits s'effrayèrent de ce grand acte, quelques mauvaises passions s'en applaudirent ; son préambule ne laissait aucun doute sur les pensées qui l'avaient inspiré.

Il fallait néanmoins à la nouvelle administration le temps de se faire connaître pour rendre aux bons la confiance et confondre les espérances des méchants. Elle avait à prouver qu'au lieu de rien céder par faiblesse elle agissait par système et se sentait assez forte pour ne rien redouter de l'épreuve de tant de clémence. Les partis ne renoncent que quand ils cessent de se croire les plus forts ; l'amnistie venait après des luttes glorieuses où ils avaient été vaincus, et elle épargnait les amours-propres en leur présentant l'oubli au lieu de pardon. Ses résultats déconcertèrent les adversaires du ministère et surpassèrent l'attente de ses partisans. Les attentats, les émeutes politiques cessèrent d'attrister la France. Mais nos institutions ne mettent pas seulement ceux qui gouvernent aux prises avec les partis; le conflit des ambitions peut leur susciter plus d'embarras, plus d'obstacles que les partis eux-mêmes n'enfantent de périls. Le pays qui souffre, s'étonne alors que, sans dangers apparents, sans convulsions, sans violence, tant d'affaires languissent, tant d'intérêts soient compromis; aisément il se trompe sur la source du mal, et momentanément du moins il peut arriver qu'il accuse ceux-là même que, mieux éclairé, il voudrait affermir (1). »

Après la première dissolution, dans la session de 1838, M. Molé espéra un instant trouver un point de ralliement entre les deux centres ; il s'a-

(1) Voir le *Moniteur* du 23 février 1841. — *Éloge du général Bernard.*

perçut bien vite que ce terrain lui échappait. La majorité l'aurait volontiers conservé lui personnellement, mais elle désirait qu'il s'adjoignît quelques noms pris parmi les influences parlementaires. M. Molé fit plusieurs tentatives auprès de M. Guizot et de M. Thiers ; elles furent repoussées, et alors il se résolut à lutter. On n'a pas oublié ces orageuses séances de la discussion de l'Adresse, où M. Berryer, M. Garnier-Pagès, M. Guizot et M. Thiers, se relevaient à la tribune, n'accordant à l'ennemi ni trêve ni repos. M. Molé eut de beaux moments. Quelqu'un, qui le connaît bien, me disait un jour, en parlant de lui : Rien ne donne l'idée d'une femme spirituelle et nerveuse comme M. Molé. La lutte produit chez lui une sorte d'irritation fébrile qui double son énergie et l'élève quelquefois jusqu'à une véritable éloquence. Ses répliques ne manquèrent ni de justesse ni d'à-propos. On se rappelle la fameuse citation de Tacite, que M. Guizot lui jeta à la tête : *Omnia serviliter pro dominatione.* « J'accepte le mot de l'honorable orateur, répondit M. Molé ; je lui rappellerai seulement que ce n'est pas aux courtisans, mais bien aux ambitieux, que

l'appliquait Tacite. » Les rieurs ne furent pas du côté de M. Guizot. C'est à la vue de cette lutte acharnée et inégale que M. de Lamartine, par un sentiment de générosité chevaleresque, de socialiste qu'il était se constitua soudain et accidentellement conservateur. Enfin M. Molé tomba ; que vouliez-vous qu'il fît contre tous?...

Depuis M. Molé est rentré à la Chambre des Pairs, où sa parole exerce toujours une haute influence. Dans cette atmosphère paisible, au milieu de ces hommes chez lesquels l'âge et l'expérience ont amorti le feu des passions, le noble pair est plus à l'aise, et ses lumières n'ont fait défaut à aucune question importante.

Cependant le souvenir de la coalition lui est resté sur le cœur, et sa tenue envers les trois ministères qui se sont succédés depuis a été celle d'un homme qui ne serait pas fâché de prendre sa revanche. Usant des procédés dont on avait usé envers lui, lorsqu'il a vu M. Guizot aux prises avec l'opinion soulevée tout entière contre le droit de visite, il a décliné sa part de responsabilité dans un traité à la préparation duquel il avait concouru, sinon par lui-même, au moins par son ambassadeur

non désavoué. Le projet de loi contre les fortifications, contre lequel il a voté, a été pour lui une occasion de revenir sur les griefs de 1838, et de rapporter, comme il aime à le faire, toutes les difficultés de toutes les situations à l'erreur première et fondamentale de la coalition. La position incertaine et chancelante où s'est trouvé plusieurs fois le cabinet du 29 octobre, devant la Chambre des Députés, lui a fait souvent espérer qu'il allait reprendre la direction des affaires; jusqu'ici son espoir a été déçu; mais il est évident que l'opinion est actuellement retournée de son côté, et il est probable qu'un nouveau ministère Molé, recruté de quelques hommes du centre gauche, sera le prochain ministère.

M. Molé a été appelé, il y a trois ans, a remplacer l'ancien archevêque de Paris, M. de Quélen, à l'Académie Française.

Un dernier mot maintenant sur l'ensemble de cette physionomie politique. M. Molé n'a pas précisément ce qu'on appelle un système : c'est là un des griefs des doctrinaires contre lui. Il suit assez volontiers le méthode expérimentale. Il pense qu'à une époque où les croyances

n'offrent pas une base assez solide pour qu'on puisse y asseoir un système, il est bon de s'occuper avant tout des intérêts du présent : c'est un homme de modération, d'ordre, et par-dessus tout de conservation. Or la conservation n'est pas une doctrine, c'est un sentiment; poussé trop loin, ce sentiment conduit droit à l'égoïsme, le vice le plus hideux et le plus commun de ce temps-ci. Tous les conservateurs ne se ressemblent pas; il en est qui ont gâté le mot et la chose; ils y ont attaché l'idée d'une immobilité absolue qui soulève à bon droit l'irritation et le dédain. Ces gens-là ont une manière de défendre l'ordre qui vous dégoûterait de l'ordre. Tous leurs arguments sont à la hauteur de leur personne, c'est-à-dire petits, étroits, secs, mesquins. Parlez-leur d'instincts généreux à satisfaire, de forces inactives, et partant hostiles, à employer utilement, d'améliorations matérielles et morales à effectuer; sur toute question leur réponse est invariable : « Ce qui est est bien ; » c'est-à-dire : tout est bien chez nous et autour de nous; quant au reste, peu nous importe ! Tel n'est pas M. Molé; né avec un esprit foncière-

ment ennemi de l'innovation, nul n'a envisagé son époque d'un coup d'œil plus habile et plus sûr, et nul n'a mieux su dans l'occasion lui faire les concessions que comporte un progrès rationnel. La chose était d'autant plus facile à M. Molé qu'une longue pratique des affaires lui a appris à connaître ce qu'il reste de ressorts à la machine sociale et ce qu'elle a perdu ; joignez à cela une grande aversion pour les formules et les idées arrêtées, une grande expérience des hommes, une politique vivant un peu au jour le jour comme le temps présent, pas de sympathies trop ardentes et partant point d'antipathies trop prononcées, surtout point de haines, et vous comprendrez pourquoi Napoléon, qui aimait avant tout les têtes gouvernementales, les hommes de pratique et de labeur, estimait si haut M. Molé.

Je disais que M. Molé n'avait pas ce qu'on appelle, à proprement parler, une idée fixe en politique ; je me trompe, il en a une, qu'il partage avec M. de Broglie, et c'est peut-être la seule, car ces deux hommes d'Etat ne s'aiment guère. Tous deux rêvent la reconstitution d'une aristocratie en France. Par le temps qui court de frénétique éga-

lité, autant vaudrait chercher la quadrature du cercle.

Ajoutons, pour ceux qui trouveraient ce portrait trop flatté, que M. Molé n'est pas, dans notre pensée, l'idéal de l'homme d'Etat; qu'il n'a pas cette faculté merveilleuse d'expliquer les affaires et cette promptitude de résolution qui distinguent si éminemment M. Thiers; que, quand il s'agit de théories sociales, de grandes vues d'avenir et de hauts enseignements, il ne commande pas l'attention à l'égal de M. Guizot; que ce n'est ni un financier consommé, ni un éloquent orateur, ni un profond publiciste; que son esprit pratique, conciliateur, mais peut-être un peu sceptique, pourrait bien n'être pas à la hauteur d'une grande crise. Mais ajoutons aussi, pour être juste, qu'en temps ordinaire nul ne lui est supérieur pour ce qui est de la conduite des affaires, de l'esprit d'ordre et de suite, de l'entente parfaite de nos rapports internationaux, et que, par sa tenue, sa dignité, sa constante modération, nul ne mérita moins que lui l'espèce d'impopularité que la coalition parvint un instant à attacher à son nom.

Comme homme, M. Molé exerce, dit-on, sur

tous ceux qui l'approchent, une puissance infinie de séduction ; sa tête est remarquablement belle ; la gravité de ses traits un peu anguleux est adoucie par le sourire le plus gracieux et le regard le plus bienveillant. Sa conversation est variée, charmante, et sa mémoire inépuisable. Ministre, il avait su se rendre très-populaire parmi le *vulgus* de la Chambre des Députés. Dans les embauchements de couloirs, il n'allait pas brusquement, comme M. Guizot ou M. Thiers, prendre un récalcitrant par l'habit et lui dire d'une voix lugubre, à propos d'une question de cabinet : La situation est grave, très-grave ! Votre vote va décider des destinées de la France, etc., etc., etc. Il s'y prenait plus adroitement et montrait moins la corde ; il laissait parler son interlocuteur ; si c'était un général, il ne lui professait pas un cours de stratégie ; si c'était un professeur, il ne lui apprenait pas comment se font les versions grecques ; en un mot, il ne l'humiliait pas : il lui laissait sa spécialité et gardait la sienne, qui est de tout comprendre.

On lui a reproché d'être peu scrupuleux sur le choix des moyens en matière de gouvernement ;

ainsi il subventionnait la presse; aujourd'hui on l'achète : je conviens que c'est différent. Travailleur par goût, par goût aussi il est homme du monde ; de mauvaises langues prétendent qu'on pourrait composer une Iliade du genre léger avec ses succès de salon sous l'Empire. Quoi qu'il en soit de ce malin propos, tous ceux qui connaissent M. Molé s'accordent à le présenter comme un homme du commerce le plus aimable, plein d'abandon dans l'intimité, grand seigneur de la tête aux pieds, et par le beau côté, c'est-à-dire affable, prévenant, point arrogant, point insolent, point infatué de son mérite comme sont souvent les parvenus.

En résumé, le plus bel éloge qu'on puisse faire de M. Molé consiste à dire qu'il est peut-être l'esprit le plus modéré et en même temps le plus avancé du *parti conservateur* dont il est le chef.



M. INGRES.

Imp. de Pernel

A. René et Cie

M. INGRES.

M. Ingres soulève contre lui les intelligences médiocres; il en est de sa peinture comme du caractère des hommes supérieurs, qu'un défaut de concession aux usages de la société travestit en orgueilleux ou en sauvages.

Charles Lenormant.

Voilà bien longtemps qu'on se plaint de n'avoir pas encore vu figurer un nom d'artiste dans cette série d'esquisses biographiques consacrées aux illustrations de tous genres ; le reproche est fondé ; mais je dois dire que, si j'ai reculé jusqu'ici devant cette partie de ma tâche, c'est qu'elle me paraît la plus délicate et la plus ardue. En effet, à moins de s'en tenir à la petite chronique des ateliers, il est presque impossible de faire sérieusement la biographie d'un artiste sans y mêler

par ci par là un peu d'esthétique; et il est, à mon sens, horriblement difficile de faire de l'esthétique en matière d'art, notamment de peinture, quand on n'est pas artiste soi-même, ou qu'on ne justifie pas son droit de critique par des études spéciales, sérieuses, des études de toute la vie. Le rôle d'appréciateur en littérature ou en politique est moins embarrassant; là, pourvu qu'on ait un peu de sens, pas trop d'esprit, point d'engagement, et beaucoup de bonne foi, on peut encore parvenir à dire des choses raisonnables; et d'ailleurs, si l'on se trompe, les faits parlent, les livres circulent de main en main, et le public est à même de décider en dernier ressort. En fait d'art, il n'en est point ainsi; il faut ou juger la pensée souvent multiple et subtile du maître avec ses grossières impressions, ou choisir, parmi les mille petites coteries intolérantes, jalouses, haineuses, qui divisent ce monde à part, quelque législateur de feuilleton, quelque Winkelmann improvisé dont on se fait l'écho servile et dont les arrêts sont sans appel; car la masse n'a souvent pas vu l'œuvre, ne la connaît que par des reproductions imparfaites, ou, si elle l'a vue, décline volontiers sa

compétence, tant elle est habituée à se servir des yeux d'autrui.

Tout cela encore serait bien si la critique se faisait avec conscience et en toute connaissance de cause ; malheureusement ce métier d'aristarque, qui exige tant de lumières, tant de goût, tant d'études, un coup d'œil si fin, une expérience si grande, ce métier est devenu aujourd'hui la spécialité de tout le monde ; c'est l'apanage du premier gâche-mortier littéraire qui sait plus ou moins bien délayer une période. Chaque année, à l'ouverture du Salon, *ces philosophes de l'art*, comme ils s'appellent, surgissent par centaines ; romanciers, vaudevillistes, feuilletonistes, fabricants de barcarolles, rédacteurs de *faits Paris*, professeurs de latin, rhétoriciens frais émoulus, commis-voyageurs au repos, *rapins* d'atelier convaincus d'impuissance dès leur tête de troisième ordre, tout le monde s'en mêle ; et c'est à la fois triste et plaisant de voir ces épais bataillons se ruer au Louvre, distribuant l'éloge et le blâme à tort et à travers, comme des corneilles qui abattent des noix, saturant d'encens le *recommandé*, sabrant impitoyablement *l'inconnu*, trai-

tant les maîtres du haut de leur grandeur, noyant leurs formules dédaigneuses dans une certaine phraséologie technique, prodigieuse d'effet sur le vulgaire, qui respecte toujours ce qu'il ne comprend pas : ainsi ces messieurs parlent *bleu de cobalt, jaune de chrome, vernis, glacis, frottis, teintes criardes, ton verjus, ton fer-blanc, ton omelette ;* le tout mélangé d'apostrophes *raphaëlesques, michel-angesques,* et d'historiettes à faire dormir debout.

Au milieu de tout ce fatras, comment voulez-vous qu'un pauvre diable de biographe démêle la vérité, quand il n'a pas même à son service les lumières d'un apprenti et quand il est assez antédiluvien pour croire qu'on ne doit toucher qu'avec une extrême réserve aux choses qu'on ignore? Car enfin l'*homme de rien* n'a jamais eu la prétention d'être un Pic de la Mirandole, susceptible de disserter *de omni re scibili et de quibusdam aliis ;* et, encore une fois, comment raconter la vie d'un artiste sans parler de ses œuvres? Comment parler de ses œuvres sans les apprécier? Heureusement pour moi que, parmi tous ces frêlons de l'esthétique, il se trouve encore deux ou trois esprits judicieux,

compétents, et surtout compréhensibles; le critique cité en tête de cette notice est un de ceux-là; dans mon indigence, je lui ai demandé l'aumône de quelques idées, il me l'a généreusement accordée; avec ce secours et quelques bribes d'appréciation et de faits recueillis çà et là chez les amis et les ennemis, je vais m'efforcer de composer un tout que je donne pour ce qu'il vaut, et que je recommande humblement à l'indulgence du public.

Et d'abord, pourquoi débuter par M. Ingres? diront ceux de mes lecteurs qui aiment avant tout les artistes populaires. Qu'avons-nous à faire de ce talent rêveur, austère, isolé et recueilli, qui ne produit qu'aux heures de l'inspiration, qui n'a jamais mis son pinceau au service des enthousiasmes du moment, qui n'a pas enfanté une seule bataille de l'Empire, qui n'a fait dans sa vie qu'un seul portrait de Napoléon, et encore n'est-ce pas le meilleur des siens? Que nous importe un peintre d'histoire qui semble dédaigner le pantalon *garance*, un peintre de portraits qui se passe des habits brodés, de la dentelle et de la blonde, traite même souvent fort cavalièrement la chair,

et n'a jamais trouvé sur sa palette cet heureux mélange de *lys* et de *roses* qui a donné ou donnera l'éligibilité à M. Dubuffe et à M. Lépaulle?

Je conviens volontiers que l'auteur de l'*Apothéose d'Homère*, du *Vœu de Louis XIII* et du *Martyre de saint Symphorien*, n'est pas et ne peut pas être populaire au XIXe siècle (1); mais la popularité et la gloire sont deux, et il ne m'a pas paru que ce fût là une raison suffisante pour dénier son rang à cet illustre et peut-être à ce dernier enfant de la famille de Raphaël, dont le nom restera dans l'histoire de l'art, à notre époque, comme le plus énergique représentant de l'idéalisme.

Tout le monde sait que l'Ecole française est aujourd'hui divisée en plusieurs camps. D'abord les deux génies rivaux de la peinture, le dessin et la couleur, sont en présence, personnifiés dans deux hommes éminents, qui diffèrent autant par leurs qualités que par leurs défauts. Entre eux la dissi-

(1) Cette phrase, écrite quelque temps après le départ de M. Ingres pour Rome, a reçu depuis son retour un très-heureux et très-éclatant démenti de la part du public, qui a témoigné au grand artiste un enthousiasme d'autant plus passionné qu'il était moins recherché et plus tardif.

(*Note de la deuxième édition.*)

dence est complète ; mais elle ne date pas d'hier, elle n'est pas spéciale à la peinture, elle est partout et se retrouve dans toutes les branches des connaissances humaines ; c'est l'antagonisme éternel de l'esprit et de la chair, de l'idéal et du réel, du dogme et du fait ; il existe aussi bien entre Platon et Epicure, Lamartine et Horace, Montesquieu et Bentham, qu'entre l'École romaine et l'École flamande, Raphaël et Rubens, M. Ingres et M. Delacroix. A côté de ces deux chefs de file se place un maître professant une sorte d'éclectisme, ne relevant précisément ni de Raphaël ni de Rubens, et cherchant avec plus ou moins de bonheur à concilier les deux écoles en les absorbant dans une manière mixte et indécise ; ce maître, c'est M. Delaroche. Enfin, en dehors de ces trois camps bien distincts s'isole un talent merveilleusement souple, audacieux, aventureux ; un talent qui n'a ni foi, ni bannière, ni système ; qui tient à tout et ne tient à rien, qui aborde avec une égale facilité le tableau d'histoire, le tableau de genre, les marines et les portraits ; qui s'attaque à tous les cieux, à toutes les lumières, à toutes les époques, à tous les types, à toutes les idées, et qui perd en

profondeur tout ce qu'il gagne en étendue. Cet improvisateur intrépide, cet artiste éminemment français, surtout par les qualités qu'il n'a pas, cet heureux profane à qui la popularité revenait de droit, car il porte chaque année des tableaux, comme un pommier vivace porte des pommes, c'est M. Horace Vernet.

Je n'ai pas à décider entre ces quatre chefs de la peinture contemporaine ; ma spécialité de biographe, et surtout de biographe ignorant, c'est la narration, l'exposition, bien plus que la discussion. Chacun d'eux aura sa place dans cette galerie; en attendant, commençons par le peintre idéaliste, par M. Ingres.

Lorsque Louis David, le célèbre auteur du *Serment des Horaces*, celui qui nous a légué dans toute sa laideur l'ignoble tête de Marat, eut enfin détrôné Boucher et Watteau, il se manifesta vers l'art antique une tendance exagérée comme toutes les réactions. Quand on se fut définitivement lassé du demi-nu libertin, des bouches en cœur, des robes et des nez retroussés, toutes choses d'ailleurs peu en harmonie avec 93, on se jeta avec fureur dans le nu académique; on fit des bouches romaines,

de grands nez grecs, et l'on se passa de robes. Ce fut une immense éruption mythologique d'Hercules, d'Apollons, de Dianes et de Vénus. J'imagine que le *sans-culottisme* lui-même pourrait bien n'être, à la rigueur, qu'une réminiscence de l'art antique. Du reste, toute cette peinture était comme une belle traduction, élégante, fidèle, consciencieuse; rien n'y manquait, excepté le ciel de la Grèce et les idées des contemporains de Périclès. C'était une magnifique exhumation qui n'avait, comme la fameuse jument de Roland, qu'un seul défaut, celui d'être morte.

En ce temps-là David, qui venait de faire le tableau des *Sabines*, avait été proclamé le roi de la peinture, et voyait affluer à ses leçons des milliers d'élèves venus de tous les coins de la France. Parmi ceux qui lui donnaient le plus d'espérances, il en avait remarqué un qu'il affectionnait d'une manière toute particulière, à cause de son ardeur, de la rapidité de ses progrès, et de la sûreté précoce de sa main.

C'était un jeune enfant du Midi, à l'œil noir, aux allures brusques, enthousiaste, intelligent et vif comme la poudre; c'était M. Ingres.

Né à Montauban, en août 1780, d'un brave et digne professeur de dessin originaire de Toulouse, Jean-Dominique-Auguste Ingres avait manifesté de bonne heure un goût décidé pour la peinture. Son père s'était mis en tête d'en faire un musicien (1). Le jeune Ingres apprit à jouer du violon, en se réservant, à part lui, le droit de devenir un grand peintre. Aujourd'hui, le directeur de notre académie, à Rome, n'a pas oublié son violon; dans les concerts de la *villa Medici*, il fait sa partie avec une véritable supériorité. Son coup d'archet vaut, dit-on, cent fois les poésies de Girodet; j'ai même entendu un de ses amis le placer comme violoniste tout juste après Baillot; à la vérité, c'était un ami.

Quoi qu'il en soit, le jeune Ingres s'ennuyait fort à Montauban; quelques tableaux d'église, qu'il allait visiter à la dérobée, ne suffisaient plus à son admiration. Il avait dix ans quand son père le conduisit à Toulouse, où, tout en continuant ses études musicales, il commença à travailler le dessin sous la direction de M. Roques et du pay-

(1) Ce fait a été contesté par un écrivain; je le tiens cependant d'un des amis les plus intimes de M. Ingres.

sagiste Briant. Au bout d'un an il remporta le premier prix. Mais il s'occupait encore plus de musique que de dessin ; à quinze ans il avait déjà conquis une certaine célébrité de violoniste et joué avec un grand succès un concerto de Viotti sur le grand théâtre de Toulouse. Cependant sa passion pour la peinture gagnait du terrain ; chaque jour il répétait l'*anche io son pittore* du Corrège ; les lauriers de David l'empêchaient de dormir, et il aspirait à étudier sous lui. Un beau jour, son père, cédant enfin à une vocation aussi déterminée, lui laissa prendre son vol vers Paris, où il arriva comme Fanchon la vielleuse, avec ses seize ans et l'espérance.

Deux ans s'étaient à peine écoulés dans l'atelier de David, et déjà l'élève sentait faiblir son enthousiasme ; la peinture mythologique ne pouvait remplir son âme. Une voix intérieure lui disait qu'il était quelque part un autre *beau* que l'imitation grecque abstraite et froide ; et à travers les lignes irréprochables de l'école académique, il cherchait vainement la pensée, le mouvement, la variété et la vie. Brusque et impétueux comme un Gascon, le jeune Ingres ne faisait mystère ni de ses goûts ni

de ses répugnances; et dans ses causeries intimes avec deux ou trois de ses amis, morts avant d'avoir atteint la gloire, il professait ouvertement l'hérésie, évoquant dans ses rêves l'Italie et Raphaël.

En 1800 il obtint le second grand prix de peinture et l'année suivante le premier grand prix. Le sujet de cette dernière composition était l'*Arrivée dans la tente d'Achille des ambassadeurs envoyés par Agamemnon pour apaiser la colère du fils de Pélée.* Ce coup d'essai de notre grand peintre, qui a déjà plus de quarante ans de date, est encore là, au musée des Beaux-Arts, pour attester que, dès son début dans la carrière, M. Ingres faisait route à part, et que, si ses idées sur la composition et le choix des sujets n'étaient pas complément arrêtées, et si certains détails trahissaient encore l'influence académique, il y avait déjà dans l'ensemble un puissant caractère d'originalité et comme l'embryon d'une pensée nouvelle confusément entrevue.

Une fois que le jeune peintre eut touché le sol de l'Italie, cette religion des grands maîtres du XVIe siècle, qu'il portait instinctivement dans le cœur dès sa naissance, se développa et se fixa;

l'idéal qu'il rêvait sous les arcades de la cathédrale de Montauban, il le trouva là sous sa main, à portée de ses yeux, dans les *fresques* et les *madones* de Raphaël. De ce moment, sauf quelques modifications secondaires, l'artiste n'a plus varié ni dans sa touche, ni dans sa pensée, ni dans sa foi. Cette immobilité de M. Ingres est peut-être le côté le plus caractéristique de son talent; chez lui il n'y a jamais eu, à vrai dire, ni commencement, ni fin, ni progrès, ni décadence; à vingt ans il était aussi complétement *lui* qu'à soixante. J'ai même entendu des gens qui s'y connaissent comparer sa *Baigneuse* et son *Portrait de femme* de 1802 à tout ce qu'il a fait de mieux depuis. Durant vingt ans cet homme a marché dans sa voie, seul, incompris, méconnu, abreuvé de misères et de dégoûts, mais toujours ferme, opiniâtre, inébranlable. Enfin il est parvenu à s'imposer à son siècle sans lui faire une seule concession, et le chef d'école d'aujourd'hui, accepté, prôné de gré ou de force, peut regarder en arrière le chemin parcouru sans avoir à renier un seul jour de son passé. A une époque de confusion et de relâchement universels on ne saurait trop insister sur cette

persévérance et ce fanatisme de l'unité dans l'art.

En 1806, M. Ingres fut appelé à faire un portrait en pied de Napoléon pour la salle du Corps législatif. Cet ouvrage, qui est aujourd'hui placé aux Invalides, fut peu apprécié. L'école de David dominait encore exclusivement. M. Ingres venait inaugurer dans le portrait une manière nouvelle; on méconnut sa supériorité de physionomiste, elle fut éclipsée par le chatoyant et le clinquant du genre militaire, et d'ailleurs aux yeux des adeptes c'était pis qu'un novateur, c'était un renégat.

C'est à cette époque de 1805 à 1813 que parurent successivement l'*OEdipe et le Sphinx, une Dormeuse, une Femme au bain, Jupiter et Thétis, l'Odalisque*, pour le roi de Naples, *Virgile lisant l'Énéide à Auguste et à Octavie, Romulus vainqueur d'Acron, le Sommeil d'Ossian, la Chapelle Sixtine;* plusieurs portraits, entre autres celui de M. de Norvins, alors directeur de la police des États-Romains, production fort remarquable, où M. Ingres a déployé ce beau talent de physionomiste que nous devions admirer plus tard dans les portraits de MM. de Pastoret, Bertin aîné et Molé.

M. Ingres se maria à Rome en 1813 ; j'ai lu à ce sujet dans une biographie une histoire romanesque, où M. Ingres, dans un voyage en France, rencontre sur son chemin un portrait de femme qui lui plaît, envoie son propre portrait à l'original, est obligé de repartir précipitamment, donne rendez-vous à Rome à l'objet de ses vœux, et l'épouse presque avant de l'avoir vue. Cette histoire est un conte : M. Ingres n'a quitté l'Italie qu'en 1824 ; il fréquentait à Rome une famille française qui avait laissé de l'autre côté des Alpes une jeune parente fort intéressante, dont il était souvent question dans les causeries intimes. M. Ingres s'éprit vivement et par avance de *la cousine champenoise;* on la fit venir à Rome ; la sympathie grandit de son côté, devint bientôt réciproque ; le mariage eut lieu, et dans cette union constamment heureuse M. Ingres a souvent puisé du courage pour affronter les tourments de sa vie d'artiste (1).

En 1814, après l'évacuation des Etats-Romains par les troupes françaises, il y eut là pour M. Ingres un moment difficile, une période de priva-

(1) M. Ingres n'a point d'enfant.

tions et de misères. Sans autres ressources que son talent, et déjà préoccupé de la conception de son beau tableau du *Vœu de Louis XIII*, qui ne parut que dix ans plus tard, l'artiste ne se résignait qu'avec dégoût à lutter contre les exigences de la vie. Cette lutte dut peser de tout son poids sur un homme qui n'avait jamais vu dans sa noble profession autre chose qu'un sacerdoce ; c'est l'histoire banale de tous les êtres organisés pour travailler *per la fama*, et qu'une destinée odieuse contraint à produire *per la fame.*

Toutefois, au milieu de tous ces ennuis, il advint quelquefois que M. Ingres enfanta des chefs-d'œuvre à son corps défendant. La nécessité a cela de bon qu'elle force à agir ; or, comme, pour certaines natures, l'activité, bien qu'involontaire, est toujours inséparable de l'aspiration vers le beau, il se trouve que, si l'enfantement est plus pénible, le résultat est le même. Ainsi, de cette époque tourmentée de la vie de M. Ingres datent *Raphaël et la Fornarina, le maréchal de Berwick, Jésus-Christ remettant les clefs du Paradis à saint Pierre,* tableau composé pour l'église de la Trinité-du-Mont, à Rome ; *Francesca da Rimi-*

ni, *Don Pèdre de Tolède, le Pape Pie VII tenant chapelle, Roger délivrant Angélique, Charles V, dauphin, entrant à Paris après l'expulsion du duc de Bourgogne*, la *Mort de Léonard de Vinci, Henri IV jouant avec ses enfants.*

En 1824, malgré plusieurs envois au Salon, M. Ingres, déjà célèbre à Rome, était encore pour nous, en France, un artiste bizarre, incomplet, inexplicable, lorsqu'il envoya à l'exposition son tableau du *Vœu de Louis XIII.* Le moment d'une réaction admirative se trouvait parfaitement choisi. L'école de David avait baissé sensiblement: on se dégoûtait de la statuaire sur toile; la couleur, longtemps opprimée par la ligne, cherchait à dominer à son tour; on se tournait avec amour vers Venise et la Flandre; on ne jurait plus que par Titien et Véronèse, Rubens et Rembrandt; l'homme commençait à disparaître sous l'étoffe et l'armure; l'or, la soie, le fer et le velours tenaient lieu de pensée et d'inspiration; au sortir de la peinture à la glace on allait tomber dans le clinquant, dans le puéril, lorsque M. Ingres s'en vint jeter dans la balance une de ses plus belles productions. Dessinateur austère et correct à l'égal de

David, il rapportait d'Italie cette harmonie linéaire, cette pureté de formes, ce mouvement, cette animation, puisés dans la contemplation incessante des œuvres de l'École romaine. Le *Vœu de Louis XIII* fit une sensation profonde; ce fut un argument victorieux en faveur du spiritualisme, et, trois ans plus tard, en 1827, la magnifique page fixée au plafond du Louvre, le chef-d'œuvre du grand artiste, l'*Apothéose d'Homère*, qui resplendit à la fois de la beauté plastique de l'art grec et de la beauté idéale de l'art moderne, subjugua les esprits les plus rebelles. M. Ingres passa presque soudainement de l'obscurité à la gloire, et força les portes de l'Institut.

Alors l'admiration eut son effet rétroactif; on revint sur les œuvres oubliées et dédaignées du maître; on reconnut que *la Baigneuse* était une fort belle chose, on proclama *l'Odalisque* une création délicieuse, on déclara que le tableau du *Pape officiant dans la chapelle Sixtine* était magnifique. On convint que, comme physionomiste, M. Ingres avait fait dans la peinture du portrait une espèce de révolution, et plus tard, lorsque, dans le portrait de M. Bertin aîné, l'artiste

eut prouvé qu'avec une simple redingote, un mauvais fauteuil et une belle figure, on pouvait réaliser un chef-d'œuvre, sans qu'il fût besoin de fraises, de dentelles, de velours, et de toutes ces décorations extérieures indispensables aux maîtres flamands et vénitiens, on s'écria tout d'une voix que nul n'avait compris mieux que M. Ingres la véritable beauté humaine, la beauté de l'âme, reflétée sur la face et fixée sur la toile ; cette beauté que comprenait Ovide l'épicurien quand il disait :

> Os homini sublime dedit, cœlumque tueri
> Jussit, et erectos ad sidera tollere vultus.

Cependant les coloristes ne se tinrent pas pour battus ; non contents d'attaquer M. Ingres dans ses défauts, c'est-à-dire dans sa lumière souvent grise et dans sa couleur parfois terne et dure, ils l'accusèrent de n'être à son tour qu'un imitateur, un copiste servile de Raphaël, en se réservant toutefois le droit d'établir que, dans la figure de la vierge du *Vœu de Louis XIII*, il avait complétement dénaturé le type de Raphaël ; ce qui est vrai, et ce qui prouve que le chef de la réaction romaine continue Raphaël et ne le copie pas.

A l'apparition du *Martyre de saint Symphorien*, exposé en 1834, la supériorité de M. Ingres faillit être remise en question; autour de cette grande et belle toile, il se livra une véritable bataille d'esthétique; l'œuvre fut brutalement conspuée par l'envie, et resta incomprise du public; la foule s'arrêta ébahie devant les deux licteurs placés en avant du tableau; elle se prit à rire de cette musculature colossale, de ces têtes énormes et de ces jambes surhumaines; la critique s'acharna sur les deux licteurs, et l'ensemble du tableau passa presque inaperçu. Pourtant jamais scène dramatique ne fut plus hardiment exécutée; il semblait que M. Ingres avait voulu prouver, une fois pour toutes, que sa sobriété n'était pas faiblesse et que l'énergie et la passion ne lui étaient pas plus étrangères que la pureté et la grâce. Laissons parler le critique qui a analysé cette œuvre avec le plus de conscience. Après un examen scrupuleux et sévère de quelques détails de cette vaste composition, après avoir surtout loué l'expression admirable de la figure du martyr, M. Lenormant termine ainsi :

« Je dois le dire, aucun ouvrage moderne ne m'a plus

frappé, par la simplicité et la certitude du geste, depuis la passion exaltée du martyr et de sa mère, jusqu'à la stupeur du prêtre pétrifié de tant d'audace, jusqu'à la froideur du proconsul que n'anime ni pitié ni colère, et qui ne fait daus sa conscience de soldat qu'exécuter l'ordonnance impériale ; cette seule figure du proconsul avec son bras en avant vaudrait à un peintre ordinaire une réputation distinguée. Que dis-je? Combien comptez-vous de peintres capables d'arriver par des moyens si simples à un tel résultat ? Dans le temps où une académie bien rendue plaçait un homme au premier rang de la peinture, que n'aurait-on pas dit de cet enfant qui se baisse pour lancer des pierres à la mère du martyr ? Aujourd'hui on se contente de contester à M. Ingres le droit d'avoir placé cette figure dans un interstice de sa composition. Sait-on seulement ce qu'il faut de science et de génie pour créer quelque chose d'égal au pâtre gaulois de l'angle gauche du tableau ; ce pâtre d'une nature et d'une âme jusque-là grossières, et que l'action subite de la foi, développée à la vue du saint martyr, illumine d'un rayon d'intelligence et d'enthousiasme ; puis une telle observation des âges et des caractères, des contrastes si habilement ménagés de force et de grâce ; enfin partout une telle puissance de modelé, une intelligence si profonde des plans, même daus les parties les plus reculées, que la sculpture, avec ses ressources d'imitation positive, ne saurait produire rien de plus exact ni de plus complet !... Laissons faire au temps, qui n'abandonne jamais les créations réellement puissantes, qui confond les jugements injustes ou légers, qui

donne raison au génie contre l'esprit, et à l'originalité contre la routine (1). »

Le *Martyre de saint Symphorien* est peut-être l'effort le plus audacieux de la peinture idéaliste ; M. Ingres semble s'être proposé pour but de prouver qu'il n'est pas de sphère inaccessible à l'art ; il a voulu faire à la fois une œuvre d'anatomiste, de peintre de style, d'historien et de philosophe. La tâche était immense; les plus sincères admirateurs du talent de M. Ingres pensent qu'il a donné contre un écueil, en ce sens qu'entraîné par l'étendue de sa conception il a prétendu tout rendre, tout exprimer, les temps, les lieux, les idées, les races, et grouper toute une époque autour d'un martyr gaulois du IIe siècle. De là une composition vaste, magnifique, et de l'ordre le plus élevé, mais trop ambitieuse, trop abstraite, trop surchargée d'accessoires, trop compliquée d'intentions et de détails pour devenir jamais populaire chez une nation où les Thierry et les Michelet ne se comptent pas par milliers.

Ceux qui ne comprirent pas une production

(1) Voir le *Temps* du 21 mars 1834.

aussi complexe, au lieu de se contenter de le dire naïvement, trouvèrent plus convenable de la couvrir d'insultes; or, nul homme, sous le rapport du stoïcisme, n'a été plus malheureusement organisé que M. Ingres: c'est le type le plus absolu de cette race ardente et impressionnable des artistes. Un savant dont j'ai oublié le nom disait un jour: « Je suis d'éponge pour la louange, et de toile cirée pour la critique. » M. Ingres est d'éponge pour les deux; au lieu d'écouter les clameurs de l'ignorance ou de l'envie avec ce calme que le génie devrait puiser dans la conscience de sa force, il eut la faiblesse de s'affliger, et la faiblesse plus grande encore de se décourager.

Je me suis souvent demandé à ce propos à quoi servait la critique, telle qu'elle se pratique aujourd'hui, et si pour certains hommes elle n'était pas plus nuisible qu'utile. Destinée primitivement à servir d'intermédiaire entre le public et l'artiste, et à traduire pour celui-ci la pensée de celui-là, la critique s'est bientôt écartée de sa mission; de simple rapporteur elle s'est constituée juge: ce qui devait être l'écho est devenu la voix, et ce qui devait être la voix est devenu l'écho. De ce

moment il n'y a plus eu à proprement parler d'opinion publique. A ce changement tout le monde eût gagné, l'artiste et le public, si ceux qui prenaient en main la tâche imposante de diriger, ou mieux de créer l'opinion, eussent réuni à la fois les lumières, la conscience et l'équité du juge. Malheureusement, devenue souveraine du monde, la critique n'a jamais été hostile ou favorable à demi; ce qu'elle a loué elle l'a porté aux nues; ce qu'elle a blâmé elle l'a foulé aux pieds. Dans ces prétendus juges, l'artiste n'a vu que des amis ou des ennemis; il s'est nourri de l'enthousiasme des uns, il s'est butté contre les autres, il s'est isolé dans sa vie, il s'est replié sur lui-même, et alors, suivant qu'il était tenace ou mou, courageux ou faible, il s'est débarrassé de la critique en fermant les yeux et les oreilles, et en se fourvoyant comme Girodet, ou en se tuant comme Gros.

M. Ingres a le goût trop sûr et un sentiment trop prononcé de la dignité de l'art pour s'irriter, s'égarer ou faiblir; mais il s'afflige, hésite, et abuse de cette qualité admirable, la sobriété; il devient stérile et ne produit plus, ou presque plus : c'est là un malheur pour l'art et l'artiste, qui ne devrait

jamais oublier que la destinée du génie est d'être livré, lui et ses œuvres, aux disputes de l'humanité.

Appelé à remplacer M. Horace Vernet comme directeur de notre académie de peinture à Rome, il accepta avec empressement, et, après avoir terminé un de ses meilleurs ouvrages, le portrait du comte Molé, qu'il garda chez lui, ne voulant pas l'exposer aux injustices de la critique, il partit pour aller demander des consolations à Raphaël, son divin maître. C'est durant ces derniers cinq ans de séjour à Rome que M. Ingres devait, par de nouveaux chefs-d'œuvre, conquérir définitivement et complétement la faveur publique, et mériter une ovation inaccoutumée et inattendue, qui a dû le dédommager amplement des amertumes de sa vie.

Parmi ces derniers chefs-d'œuvre, le premier en date est la *Stratonice*, exécutée pour le noble et malheureux prince que la France a récemment perdu. Ce tableau, envoyé de Rome en 1840, fut exposé dans les salons du duc d'Orléans et devint l'objet de l'admiration universelle. Le sujet en est connu; il a déjà fourni une tragédie à Thomas Corneille et un opéra à Méhul. Dramatique et

complexe, ce sujet était merveilleusement propre à faire ressortir toutes les belles qualités de M. Ingres. Antiochus, fils de Séleucus-Nicanor, roi de Syrie, est devenu éperdument amoureux de la jeune Stratonice, sa belle-mère. La lutte qu'il soutient contre cette coupable et secrète passion l'a conduit aux portes du tombeau. L'artiste a choisi le moment où le jeune prince est près de mourir, en emportant son secret. Son père, absorbé par la douleur, est prosterné au pied de son lit; la belle Stratonice vient d'entrer dans l'appartement. Appuyée contre une colonne, dans une pose pleine de modestie et d'abandon, elle détourne tristement la tête, et semble rêver à ce malheur dont elle devine peut-être la cause. Sa physionomie est si admirablement nuancée qu'on y peut lire l'expresssion contenue de tous les sentiments qui agitent son âme. Debout près du malade, le médecin Erasistrate de Cos, qui a vu les yeux mourants du jeune prince s'enflammer soudain à l'entrée de Stratonice, pose la main sur son cœur, comme pour l'interroger; le mourant, qui sent que son secret va se trahir, repousse cette main, mais le médecin insiste; et,

tandis que ses regards se dirigent sur Stratonice, sa main gauche interroge ce cœur palpitant. Il devine tout, et, par un mouvement involontaire, son bras droit s'est levé ; il va s'écrier, mais la réflexion et la prudence arrêtent les paroles prêtes à s'échapper de ses lèvres. Telle est la situation dont M. Ingres a su tirer un admirable parti, en la traitant avec ce sentiment du beau et du vrai qu'il possède à un si haut degré, ce travail consciencieux des détails et des accessoires qui donne à chaque morceau de chacune de ses toiles la valeur d'une création complète et finie, bien que parfaitement liée à l'ensemble du tableau.

Le second chef-d'œuvre apporté d'Italie par M. Ingres en 1840, et exposé chez lui en 1841, est une madone exécutée pour le grand-duc de Russie, qui, en souvenir des madones de Raphaël, a été baptisée du nom assez heureux de *Vierge à l'hostie*.

Sur une toile d'environ quatre pieds de hauteur, l'artiste a peint la Vierge priant, les mains presque jointes, et le regard abaissé vers un calice placé devant elle, sur un petit autel. A sa droite est placée une figure de vieillard, austère, chauve

et ridée, en costume d'évêque, qui représente saint Nicolas; à sa gauche, une figure de jeune guerrier, d'une beauté douce et mâle, tenant en main le drapeau russe, et qui représente saint Alexandre.

Dans le courant de la même année 1841, M. Ingres reçut un témoignage flatteur de l'admiration publique; un immense banquet, où se trouvèrent réunies et représentées presque toutes les professions sociales, lui fut offert dans la grande salle du bazar Montesquieu. On y dîna, je m'en souviens, assez mal, et on y but d'assez mauvais vin; mais on le but à la gloire de M. Ingres, avec un plaisir d'autant plus sincère qu'on fêtait un triomphateur presque étonné de son triomphe et touché jusqu'aux larmes. Cet excellent grand homme était si profondément remué dans son organisation de sensitive qu'ayant voulu répondre par quelques mots aux toasts portés en son honneur, il ne put achever, et dut se résigner à montrer sa gratitude en subissant, à travers une table, un millier de poignées de main: ce fut un triomphe à lui casser le bras.

En 1842, il avait à peine terminé son beau por-

trait en pied du duc d'Orléans, lorsque la catastrophe du 13 juillet vint en faire un ouvrage historique. Dans la même année, il consacra à la mémoire de son ami Cherubini un portrait qui est tout un tableau. Le maëstro est représenté assis sous un portique, dans un fauteuil adossé à une colonne de stuc; sa tête de vieillard est légèrement inclinée sur sa main droite; son visage est calme et rêveur, son regard est perdu dans le vague; toute sa personne semble absorbée par la méditation, tandis que, derrière lui, la muse, représentée par une jeune et belle femme, debout, dans une attitude fière et impérieuse, étend la main sur sa tête, et semble tout à la fois le désigner à l'admiration des hommes et lui imposer l'inspiration. De son autre main la déesse fait vibrer une lyre d'or. Ce bel ouvrage est, comme dessin et comme couleur, d'une hardiesse et d'un fini admirables; le tour de force de raccourci qu'offre le bras de la muse, sortant en quelque sorte de la toile pour se poser sur la tête du maëstro, bien que discuté par quelques critiques, a fait généralement l'admiration des artistes.

Depuis cette dernière composition, M. Ingres

est exclusivement occupé de travaux immenses, dont il a été chargé par M. le duc de Luynes pour la décoration de son château de Dampierre; on raconte des merveilles de ces travaux qui sont, dit-on, sur le point d'être achevés. En vérité, c'est une bien belle chose d'être grand seigneur, et de pouvoir ainsi accaparer à son profit le premier peintre de notre époque.

Au moment de terminer cette notice, je me dis que quelques lecteurs me qualifieront peut-être d'*ingriste* forcené, et m'accuseront de n'avoir pas assez appuyé sur le côté faible de l'artiste. Eh, mon Dieu ! que vous dirai-je à ce sujet que vous ne sachiez déjà ? Vous avez tous entendu parler cent fois, et bien souvent à tort, de la mauvaise couleur de M. Ingres, qui se trahit parfois dans les chairs, et de la tristesse de sa lumière. A quoi bon revenir sur ce sujet tant de fois rebattu ? Qu'il vous suffise de savoir que, quand M. Ingres a voulu se donner la peine d'être coloriste, il l'a été à l'égal des plus grands, témoins son portrait de femme de 1807 et son portrait de M. Bertin; mais M. Ingres a sa manière d'entendre et de pratiquer l'art qui n'est pas celle de tout le monde. « Je ne

sais faire que ce qui ne s'apprend pas,» disait-il un jour à un ami. L'homme se révèle tout entier dans ce mot ; on s'explique alors ce dédain souvent trop prononcé pour les procédés matériels de l'art, ce despotisme de la pensée dans la disposition des personnages, ces négligences ou ces exagérations d'anatomiste, parfois même certaines violations des lois de la perspective, notamment dans le *saint Symphorien*, où la mère du martyr est placée de telle sorte qu'il est physiquement impossible qu'elle soit visible aux regards de son fils. Ces taches légères ne sauraient en rien obscurcir une gloire acquise par de si beaux travaux. Quel génie n'a pas les siennes!

Mais ce qu'on ne saurait assez louer dans M. Ingres, ce qui lui a valu cet honneur si rare et si difficile, à notre époque d'individualisme, de se trouver une puissance, un maître, de faire secte, c'est l'ampleur de sa pensée, la fermeté de sa foi, la sûreté de son goût et l'allure savante de sa pratique. Sur toute chose M. Ingres a horreur du vague; au plus fort de l'invasion de la peinture à distance, il a toujours maintenu intactes la finesse de son modelé, la pureté et la netteté de son con-

tour. Parmi tous nos peintres modernes, nul n'a su comme lui vivifier et poétiser cette chose si froide qui s'appelle la ligne. J'ai vu de lui de simples esquisses qui sont, sous ce rapport, d'inimitables chefs-d'œuvre. Avec trois ou quatre coups de crayon et un peu d'ombre dans les yeux, M. Ingres vous trace un portrait admirable de ressemblance, de caractère, de sentiment et de vie. Ces milliers de dessins à la mine de plomb, éparpillés chez tous les amis de M. Ingres, et qui furent, pendant son premier séjour à Rome, sa principale ressource contre la misère, suffiraient pour faire de lui un artiste à part.

Une autre qualité de M. Ingres sur laquelle il est bon d'insister à notre époque, c'est ce rare désintéressement et cette dignité noble et fière de l'artiste qui lui ont valu l'estime et le respect de tous. L'auteur de *l'Apothéose d'Homère* est pauvre ; il eût pu être riche, très-riche; il ne l'a pas voulu. En vain autour de lui l'art devenait métier et marchandise, en vain la spéculation frappait à sa porte en lui offrant de l'or; il a repoussé la séduction, il a refusé de prostituer son pinceau et d'exploiter sa gloire. Au milieu de cette foule qui

se pousse, se presse dans une carrière encombrée comme toutes les autres, s'inspirant au jour le jour, marchant au hasard, sans idée, sans foi, sans autre but que la vogue, sans autre mobile que l'intérêt, M. Ingres est resté fidèle à l'art, son unique amour, renfermant le feu sacré dans son âme comme en un sanctuaire, puisant en lui-même le principe des modifications que son talent a subies, dédaigneux du présent et les yeux tournés vers l'avenir. Chacune de ses œuvres a été fortement conçue et consciencieusement élaborée ; souvent il a renouvelé la fable de Pénélope ; parfois même, tant l'idée de la perfection est ancrée dans cette âme, il a fallu arracher à l'artiste une toile dès longtemps finie, retouchée sans cesse, et qu'il ne pouvait se résigner à laisser sortir de ses mains.

Pour ce qui concerne le caractère général de son système en peinture, M. Ingres est loin d'être, comme on l'a dit souvent, un sectateur exclusif de Raphaël ; il aime l'art antique, surtout l'art grec; seulement il y a entre lui et l'école de David cette différence capitale, que David voulait que l'on copiât l'antique pour réaliser le beau, tandis que M. Ingres veut que l'on copie la nature

pour réaliser le beau et l'antique. L'idéal pour lui ne consiste pas dans une création hors nature ; l'idéal, c'est le beau dans le vrai élevé à sa plus haute puissance, et c'est là ce que M. Ingres admire principalement dans Raphaël.

Nul peintre moderne n'a été, sous le rapport du sentiment, plus richement organisé que M. Ingres; ni l'âge, ni les ennuis, ni les tourments, ni les rudes travaux de sa carrière, n'ont porté la plus légère atteinte à la fraîcheur de ses impressions, à la délicatesse de sa fibre d'artiste, à son enthousiasme juvénile pour tout ce qui est beau de forme, de sentiment et de pensée, et à son aversion instinctive et indomptable pour le laid. Voici une anecdote, puisée à bonne source, qui prouvera peut-être la vérité de ce que j'avance, en même temps qu'elle complétera le portrait de l'illustre artiste.

Un jour M. Ingres arrive dans son atelier avec une figure plus soucieuse qu'à l'ordinaire. Je ne sais quel critique l'avait rudement gourmandé à propos d'un de ses tableaux. « On voit bien, disait-il, que M. Ingres n'a jamais étudié l'anatomie. » Le fait est que dans l'atelier de M. Ingres

on n'étudiait que la nature vivante, et rien de plus. « Décidément, messieurs, dit le maître à ses élèves, il nous faut apprendre l'anatomie; qu'on achète un squelette. » L'ordre fut exécuté, et, dès le lendemain, à son entrée dans l'atelier, M. Ingres se trouva en face d'un superbe squelette appendu au mur, et empreint de cette horrible laideur que la mort répand sur tout ce qu'elle touche. Un frisson passa sur la figure du maître; il se contint pourtant, tourna le dos au squelette, continua sa leçon, sortit à reculons, et ne dit mot d'anatomie. Le jour suivant, même manége, même silence, seulement avec un mouvement plus marqué d'impatience et de dégoût. Enfin, le troisième jour, M. Ingres, n'y tenant plus, se tourne brusquement vers le malencontreux squelette, le toise d'un œil furibond, lui montre le poing, et s'écrie d'une voix tonnante : « Il faut que lui ou moi nous sortions d'ici! » Le squelette se le tint pour dit, sortit, ne revint plus, et la sérénité reparut sur le visage de M. Ingres.

Comme homme, M. Ingres, malgré sa vivacité méridionale, est passionnément aimé de tous ceux qui l'entourent. Son organisation est marquée au

cachet de la puissance et de la domination; mai cette domination n'est pas chez lui le résultat de sa volonté; c'est une sorte d'attraction qui se produit comme malgré lui et presque à son insu. On sait l'influence absolue et irrésistible qu'il exerce sur ses élèves; cette influence est peut-être plus fâcheuse qu'utile. David aussi enfantait des Séïdes, mais David excellait à développer dans chaque élève les dispositions qui lui étaient propres; aussi l'auteur du *Serment des Horaces* a-t-il produit une école qui, tout en relevant de lui, n'en est pas moins variée. La manière de Gros n'est pas celle de Girodet, la manière de M. Ingres n'est pas celle de M. Granet, et celle de M. Granet n'est pas celle de M. Gérard. Chez tous les élèves de M. Ingres, à part deux ou trois honorables exceptions, la manière est absolument la même; c'est une servile imitation du maître, imitation incomplète et malheureuse, car les défauts sont exagérés, et les qualités absentes. Aussi est-il à craindre qu'avec toutes les facultés qui constituent le chef d'école M. Ingres ne laisse d'autre souvenir de lui que lui-même et ses œuvres.

GALERIE DES CONTEMPORAINS ILLUSTRES.



LE PRINCE DE METTERNICH.

Imp de Pernel René et Cie

M. DE METTERNICH.

Occuper longtemps la première place, rester chef du cabinet sous des souverains successifs sans rien changer au système que l'on adopta de prime abord, se donner l'inviolabilité d'un roi au milieu de toutes les jalousies de cour, dénote une habileté qu'on ne saurait révoquer en doute; l'autorité vient du génie du gouvernant ou de la médiocrité du gouverné ; c'est ce qui demeurerait à démêler dans M. de Metternich.

CHATEAUBRIAND. — *Congrès de Vérone*, tome I, page 76.

Je ne voudrais pas trancher une question que M. de Chateaubriand s'est contenté de poser ; nul doute que chez nous, où la vie politique est si vive, si mesquinement tourmentée, si dévorante, où les réputations se font et se défont en vingt-quatre heures, une autorité souveraine et persistante du genre de celle de M. de Metternich serait un magnifique effort de génie, un prodige, ou mieux une impossibilité. En Allemagne, et

surtout en Autriche, cette longévité politique se conçoit et s'explique. Là point de journaux hostiles, point de tribune, point de partis, point de contrôle. Sous ce despotisme tempéré par les mœurs, qui ressemble, pour me servir d'une expression de M. de Pradt, à une épée dont la lame reste cachée dans le fourreau et ne laisse voir que la poignée, la vie publique est toujours à l'état de calme plat; une administration invariable et active dirige et conduit toutes choses dans le silence et le mystère. «En Autriche, dit M. Saint-« Marc Girardin, beaucoup de parties de l'homme « sont satisfaites et tranquilles : les bras y ont du « travail, l'estomac y est bien repu ; si ce n'était « la tête qui est mal à l'aise quand elle s'avise de « penser, tout serait à merveille.» «Pauvre pays! « s'écrie madame de Staël, où il n'y a que du bon-« heur!» Pour mon compte, j'avoue que le bonheur *autrichien* ne me suffirait pas; je ne serais pourtant pas fâché de voir un peu de celui-là s'allier au nôtre.

Quoi qu'il en soit, envisagée uniquement sous ce petit point de vue, la position de M. de Metternich serait presque une sinécure, et la biographie

n'aurait pas plus à s'occuper de lui que d'un préfet-modèle de la Touraine ou de la Beauce ; mais veuillez bien sortir de Vienne, veuillez bien vous rappeler que jamais, depuis la séparation des deux couronnes de Charles-Quint, l'Autriche n'offrit un plus vaste amalgame d'Etats et de populations hétérogènes; l'Autriche s'étend depuis les frontières de la Russie et de la Turquie jusqu'aux rivages de la Méditerranée; elle a un pied en Pologne; elle tient la Hongrie, la Bohême, la Moravie, la Croatie, l'Esclavonie, la Gallicie, la Lombardie, Venise, les deux Tyrols, toute la partie septentrionale de l'Italie. En même temps qu'elle s'efforce de conserver son influence au nord, l'Autriche pèse de tout son poids sur le midi de l'Europe; or, ce grand empire, construit de main d'homme, avec des fractions de toutes les races qui se partagent l'Europe, ce composé incohérent de Slaves, de Magyares, d'Allemands, d'Italiens, qui l'a créé, qui l'a organisé tel qu'il existe aujourd'hui, qui le dirige, qui le maintient, qui le comprime, qui travaille sans relâche à lui donner par des moyens artificiels la cohésion que la nature lui refuse? C'est M. de Metternich.

A une des époques les plus tristement glorieuses de notre histoire, dans la grande crise de 1813, au moment où nous luttions encore, où la victoire flottait indécise, qui a pris dans ses mains les cartes embrouillées de ce terrible jeu, qui a brusqué le dénoûment du drame sanglant commencé à Moscou et fini à Waterloo? C'est M. de Metternich. Quel homme enfin s'est imposé la rude tâche de barrer le passage à l'esprit humain et d'arrêter le torrent démocratique? Qui a fomenté l'alliance des rois contre la *grande émeute* de 89? Qui s'est constitué le *grand-prévôt de l'Europe* (1)? C'est encore M. de Metternich. Comme vous le voyez, l'illustre chancelier d'Autriche a beaucoup fait, et surtout n'a pas peu à faire. Dans les grands événements qui ont agité le monde depuis quarante ans, il a sa large part d'action et de responsabilité.

Il ne faudrait pourtant pas se représenter cet opiniâtre défenseur des vieilles traditions gouvernementales sous la forme d'un tyran farouche, toujours prêt à en appeler au canon ou au knout comme dernière raison des rois. M. de Metternich

(1) Expressions de M. de Metternich.

est un homme de mœurs douces, d'habitudes élégantes, éclairé, souple, insinuant ; c'est la Circé du despotisme. Pour lui il ne s'agit pas d'opprimer les masses, mais bien de les séduire, de les engourdir, et au besoiu de leur faire subir la métamorphose des compagnons d'Ulysse. Vos gouvernants, leur dit-il, vous doivent du bien-être et de l'amusement, *panem et circenses*, en voilà ; de la liberté civile, en voilà encore ; de la liberté politique, vous n'en aurez pas, celle-là ne vaut rien ; chantez, riez, vivez bien, allez au *Prater* boire de bon vin à bon marché, manger du *poulet frit* et walser les walses de Strauss ; faites de la poésie légère ou des enfants si vous voulez, mais surtout raisonnez peu ou plutôt ne raisonnez pas du tout, sinon nous serons obligés de vous envoyer *paternellement* au *Spielberg*, où l'on est fort mal à son aise. Ajoutons que le *Spielberg* est un moyen de gouvernement peu usité, du moins pour l'Autriche, et plus particulièrement réservé à cette pauvre Italie, qui ne se soumet qu'à la force et qu'on traite en pays conquis.

Il ne faudrait pas non plus exagérer la taille déjà bien haute de ce personnage historique, et répé-

ter avec plusieurs que de M. de Metternich date pour la politique autrichienne une ère nouvelle. D'abord on vous dira à Vienne que François II n'était pas aussi roi fainéant qu'on le pense généralement; ensuite rien de plus invariable que la politique autrichienne depuis 1789 jusqu'en 1814; c'est une lutte constante contre la France et l'esprit français, entrecoupée de trêves de courte durée, lutte de principes d'abord, et puis lutte de territoires. L'Autriche ne renonce jamais à ce qu'elle est forcée de céder; vaincue elle négocie; mais quand elle signe une paix onéreuse, c'est en méditant une guerre nouvelle. Les alliances, les mariages suspendent sa marche, mais ne la détournent jamais; telle elle s'est montrée à Léoben après cinq campagnes acharnées; à Lunéville, après la défaite d'Hohenlinden; à Presbourg, après Austerlitz; à Vienne, après Wagram, et enfin à Prague après notre malheureuse campagne de Moscou. Ici M. de Metternich a trouvé la voie toute tracée; il l'a suivie avec une remarquable sagacité, et, par l'attitude prépondérante qu'il a su donner à l'Autriche en 1813, il a certainement rendu un grand service à son pays. Comme Français j'aime

peu M. de Metternich, non pas tant parce qu'il nous a vaincus, lui et un million d'hommes, que parce qu'il a cruellement profité de sa victoire. Si, non content de réparer amplement ses pertes, le cabinet de Vienne voulait encore se venger de l'humiliant traité de Presbourg, ce n'était pas la peine de crier si haut qu'il ne faisait la guerre qu'à un homme en nous faisant payer si cher les caprices de ce géant, enfant gâté de la gloire. La menteuse déclaration de Francfort nous promettait notre ligne du Rhin, le traité de 1815 nous l'a enlevée : c'est là notre traité de Presbourg à nous; voilà vingt-huit ans que nous le subissons; mais l'iniquité ne se prescrit pas en politique; la mauvaise carte géographique tracée par le congrès de Vienne, dont la Belgique a déjà enlevé un lambeau, sera tôt ou tard déchirée avec l'épée; et, tant que la France n'aura pas ses limites naturelles, l'*équilibre européen*, cette œuvre chérie de M. de Metternich, clochera d'un pied.

Comme biographe je dois faire abstraction ici de tout sentiment de nationalité, me placer autant que possible au point de vue de mon personnage, laisser à d'autres le soin de l'accuser ou de le dé-

fendre, et m'attacher surtout à le représenter tel qu'il est.

Clément-Wenceslas, comte, aujourd'hui prince de Metternich-Winneburg-Ochsenhausen, naquit à Coblentz, le 15 mai 1773, d'une des premières familles du pays. L'enfance de M. de Metternich ne présente rien de remarquable. Seulement, j'ai là sous la main un *Taschenbuch* (1) que je recommande à l'attention de la censure autrichienne, si tant est qu'elle soit bien méchante, ce que je ne crois pas en ce qui touche du moins certains côtés légers de la vie de M. le chancelier. Dans ce *Taschenbuch* il est dit que l'enfance de M. de Metternich fut assez studieuse, mais un peu précoce ; les jeunes filles attachées au service de madame sa mère attiraient au jeune Clément autant de réprimandes que ses succès scolaires lui valaient de louanges. M. de Metternich le père se montrait, lui, fort indulgent ; il se plaisait à reconnaître à ces traits le sang de sa race, il en augurait bien pour son fils ; et quand madame de Metter-

(1) Les *Taschenbücher* (livres de poche) sont de petits keepsakes qui se publient annuellement en Allemagne, et renferment quelquefois des pages intéressantes.

nich venait se plaindre de quelque nouvelle incartade amoureuse : « *Laisse-le faire!* disait-il, *nous aurons là un fameux gaillard.* »

A quinze ans le jeune Metternich fut envoyé à l'Université de Strasbourg, où il étudia sous le célèbre professeur de Kock, en compagnie de Benjamin Constant. Ces deux hommes, à qui la fortune réservait de hautes destinées dans des voies différentes, se lièrent d'amitié sur les bancs ; je crois même qu'alors M. de Metternich partageait un peu les idées libérales qui enflammaient toutes les jeunes têtes ; sa philosophie s'acheva en 1790, et ses études furent complétées en Allemagne. Après avoir visité l'Angleterre et la Hollande, il vint à Vienne, où il épousa, à vingt et un ans, la fille du prince de Kaunitz Rietberg, nièce du célèbre ministre de ce nom.

C'est de cette époque que date son premier pas dans la carrière diplomatique. Chargé de représenter le collége des comtes de Westphalie au congrès de Rastadt, où il exerçait en même temps les fonctions de secrétaire, il se fit remarquer de l'empereur François II, qui l'attacha d'abord au comte de Stadion, son ambassadeur à Saint-Péters-

bourg, le nomma son ministre à la cour de Dresde, puis à Berlin, et enfin le chargea, en 1806, de représenter l'Autriche à la cour de Napoléon.

L'Autriche était alors dans une triste position; chassée de l'Italie par Bonaparte, refoulée sur le Rhin par Moreau, elle avait tenté de se relever en s'alliant à la Russie; cette coalition avait été brisée à Austerlitz. Napoléon avait largement usé de ses droits de vainqueur; il avait arraché au vaincu le vieux manteau impérial des Césars; il avait mis la main sur le sceptre de la Confédération; il avait pétri et repétri l'Allemagne au gré de sa pensée; il avait créé des duchés, des principautés, des royautés même. Il avait agrandi le Wurtemberg, la Bavière et le duché de Bade; il avait taillé en plein drap, pour vêtir chacun de ses lieutenants, et tout cela aux dépens de l'Autriche.

Dans cet état de choses M. de Metternich devait avant tout chercher à plaire au vainqueur: il y réussit complétement. Joignant aux avantages de la naissance la figure la plus séduisante, les formes les plus distinguées, un esprit fin, une parole facile, élégant et somptueux dans les habitudes

de sa vie, le jeune ambassadeur d'Autriche eut un succès prodigieux; on se l'arrachait à la cour, et les princesses même de la famille impériale ne dédaignaient pas ses hommages. Bien qu'on fût devenu *collet monté* sur l'étiquette, le puritanisme n'existait qu'à la surface, et la couleur du Directoire avait déteint sur cette société fardée de l'Empire. M. de Metternich sut très-bien se plier aux circonstances; il avait mission de plaire, il s'en acquitta avec un grand zèle; on ferait des volumes avec le récit de toutes les bonnes fortunes échues ou prêtées au diplomate autrichien. Lisez plutôt les nombreux mémoires enfantés par les célébrités féminines de cette époque; il n'en est presque pas un qui ne renferme un tendre et gracieux souvenir à l'adresse de M. de Metternich.

Bien accueilli par Napoléon, qui le considérait comme l'expression du système français en Autriche, M. de Metternich fut à même d'étudier cet homme qui faisait mouvoir le monde à son gré, et de deviner parfois les ressorts mystérieux qui lui donnaient à lui-même l'impulsion première. L'ambassadeur insistait alors fortement pour fonder entre la France et l'Autriche un système so-

lide d'assurance mutuelle contre la Russie. L'entrevue d'Erfurth déjoua ses projets ; des promesses furent échangées entre Napoléon et Alexandre. Il fut un instant question de partager l'Europe en deux. L'Autriche, persuadée qu'elle serait sacrifiée, se tourna vers l'Angleterre, qui l'engageait à briser le traité de Presbourg en lui promettant des subsides. Les vexations nombreuses qu'avaient eu à subir les populations allemandes commençaient déjà à exaspérer les esprits. L'Autriche jugea le moment venu de tenter de nouveau le sort des armes ; toutefois, avant d'éclater, elle voulait attendre que Napoléon fût complétement engagé au fond de l'Espagne. D'immenses levées d'hommes s'organisèrent mystérieusement, M. de Metternich reçut ordre de plaire plus que jamais, et de mentir avec toute l'assurance d'un diplomate. Alors se joua entre le subtil Autrichien et M. de Champagny une partie de finesse dans laquelle ce dernier échoua complétement. Autant les notes officielles de l'Autriche étaient sèches et insignifiantes, autant les notes confidentielles présentées par M. de Metternich respiraient les sympathies les plus ardentes et le dévouement

le plus sincère. Napoléon lui-même y fut trompé. Cependant on hésitait encore en Autriche devant une déclaration de guerre. Le 25 mars 1809 M. de Metternich recevait de son ancien patron, le comte de Stadion, alors premier ministre, une lettre ainsi conçue : « Je remarque avec douleur « que l'enthousiasme général tiédit; je crains « bien qu'il ne s'use à attendre; fais-toi donc « chasser, car ici on ne saura jamais prendre un « parti décisif. » Enfin, le 9 avril, au moment où l'empereur arrivait à la frontière d'Espagne pour relever le trône de Joseph, l'Autriche se décida à passer l'Inn et à commencer les hostilités en attaquant notre alliée la Bavière, enrichie de ses dépouilles.

A la première nouvelle de cette agression inattendue, Napoléon accourt à Paris, et, furieux d'avoir été joué par M. de Metternich, il ordonne tout simplement à Fouché de le faire conduire à la frontière entre deux gendarmes. L'ordre était dur ; car enfin, s'il fallait toujours dire la vérité, à quoi servirait donc la diplomatie ! Fouché, qui pensait qu'il était bon d'avoir des amis partout, y mit des formes et se contenta de faire escorter

la chaise de poste de l'ambassadeur par un capitaine de gendarmerie.

Deux mois s'étaient à peine écoulés et l'Autriche écrasée à Wagram demandait la paix à deux genoux; le *Moniteur* proclamait que la *maison de Lorraine avait cessé de régner*, déclaration fastueuse et téméraire, qui n'eut pas de suite, mais que Napoléon devait un jour payer cher. Grâce à l'habileté du comte de Bubna, et surtout grâce aux instances de M. de Metternich déjà rentré en faveur auprès de Napoléon, après de longues conférences à Schœnbrünn, la paix fut enfin signée à Vienne. De nouvelles cessions de territoires et d'énormes contributions de guerre furent le partage du vaincu.

C'est à cette époque, en 1810, après la signature du traité de Vienne, que M. de Metternich fut appelé au poste de chancelier d'Etat et président du conseil. Autour de lui l'horizon était plus sombre que jamais; la maison de Lorraine n'avait pas cessé de régner, mais elle avait perdu toute son influence en Allemagne. Napoléon l'avait déjà, pour ainsi parler, réduite à sa plus simple expression par le traité de Presbourg pour agrandir ses

vassaux les princes de la Confédération ; le traité de Vienne lui arrachait les derniers débris de sa puissance en Italie. Abattue, épuisée d'hommes et d'argent, pressée de tous côtés par cet immense empire français, qui s'étendait des bords de la Baltique jusqu'aux Pyrénées, l'Autriche semblait avoir définitivement renoncé à toute pensée de recours aux armes.

Dans ces circonstances difficiles, M. de Metternich entreprit de relever son pays, en le rapprochant plus intimement du vainqueur. *Græcia capta ferum victorem cepit* (1).

L'occasion se présenta bientôt ; le chancelier d'État la saisit habilement. Napoléon, après son divorce avec Joséphine, cherchait alors quelle antique race de l'Europe il appellerait à l'honneur de continuer la sienne ; il penchait pour une sœur d'Alexandre ; le cabinet de Vienne se jeta à la traverse des négociations ; M. de Schwartzenberg, alors ambassadeur à Paris, fut chargé de s'expliquer à ce sujet ; un mariage fut proposé, conclu le même jour, et M. de Metternich vint

(1) « C'est mon mariage avec Marie-Louise qui m'a perdu, » disait Napoléon à Sainte-Hélène.

lui-même conduire la fille des Césars dans la couche du soldat triomphant. La Russie fut froissée de cette préférence. La froideur commençait déjà à remplacer les protestations d'Erfurth ; les nuages s'amoncelèrent de ce côté ; la spoliation du grand-duc d'Oldenbourg, les exigences du système continental imposé à la Russie et nuisible à ses intérêts commerciaux, achevèrent de briser l'alliance. Napoléon résolut de marcher à la dictature universelle, et la guerre fut déclarée.

L'Autriche se tourna naturellement du côté de celui qu'elle jugeait le plus fort, sans toutefois s'engager assez complétement dans la querelle pour s'interdire toute possibilité de métamorphose en cas de défaite. Le traité de Paris, du 14 mars 1812, stipula qu'il y aurait, entre S. M. l'empereur des Français et S. M. l'empereur d'Autriche, amitié, union et alliance *à perpétuité* (joli mot de chancellerie qui n'engage à rien ; tous les traités se font à perpétuité). L'Autriche dut fournir un contingent de trente mille hommes. Dans la partie secrète du traité, il est dit, à l'article 7, qu'au cas d'une heureuse issue de la guerre Sa Majesté l'empereur Napoléon s'engage

à procurer à l'empereur d'Autriche des indemnités qui *non-seulement* compensent les sacrifices et charges de ce dernier dans la guerre, mais qui soient un *monument* de l'union intime et durable qui existe entre les deux souverains. La Prusse s'empresse aussi de se jeter à corps perdu dans l'alliance, et six cent mille soldats de toutes les nations de l'Europe passent le Niémen.

Six mois plus tard, de cette immense armée, quarante mille hommes restaient à peine ; ces fantômes décharnés, épuisés par la faim, engourdis par le froid, se traînaient à travers l'Allemagne, qui les accueillait partout avec des regards sombres et farouches et se préparait à profiter de notre grand désastre pour secouer le joug. La défection du général prussien d'York venait de livrer notre aile gauche ; le général autrichien Schwartzenberg entrait à son tour en communication avec l'ennemi et découvrait notre aile droite ; Alexandre avait passé la Vistule, le roi de Prusse s'était jeté dans ses bras, et les vaincus d'Iéna couraient aux armes.

L'Autriche intacte, éloignée, moins engagée que la Prusse, procède avec plus de circonspec-

tion, et ici apparaît dans tout son jour l'habileté diplomatique de M. de Metternich.

Laissant derrière lui les débris de son armée, Napoléon reparaissait à Paris, inébranlable et comme enorgueilli d'avoir enfin à lutter contre la fortune. Il redemande des soldats à la France, et toujours dévouée, la France lui donne ses derniers soldats ; il repasse le Rhin avec trois cent mille hommes, et met en demeure le cabinet de Vienne de remplir les conditions du traité de Paris. M. de Metternich répond que son maître est plus que jamais dévoué à l'empereur, *et que l'alliance est éternelle comme les motifs qui l'ont fait naître;* en même temps il donne l'ordre au commandant du contingent autrichien de refuser d'obéir aux instructions qui lui seraient transmises de la part de Napoléon, et deux cent mille hommes sont réunis et armés en toute hâte derrière les montagnes de la Bohême. Le cabinet anglais, fidèle à sa haine implacable, dépêche lord Walpole à M. de Metternich, pour lui offrir, s'il veut entrer dans la coalition, la restitution des provinces illyriennes, le rétablissement du vieil empire germanique, l'Italie tout entière, et 10 millions de subsides.

Le rusé chancelier prête l'oreille à ces propositions, envoie M. de Weissemberg à Londres, sous le prétexte de préparer l'Angleterre à la paix, presse de plus en plus la levée de ses troupes, et enfin, poussé dans ses derniers retranchements par M. de Narbonne, qui le somme de s'expliquer, il déclare « que l'alliance a changé de nature, « que l'Autriche élève sa simple intervention à « l'attitude d'une *médiation armée*, que désor- « mais elle va paraître en scène comme partie « principale, et qu'elle se met en mesure de sou- « tenir son nouveau rôle en organisant des forces « respectables (1), » ajoutant toutefois que cette attitude nouvelle ne détruisait pas le traité de Paris, qu'elle le *suspendait* seulement afin de donner plus de liberté au cabinet médiateur, pour négocier la paix entre les puissances belligérantes.

Cette position prise tout à coup par M. de Metternich était d'une haute habileté, sinon parfaitement loyale ; de simple allié, exposé aux chances de la guerre, le cabinet autrichien devenait l'*arbitre* de ce vaste différend, arbitre désintéressé en apparence, mais bien disposé à mettre son rôle à profit.

(1) Dépêches de M. de Narbonne.

Le traité de Trachenburg venait d'adjoindre à la triple coalition un nouvel ennemi, la Suède; les victoires de Lutzen et de Bautzen, rendues stériles par notre manque de cavalerie, avaient pourtant relevé un peu nos affaires; un armistice fut conclu à Plesswitz; le cabinet médiateur proposa d'ouvrir un congrès à Prague, sous sa présidence; la Russie et la Prusse, désireuses d'entraîner l'Autriche dans la coalition, acceptèrent avec empressement, et Napoléon, quoique froissé de la prépondérance que s'arrogeait son ancien allié, se résigna aussi à accepter.

C'est à ce moment, quelques jours avant l'ouverture du congrès, qu'eut lieu à Dresde, entre Napoléon et M. de Metternich, cette fameuse conversation qui ne contribua pas peu à amener une rupture de la part de l'Autriche; en voici quelques fragments que j'emprunte au récit du baron Fain, témoin oculaire.

M. de Metternich s'était rendu à Dresde, porteur d'une lettre particulière de son maître, en réponse aux ouvertures faites par Napoléon; il la remit le 28 juin, dans une audience confidentielle qui se prolongea pendant une partie de la journée.

« Vous voilà donc, Metternich! dit Napoléon en le voyant. Soyez le bienvenu; mais, si vous voulez la paix, pourquoi venir si tard? Nous avons déjà perdu un mois, et votre médiation devient presque hostile à force d'être inactive... Je vous ai deviné, Metternich: votre cabinet veut profiter de mes embarras et les augmenter autant que possible, pour recouvrer tout ou partie de ce qu'il a perdu. La grande question pour vous est de savoir si vous pouvez me rançonner sans combattre, ou s'il vous faudra vous jeter décidément au rang de mes ennemis. Vous ne savez pas encore bien lequel des deux partis doit vous offrir le plus d'avantages, et peut-être ne venez-vous ici que pour mieux vous en éclaircir. Eh bien, voyons, traitons, j'y consens; que voulez-vous? »

Cette attaque était vive. M. de Metternich appelle à son aide un attirail complet de phrases diplomatiques.

« Le seul avantage que l'empereur mon maître soit jaloux d'acquérir, c'est l'influence que communiquerait aux cabinets de l'Europe l'esprit de modération, le respect pour les droits et les possessions des États indépendants qui l'animent lui-même, etc., etc...... — Parlez plus clair, répondit Napoléon en l'interrompant, et venons au but; mais n'oubliez pas que je suis un soldat qui sait mieux rompre que plier. Je vous ai offert l'Illyrie pour rester neutre; cela vous convient-il? Mon armée est bien suffisante pour amener les Russes et les Prussiens à la raison, et votre neutralité est tout ce que je demande.

« — Ah! Sire, reprend vivement M. de Metternich, pourquoi Votre Majesté resterait-elle seule dans cette

lutte? Pourquoi ne doublerait-elle pas ses forces? Vous le pouvez, Sire, car il ne tient qu'à vous de disposer entièrement des nôtres. »

A ces mots le ton de la conversation fléchit; l'empereur conduit M. de Metternich dans le cabinet des cartes. Après un assez long intervalle sa voix s'élève de nouveau.

« Quoi! non-seulement l'Illyrie, mais la moitié de l'Italie et de la Pologne! et l'abandon de l'Espagne! et la Hollande, et la Confédération du Rhin! et la Suisse! Voilà donc ce que vous appelez *l'esprit de modération qui vous anime!* Au fait, vous voulez l'Italie, la Russie veut la Pologne, la Suède veut la Norwége, la Prusse veut la Saxe, et l'Angleterre veut la Hollande et la Belgique. En un mot la paix n'est qu'un prétexte; vous n'aspirez tous qu'au démembrement de l'empire français! Et l'Autriche, sans coup férir, sans même tirer l'épée, se flatte de me faire souscrire à de telles conditions! Sans tirer l'épée! cette prétention est un outrage! Et c'est mon beau-père qui accueille un tel projet! c'est lui qui vous envoie!... Ah! Metternich, combien l'Angleterre vous a-t-elle donné pour vous décider à jouer ce rôle contre moi? »

A ces mots insultants, qu'il n'est plus possible de retenir, M. de Metternich a changé de couleur. Un profond silence succède et l'on continue de marcher à grands pas. Dans la vivacité de ses gestes l'empereur a laissé tomber son chapeau; on passe et repasse plusieurs fois devant. Dans

toute autre situation M. de Metternich se serait empressé de le relever... l'empereur le ramasse lui-même... La conversation reprend sur un ton plus calme, et en congédiant M. de Metternich l'empereur a soin de lui dire que la cession de l'Illyrie n'est pas son dernier mot.

M. de Metternich sort le cœur ulcéré; à quelques jours de là le congrès s'ouvre à Prague, le temps se passe en puériles discussions de forme et d'étiquette; l'armistice expire, et, le 10 août 1813, la déclaration de guerre de l'Autriche, rédigée par Gentz, un des ennemis les plus acharnés de Napoléon, et signée par M. de Metternich, vient apprendre à l'empereur qu'il est dangereux de ne pas savoir dompter ses ressentiments et que la colère ne remplace pas la force aux yeux clairvoyants d'un diplomate.

Il faut le dire, pour être juste et vrai, Napoléon savait vaincre et imposer des conditions, mais il ne savait pas négocier, et surtout il ne savait pas se résigner au rôle de vaincu. Il y a là deux années, 1813 et 1814, qui brillent des plus beaux faits d'armes, mais qui présentent de notre côté une déplorable faiblesse sous le rapport diploma-

tique. Evidemment l'empereur sentait que l'accession de l'Autriche à la coalition allait l'écraser; il avait intérêt à l'empêcher à tout prix de se déclarer contre lui. Le pouvait-il ? Ceci est une question que plusieurs ont résolue négativement. Sans doute l'Autriche était peu portée pour lui; sans doute, ainsi que l'avoue M. de Metternich lui-même dans son manifeste, les *alliés et son gouvernement étaient déjà réunis de principes avant que les traités eussent déclaré leur union.* Il y avait dans toutes les populations de l'Allemagne une fermentation si grande, une haine si prononcée contre le nom français, que l'Autriche n'eût pas osé, n'eût pas pu descendre dans l'arène pour combattre à côté de Napoléon. Mais la neutralité de l'Autriche, et par suite son intervention directe, active et efficace, pour amener la paix entre les contendants, pouvaient-elles s'obtenir? Il suffit d'avoir des yeux pour n'en pas douter. Il est évident que l'Autriche n'avait alors aucun intérêt et aucun désir de faire une guerre à mort à l'empereur. La question à cette époque était une simple question de territoire, et rien de plus. Nous campions chez l'ennemi; il était le plus fort et deman-

dait à être débarrassé de nous. Adossés à nos frontières avec les deux cent mille hommes qui nous restaient encore, nous eussions dicté la paix; mais Napoléon vivait sous l'empire d'une perpétuelle illusion; après Moscou il parlait du même ton qu'après Austerlitz. Au moment où la France épuisée demandait du repos à grands cris, où chaque victoire nous coûtait des milliers d'hommes qui ne se remplaçaient plus, où nos ennemis se recrutaient sans cesse de troupes fraîches, nous accablaient de leurs masses et nous refoulaient sur le Rhin, où la trahison éclatait de toutes parts dans nos rangs, Napoléon se roidissait contre la destinée, ambitionnait, comme il l'a dit plus tard, en vrai poëte, *la gloire des revers*, et proposait sérieusement à l'Europe armée de traiter avec elle sur le pied du *statu quo ante bellum*, c'est-à-dire de rendre à la Prusse un pays disloqué et sans frontière, à l'Autriche un empire démembré, à l'Allemagne un protectorat onéreux, à la Russie et à la Suède des entraves commerciales. Un instant M. de Metternich lui offre un *ultimatum* ainsi conçu : La dissolution du duché de Varsovie partagé entre la Russie, la Prusse et l'Autriche (Dant-

zick à la Prusse) ; le rétablissement des villes libres de Hamboug et de Lubeck ; la reconstruction de la Prusse avec une frontière sur l'Elbe ; la cession faite à l'Autriche de toutes les provinces illyriennes, y compris Trieste (1). Napoléon accorde quelques points, mais veut garder Trieste, et exige que Dantzick reste ville libre ; bref sa réponse arrive dans la nuit du 10 au 11 : le terme de la médiation de l'Autriche a été fixé au 10 ; le manifeste de M. de Metternich a paru. Il faut en référer à la Russie ; il est trop tard.

Après l'horrible boucherie de Leipzig, la déclaration de Francfort et l'invasion de notre territoire, un congrès s'ouvre à Châtillon ; Napoléon accepte les bases proposées, mais là encore, avec une opiniâtreté aussi noble en elle-même qu'intempestive et fatale dans la circonstance, il chicane sur les détails. Un moment le duc de Vicence reçoit carte blanche pour traiter à tout prix, et éviter une bataille qui est la dernière espérance de la nation ; cette bataille a lieu ; les miraculeuses victoires de Brienne, de Champaubert, de Montmirail, changent les dispositions de

(1) Voir le manuscrit de 1813, par le baron Fain.

l'empereur ; il écrit à l'instant au duc de Vicence pour lui recommander de ne rien signer sans son ordre, parce que, dit-il, « seul je connais ma posi« tion. »

« Il faut des sacrifices, lui répond en toute hâte le duc de Vicence, il faut les faire à temps : comme à Prague, si nous n'y prenons garde, l'occasion va nous échapper. Cette négociation, je ne saurais trop le répéter, ne ressemble à aucune autre. Elle est même totalement l'opposé de toutes celles que Votre Majesté a dirigées jusqu'ici : nous sommes loin de pouvoir dominer. On ne veut qu'un prétexte, et faute de nous décider à prendre le parti qu'exigent les circonstances, tout nous échappera. Je supplie Votre Majesté de réfléchir à l'effet que produira en France la rupture des négociations, et d'en peser toutes les conséquences. »

Ces paroles de M. de Vicence n'étaient que la reproduction exacte des lettres confidentielles que lui adressait M. de Metternich. Le chancelier d'Autriche, il faut lui rendre cette justice, était alors partisan sincère du maintien de la dynastie napoléonienne ; ses défiances naissantes contre la Russie et les liens de famille qui unissaient l'empereur à son maître rendaient ce sentiment tout naturel. Il voyait grossir l'orage ; la prépondérance qu'il avait exercée de l'autre côté du Rhin commençait à lui échapper; l'Angleterre sem-

blait se prononcer pour les Bourbons, la Russie penchait de ce côté, et Napoléon luttait encore, exigeant avant tout traité l'évacuation du territoire. « L'empereur Napoléon, disait M. de Metternich, « nous fait écrire *des romans ;* il ne comprend « pas le danger de sa situation. » Enfin Paris ouvrit ses portes au prince de Schwartzenberg, et tandis que François II et son ministre s'étaient arrêtés à Dijon pour ne pas assister à la prise de la capitale où régnait Marie-Louise, l'empereur Alexandre, circonvenu par une intrigue de salon, en présence d'une nation presque indifferente par lassitude, trancha la question de dynastie.

Tant qu'il s'était agi de poursuivre la victoire, l'union des alliés avait été complète; il n'en fut plus tout à fait de même quand il fallut en partager les profits. Chaque puissance reprit alors ses intérêts particuliers, ses sympathies et ses antipathies naturelles. Le papier me manque pour parler au long de ce grand remaniement de l'Europe au congrès de Vienne, interrompu un instant par les Cent-Jours, et continué après Waterloo; la France fut mutilée, la Saxe spoliée, la Prusse bizarrement constituée, l'Italie livrée pieds et poings

liés à l'Autriche, la malheureuse Pologne dépecée, la Belgique accouplée de force à la Hollande. L'acte fédératif du 8 juin, réduisant à néant les promesses libérales des proclamations de 1813, reconstruisit pour l'Allemagne le vieil échiquier féodal, et la Russie, s'allongeant à travers la Pologne, étendit ses bras jusqu'à la Prusse. Si bien que l'abbé de Pradt put dire non sans raison : « La guerre de l'indépendance de l'Europe « contre la France a fini par l'assujettissement de « l'Europe à la Russie. Ce n'était pas la peine de « tant se fatiguer. »

Depuis 1815, M. de Metternich s'est constament attaché à maintenir son œuvre ébranlée par de fréquentes secousses. Les associations universitaires ne s'étaient pas dissoutes après la victoire; la *Burschenschaft* s'était étendue comme un réseau sur toute l'Allemagne, l'Italie s'agitait, une tribune s'élevait à Naples, le Piémont renversait son roi, l'Espagne emprisonnait le sien, la Pologne frémissait sous son triple joug, des émeutes ensanglantaient les rues de Paris ; partout les peuples se remuaient. Presque au même instant, les deux attentats isolés de deux fanatiques,

Sand et Louvel, réveillèrent les rois qui s'endormaient dans leur sécurité ; des congrès eurent lieu à Carlsbad, à Troppau, à Laybach. Dans ce dernier congrès, il fut déclaré aux peuples « qu'il appartient aux souverains seuls d'accorder et de « modifier les institutions en ne restant responsables de leurs actes qu'à Dieu. » L'effervescence universitaire de l'Allemagne fut comprimée, la tribune de Naples fermée, le Piémont envahi par l'Autriche, et plus tard, à Vérone, le ministère Villèle se chargea de faire rentrer les Cortès dans le devoir. En 1824, la cause des Grecs trouva M. de Metternich hostile. L'homme d'Etat voyait de loin la Russie, déjà si menaçante pour l'Autriche, grandir aux dépens de la Turquie. Les événements prouvèrent qu'il avait bien vu, et lorsqu'en 1829 la Prusse aveuglée frappait des médailles en l'honneur des succès de sa redoutable voisine, M. de Metternich s'occupait activement, de concert avec l'Angleterre, d'arrêter Diebitch dans sa marche sur Constantinople.

La révolution de Juillet effraya beaucoup M. de Metternich ; cet événement menaçait de remettre en question tout le travail de sa longue vie,

et il en fut, dit-on, véritablement terrifié. Cependant la prompte nomination de M. de Talleyrand à Londres, bien que déplaisante comme symbole de l'alliance anglo-française, le rassura déjà un peu, certain qu'il était des vues pacifiques du doyen de la diplomatie européenne; et bientôt, lorsqu'il vit qu'il avait affaire à un roi des Français presque aussi prudent que lui, bien que ce roi fût un roi élu, c'est-à-dire un être essentiellement antipathique à M. de Metternich, non-seulement il s'empressa de le reconnaître, mais encore il plaida en sa faveur auprès des autres cours. La reconnaissance de l'Autriche nous arriva par Berlin, accompagnée de celle de la Prusse.

Cependant M. de Metternich n'était pas au bout de ses peines; sans parler de l'agitation bientôt calmée des universités allemandes, à la suite de la révolution de Juillet, trois révolutions éclatèrent presque simultanément en Belgique, en Pologne, en Italie. M. de Metternich aurait bien voulu les anéantir toutes les trois, mais la France se déclarait prête à défendre la Belgique; elle le prouvait en repoussant le prince d'Orange, et l'Angleterre se montrait disposée à la laisser agir.

De ce côté-là la partie était trop chanceuse pour la risquer, surtout avec tant d'autres affaires sur les bras. L'illustre chancelier d'État dut se résigner à abandonner le moins pour conserver le plus ; il céda sur la question belge, et n'eut plus qu'à s'occuper de la Pologne et de l'Italie.

La révolution polonaise était trois fois odieuse à M. de Metternich : 1° en sa qualité de révolution ; 2° parce qu'elle menaçait de lui arracher la Gallicie ; 3° parce qu'elle forçait la Russie à un combat, et à une victoire dont le résultat ne pouvait être qu'un accroissement de la puissance russe. Or, si M. de Metternich n'aime pas la France à cause de ses principes, la Russie ne l'inquiète pas moins à cause de ses prétentions d'avenir au gouvernement de tous les peuples slaves; cependant entre deux maux il fallait choisir le moindre, ou plutôt le moins prochain. L'Autriche et la Prusse firent la haie, tandis que le czar exécutait la Pologne.

Restait la question italienne, question capitale, et aussi embarrassante que l'autre. Les Etats romains étaient soulevés, l'incendie pouvait gagner la Lombardie et Venise, et il s'agissait d'aller

éteindre ce feu à deux pas du volcan toujours grondant qui s'appelle la France. Le ministère Laffitte avait dit : Si l'Autriche entre à Modène, la guerre est *possible;* elle est *probable* si elle entre dans la Romagne, et si elle entre en Piémont, elle est *certaine ;* de ces trois éventualités, M. de Metternich ne craignit pas d'en affronter deux, la guerre *possible* et la guerre *probable.* Entré d'abord à Modène, il entra ensuite dans la Romagne; à la vérité la France s'empara d'Ancône à sa barbe, mais l'Italie fut comprimée, et la guerre n'eut pas lieu; pour le moment, ce n'était pas trop mal joué.

Ces questions de fait une fois résolues, l'inquiétude de M. de Metternich dut se tourner vers des difficultés d'ordre plus général ; l'union de l'Angleterre et de la France semblait se resserrer chaque jour davantage, le traité de la quadruple alliance formait comme une sorte de coalition de l'Europe méridionale et constitutionnelle; comment répondre à cela sinon par une apparence de ligue septentrionale et absolutiste? Tel fut le but des conférences de Tœplitz entre l'empereur de Russie, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse.

Mais M. de Metternich n'était pas homme à s'endormir sur une pareille démonstration; vraie et sincère quant aux principes, l'union de Tœplitz était loin d'offrir la même sécurité et la même sincérité quant aux intérêts des trois puissances; former une ligue peu sûre n'était quelque chose pour M. de Metternich qu'autant qu'il parviendrait à dissoudre une ligue ennemie. Isoler la France en la séparant de l'Angleterre, rapprocher l'une de l'autre l'Angleterre et la Russie, deux puissances aussi opposées d'intérêts que de principes, c'était au point de vue autrichien faire d'une pierre deux coups, et atteindre à la fois deux ennemis. Ce précieux résultat, auquel M. de Metternich travailla de toutes ses forces, fut enfin obtenu par le traité du 15 juillet 1840. A la vérité la guerre a failli en sortir, mais c'eût été encore une fois une guerre de quatre contre un, et à l'extrême rigueur M. de Metternich se fût résigné à une guerre de ce genre; du reste, il faut lui rendre cette justice, lorsqu'il a eu obtenu ce qu'il désirait, le rusé ministre s'est bien vite interposé pour que l'affaire n'allât pas plus loin; il a dit à la Russie et à l'Angleterre qu'il ne fallait pas trop

brusquer la France, il a dit à la France qu'il la portait dans son cœur, et la verrait avec le plus grand plaisir rentrer dans le concert européen.

Tout cela est fort habile assurément comme moyen de prolonger le *statu quo* européen, dernier mot de la politique de M. de Metternich; mais tout cela laisse intacte pour l'Autriche la question d'avenir, dont la solution seule permettra de juger en dernier ressort la valeur historique de son premier ministre. De tous les grands Etats de l'Europe, l'empire autrichien est incontestablement celui dont la destinée est la plus incertaine. Pressée d'un côté par la Prusse, dont la puissance matérielle et morale grandit chaque jour, et qui accapare successivement tous les éléments de l'unité future de l'Allemagne; menacée de l'autre par la Russie, qui convoite ses provinces slaves, et travaille sourdement et sans relâche à l'en déposséder; placée du côté de la France dans une inquiétude permanente, et pour ses principes de gouvernement, et pour la sécurité de ses possessions italiennes, l'Autriche est dans une situation si compliquée que l'on conçoit très-bien la passion effrénée et exclusive de M. de

Metternich pour le *statu quo*, et sa réponse à ce savant Allemand qui lui reprochait d'avoir trop fait pour le présent et pas assez pour l'avenir : *Après moi le déluge.*

Les services de M. de Metternich ont été magnifiquement récompensés ; il a reçu de son souverain et des souverains étrangers d'immenses dotations de biens, tous les honneurs, tous les titres, tous les cordons imaginables ; et l'empereur François lui a de plus accordé, par une faveur spéciale, le droit de mettre dans ses armes les armes de la maison de Lorraine. Loin d'ébranler son crédit, le changement de règne n'a fait que l'affermir davantage. Son autorité semble identifiée à l'existence même de l'empire autrichien, et l'on peut affirmer qu'il mourra premier ministre.

M. de Metternich a été marié trois fois : de sa première femme, la comtesse de Kaunitz, morte en 1819, il lui est resté deux filles. La baronne de Leykam, qu'il épousa en 1827, lui laissa un fils ; enfin de son mariage avec la comtesse Zichy-Ferraris, en 1831, il a eu un fils et une fille.

M. ALFRED DE VIGNY.

> **Je crois fermement en une vocation ineffable qui m'est donnée, et j'y crois à cause de la pitié sans bornes que m'inspirent les hommes, mes compagnons en misère, et aussi à cause du désir que je me sens de leur tendre la main et de les élever sans cesse par des paroles de commisération et d'amour.**
>
> **A. de Vigny, Stello, *page* 38.**

Par-delà les Champs-Élysées, dans une des rues les plus tranquilles de Paris, il y a une maison de modeste apparence vers laquelle s'achemine en pèlerinage, une fois la semaine, une joyeuse phalange de littérateurs et d'artistes jeunes ou vieux, illustres ou obscurs. Cette maison est habitée par le plus gracieux, le plus chaste, le plus sobre de nos poëtes. Ce rêveur au large front, au parler doux, au noble et mélancolique regard, qui vit là enseveli dans le recueillement, la méditation et la solitude QUI EST SAINTE, comme dit le

Docteur noir dans Stello, c'est M. le comte Alfred de Vigny.

Entre tous ceux qui ont reçu le don de poésie, nul n'a voué à sa muse un culte plus fervent et plus pur. Lui aussi ne l'a point traînée dans la rue, cette muse, pour l'*atteler hurlante au char des factions;* il ne l'a point mutilée pour la jeter en pâture à tous les appétits du jour; il ne l'a point pressée de produire; il ne lui a point arraché par la violence de froids transports et des caresses inféconde; il ne l'a pas non plus détournée des choses du présent pour l'enfermer dans une puérile et égoïste contemplation. Il lui a montré la vie, mais de haut, et sans lui permettre d'y souiller sa blanche robe. Il lui a dit de prêter l'oreille aux mille bruits du monde et de les reproduire en un chant mélodieux; et alors, comme la voix de la muse s'éveillait suave et triste au cœur du poëte, il s'est trouvé que le chant du poëte a été triste aussi, mais d'une tristesse adoucie, contenue, amortie, comme un son lointain qui se prolonge et s'épure en passant par un double écho.

Celui-là risquerait de s'égarer qui voudrait

construire la biographie de M. de Vigny à l'aide de ses livres ou demander à sa vie le secret de cette teinte assombrie qui fait le fonds et le charme de ses inspirations. La faculté de souffrir dans les autres est un privilége des belles âmes et une source inépuisable de poésie. La douleur rêvée se rend mieux parfois que la douleur sentie : celle-ci s'irrite, s'exagère et crie ; celle-là s'écoute, s'analyse et pleure. Dans les œuvres de M. de Vigny la religion du *moi*, assez commune à plus d'un poëte qui se chante lui-même ou se personnifie volontiers dans son héros, est peu saillante ; on devine, en y regardant de près, que celui qui a si bien compris les rudes misères du poëte et les angoisses cachées du soldat s'est approprié avec amour des souffrances qui n'étaient pas siennes ; que, sous l'uniforme comme sous le frac, il a traversé la vie en spectateur plus qu'en acteur, mais en spectateur attentif, ému, silencieux, ardent de charité, aimant la douleur comme d'autres aiment la joie, se donnant à elle corps et âme pour la sonder, la disséquer à son aise, et faisant, jeune encore, ainsi qu'il l'a dit lui-même, son profit de tout pour l'avenir.

M. le comte Alfred de Vigny appartient à une vieille race militaire originaire de la Beauce ; son père, officier de cavalerie sous Louis XV et Louis XVI, épousa en Touraine la fille de l'amiral Baraudin, et c'est dans la jolie petite ville de Loches que naquit notre poëte, le 27 mars 1799. Son enfance s'écoula dans le château de Tronchet, en Beauce. A peine au sortir du berceau il était déjà sérieux et attentif.

« J'aimai toujours à écouter, a-t-il dit plus tard, et quand j'étais tout enfant, je pris de bonne heure ce goût sur les genoux blessés de mon vieux père. Il me nourrit d'abord de l'histoire de ses campagnes, et, sur ses genoux, je trouvai la guerre assise à côté de moi ; il me montra la guerre dans ses blessures, la guerre dans les parchemins et le blason de ses pères, la guerre dans leurs grands portraits cuirassés appendus aux murs du vieux château. Je vis dans la noblesse une grande famille de soldats héréditaires, et je ne songeai plus qu'à m'élever à la taille d'un soldat. »

Vers la fin de l'Empire le jeune Alfred de Vigny fut envoyé à Paris et placé dans l'institution de M. Hix. Ici encore laissons-le parler lui-même.

« Je fus, dit-il, un lycéen distrait. La guerre était debout dans le lycée ; le tambour étouffait à nos oreilles la voix des maîtres, et la voix mystérieuse des livres ne nous parlait qu'un langage froid et pédantesque. Les loga-

rithmes et les tropes n'étaient à nos yeux que des degrés pour monter à l'étoile de la Légion-d'Honneur, la plus belle étoile des cieux pour des enfants..... »

Le jeune écolier ne resta pas longtemps dans sa pension ; sa famille, effrayée de cette passion ardente pour la guerre, à une époque où la France commençait à s'en fatiguer, le confia aux soins d'un précepteur, et s'efforça, mais en vain, de le distraire de ses penchants ; il fallut absolument en faire un soldat. La Restauration arriva sur ces entrefaites, et, à peine âgé de seize ans, le jeune de Vigny fut placé dans les mousquetaires rouges de la maison du roi. On sait qu'aux Cent-Jours les compagnies rouges accompagnèrent Louis XVIII jusqu'à la frontière ; M. de Vigny partit avec elles, et, durant quatorze ans de service, le destin a voulu que ce fût là sa première, sa seule campagne. En 1816 les compagnies rouges furent supprimées et il passa dans l'infanterie de la garde. Alors commença pour le belliqueux gentilhomme la période du désenchantement ; il avait rêvé le champ de bataille, il trouvait le Champs-de-Mars ; en guise de camp il avait la caserne, et la parade en guise de combat. Enfant, il s'était vu entrant

en vainqueur dans les villes conquises ; soldat, il lui fallait traîner un sabre inoffensif de garnison en garnison.

Ne trouvant pas dans le métier des armes ce qu'il y cherchait, la guerre, M. de Vigny se tourna vers la poésie, ou mieux il sentit dès lors ce qu'il a exprimé plus tard, c'est-à-dire qu'il avait pris une flamme de jeunesse pour une irrésistible vocation, que sa carrière était une méprise, qu'il portait dans une vie toute active une nature toute contemplative, qu'il était né poëte, et qu'il s'était à tort fait soldat ; et pourtant il attendit longtemps encore, n'osant quitter l'épée par honneur et craignant que le jour de sa démission ne devînt la veille d'une campagne. En 1823 il passa dans la ligne, espérant qu'il allait enfin lui être permis de brûler une amorce en Espagne ; le sort lui refusa cette faveur ; il lui fallut assister à l'expédition l'arme au bras, cantonné dans les Pyrénées ; et le seul trophée qu'il en rapporta furent deux de ses poëmes, *Dolorida* et *le Déluge*. Enfin, deux ans après son mariage, qui eut lieu en 1826, il se décida à se débarrasser du hausse-col prosaïque et à déposer pour toujours ses épaulettes de capitaine d'infan-

terie, si ennuyeusement et si péniblement acquises.

Dans l'intervalle les ailes de la muse avaient grandi ; la poésie gagnait du terrain et les vers coulaient de source. En l'an de grâce 1822 il n'y avait certes pas dans toute l'armée française un officier de vingt-trois ans dans le genre de celui-là. Pendant que toute cette jeunesse vaniteuse, fumeuse, joueuse, batailleuse, se pressait dans les estaminets autour des billards ou ailleurs, le poëte dépaysé, grave et rêveur, s'en allait se promener à l'écart une partie de la journée, avec quelques vieux officiers de l'Empire, au dos voûté, à la moustache grisonnante, soldats de fortune fils de leur épée, silencieux et froids comme des Trappistes devant des sous-lieutenants présomptueux et bardés de science, mais bienveillants, expansifs et causeurs avec ce jeune compagnon d'armes qui vénérait leur mâle caractère, prêtait à leurs récits incultes et beaux de vérité une attention sérieuse, avide, et les aimait comme Desdémona aimait Othello, de toute la grandeur des dangers qu'ils avaient affrontés. Quand venait le soir, M. de Vigny retournait à son réduit

solitaire, ouvrait la Bible ou Homère, murmurait quelques fragments d'André Chénier, publiés par M. de Chateaubriand dans le *Génie du Christianisme ;* et à mesure que la nuit adorée montait au ciel, l'inspiration descendait dans son âme, s'épanchait à flots harmonieux, et il écrivait ses poëmes, poëmes étranges pour l'époque, et qu'on dirait souvent bien plutôt éclos sous le froc de quelque jeune Bénédictin fervent, naïf et rêveur, que sous le schako d'un sous-lieutenant (1). Non pas que ces poésies ne tiennent au mouvement général qui commençait alors à entraîner les esprits dans les voies de l'idéalisme, et qu'elles

(1) J'ai eu communication d'une lettre de M. de Vigny écrite vers ce temps-là, ou plutôt deux ans plus tard, de Pau, où il tenait garnison, à la fin de 1824. A cette époque, il avait déjà publié quelques-unes de ses poésies. Cette lettre est en grande partie consacrée à la politique. Le jeune officier exprime à ce sujet des idées de royalisme très-prononcées; mais elle se termine par quelques lignes plus précieuses pour moi, en ce qu'elles rendent bien les dispositions d'esprit dont je parlais plus haut. « Ma Bible, y est-il « dit, quelques gravures anglaises, me suivent comme mes « pénates, et je passe de mon épée à ma plume ici comme « partout. Je ne sais rien de Paris, où l'on dit qu'on m'ex- « communie, comme je vous l'avais prédit, et je travaille « comme si l'on devait me lire : chacun a ses illusions et ses « besoins. »

ne puissent jusqu'à un certain point se rattacher aux premières inspirations de Lamartine et de Victor Hugo ; mais il y a en elles un certain caractère d'étrangeté dans la forme, quelque chose de laborieusement négligé, un certain vague qui laisse l'âme inassouvie, mais doucement émue et mollement bercée. Sauf quelque poëmes tels qu'*Eloa*, *Moïse*, *Héléna*, qui sont des créations complètes et finies, la plupart des pièces qui composent le recueil de M. de Vigny ont trait à des pensées fugitives soudainement entrevues et aussitôt enchâssées dans un petit drame ; on sent que l'inspiration est venue abondante, mais que le poëte n'a pas voulu lui donner tout son développement de peur de lui faire perdre de sa fraîcheur ; ce sont autant d'épopées à l'état rudimentaire, d'admirables esquisses, mais enfin des esquisses.

Parcourons-les rapidement et par rang d'âge : *Symetha*, qui date de 1815 (le poëte avait seize ans alors), est une élégie grecque dans le genre d'André Chénier ; c'est une réminiscence de la *blanche Neere*.

> Neere, ne va pas te confier aux flots
> De peur d'être déesse, etc., etc.,

disait Chénier.

> Je vais mourir, hélas! Symétha s'est fiée
> Aux flots profonds; l'Attique est par elle oubliée,

dit M. de Vigny ; c'est le même parfum antique dans la pensée et dans la forme, mais c'est une imitation : M. de Vigny n'est pas encore lui ; j'en dirai autant de *la Dryade*, du *Bain*, de *la Somnambule* et de quelques autres morceaux qui sont de cette première époque de la vie du poëte. *Moïse* découle d'une autre source d'inspirations. Malgré son titre biblique, Moïse est une étude psychologique toute moderne, pleine de hardiesse et de profondeur. Le néant de la puissance, l'isolement douloureux du génie qui marche triste et seul dans sa gloire, qui ne peut ni aimer ni être aimé, et qui demande à *s'endormir du sommeil de la terre*, telle est l'idée que M. de Vigny a développée en beaux vers ; dans ce pieux et précoce instinct des douleurs secrètes du génie en lutte avec lui-même, en attendant qu'il apparaisse au poëte luttant avec le monde extérieur, on pourrait déjà voir poindre *Stello*. *La Fille de Jephté*, la grande et magnifique scène du *Déluge*, *la Femme adultère* brillent de cette profusion d'images particulière au

génie biblique ; le début de la dernière pièce m'a rappelé de beaux vers du *Moïse* de M. de Chateaubriand ; la similitude d'idées et de forme est d'autant plus frappante qu'elle est purement fortuite, car le Moïse, déjà composé, je crois, à cette époque, en 1819, n'a paru que beaucoup plus tard. *Dolorida* est le plus beau de tous ces petits drames de deux cents vers que M. de Vigny aime tant, et qu'il a reproduits dans *Madame de Soubise*, *la Neige*, *le Cor*, et quelques autres morceaux. Dolorida, rêvée aux pieds des Pyrénées, est une Espagnole jalouse ; son époux la trompe, il est aux pieds d'une autre ; elle l'attend, il revient pour implorer son pardon avant de mourir, car il se sent dévoré par une flamme inconnue qui circule dans ses veines ; elle l'écoute impitoyable, et lui :

> Oh! parle ; mon cœur fuit, quitte ce dur langage.
> Qu'un regard.... Mais quel est ce blanchâtre breuvage
> Que tu bois à longs traits et d'un air insensé ?
> — Le reste du poison qu'hier je t'ai versé.

Avec cette donnée d'autres auraient composé un gros livre ; M. de Vigny en a fait une miniature délicieuse, un peu incomplète peut-être, car les tran-

sitions y sont brusques, mais du reste pleine de vie et de mouvement, pure, harmonieuse, irréprochable quant à la forme, sauf deux périphrases qui me paraissent alambiquées, dont l'une signifie *chemise* et l'autre *pendule.*

J'arrive à *Eloa*, le chef-d'œuvre poétique de M. de Vigny, qui date de la même année 1823 et qui a été composé dans les Vosges : on a souvent comparé *Eloa* à *la Messiade* de *Klopstock;* pour moi je n'ai jamais bien compris quels rapports il pouvait y avoir entre un poëme immense, brillant *per partes*, mais inégal, dépourvu d'unité et d'ensemble, délayé parfois dans un pathos incompréhensible et perdu en d'interminables longueurs, comme l'est celui de Klopstock, et un poëme dont ce n'est pas le moindre mérite de former un tout admirablement fini dans sa petitesse, modelé avec un art exquis du premier au dernier vers, constamment clair et harmonieux dans la forme, constamment logique dans la déduction des idées, et si heureusement mélangé de grâce, d'éclat, de chaleur et de passion. Füssly disait, non sans raison, de *la Messiade*, que les dix premiers chants étaient le chant d'un cygne, et les

dix derniers le croassement d'un corbeau. Du commencement à la fin *Eloa* est un chant de cygne. Le grand écueil des poésies fondées principalement sur la spéculation intuitive, c'est l'obscurité ; écueil que n'a pas évité le grand Milton lui-même, et qui apparaît surtout dans la partie descriptive. Il est difficile, en effet, de peindre avec clarté ce qu'on ne voit que des yeux de l'esprit. Toutes les visions extatiques, à commencer par l'*Apocalypse*, le sublime du genre, présentent une éternelle confusion qui résulte du mélange de la réalité terrestre et de l'idéalité séraphique. L'homme *est un ange tombé qui se souvient des cieux*, a dit un poëte ; oui, mais il s'en souvient vaguement, comme on se souvient de sa toute première enfance, et quand il en parle, surtout quand il le décrit, sa parole est souvent confuse, illogique, incohérente, *velut ægri somnia*. M. de Vigny ayant à parler du ciel s'est beaucoup aidé de la terre, et il a bien fait ; je ne sache personne qui ait le droit de préciser en quoi consiste la couleur locale dans la peinture du paradis. M. de Vigny a du reste passé très-légèrement sur la description du séjour de Dieu et des

anges, et il a encore bien fait. En revanche il a appuyé sur la partie dramatique de son œuvre; pour être idéal il n'a pas complétement cessé d'être humain; son Éloa est une femme, mais une femme divinisée. Par ce moyen M. de Vigny est parvenu à composer un poëme religieux qui joint à des beautés épiques de l'ordre le plus élevé tout l'intérêt d'un roman simple et touchant. Je voudrais pouvoir en citer quelques fragments pour ceux qui, par hasard, ne l'auraient pas lu, mais il faudrait tout citer. Je me contenterai d'analyser succinctement l'idée-mère du poëme, qui présente au plus haut degré ce caractère de délicatesse et de ferveur spiritualiste particulier à M. de Vigny.

Lazare vient de mourir; Jésus s'émeut à la vue du cadavre qu'il va rendre à la vie, et laisse tomber une larme ; cette larme divine est recueillie par les Séraphins ; ils l'enferment dans une urne de diamant et l'apportent aux pieds de l'Éternel qui d'un regard la féconde.

> On vit alors, du sein de l'urne éblouissante,
> S'élever une forme et blanche et grandissante.

C'était Éloa ; la vierge apparaît si belle que

tous les habitants des cieux se pressent en foule autour d'elle pour l'admirer. Née d'une larme de pitié, Éloa ne vivra que pour consoler et bénir : ce sera l'ange gardien des anges. Un jour ses compagnes lui racontent l'histoire de Lucifer, le révolté banni des cieux et précipité au fond des abîmes, qui gémit, qui est seul, et que personne n'aime ;

> Et l'on crut qu'Eloa le maudirait ; mais non,
> L'effroi n'altéra point son paisible visage.

Une larme brilla seulement au bord de sa paupière : c'était une larme de pitié et déjà presque une larme d'amour. Rêveuse et triste par la pensée qu'il existait quelque part une douleur qu'elle ne pouvait consoler, la vierge archange ouvrait ses ailes d'or, s'envolait à l'écart vers des sphères inconnues, et de là planait rêveuse sur les abîmes, lorsqu'elle aperçoit au loin à ses pieds un pâle et bel adolescent mollement couché sur un lit de vapeurs ; une voix douce et triste s'élève jusqu'à elle.

> D'où viens-tu, belle archange? où vas-tu ? etc.

Rien n'égale la grâce avec laquelle le poëte a décrit cette scène de séduction ; la fourberie insinuante de Lucifer, l'effroi pudique de la vierge

qui s'éloigne d'abord comme une baigneuse surprise, monte en reculant sur sa route étoilée, et ferme sa paupière d'or pour fuir ce regard impur qui la fascine; la voix du tentateur qui poursuit, de plus en plus désolée, suppliante, brisée de sanglots; la pitié luttant dans le cœur d'Éloa contre la pudeur et l'épouvante; le remords simulé et l'ardente prière de l'un; l'incertitude et les angoisses de l'autre, qui s'émeut de cette douleur, voudrait consoler ce désespoir, et tremble en face du danger qu'entrevoit sa timide innocence, descend, remonte, plane à distance, rougit, hésite et pleure; toutes ces nuances délicates sont admirablement touchées; les comparaisons et les images abondent: vous diriez une pluie de fleurs et de diamants. Enfin la pudeur est vaincue par la pitié.

.... Descends jusqu'à moi, car je ne puis monter,

s'écrie la voix perfide.

Je t'aime et je descends; mais que diront les cieux?

murmure Éloa en tombant dans les bras du ravisseur; et alors la voix s'élève, triomphante, cruelle, infernale.

J'enlève mon esclave et je tiens ma victime.
— Tu paraissais si bon! oh! qu'ai-je fait? — Un crime,

répond l'impitoyable voix.

Seras-tu plus heureux du moins; es-tu content?
— Plus triste que jamais. — Qui donc es-tu? — Satan.

L'avant-dernier vers est sublime; cette simple parole d'Éloa, se consolant presque de sa ruine par l'espoir qu'elle aura allégé une souffrance, est toute une personnification de la femme dans ce qu'elle a de plus éthéré, de plus divin : l'abnégation et le dévouement. Je n'ai jamais pu lire ce vers sans me perdre en rêveries; il me semble que pour l'avoir trouvé il n'a pas suffi d'être poëte et grand poëte; il est de ces mots dont on se souvient, mais qui ne se devinent pas.

Un critique aussi élégant que judicieux, M. Sainte-Beuve, qu'il est dangereux de lire quand on veut rester soi, et que j'ai trop lu peut-être pour que cette notice soit tout à fait mienne quant au fond, en parlant du curieux travail de cristallisation que M. de Vigny fait subir à sa pensée, signale le côté terrestre de l'admirable poëme d'*Eloa* (1). J'ai dit que cette faculté d'idéaliser le réel sans le

(1) *Critiques et portraits littéraires*, t. III, p. 433.

détruire est le plus beau côté de la poésie de M. de Vigny. Dans ses poëmes comme dans ses romans, il est quelquefois minutieux, un peu affecté, mais toujours élevé et toujours saisissable. Dans la description surtout, il est admirable de fécondité, de clarté et de vérité. Lisez *Eloa*, *Stello* ou *Laurette;* presque à chaque page vous trouverez un petit tableau plein de grâce dans la disposition des figures et de netteté dans le contour. Si j'étais peintre comme Scheffer, j'apprendrais par cœur les livres de M. de Vigny, et j'aurais dans mon cerveau toute une provision de toiles charmantes.

Comme poëte, l'auteur d'*Eloa* est certainement au niveau de tout ce que nous avons de plus grand; comment se fait-il donc que sous ce rapport le vulgaire le range un peu en seconde ligne ? car, il faut bien le dire, ses vers sont loin d'avoir la même popularité que ceux de Victor Hugo ou de Lamartine ; peut-être même cet insuccès au début est-il le principal motif qui a tourné vers la prose une organisation éminemment *rhythmique*, si l'on peut parler ainsi. Cette froideur du public touchant les poëmes de M. de Vigny tient, ce me semble, à

plusieurs causes qu'il serait trop long de développer et dont je me contenterai d'indiquer la principale.

En 1824, époque où parurent la plupart des poëmes de M. de Vigny, la tendance spiritualiste et rêveuse était déjà fortement prononcée; Byron d'une part et puis Lamartine avaient donné et propagé le mouvement; mais cette tendance était tout imprégnée d'individualisme ; on faisait de la poésie intime et personnelle, on se chantait soi-même directement, comme l'auteur des *Méditations*, indirectement, comme l'auteur de *Child-Harold ;* et au moment où le public avait pris le plus grand goût à ce lyrisme analytique, à cette psychologie poétique, M. de Vigny venait lui offrir des vers où le poëte s'effaçait presque complétement pour ne laisser voir que la poésie ; des vers dont la forme étrange et nouvelle ne relevait de personne, si ce n'est de Chénier en quelques endroits seulement, et dont le fond, bien qu'il tînt à l'époque par le côté idéaliste, s'en éloignait visiblement par un caractère très-prononcé de généralisation, par le tour d'une pensée bien moins individuelle qu'*humaine.* Les poëmes *anti-*

ques, *bibliques* et *modernes*, du jeune officier furent donc en général peu appréciés, hormis dans quelques cercles choisis de Paris, qu'il fréquentait très-assidûment tant qu'il resta dans la garde royale, et auprès desquels il venait se retremper de temps en temps une fois qu'il eut passé dans la ligne. Encore aujourd'hui, soit que le prosateur ait fait oublier le poëte, soit que cela tienne à l'indifférence générale en matière de poésie, la froideur première subsiste, et si j'ai insisté plus particulièrement sur cette partie des ouvrages de M. de Vigny, c'est qu'elle me paraît bien à tort sacrifiée à l'autre; car, je le répète, dans tout ce que notre siècle a produit de beau, je ne connais rien de plus beau qu'*Eloa*.

Cinq-Mars, commencé au pied des Pyrénées, continué de garnison en garnison, complété à l'aide de fréquents voyages à Paris et de longues visites à la Bibliothèque royale, fut publié en 1826. Un critique (1) a dit que ce roman n'avait « pas con- « quis tout d'abord l'attention et la sympathie « qu'il méritait. » S'il m'en souvient bien, *Cinq-Mars* eut au contraire un succès aussi prompt

(1) M. Gust. Planche, *Portraits littéraires*, t. II, p. 179.

que légitime; il avait déjà eu quatre éditions en 1829. Ce n'est pas ici le lieu d'analyser un livre que tous ont lu. Il n'est personne qui n'ait présent à la mémoire la charmante création de Marie de Gonzague, le touchant épisode d'Urbain Grandier, la grande et noble figure de De Thou; l'esquisse légère, mais vraie d'Anne d'Autriche; la tête un peu exagérée, mais belle, de Cinq-Mars; le triste et faible visage de Louis XIII. J'avoue que j'aime moins le portrait de Richelieu; je m'en défie un peu; et à ce propos je dirai un mot sur la manière dont M. de Vigny me semble en général aborder l'histoire. Lui aussi la traite quelquefois assez dédaigneusement; il ne la transforme pas de haut en bas comme le fait souvent M. Hugo, mais il ne se contente pas non plus de l'exhumer, comme Walter Scott, dans toute sa vérité, en l'illuminant de poésie; il y entre en homme qui a pris son parti de faire bon marché de la plus grosse réalité pour peu qu'elle contrarie ses penchants. Bien différent en cela des écrivains de l'école fataliste, M. de Vigny parcourt l'histoire avec une aversion instinctive et prononcée pour le succès; les forts et les vainqueurs sont toujours ceux qu'il n'aime

pas ; les faibles et les vaincus, ceux qu'il aime. Un tel sentiment est beau sans doute et digne d'une grande âme. Appliqué aux œuvres de pure imagination, il peut enfanter des livres gracieux, consolateurs, bienfaisants; mais quand il s'agit de reproduire un drame historique avec toutes ses péripéties, de toucher à des faits et à des hommes souvent très-rapprochés de nous, il n'est, ce me semble, pas permis au narrateur d'abuser de cette sorte de charité poétique qui le porte sans cesse à faire des petits les grands et des grands les petits. Si le vaincu n'a pas toujours tort en politique, il a souvent tort. La première beauté d'une page historique, c'est la vérité; la poésie ne vient qu'après. Or, il est dans les œuvres de M. de Vigny bon nombre de pages qui me paraissent choquer, je n'oserais dire la vérité, mais très-certainement la vraisemblance. Ainsi, sans parler ni de son Richelieu qu'il a vu trop souvent avec les yeux de Bassompierre, et qui ne me semble guère plus authentique que celui de M. Hugo, je citerai comme modèle de cette tendance à arranger, farder, rapetisser, et par suite à défigurer l'histoire, la page d'ailleurs fort belle de style et

d'animation où M. de Vigny raconte dans l'épisode du capitaine Renaud (*Servitude et Grandeur militaires*) une conversation entre le pape Pie VII et Napoléon. Tout le monde sait combien l'empereur, trop souvent brusque et impérieux, était souple, moelleux, insinuant quand il le voulait; tout le monde sait aussi, et les faits eux-mêmes le prouvent, que dans ses rapports personnels avec Pie VII, en 1813, il a déployé au plus haut degré ce talent de captation qu'il tenait en réserve. Le concordat de Fontainebleau, concession immense, surprise à l'aide d'une parole mielleuse dans un tête-à-tête, est là pour témoigner de l'influence que Napoléon exerça souvent sur le faible et vénérable pontife. J'imagine que M. le baron Fain, secrétaire particulier, qui nous a si bien décrit ces relations entre le pape et Napoléon, a dû pousser un terrible holà! s'il a lu ces quelques pages où M. de Vigny, tout en conservant à Napoléon l'originalité du langage qui lui était propre, a trouvé le moyen de le transformer en une espèce de Croquemitaine tantôt féroce, tantôt goguenard, et passant subitement de la plus grossière fureur au plus extrême abattement. Le *commediante!* le *tragediante!* du

Saint-Père fait très-bon effet dans la narration, mais il faudrait l'avoir entendu pour y croire.

J'en dirai autant de plusieurs scènes de l'épisode de Chénier, dans *Stello*, notamment de celle qui se passe chez Robespierre. Dieu me garde de vouloir faire de MM. les triumvirs des géants, comme c'est la mode aujourd'hui. J'admets volontiers que tuer pour ne pas être tué était le fonds de la science politique d'alors; mais ces hommes, à qui le sentiment de leur situation devait forcément donner une sorte de gravité, au moins dans la tenue, M. de Vigny vous les peint si petits, si ridicules, si absurdes, si bêtement charlatans, qu'en vérité, si l'on en croyait le peintre, on ne saurait comment qualifier la nation qui se laissait mener et décimer par eux (1).

(1) Si l'on voulait se convaincre combien ces sortes de sujets, si scabreux, si enflammés, qui exigent avant tout de la justesse, de l'exactitude et du sang-froid dans celui qui entreprend d'y toucher, conviennent peu aux imaginations romanesques, il suffirait de comparer aux portraits de Robespierre ou de Saint-Just, par M. de Vigny, les portraits des mêmes hommes par M. Nodier; ce sont des *charges* en sens contraire, l'une en mesquin, l'autre en grandiose. Bien que je répugne beaucoup plus aux charges historiques de M. Nodier qu'à celles de M. de Vigny, il est évident pour moi que la ressemblance n'est ni d'un côté ni de l'autre.

Il y a aussi, dans le tableau de la prison de Saint-Lazare, un épisode du *jeu à la guillotine* qui est par lui-même assez extraordinaire pour qu'on eût été bien aise de voir M. de Vigny étayer son récit de quelques témoignages un peu plus sérieux que celui du *Docteur noir*. Je connais un très-haut personnage politique, jadis prisonnier à Saint-Lazare, à l'époque même décrite par M. de Vigny, qui professe pour le récit du spirituel romancier une aversion si prononcée qu'il n'a pu s'empêcher d'en faire l'objet spécial d'une réfutation destinée à figurer dans ses *Mémoires posthumes*. J'annonce à M. de Vigny cette contradiction d'un éminent témoin oculaire.

Parfois il arrive que M. de Vigny, dans son dédain pour le succès en politique, pousse jusqu'au puéril la théorie voltairienne des *grands effets* et des *petites causes*. Ainsi, savez-vous pourquoi la victoire resta aux conventionnels dans la fameuse journée du 9 thermidor? comment Tallien et les autres renversèrent le sanglant triumvirat de Robespierre, de Saint-Just et de Couthon? Vous attribuez peut-être cet important résultat à la haine, à la vengeance, à l'énergie surexcitée

par la crainte, à toutes ces passions que mettent en jeu les grandes crises politiques? Détrompez-vous. Si les destinées de la France ont été changées au 9 thermidor, c'est parce que le long et apathique canonnier Blaireau (dont le portrait est du reste délicieusement tracé), au moment de faire feu sur les salles du Louvre, et de trancher ou plutôt d'emporter la question, rencontre sous la roue de sa pièce un *petit trottoir usé*, qui l'empêche de la pointer académiquement. Il se couche alors sur son canon en artiste découragé, éteint sa mèche, allume sa pipe, et grâce à lui, *à lui seul*, la Convention triomphe de la Commune. Et voilà M. de Vigny qui consacre une belle apostrophe d'une page à Blaireau, grand homme inconnu! Tout cela est charmant, fort pittoresque, fort amusant; mais comme cela est dit d'un très-grand sérieux, comme Stello s'écrie: « Oui, cela dût se passer ainsi! » le lecteur tant soit peu ébouriffé est bien aise de se rattraper à la réponse du *Docteur noir*. — « Mes histoires, dit le conteur, sont, « comme toutes les paroles des hommes, à moitié « vraies. » A moitié! le *Docteur noir* se fait bien de l'honneur. Toujours est-il qu'il y a, ce me sem-

ble, une sorte de danger à abuser ainsi du droit qu'a le poëte de s'emparer de la réalité historique, surtout quand elle nous touche de si près, et qu'elle tombe dans les mains d'un talent aussi élevé que M. de Vigny. Ce fatalisme dédaigneux, professé de si haut, est peut-être plus nuisible que l'autre ; dans les deux systèmes, l'humanité est considérée comme une marionnette; seulement, dans l'un, c'est l'homme de la destinée qui tient le fil; dans l'autre, c'est le premier bateleur qui passe. Au milieu de tout cela, que deviennent la conscience, la raison, la liberté humaines et la vérité historique ?

Après ces quelques réserves de détails, qu'il m'était impossible de ne pas faire, je m'empresse de rentrer dans mon admiration sincère et dans l'ordre chronologique des faits.

En 1828, M. de Vigny traduisit l'*Othello* de Shakespeare, qui fut joué au Théâtre-Français le 25 octobre 1829. Ce fut un événement; le drame romantique parvenait enfin à aborder notre première scène dans la personne du vieux Will, son créateur. Le succès fut vivement disputé entre les amis et les ennemis; le vrai public

resta neutre et impartial. Il applaudit à outrance d'admirables scènes, et resta très-froid devant tout ce comique de bas aloi qui dépare le chef-d'œuvre de Shakspeare. En somme, la tentative ne fut pas heureuse.

La Maréchale d'Ancre, représentée en 1830, eut un succès assez restreint ; l'espace me manque pour analyser ce travail. En 1832, M. de Vigny publia *Stello*, dont il détacha l'épisode de Chatterton, arrangée pour la scène, et représentée, pour la première fois, au Théâtre-Français, le 12 février 1835. Depuis, M. de Vigny a réuni trois charmantes nouvelles, publiées dans *la Revue des Deux-Mondes*, en un volume qui a paru sous le titre de *Servitude et Grandeur militaires.*

Ne pouvant tout analyser ici, je me contenterai de dire un mot sur *Chatterton.*

Ce drame a eu un succès immense, et c'est, à mon sens, une œuvre très-digne de son succès. Je n'oublierai jamais l'effet produit sur moi à la vue de cette foule pressée, haletante, anxieuse et comme suspendue aux lèvres des acteurs, de cette foule que le poëte avait su remuer, toucher, passionner, maîtriser, et cela sans fracas, sans bruit,

sans pompe ; sans l'appui du décorateur, du costumier et du machiniste; par la seule influence d'une composition simple et touchante, revêtue du langage le plus pur et le plus harmonieux. *Chatterton* a été une réaction puissante en faveur de l'idée qui se mourait étouffée sous ces drames gros de viols, d'adultères, d'incestes, de coups de poignards et de fantasmagorie scénique. A *Chatterton*, comme à tout ce qui est beau, les détracteurs n'ont pas manqué. Les uns sont allés fouiller au fond de la biographie du jeune poëte anglais ; ils ont prouvé à M. de Vigny, pièces en main, que Chatterton n'était ni grand, ni généreux, ni malheureux ; que c'était un enfant acariâtre, un folliculaire spirituel, mais faux, vil et méchant ; qu'il s'était tué non par excès de misère, mais par excès d'orgueil ; d'où ils ont conclu que le drame péchait par la base et ne valait rien.

La conclusion me paraît peu concluante ; qu'un poëte n'ait pas précisément le droit de prendre dans l'histoire telle ou telle figure, connue, fixée, éclatante en bien ou en mal, pour en faire au gré de son caprice du héros un lâche, du tyran un

patriarche, de la courtisane une vestale, c'est une chose incontestable; l'histoire ainsi faussée ne rime à rien, corrompt et dégrade le peuple qui se laisse dépouiller de ses gloires ou imposer de monstrueuses admirations. M. de Vigny lui-même dans ses romans n'est pas toujours irréprochable sous ce rapport, ainsi que je l'ai dit tout à l'heure à propos de sa manière de mettre en scène certains personnages historiques; mais ici chercher querelle à M. de Vigny parce qu'il lui a plu de dessiner une tête jeune, noble, inspirée et belle, et d'inscrire au-dessous le nom d'un enfant à peine né à la vie, dont on ne connaît avec certitude ni les mœurs ni le caractère, et dont le talent et la mort sont seuls incontestables, c'est vouloir enlever au poëte toute liberté, et l'enfermer dans un véritable lit de Procuste.

Quelques critiques ont pris la chose plus cavalièrement; ils se sont attaqués au fond même de la pièce, ils ont déclaré que c'était l'insurrection des gens portant *du linge sale* contre les gens nantis de *linge blanc*, et que par conséquent cela n'avait pas le sens commun. Il en est même, entre autres un député, M. Charlemagne, qui

ont signalé ce drame si chaste et si pur à l'autorité comme socialement immoral et pervers.

Que l'influence de *Chatterton* eût pu, comme celle de *Werther*, comme celle de *René*, comme celle des tragédies romaines ou grecques, voire même comme celle du *de Viris illustribus*, où les écoliers de sixième apprennent à vivre de la vie de leur temps, avoir ses inconvénients et produire des affectations ridicules, voire même des folies, cela est possible, il serait même bien étonnant que cela ne fût pas. Mais pourquoi penserait-on que le tableau énergique et émouvant de toutes les misères qui attendent dans la vie l'homme pauvre qui n'est que poëte soit de nature à augmenter beaucoup le nombre de ces êtres si odieux aux industriels de nos jours? Et pourquoi ne voudrait-on pas qu'un poëte s'inquiétât d'une situation sociale incontestablement fâcheuse et travaillât à sa manière à y porter remède?

Ce qui fait, au contraire, à mes yeux, le mérite de M. de Vigny, c'est qu'il ne s'est pas contenté de nourrir son génie du passé ou de l'avenir; il a été grand poëte, mais en même temps homme de son époque; il a vu autour de lui des misères

nombreuses, et d'autant plus horribles qu'elles étaient plus fièrement cachées. Soldat, il s'est enquis de tout ce que le soldat recelait au fond du cœur de tristesse sourde, de tourments rongeurs et d'affections refoulées; rendu à la vie civile, il a entendu, comme il dit, le *bruit des pistolets solitaires;* il a frémi devant le hideux spectacle d'une société engorgée, manquant à l'homme qui lui offre son intelligence et son travail, et alors il s'est mis à parler bien haut pour le soldat et le poëte, qu'il appelle deux *parias modernes*, et il en a parlé, non point en juge, en froid et impartial rapporteur, qui pèse avec scrupule le pour et le contre, et conclut parfois à néant, mais en avocat, en avocat chaleureux, passionné, puisant dans l'importance même de son rôle le droit d'être exclusif et partial.

Maintenant le mal est-il ou n'est-il pas? Et ici je laisse de côté les vues militaires de M. de Vigny, qui nécessiteraient bien des réserves et de longs développements; je m'en tiens à son plaidoyer pour le poëte (1); ce plaidoyer n'a qu'un tort, à mon sens: c'est qu'il rétrécit la question et la

(1) Voir la préface de *Chatterton.*

rend insoluble. M. de Vigny demande que le pouvoir donne du pain au poëte, c'est-à-dire à l'homme qui fait des vers, lequel il ne faut pas confondre, suivant lui, avec l'*homme de lettres*, qui se tire toujours d'affaire, et le véritable *écrivain*, qui se fait puissance et n'a nul besoin de pitié. Une première difficulté se présente; d'abord tout le monde commence par faire des vers, bons ou mauvais; il faudra donc que le pouvoir discerne les bons d'avec les mauvais; mais comme ce triage ne serait pas une petite affaire, et que le pouvoir en a assez d'autres sur les bras, il lui faudra nécessairement s'en référer à l'opinion, à la voix publique, c'est-à-dire à la presse; excellent moyen, en vérité, car la presse, encombrée elle-même, accepte un survenant comme on accepte une concurrence, c'est-à-dire le poing fermé, et laisse volontiers le génie inconnu mourir de faim sur le pavé, quitte à l'immortaliser ensuite après sa mort : cela s'est vu. Et d'ailleurs à quel signe reconnaître en germe celui que M. de Vigny appelle le *vrai poëte?* Ici M. de Vigny nous donne comme échantillon, comme terme de comparaison, l'*Ode à la jeune captive*. En vérité, si le pouvoir

ne doit des pensions alimentaires qu'aux *André Chénier* présents ou futurs, ses charges ne seront pas bien lourdes. Ailleurs M. de Vigny nous dit : « Mais croyez-vous que ce soit chose si commune « qu'un poëte ? Savez-vous que, quand une nation « en a deux en dix siècles, elle se trouve heureuse « et s'enorgueillit ? » Deux en dix siècles, répondra la société, mais alors à quoi bon payer si cher tant d'infructueux essais ?

Il me semble que la cause eût gagné à être abordée par M. de Vigny plus largement et de plus haut. En fait, toutes les professions dites libérales sont aujourd'hui encombrées ; le nombre des lettrés, c'est-à-dire des individus déclassés, poëtes, littérateurs ou autres, augmente de jour en jour dans une progression effrayante ; chaque année, de tous les colléges de France sortent au moins mille bacheliers ès-lettres, sans compter ceux qui n'obtiennent pas ce titre, qui ne seront ni avocats, ni médecins, ni commerçants, ni fonctionnaires publics, ni ouvriers, ni agriculteurs, qui seront hommes de plume, gens unissant à beaucoup de pauvreté une capacité souvent médiocre, parfois supérieure, mais toujours une am-

bition énorme. Les plus forts ou les plus heureux se caseront tant bien que mal dans la littérature et le journalisme ; mais les plus faibles, qu'en fera-t-on ? « Que nous importent les faibles ? disent « certains économistes ; ils s'arrangeront comme « ils pourront ; la société leur doit un libre accès « au concours et rien de plus ; la vie est un com- « bat : *væ victis !* » C'est très-bien ; laissez croître la progression ; que la faiblesse déclassée et prétentieuse aille toujours en s'augmentant du nombre, et vous verrez si elle ne deviendra pas une force de plus en plus hostile et dangereuse à une société qui ne l'absorbe pas.

Le concours illimité est une belle chose, sans doute, mais il a fatalement, pour conséquence, un remaniement social plus ou moins prochain. Faut-il restreindre directement ou indirectement le premier, ou léguer le second à l'avenir? Telle est la question qui me préoccuperait beaucoup si j'avais l'honneur d'être un écrivain comme M. de Vigny, et plus encore si j'avais l'honneur d'être M. le ministre de l'instruction publique(1).

(1) Depuis la première publication de cette notice, il n'a rien paru de M. de Vigny, hormis trois pièces de vers : *la*

Sauvage, la Mort du Loup, la Flûte, insérées en 1843 dans la *Revue des Deux-Mondes* sous le titre général de *Poëmes philosophiques*. Ces poésies me semblent faibles; la conclusion philosophique y est un peu tirée par les cheveux; la forme n'en est pas toujours correcte; la broderie y surcharge considérablement le fond, qui n'est ni très-solide, ni très-étendu. En somme, ces trois *petits poëmes* sont, à mon avis, inférieurs de beaucoup aux poésies précédentes du même auteur; mais M. de Vigny a donné ailleurs assez de témoignages d'un talent de l'ordre le plus élevé pour que la porte de l'Académie, à laquelle il frappait récemment en vain, ne puisse lui rester longtemps fermée.



MOHAMMED-ALY

Imp. de Perrel

René et

MOHAMMED-ALY (1)

ET

IBRAHIM-PACHA.

> Les provinces de l'empire ottoman qui parlent arabe appelaient de leurs vœux un grand changement et attendaient un homme.
>
> *Mémoires de Napoléon, expédition d'Égypte*, tome I, page 301.

> Ibrahim-Pacha est né avec l'instinct et le génie de la guerre.
>
> MARMONT, DUC DE RAGUSE, *Voyage en Orient*, tome II, page 357.

> « J'irai aussi loin que je pourrai me faire « comprendre en parlant l'arabe. »
>
> *Paroles d'Ibrahim au siége d'Acre.* — *Histoire de la guerre de Syrie*, par MM. de Cadalvène et Barrault, p. 411.

Depuis deux siècles, depuis Soliman, l'islamisme si longtemps débordé s'était replié sur lui-même; la Russie, en brûlant la flotte turque à

(1) *Méhémet* est le nom turc, *Mohammed* est le nom arabe. Bien que le vice-roi soit Turc d'origine, comme l'Égypte est un pays de langue arabe, et que la dynastie qu'il semble appelé à fonder ne peut s'appuyer que sur la race arabe, j'ai cru devoir écrire Mohammed, à l'exemple de MM. Mengin, Jomard, William Lane et plusieurs autres auteurs.

Tschesmé, allait entrer dans cette voie d'empiètement qu'elle n'a plus cessé de poursuivre sous toutes les formes, et l'empire ottoman, précoce vieillard, énervé pour avoir abusé de sa force, languissait stérile ou plutôt commençait sa longue agonie, lorsque, dans cette même année climatérique 1769, que nous avons déjà vue si féconde pour l'Occident, au moment où dans une île de la Méditerranée naissait l'homme appelé à jeter, en courant, sur l'Egypte, un premier germe de vie, un bourg ignoré de la Macédoine donnait le jour à celui qui devait continuer Bonaparte et marcher sur les traces de deux autres Macédoniens, Alexandre et Ptolémée.

C'est ce soldat obscur, débarqué seul et nu, il y a quarante ans, sur la plage d'Aboukir, qui concentre aujourd'hui sur lui les regards de l'Europe entière (1); dans les plis de son *caftan* il tient la paix ou la guerre : le monde attend, et c'est peut-être une guerre acharnée, universelle, interminable qu'il va lui donner. Cette position seule, fût-elle

(1) Cette phrase, écrite, il y a trois ans, au moment du traité du 15 juillet, est déjà de l'histoire ancienne. Je résumerai à la fin de cette notice les événements accomplis depuis cette époque.

fortuite, suffirait pour lui assurer dans l'histoire une grande page. Ajoutez maintenant que, pour en venir là, cet homme, le premier musulman peut-être qui soit fils de ses œuvres, a déployé, à lui tout seul, plus d'adresse, plus d'astuce, plus de prudence, plus d'énergie, que les politiques les plus retors de l'Occident. Pour dissimuler, attendre et agir à propos, pour détruire ses ennemis les uns par les autres, pour mener ou déjouer une conspiration, pour mêler ou démêler les fils les plus embrouillés d'une intrigue, ce Louis XI circoncis, qui à quarante-six ans ne savait pas encore lire, en eût remontré à Pisistrate, à Philippe de Macédoine, à Fiesque, au cardinal de Retz, à tous les grands rusés des temps anciens et des temps modernes. Un jour qu'on lui lisait une traduction de Machiavel, il a dit : « Les Turcs en savent plus long. » Et seul il avait le droit de le dire. Une fois au pouvoir, il a changé de rôle, ou plutôt il a cumulé deux rôles; le renard s'est revêtu d'une peau de lion; il a été conquérant, créateur, administrateur, organisateur. Sur cette vieille terre des Pharaons, où, depuis trois mille ans, vingt peuples sont venus se superposer tour

à tour par couches d'oppresseurs et d'opprimés, il n'y a plus eu que des sujets et un maître; oppresseurs et opprimés, tous se sont courbés sous la même main, et cette main de fer les a forcés de marcher du même pas, de concourir au même but; l'Egypte tout entière s'est incarnée dans un homme, qui en a été le seul propriétaire, le seul agriculteur, le seul fabricant, le seul marchand; et nul mieux que lui n'a pu dire : *L'Etat, c'est moi*. Pour accroître et corroborer sa puissance, il lui fallait de l'argent, et il en a eu; à un sol cultivable de mille lieues carrées, qui produisait à peine de quoi nourrir une population indolente, il a arraché jusqu'à 80 millions de revenus. Il lui fallait une marine : il en a improvisé une; celle-là détruite, il en a créé une seconde plus belle que la première. Il lui fallait une armée : avec de misérables *fellahs* (1), dont les Turcs ne voulaient pas pour palefreniers, il a formé des soldats qui battent les Turcs; à son petit royaume il a adjoint la Nubie, l'Arabie, la Syrie, et il en a fait un empire grand comme deux fois la France.

Dans son activité inconcevable, il a trouvé du

(1) Paysans égyptiens.

temps et des forces pour veiller aux plus minces détails de l'œuvre immense qu'il entreprenait ; il lui a fallu raviver, ressusciter un peuple malgré lui, lutter sans cesse, au dedans contre les mœurs, les habitudes enracinées, les répugnances instinctives, les complots, les embûches ; au-dehors, contre le mauvais vouloir, les intrigues cachées et les agressions ouvertes ; toujours veiller, se tenir constamment en garde, tout détruire d'une main et de l'autre tout refaire à neuf. Certes, si c'est là, pour me servir de l'expression de M. de Lamartine, *un aventurier*, cet aventurier ressemble beaucoup à un grand homme.

Heureusement pour l'homme et son œuvre que les instruments ne lui ont pas manqué ; cette tête habile a trouvé un bras vigoureux, intelligent, victorieux, dévoué ; ce bras, qui fut toujours un aide et jamais un obstacle, c'est (chose rare partout et surtout en Orient), c'est un fils, un successeur immédiat, Ibrahim-Pacha. Né avec les passions fougueuses et l'intraitable orgueil d'un Turc, Ibrahim s'est dompté lui-même; durant vingt ans il s'est formé et assoupli à la rude école de la guerre ; un enfant de la France, un vétéran de

nos armées (1), a initié ce génie inculte aux ressources de la tactique, et aujourd'hui, par sa supériorité militaire, par son héroïque valeur, par cette simplicité de manières, cet esprit de justice sévère, mais impartiale, qui le caractérisent, Ibrahim a su se faire adorer de ses soldats. Lorsqu'un jour de bataille il passe à travers leurs rangs, et que, de sa voix forte, avec ce sourire sardonique qui semble braver le danger, il leur dit sa parole habituelle : « *Jah! voléte! aferim!* Allons, enfants, courage! » ces Arabes déchus se redressent et marchent à l'ennemi comme au temps de Saladin.

Bien plus, tous ceux qui ont vu de près Ibrahim-Pacha s'accordent à dire que, pour faire preuve de génie politique, l'occasion seule lui a manqué; la finesse et la vivacité de son esprit, l'étendue de ses connaissances, la justesse de ses vues, son goût décidé pour l'agriculture, principal fondement de la prospérité de l'Egypte, que Mohammed-Aly a trop sacrifiée peut-être à l'industrie, ses

(1) On devine sans doute que je veux parler ici du capitaine Sève, Soliman-Pacha, aujourd'hui major général de l'armée égyptienne, un des plus éminents collaborateurs de Mohammed-Aly.

sympathies bien plus prononcées que celles de son père pour la race arabe qu'il a régénérée au baptême de feu : tout cela fait espérer que le sceptre du pacha-roi passera en des mains dignes de le porter.

Maintenant, cette création miraculeuse, si l'on considère la rapidité avec laquelle elle est sortie du néant, est-elle bien solide, bien complète, bien assise? présente-t-elle en tous points de suffisantes garanties d'avenir? Narrateur impartial, j'ai dû puiser à toutes les sources pour en extraire la vérité; en réunissant, dans cette double notice, les faits principaux de la vie de deux hommes supérieurs qui ne peuvent être séparés, j'ai dû faire une étude sérieuse de l'œuvre fondée par l'un et soutenue par l'autre. Je dirai un mot de cette œuvre : il y a en elle des éléments de durée, mais il y a aussi des éléments de mort ; je les signalerai avec une franchise égale. Je ne dissimulerai ni mes antipathies pour la tendance oppressive et égoïste du gouvernement de Mohammed-Aly, ni mon admiration pour les grandes choses qu'il a faites, ni ma conviction profonde qu'il y va de l'honneur et de l'intérêt de la France de défendre, au

besoin avec ses armes, et aussi d'aider de ses conseils, parfois même de son blâme, un empire naissant, qui tient à elle par plus d'un lien et où semble s'être réfugié tout ce qui reste en Orient de force et de vitalité musulmane.

Mohammed-Aly est né, comme je l'ai déjà dit, en 1769, à la *Cavale*, petite ville frontière de la Romélie, ancienne Macédoine. Son pére, Ibrahim-Aga, Turc de naissance, était chef de la garde préposée à la sûreté des routes, fréquemment infestées par des hordes de brigands thessaliens; ses fonctions étaient, comme on le voit, à peu prés celles d'un capitaine de gendarmerie. Ibrahim-Aga était pauvre et sa famille nombreuse; elle se composait, je crois, de seize enfants, dont Mohammed-Aly était le dernier et le plus aimé. Quand son pére mourut, l'enfant jeune encore fut confié aux soins de son oncle Toussoun-Aga. Ce dernier ayant été décapité par ordre de la Porte, Mohammed allait se trouver orphelin et sans appui, lorsque le *tchorbadgi*, gouverneur de la *Cavale*, vieil ami de ses parents, prit l'enfant dans sa maison et le fit élever avec son fils. Un négociant de Marseille alors établi à la Cavale,

M. Lion, séduit par l'esprit et la gentillesse du jeune Mohammed, lui témoigna aussi une affection toute paternelle, et c'est peut-être à ces premiers souvenirs d'enfance que l'on pourrait attribuer la prédilection constante du vice-roi pour les Français. Après son élévation, Mohammed n'oublia pas son vieil ami de la Cavale alors rentré en France; il lui fit écrire de venir en Egypte; mais M. Lion mourut le jour même où il allait s'embarquer de Marseille. Le pacha envoya à sa sœur une somme de 10,000 fr. Si l'on en croit un des historiographes (1) de Mohammed-Aly, ce dernier eut de bonne heure un pressentiment de sa

(1) *Histoire de l'Égypte sous le gouvernement de Mohammed-Aly*, par M. Félix Mengin, 2 volumes publiés en 1823. Cet excellent ouvrage, auquel je ferai de fréquents emprunts, surtout pour la première moitié de la vie du pacha d'Egypte, jusqu'à son avénement au pouvoir, a été continué plus tard et augmenté d'un savant travail de M. Jomard sur l'Arabie. On s'aperçoit facilement que M. Mengin, qui a habité vingt ans le Caire, a vu de près tous les événements qu'il raconte; quiconque voudra se faire une idée exacte de la situation de l'Egypte, après le départ des Français, et de la manière habile dont Mohammed-Aly a tourné ou brisé d'innombrables obstacles, devra recourir à ce livre, peu prôné, par conséquent peu lu, et dans lequel on retrouverait pourtant tout ce qui a été écrit de plus intéressant sur la matière.

grandeur future. Sa mère lui avait raconté que, pendant qu'elle le portait dans son sein, elle eut un songe; des bohémiens le lui expliquèrent en lui annonçant que l'enfant qu'elle devait mettre au monde arriverait au comble de la puissance. Le jeune Mohammed-Aly fut frappé de ce récit; des idées vagues de domination se pressèrent dans sa tête, et à quinze ans il cherchait déjà avec ardeur l'occasion de se distinguer. Un jour les habitants d'un village voisin de la Cavale refusèrent de payer l'impôt. Le tchorbadgi était fort embarrassé, ne sachant comment les y contraindre. « Donnez-« moi six hommes, lui dit Mohammed-Aly, et je « me charge du reste. » Le gouverneur étonné lui accorde sa demande; Mohammed-Aly se rend avec sa troupe au village désigné, entre dans la mosquée, et, pendant qu'il fait sa prière, il envoie chercher les quatre principaux habitants sous le prétexte d'une affaire importante. Ceux-ci arrivent sans défiance; Mohammed-Aly les fait aussitôt saisir, garrotter, et les conduit à la Cavale au milieu des clameurs et des poursuites de la population, qu'il contient en la menaçant de poignarder ses prisonniers. Cet acte de hardiesse, en pro-

curant la rentrée de l'impôt, plut tellement au tchorbadgi qu'il en témoigna sa reconnaissance à Mohammed-Aly en lui faisant épouser une de ses parentes, assez riche, qui venait de divorcer; Mohammed-Aly en eut trois enfants, Ibrahim, Toussoun et Ismaïl. Le premier, Ibrahim-Pacha, est né en 1789, du vivant du premier mari de sa mère, et c'est ce qui a fait croire à tort à beaucoup de personnes qu'il n'était que le fils adoptif de Mohammed-Aly. Après son mariage, le jeune Rouméliote, se sentant du goût pour le commerce, s'adonna au trafic des tabacs; il fit de très-bonnes affaires, et depuis il a toujours conservé un arrière-goût de négoce qui donne à cette physionomie historique un cachet tout particulier.

Cependant l'armée française occupait l'Égypte, et la Porte armait de toutes parts; le tchorbadgi de la Cavale reçut ordre de fournir son contingent; il forma un corps de trois cents hommes, sous la conduite d'Aly-Aga son jeune fils, auquel il adjoignit Mohammed-Aly à titre de Mentor. Les volontaires macédoniens eurent beaucoup de peine à rejoindre la flotte turque, qui les attendait dans la rade de Marmarizza. Enfin on se dirigea sur

l'Égypte ; les Turcs rallièrent en mer l'escadre anglaise ; on s'approcha d'Aboukir, et Mohammed-Aly, dès son premier pas sur cette terre qu'il ne devait plus quitter, eut à soutenir un rude choc de la part du général Friant, qui tenta, mais en vain, de s'opposer au débarquement. L'affaire fut si chaude que le jeune Aly-Aga, dégoûté de son nouveau métier, disparut tout à coup et s'en retourna chez son père, en laissant le commandement de sa petite troupe à Mohammed-Aly, qui prit le titre de *byn-bachi*, colonel.

On sait comment l'assassinat de Kléber, l'abandon de la France et l'incapacité de Menou amenèrent la capitulation d'Alexandrie et l'évacuation de l'Égypte. Avant d'aller plus loin, et pour mieux apprécier la marche suivie par Mohammed-Aly, il convient de jeter un coup d'œil sur l'état du pays après le départ de nos troupes.

Personne n'ignore que Sélim II, en s'emparant en 1512 de l'Égypte, restée jusqu'alors indépendante des Ottomans, laissa subsister l'aristocratie des vingt-quatre beys mamlouks (1); que cette

(1) *Mamlouk* signifie *homme acheté*. Ce corps se recrutait exclusivement parmi de jeunes esclaves circassiens et

aristocratie dura jusqu'à l'expédition française, et que par conséquent la Porte n'a jamais exercé sur l'Égypte qu'une autorité purement nominale, représentée par un pacha sans puissance, insulté, chassé, déposé et remplacé à volonté.

Ces mamlouks, tyrans féodaux, rois à cheval, milice brillante et guerrière qui vivait et mourait étrangère au pays qu'elle opprimait, furent décimés par Bonaparte et refoulés jusque dans le désert. Après notre départ ils revinrent plus faibles, mais non moins avides de recouvrer leur pouvoir. Des deux chefs qui les guidaient au combat, le plus valeureux, Mourad-Bey, leur Achille, ce loyal ennemi qui fut l'admirateur de Napoléon, et qui pleura Kléber, venait de mourir dans la province de Girgeh, en léguant sa puissance à deux beys de sa maison (1), Mohammed l'Elfy, et Osman Bardissy. Restait Ibrahim-Bey, ce Fabius

géorgiens que leurs maîtres faisaient élever et auxquels ils transmettaient leur puissance.

(1) Chacun des vingt-quatre beys avait sous ses ordres un nombre plus ou moins grand de mamlouks qui composait *sa maison*; ceux qui se distinguaient le plus étaient élevés à la dignité de *kachefs, lieutenants*, ou de beys. A son lit de mort, le chef nommait souvent lui-même son successeur, qui devenait alors propriétaire de toute *sa maison*. Il y a beau-

cunctator des mamlouks ; mais Ibrahim était vieux ; ses fougueux compagnons s'accommodaient mal de cette prudence que l'âge rendait de jour en jour plus circonspecte ; l'influence de ce chef était presque nulle, et le corps entier était livré à l'anarchie. — Il s'agissait pourtant de lutter contre la Porte, qui se préparait à profiter de la retraite des troupes françaises pour ressaisir une fois pour toutes le sceptre arraché de ses mains ; elle avait commencé par prohiber l'importation des Circassiens et des Géorgiens en Égypte, et par là elle avait porté un grand coup à cette milice ennemie, en l'empêchant de réparer ses pertes ; ensuite elle avait envoyé en Égypte le grand-visir, chargé d'installer un nouveau pacha et de le soutenir à l'aide de bandes levées dans toutes les parties de l'empire, et principalement d'un corps de quatre mille Albanais, soldatesque indisciplinée, toujours prête à courir à la révolte. L'amiral turc, avant de quitter l'Égypte, avait commencé les hostilités en appelant à son aide la trahison ; il avait invité les mamlouks à une fête sur le lac

coup de rapport entre un bey mamlouk et un chef germain entouré de ses *leudes*.

d'Aboukir, et il les avait fait fusiller dans une barque. Mohammed-Bey l'Elfy s'était réfugié en Angleterre, Osman-Bey Bardissy s'était défendu comme un lion et se préparait à tirer vengeance de ce guet-apens. Le nouveau pacha, Mohammed-Kosrew, venait d'être installé au Caire ; les Albanais commençaient à se mutiner en demandant leur solde ; les habitants rançonnés et pillés s'ameutaient autour de la mosquée d'El-Azahr (1). L'agitation était partout, et, durant ce temps, l'obscur byn-bachi Mohammed-Aly, que nous avons laissé à la tête de ses trois cents Rouméliotes, riait dans sa barbe et ne se proposait rien moins que de se défaire des Turcs à l'aide des mamlouks, des mamlouks à l'aide des Albanais, puis enfin de décimer les Albanais, et de passer ainsi du néant à l'état de maître absolu. Il avait commencé par se mettre au mieux avec le pacha, qui l'avait pris en grande amitié, l'avait nommé *sarè-chesmè*, général, et l'avait attaché à sa cour en l'élevant au poste de confiance de tufendji-bachi, porte-carabine. Cependant la

(1) Lieu où se formaient ordinairement au Caire les rassemblements populaires et les séditions.

sédition allait son train, et Mohammed-Aly n'y était pas étranger. Les Albanais s'emparent de la citadelle; Mohammed-Kosrew s'enfuit à Damiette avec ses troupes; un chef des mutins, *Taher-Pacha*, veut profiter de l'occasion pour s'emparer du pouvoir : il est assassiné par deux byn-bachis turcs ; un nouveau chef, Ahmed-Pacha, tente de se faire nommer gouverneur : Mohammed-Aly refuse de le reconnaître. Les mamlouks s'approchent du Caire; Mohammed-Aly se rend auprès d'eux à Gizeh et leur livre la ville. Dans l'intervalle Mohammed-Kosrew, croyant la sédition apaisée, se prépare à revenir à son poste; il rencontre en route son fidèle *tufendji-bachi*, suivi de dix mille Albanais et mamlouks, qui l'attaque, le met en fuite, le repousse dans Damiette, l'assiége, le prend, et le reconduit au Caire prisonnier, et finalement le chasse de l'Égypte (1).

A la nouvelle de ces événements, la Porte, tou-

(1) C'est ce même Kosrew, depuis séraskier à Constantinople, premier ministre de la Porte-Ottomane après la mort de Mahmoud, et récemment destitué, qui s'est toujours montré l'ennemi acharné du vice-roi, auquel il n'a jamais pardonné de l'avoir ainsi mystifié et fait servir de marchepied à son élévation.

jours fidèle à son respect pour les faits accomplis, s'était contenté d'envoyer de Constantinople un nouveau pacha, Aly-Gezaïrly, qui venait de débarquer à Alexandrie, amenant avec lui mille hommes de troupes. Ce pacha se dirige sur le Caire en envoyant aux mamlouks un émissaire pour leur proposer de traiter avec eux. Ceux-ci, apprenant que le pacha cherche sous main à les désunir et à les séparer des Albanais, marchent contre lui. Aly-Pacha-Gezaïrly est assez imprudent pour quitter ses troupes et se rendre seul dans la tente d'Osman-Bey Bardissy, qui le fait mettre à mort.

De ce moment les mamlouks semblaient n'avoir rien à redouter; ils étaient maîtres du Caire et de l'Égypte. Kosrew, le pacha déchu, qu'on n'avait pas encore fait embarquer, était enfermé à la citadelle; le gouvernement avait été remis aux mains du vieil Ibrahim-Bey et de Bardissy; ce dernier, jeune, actif, influent, eût pu s'emparer du pouvoir et le garder; mais il était fougueux, étourdi, présomptueux, et il avait à ses côtés un ami intime dont il subissait l'influence et qui se préparait tout doucement à le renverser. Cet ami,

c'était celui-là même qui lui avait ouvert les portes du Caire, c'était Mohammed-Aly. L'ambitieux Macédonien, bien qu'il n'eût pas encore lu Machiavel, savait par cœur cet adage : « Dès que « ceux qui gouvernent seront haïs, leurs concur« rents ne tarderont pas à être admirés, » et il agissait en conséquence; d'abord il attisait la jalousie de Bardissy contre l'Elfy, cet autre chef mamlouk que nous avons vu passer en Angleterre, et qui venait de rentrer en Égypte avec de brillantes promesses du cabinet de Londres, nouveau prétendant avec lequel Mohammed-Aly se mesurera plus tard. L'Elfy est traîtreusement attaqué par Bardissy et forcé de se réfugier dans la Haute-Égypte. En même temps les Albanais murmurent et se révoltent en réclamant huit mois de solde; Bardissy embarrassé suit les inspirations de son ami, qui déclare que sans argent il ne répond plus de ses soldats, et alors sur ce malheureux pays épuisé par des guerres éternelles pleuvent taxes et contributions; chaque jour signale une avanie nouvelle; personne n'échappe à l'avidité du fisc, personne, pas même les Francs, malgré les énergiques représentations de leurs con-

suls, qui quittent le Caire et se retirent à Alexandrie. Enfin le peuple indigné se soulève, la mosquée d'El-Azahr se remplit, le rusé Mohammed-Aly s'y rend seul, s'abouche avec les ulémas et les cheiks, leur porte des paroles de consolation, s'indigne des mesures oppressives de Bardissy, leur promet d'user de son influence pour défendre leurs droits, et, quand il est bien sûr d'avoir capté leur affection, il se décide à lever le masque. Le 12 mars 1804 il convoque ses Albanais, fait cerner à l'improviste la maison de Bardissy, après avoir gagné d'avance la moitié des soldats qui la défendent; le chef mamlouk surpris s'échappe à travers la fusillade et quitte le Caire pour n'y plus rentrer; Ibrahim, son collègue, attaqué d'un autre côté, s'enfuit également, et la ville reste au pouvoir de Mohammed-Aly et de ses troupes. Le marchand de tabac de la Cavale avait déjà fait bien du chemin : le pouvoir était à sa portée, l'occasion était séduisante, mais il possédait à un trop haut degré l'intelligence de sa situation pour céder à un entraînement irréfléchi. A la vérité les Turcs n'étaient plus à craindre, les mamlouks étaient dispersés, mais ces deux ennemis pou-

vaient se réunir pour l'accabler; d'ailleurs sa popularité était encore de fraîche date; les Albanais étaient difficiles à conduire. Il y avait parmi eux des chefs ambitieux qui verraient de mauvais œil son élévation soudaine ; ces chefs étaient encore trop redoutables pour pouvoir être écartés; enfin le moment n'était pas venu. Mohammed-Aly ajourna ses projets; il feignit de vouloir rendre la vice-royauté à son ancien protecteur Kosrew, prisonnier à la citadelle; les chefs albanais s'y opposèrent; Mohammed-Aly céda sans trop se faire prier. Kosrew fut conduit à Rosette et embarqué pour Constantinople. On fit croire aux cheiks qu'on avait reçu de la porte un firman qui élevait à la dignité de vice-roi Kourschyd-Pacha, gouverneur d'Alexandrie, personnage faible, indécis, incapable de faire tête aux difficultés du moment, et qui, par cela même, convenait merveilleusement à Mohammed-Aly.

Le divan de Constantinople ratifie cette nomination comme à son ordinaire. Kourschyd-Pacha arrive au Caire; sa position n'était pas tenable : il lui fallait d'abord dompter les mamlouks qui, réunis autour de la ville, interceptaient les com-

munications, coulaient bas les barques chargées de comestibles, affamaient la population et tentaient chaque jour de nouvelles attaques. Le vice-roi n'avait contre eux d'autre appui que Mohammed-Aly et ses Albanais, et à chaque succès cette soldatesque effrénée se mutinait et le forçait par ses exigences à se rendre odieux en pressurant les habitants. La Porte, informée de ses embarras, lui envoie un corps de cavaliers *delhis* (1) pour l'aider à maintenir l'ordre; en apprenant l'arrivée de cette troupe, Mohammed-Aly, qui était alors occupé à assiéger les mamlouks dans Minieh, se défiant des intentions du vice-roi, abandonne le siége et revient brusquement au Caire avec son armée; Kourschyd-Pacha ordonne aux *delhis* de lui barrer le passage; mais Mohammed-Aly, habile dans l'art de persuader des soldats, entre en pourparlers avec eux, leur insinue que leurs intérêts sont communs, qu'il vient tout simplement réclamer la solde de ses Albanais; il gagne les chefs par des présents et les soldats par des promesses; bref, les deux troupes fraternisent, delhis et Albanais rentrent ensemble au Caire, et les

(1) Volontaires Syriens.

séditions recommencent plus vives, plus multipliées que jamais. Il fallait de l'argent et l'argent manquait ; le recouvrement de l'impôt dans les campagnes, ravagées par les mamlouks et des nuées d'Arabes du désert, était devenu impossible, l'administration était complétement paralysée, les soldats pillaient les maisons et se livraient à des excès de tous genres. Mohammed-Aly, fidèle à son système cauteleux, lâchait sous main la bride à ses Albanais en feignant de les contenir, se faisait arrêter par eux, les calmait, leur jetait de l'or et les renvoyait au pacha. Sachant apprécier la puissance morale du clergé dans un pays où les idées religieuses sont dans toute leur force, il se montrait rigide observateur des préceptes du Coran, visitait les cheiks et les ulémas, s'apitoyait sur la misère du peuple et accroissait chaque jour son influence. La Porte, instruite de ses menées et devinant en lui un homme qui pouvait devenir dangereux, lui avait adressé un firman où, en le comblant d'éloges, elle l'invitait à rentrer dans ses foyers, ainsi que les autres chefs albanais. « Pourriez-vous vous refuser, disait le « pathétique firman, à retourner dans vos familles

« qui vous tendent les bras? » Mohammed-Aly, pour sonder l'opinion, simule l'obéissance, vend sa maison et fait ses préparatifs de départ; les troupes s'insurgent, le peuple s'émeut; Mohammed enchanté apaise la sédition et reste. Enfin, après plusieurs semaines de troubles continuels, dans une dernière insurrection, les cheiks s'assemblent, et, précédés par Seyd-Omar-Makram, chef des schériffs (1), depuis longtemps dévoué à Mohammed-Aly, ils se rendent chez ce chef, lui déclarent qu'ils ne veulent plus être gouvernés par Kourschyd-Pacha, et qu'ils sont déterminés à le déposer. « Quel est celui que vous voulez « investir de son autorité? leur demande Mo- « hammed-Aly. — Vous-même, parce que nous « savons que vous aimez le bien. » Mohammed-Aly refuse modestement; les cheiks insistent, il cède; on le revêt d'une pelisse d'honneur, et on le promène à cheval par toute la ville au milieu des acclamations du peuple. A cette nouvelle, Kourschyd-Pacha, furieux, déclare qu'il est vice-roi de par le sultan, et qu'il ne consentira point

(1) La première autorité religieuse du Caire.

à être destitué par des fellahs; il parvient à réunir quinze cents hommes de troupes dévouées, s'enferme dans la citadelle et commence à faire bombarder la ville. La position de Mohammed-Aly devenait périlleuse; les mamlouks, instruits des événements, s'étaient approchés du Caire, et proposaient à Kourschyd-Pacha de se réunir contre l'ennemi commun. Deux chefs albanais influents refusaient leur adhésion, il fallait se hâter; Mohammed, fort du dévouement des cheiks et d'une partie des Albanais, soulève le peuple, et le conduit en armes autour de la citadelle. En même temps il fait expédier par le conseil des cheiks un courrier à Constantinople pour réclamer l'assentiment de la Porte aux vœux de l'Egypte. Bientôt un feu très-vif s'engage des deux côtés; tout à coup les canonniers de Mohammed-Aly s'arrêtent, abandonnent leurs pièces, et déclarent qu'ils n'agiront pas qu'on ne leur ait payé leur solde. La conjecture était pressante : le nouveau pacha, dans ses nombreuses largesses des jours précédents, avait complétement épuisé ses ressources; dans son embarras, il se décide à s'adresser à un négociant français établi au Caire,

qui lui prête dix bourses (2500 fr.). Cette somme servit à apaiser les mutins, et le siége de la citadelle put se continuer. Ce léger service, rendu dans un moment aussi décisif, n'a peut-être pas été sans influence sur l'élévation de Mohammed-Aly (1).

Enfin, le 9 juillet 1805, un *capidjy-bachy* (officier chargé des firmans de la Porte) arriva de Constantinople et vint mettre un terme à la lutte. Il était accompagné du selikdar du grand-visir, chargé de prendre une connaissance exacte de l'état des affaires. On donna lecture des dépêches en présence des cheiks assemblés ; elles conféraient à Mohammed-Aly le titre de gouverneur de l'Égypte, qu'il tenait déjà de la volonté des ulémas et du peuple, et il était enjoint à Kourschyd-Pacha d'abandonner la citadelle et de se

(1) L'heureux créancier de Mohammed-Aly, dans cette circonstance, n'est autre que M. Mengin lui-même, dans le livre duquel j'ai puisé une partie de ce récit. Il semble que la France ait été appelée à présider aux destinées du vice-roi. C'est un Français qui protège son enfance, c'est un Français qui l'aide à s'emparer du pouvoir, ce sont des Français qui l'ont aidé à consolider ce même pouvoir, et c'est peut-être à la France qu'il devra de le transmettre à ses enfants.

rendre à Alexandrie pour y attendre les ordres du sultan.

Malgré cette manifestation formelle, la Porte n'était rien moins que favorable à Mohammed-Aly. Bientôt, en effet, le *capitan-pacha* arriva à Aboukir avec une escadre et deux mille hommes de troupes. Il expédia au Caire un nouveau firman en vertu duquel Mohammed-Aly était autorisé à gouverner l'Égypte *jusqu'à la réception de nouveaux ordres*. Dès lors tout fut remis en question ; les Anglais, qui voyaient d'un mauvais œil une autorité vigoureuse s'implanter sur une terre qu'ils convoitaient, intriguaient à Constantinople, en peignant le nouveau gouverneur sous les couleurs les plus noires, et en plaidant chaudement pour le rétablissement des mamlouks qui promettaient d'être à l'avenir les plus fidèles sujets de la Porte ; les Anglais allaient jusqu'à menacer la Porte d'une invasion, qu'ils effectuèrent en effet à leur honte, comme on le verra plus tard. Ce mauvais vouloir des Anglais contre un pacha dont la nomination eût dû, au fond, leur être indifférente, se conçoit très-bien : le bey mamlouk l'Elfy, à son départ de Londres, leur

avait promis de leur livrer les ports de l'Égypte dans le cas où ils l'aideraient à ressaisir sa puissance. Les intrigues dirigées contre Mohammed-Aly eurent auprès de la Porte un plein succès, malgré les efforts du consul français à Alexandrie, M. Drovetti, qui défendit chaudement Mohammed-Aly auprès du capitan-pacha, et commença dès lors ces relations de bons procédés qui ont toujours uni la France et le vice-roi. Un nouvel amiral turc arriva le 1er août, avec trois mille hommes de troupes, et un troisième firman qui nommait Mohammed-Aly pacha de Salonique, et lui enjoignait de quitter sans délai l'Égypte.

Le rusé pacha feint d'obéir, comme à son ordinaire ; il convoque les cheiks, leur annonce qu'il va partir ; ces derniers s'y opposent et s'empressent de rédiger un mémoire chaleureux qu'ils envoient à Constantinople ; il fait aussi assembler tous les chefs de l'armée, composée en grande partie d'Albanais, il leur déclare qu'il se soumet aux volontés de la Porte. Tous, d'une voix unanime, répondent qu'ils s'opposeront à son départ. « Vous voulez, leur dit Mohammed-Aly, m'em-

« pêcher d'exécuter les ordres que j'ai reçus, et « vous n'êtes pas assez forts pour résister si nous « sommes attaqués. Vos soldats vivent dans l'in- « discipline ; ils persécutent les habitants et m'ob- « sèdent sans cesse en me demandant leur solde. « Si vous voulez que je demeure avec vous, que « je sois votre fidèle compagnon d'armes comme « vous m'avez toujours vu, jurez sur le livre sa- « cré du Coran que vous ne m'abandonnerez pas, « que vous mourrez s'il le faut pour la cause « que nous défendons. » A ce discours, les chefs émus se lèvent, prêtent serment sur le Coran ; et, pour rendre ce serment inviolable, tous passent l'un après l'autre sur un sabre tenu aux deux bouts par les deux plus anciens. L'influence de Mohammed-Aly était si grande que ces soldats, d'ordinaire si avides, se frappent eux-mêmes d'une contribution, et remettent entre les mains de leur pacha 2000 bourses, que ce dernier emploie à gagner à sa cause les membres du divan.

A mesure que Mohammed-Aly s'affermissait au Caire, les beys mamlouks perdaient du terrain auprès du capitan-pacha. La Porte avait exigé

d'eux 1500 bourses; ils n'avaient pu les réunir; Mohammed-Aly en promet 4000, et envoie en otage, comme garant de sa promesse, son jeune fils Ibrahim, qu'il avait fait venir tout récemment de la Cavale; moyennant ces stipulations, le capitan-pacha se décida enfin à quitter l'Egypte, et le 12 octobre 1806 il fit voile pour Constantinople, emmenant avec lui un enfant de dix-sept ans qui n'eût jamais revu son père si la Porte eût pu deviner que c'était là le futur vainqueur de Konieh et de Nézib.

« L'Egypte, disait Mohammed-Aly à cette époque, est à l'encan; celui qui donnera le plus d'argent et le dernier coup de sabre restera le maître. » L'argent se trouva à l'aide de taxes nouvelles; et comme le pays était plus misérable que jamais, les cheiks murmurèrent; Mohammed-Aly se résigna à se brouiller avec ses anciens amis: il fit emprisonner les uns, bâtonner les autres, et Seid-Omar-Makram, le principal instrument de son élévation, fut exilé à Damiette. Restait à donner le dernier coup de sabre. Les mamlouks, déjà pris une première fois dans un piége où ils avaient laissé quatre-vingts des leurs, occupaient

encore toute la Haute-Egypte; Mohammed-Aly réunit son armée et marcha contre eux; mais il fut obligé de revenir précipitamment pour faire face à de nouveaux ennemis. L'Angleterre avait déclaré la guerre à la Porte, et une flotte de vingt-cinq voiles venait de paraître en vue d'Alexandrie; la ville avait été livrée par trahison et les Anglais marchaient sur Rosette. On sait quel rude échec ils éprouvèrent devant cette place, avec quelle vigueur le pacha les rejeta dans Alexandrie et les força d'évacuer l'Egypte, si bien qu'un bey mamlouk disait naïvement : « Qu'on ne « concevait pas comment des Européens avaient « pu se laisser battre ainsi par des Turcs. » Cela fait, Mohammed-Aly revint aux mamlouks. Mais la Porte était décidée à ne pas lui accorder un moment de repos; depuis longtemps elle le pressait de faire marcher un corps de troupes pour délivrer les villes saintes, alors occupées par les *Wahabys*. Ces wahabys, ou wahabytes, sont des Arabes schismatiques dont le but est de ramener l'islamisme à sa pureté primitive. Ils tirent leur nom du cheik Mohammed-Ebn-Abd-El-Wahab, leur fondateur, sorte de Luther oriental, qui re-

mua toute l'Arabie par ses prédications et mourut en 1787.

Mohammed-Aly hésitait à s'engager dans une expédition qui pouvait être longue et difficile avant de s'être débarrassé de ses plus dangereux ennemis, les mamlouks. Ne pouvant les vaincre par la force, il se détermina à en finir par la trahison. Les deux beys principaux Bardissy et l'Elfy venaient de mourir presque simultanément, et en les perdant cette oligarchie militaire perdait toute unité d'inspiration; Mohammed-Aly sut habilement semer la discorde parmi eux. Chahyn-Bey, successeur de Bardissy, fut le premier qui se laissa séduire par les promesses du pacha : il se sépara de ses collègues et vint habiter le Caire avec toute sa maison. Le pacha le combla de présents. D'autres beys ne tardèrent pas à suivre son exemple, et, quand Mohammed-Aly en vit entre ses mains un assez bon nombre, il les anéantit d'un seul coup. Le 1er mars 1811 fut le jour qui vit s'accomplir ce drame sanglant. Une fête avait été préparée en l'honneur de Toussoun, second fils du vice-roi, chargé du commandement de l'armée d'Arabie, et qui allait ce jour-là recevoir

la pelisse d'investiture. Le cortége devait se réunir chez le pacha, à la citadelle, pour descendre ensuite et traverser la ville en grande pompe. Les mamlouks, invités à la cérémonie, arrivent dès le matin, vêtus de leurs plus brillants costumes et montés sur leurs plus beaux chevaux. Mohammed-Aly les reçoit avec son affabilité ordinaire, et le défilé commence. Un corps de delhis ouvre la marche, les mamlouks suivent, et le cortége descend lentement par un chemin étroit, tortueux, taillé dans le roc et flanqué de hautes fortifications, qui conduit de la citadelle au Caire; la porte s'ouvre aux delhis et se referme sur les mamlouks. A l'instant un coup de canon donne le signal, et des Albanais, embusqués dans les fortifications, font pleuvoir sur eux une grêle de balles. Dans cette situation désespérée, les mamlouks tirent leurs sabres et tentent en vain de revenir sur leurs pas; l'étroit passage est bientôt encombré par les morts: la fuite était aussi impossible que le combat; tous furent fusillés sans merci.

Durant cet horrible carnage, le pacha, retiré dans son harem, était loin de garder cette impas-

sibilité majestueuse que lui a donnée M. Horace Vernet dans ce fameux tableau où le talent du peintre tient lieu de vérité locale; il était pâle, agité, effaré; la vue des têtes put seule calmer son inquiétude, et il n'ouvrit la bouche que pour demander un verre d'eau.

Le massacre des mamlouks est une de ces pages que l'on voudrait pouvoir effacer de l'histoire de Mohammed-Aly, et pourtant il ne faut pas oublier que c'était entre eux et lui une guerre à mort; que, si on en croit plusieurs écrivains, une conspiration ourdie par eux devait éclater le lendemain; l'un des deux partis devait succomber, et l'empire rester à celui qui prendrait l'initiative. Il ne faut pas oublier surtout que nous sommes en Orient, et que ce n'est pas un mince mérite, chez un prince musulman, de n'avoir jamais fait répandre le sang inutilement.

Affranchi ainsi de toute inquiétude à l'intérieur, le pacha tourna ses forces contre les Wahabytes. Une première campagne, assez mal conduite par son fils Toussoun, et une seconde dirigée par lui-même, ne produisirent aucun résultat décisif. La guerre se prolongeait, lorsque le vice-

roi se détermina enfin à confier le commandement des troupes à son fils aîné. Nous allons suivre un instant Ibrahim-Pacha dans cette guerre de l'Hedjaz, où il fit ses premières armes, guerre difficile et périlleuse, qu'il eut l'honneur de terminer, et où il déploya surtout une rare énergie.

C'est le 3 septembre 1816 qu'Ibrahim partit du Caire pour aller se mettre à la tête de l'armée d'Arabie; il avait alors vingt-six ans; jeune, ardent, avide de gloire, il avait vu l'élévation inespérée de son père avec ce fatalisme oriental qui ne s'étonne de rien, se met au niveau de toutes les positions, et qui faisait dire à son frère Toussoun, en réponse à des reproches de prodigalité que lui adressait Mohammed-Aly : « Mon père, il « vous convient d'être économe à vous qui n'êtes « pas né dans un rang élevé; mais moi qui suis le « fils de Mohammed-Aly, je dois être libéral et « généreux (1). » Les deux frères ne s'aimaient pas; Toussoun, prince doux et affable, était le favori de son père, et Ibrahim, à son retour de

(1) Toussoun, peu de temps après son retour en Egypte, mourut pour n'avoir pas voulu se séparer d'une Géorgienne qu'il aimait et qu'on présumait atteinte de la peste.

Constantinople, n'avait pu voir sans une vive jalousie le vice-roi confier à un autre qu'à lui le commandement d'une expédition importante. Les revers éprouvés par Toussoun furent loin de l'affliger, et il se promit bien de conquérir une fois pour toutes la confiance que semblait lui refuser son père. « J'ai été longtemps sans l'apprécier, » disait plus tard Mohammed - Aly au docteur Bowring, en parlant d'Ibrahim; « je n'eus une « entière confiance en lui que lorsque sa barbe fut « presque aussi longue que la mienne et qu'elle « commença à grisonner (1); maintenant je sais « tout ce qu'il vaut. » Aujourd'hui, en effet, le vainqueur de Konieh est l'amour et l'orgueil de Mohammed-Aly.

A son entrée en campagne, Ibrahim, animé alors d'une ferveur religieuse que la civilisation a beaucoup amortie, se rendit à Médine pour faire ses dévotions au tombeau du prophète; il jura de ne point remettre le sabre dans le fourreau jusqu'à l'entière extermination des Wahabytes; il fit vœu de

(1) Par suite des fatigues de la guerre, la barbe et les cheveux d'Ibrahim, qui étaient d'un blond ardent, ont blanchi de très-bonne heure.

sacrifier sur le mont Arafât trois mille moutons après la victoire, et en attendant il brisa héroïquement une centaine de bouteilles de rhum et de champagne dont on l'avait approvisionné au Caire.

Les Wahabytes, après avoir occupé tout le pays compris entre la mer Rouge et le golfe Persique, avaient été refoulés par Mohammed-Aly dans le Nedjed, berceau du schisme de Wahab, province montagneuse de l'Arabie centrale, défendue par plusieurs places fortes, entre autres Derayeh, ville populeuse dont ces sectaires belliqueux avaient fait leur capitale.

Les premières opérations d'Ibrahim-Pacha ne furent pas heureuses. Le moral du soldat était affaibli par une longue guerre en pays inconnu, l'absence d'eau, les privations et les maladies de tous genres; les révoltes étaient fréquentes. Les Wahabytes, sous la conduite d'Abdallah-Ebn-Souhoud, guerrier incapable, mais valeureux, interceptaient les convois et inquiétaient sans cesse les flancs de l'armée. Ibrahim tenta vainement de s'emparer d'El-Rass, ville frontière du Nedjed; après trois mois et dix-sept jours de siége et une

GALERIE DES CONTEMPORAINS ILLUSTRES.



IBRAHIM PACHA.

Imp de Fernel

R... sc

perte de trois mille quatre cents hommes, il fut obligé de se retirer. Tout à coup, honteux de cet échec et stimulé par l'insuccès comme d'autres le seraient par la victoire, il laisse derrière lui la place qu'il n'a pu forcer, s'enfonce avec audace au cœur même du pays, enlève successivement Boureydeh, El-Maznab, Châkra, Dorâma, s'avance en exterminant tout sur son passage, repousse l'ennemi sur Derayeh et arrive devant cette capitale qu'il investit. Le siége de Derayeh fut long et meurtrier. L'échec éprouvé devant El-Rass était dû en grande partie à cette présomption musulmane qui avait empêché le jeune prince d'écouter les conseils de M. Vaissière, officier français attaché à son état-major; instruit par l'expérience, il se résigna enfin à confier à cet officier la direction du siége de Derayeh; cependant deux mois s'étaient écoulés et Abdallah se défendait toujours, lorsqu'un accident imprévu vint mettre à une rude épreuve l'énergie d'Ibrahim. Le feu prend à la tente qui contenait toutes les munitions de l'armée; cette tente saute au milieu de la nuit avec un bruit épouvantable; les obus et les bombes embrasent le camp, la moitié

des provisions de bouche est consumée par l'incendie, et voilà un général de vingt-six ans qui se trouve à cinq cents lieues de l'Egypte, au milieu des déserts, en présence d'un ennemi acharné, supérieur en nombre, et sans autres munitions que quelques gargousses oubliées dans les batteries et les cartouches conservées par les soldats dans leur giberne ; la position était critique. Dès le lendemain, les assiégés enhardis par ce désastre font une vigoureuse sortie; Ibrahim se roidit contre l'adversité, harangue ses soldats, leur ordonne de ne tirer qu'à bout portant, et leur défend, sous peine de la vie, de céder un pouce de terrain; l'ennemi est repoussé dans la place. Chaque jour les sorties se renouvellent et Ibrahim reste inébranlable ; tout à coup on lui annonce l'approche d'un renfort de trois mille hommes que lui envoie son père, sous la conduite de Khalil-Pacha. Cette nouvelle le désespère ; il ne peut supporter l'idée que la gloire d'avoir forcé les Wahabytes dans leur dernier refuge sera partagée par un autre; il réunit ses troupes, leur déclare qu'il faut prendre Derayeh ou mourir, et ordonne un assaut général. Abdallah, battu sur

tous les points, demande à capituler et se rend lui-même sous la tente d'Ibrahim. Le jeune chef déclare qu'il a reçu ordre de l'envoyer prisonnier au Caire; Abdallah vaincu se résigne et part pour l'Egypte; Mohammed-Aly l'expédie à Constantinople et le divan lui fait trancher la tête.

Après la prise et la destruction de Derayeh, toute résistance cessa dans le Nedjed, et la guerre ne fut plus qu'un long massacre: le pays fut ravagé, les villes furent brûlées, les principaux chefs décapités et leurs familles réduites en esclavage. Si Mohammed-Aly eût été assez fort pour résister aux injonctions de la Porte, il est permis de croire qu'il n'eût pas adopté ce système de destruction, qui n'était propre qu'à le rendre odieux à une population guerrière qu'il avait tout intérêt à s'attacher. Cette répression violente n'a produit que des résultats incomplets : l'Arabie n'a jamais été pacifiée, le wahabysme a laissé dans les cœurs de profondes racines; tout ce qui reste de ces sectaires indomptables s'est réfugié dans l'Yemen et remue sans cesse. Jusqu'à ces derniers temps le pacha a été obligé d'y entretenir une armée qui le ruinait en hommes et en argent; de plus,

les Anglais, qu'on rencontre partout où il y a du terrain à prendre et des établissements à former, après avoir vainement tenté de s'introduire dans l'Hedjaz, comme auxiliaires d'Ibrahim-Pacha, ont trouvé depuis un mauvais prétexte pour faire acte de possession sur *Aden*, au midi de la côte arabique, et au nord sur les îles Bahreyn, malgré les vives réclamations de Kourchid-Pacha, dernier lieutenant du vice-roi. Aujourd'hui Mohammed-Aly, obligé, par l'attaque des puissances coalisées, de concentrer ses forces, vient de rappeler ses troupes, et l'Arabie va être de nouveau la proie des Wahabytes et des Anglais.

Mais revenons à Ibrahim-Pacha. Après avoir procédé à l'orientale, c'est-à-dire par l'extermination, à la pacification du Nedjed, après avoir dompté à coups de sabre de nouvelles révoltes qui venaient d'éclater dans son armée, le jeune vainqueur, décoré par la Porte du titre de pacha des Villes-Saintes, le premier pachalik de l'empire, fit son entrée triomphale au Caire le 11 décembre 1819; son absence avait duré trois ans.

Durant ce temps il s'était fait de grandes choses en Égypte ; d'abord Mohammed-Aly avait compris qu'au XIXe siècle un fondateur de dynastie ne saurait décemment se passer d'apprendre à lire ; il avait pris pour maître d'école une esclave lettrée de son harem, et il savait lire ; ensuite il avait travaillé de plus en plus à user les liens déjà bien faibles qui unissaient l'Égypte à Constantinople. La révolution qui venait de précipiter du trône l'infortuné Sélim III avait été sans retentissement au Caire, et presque au même moment surgissaient en Orient, face à face, deux novateurs, l'un réformateur tronqué qui ne sut ou ne put que détruire, jamais édifier, et dont les tentatives avortées n'ont servi qu'à accélérer la ruine de son empire ; l'autre, génie tenace, vigoureux, actif, peu scrupuleux quant aux moyens, mais qui, se sentant enfin maître d'un pouvoir si ardemment convoité, se préparait à faire table rase pour demander à la civilisation de l'Europe les éléments d'une organisation nouvelle.

C'est ici le cas de passer en revue, autant que le comporte l'exiguité de cette notice, les principales créations de Mohammed-Aly, et

d'envisager sous ses deux faces l'édifice qu'il a fondé.

Au moment de mettre la main à l'œuvre, le vice-roi sentit qu'avant toutes choses il lui fallait avoir des moyens d'action au dedans, de défense et d'accroissement au dehors, c'est-à-dire une armée et une marine. Ce qu'il avait vu des troupes françaises en Égypte avait suffi pour lui faire comprendre tout l'avantage d'une force militaire régulièrement organisée. Mais si la supériorité de son intelligence le rendait inaccessible aux préjugés orientaux, il n'en était pas de même chez ceux qui l'entouraient, et ses projets furent accueillis, même par ses plus proches, avec une antipathie très-prononcée ; les chefs militaires, jusqu'alors indépendants, répugnaient à se voir soumis à un contrôle régulier ; et la soldatesque albanaise, qui avait été si utile à Mohammed-Aly, devenait un obstacle insurmontable, avec ses habitudes enracinées d'indiscipline et de brigandage.

C'est au milieu de pareilles entraves que l'obstiné pacha se décida à faire une première tentative, qui faillit avoir pour lui des conséquences

fatales : au retour de l'expédition qu'il avait dirigée contre les Wahabytes, il annonce ses projets aux troupes réunies à Boulâc, et leur enjoint de se préparer à se soumettre au *nizam-djeddid* (nouvel ordre de choses). Il était à peine rentré au Caire que les soldats commencent à murmurer ; les chefs eux-mêmes attisent le feu de la révolte, et déclarent le pacha *infidèle* (1). Bientôt une insurrection terrible éclate ; les troupes s'avancent furieuses sur le Caire ; le palais de Mohammed-Aly, sur la place de l'Ezbekieh, est assiégé et pillé ; lui-même n'a que le temps de se réfugier à la citadelle, et pendant deux jours la ville reste au pouvoir des soldats. Après quelques pourparlers, Mohammed-Aly se résigne à ajourner prudemment ses projets, et comprenant dès lors qu'il lui serait impossible de les réaliser tant qu'il aurait sur les bras une milice aussi turbulente, il ne s'occupe plus qu'à s'en débarrasser par tous les moyens : les corps les plus turbulents sont dirigés sur l'Hedjaz, avec ordre secret de les faire

(1) Un article du code sunnite porte : Le souverain doit bien se garder d'innover, car le prophète a dit : Toute innovation est une erreur, et toute erreur conduit au feu.

décimer par l'ennemi. Un chef albanais, des plus influents et des plus mutins, vient réclamer l'arriéré de sa solde; ce chef était malade; le pacha lui témoigne l'intérêt qu'il prend à sa santé; le même soir il lui envoie son médecin italien Mendrici pour le traiter. « Le malade fut soigné, dit « M. Mengin avec une naïveté digne de Philippe « de Commines; *il prit des médicaments et mou-* « *rut quelques jours après.* »

En même temps le pacha profite de cette occasion pour mettre à exécution ses projets de conquête sur la Nubie et tous les pays qui avoisinent les sources du Nil; le commandement de l'expédition fut confié à son troisième fils, Ismaïl-Pacha. Ce jeune prince remonte le Nil et porte ses armes victorieuses jusqu'aux confins du Sennâr. A son retour, il s'arrêta aux environs de Chendy, dans le territoire des Chaykié, tribu belliqueuse de la Nubie qu'il n'était parvenu à soumettre qu'après une résistance désespérée. Le chef de la tribu, Naïr, surnommé *Nimr* (le tigre) à cause de son intrépidité, et qui avait fait sa soumission, vint à la rencontre du jeune vainqueur pour lui demander humblement quelque diminution au sujet de

l'énorme impôt dont il avait été frappé : Ismaïl, pour toute réponse, lui casse sa pipe sur la figure et le menace de le faire empaler s'il ne paie la somme exigée. Le chef nubien dissimule la rage qui lui dévore le cœur, et, le sourire aux lèvres, il invite Ismaïl à lui faire l'honneur d'entrer à Chendy, en lui offrant sa maison pour le recevoir. Ismaïl accepte ; une fête est préparée, et, tandis que les soldats égyptiens s'enivrent de *bilbil*(1), les Nubiens fondent sur eux au milieu de la nuit ; Nimr saisit un brandon et met le feu à la maison, qui s'écroule sur le corps à demi consumé d'Ismaïl.

A la nouvelle de ce sinistre événement, le gendre du vice-roi, le defterdar Mohammed-Bey, fameux par sa férocité, et qui était alors occupé à soumettre le Kordofan, accourt pour venger la mort de son beau-frère ; toute la province des Chaykié fut mise à feu et à sang ; trente mille têtes furent sacrifiées aux mânes d'Ismaïl. Du Kordofan à Chendy, le defterdar promena la désolation et la mort, jusqu'au moment où le vice-roi,

(1) Sorte de bière forte que les Nubiens préparent avec du doura.

prévenu trop tard, mit fin à cet horrible massacre, dont le souvenir est resté vivace au cœur des populations nubiennes.

Grâce à ces diverses expéditions, Mohammed-Aly vit s'éclaircir de plus en plus les rangs des Albanais, et put revenir à ses projets d'organisation militaire. Il rencontra sous sa main le capitaine Sève qui s'en allait chercher fortune en Perse ; il eut la bonne idée de l'arrêter au passage et de se l'attacher. Un camp d'instruction fut secrètement formé à Assouan, sur les limites de l'Égypte et de la Nubie, bien loin des regards fanatiques des Turcs du Caire. On éleva des casernes sur la lisière du désert, et mille mamlouks (1), pris dans la maison du pacha et de quelques grands du pays, furent dirigés sur ce point pour former le noyau de la nouvelle armée. Il fallut qu'à son retour de l'Hedjaz le vainqueur des Wahabytes, Ibrahim-Pacha lui-même, vînt, malgré ses répugnances, prendre place à la queue du bataillon, à son rang de taille (2), pour apprendre la

(1) Il est bien entendu qu'il ne s'agit plus ici des beys mamlouks, mais bien des jeunes esclaves que les hauts personnages de l'Egypte font élever dans leurs maisons.

(2) Ibrahim est de petite stature.

charge en douze temps. A force de persévérance, le capitaine Sève, qui est le type le plus complet du soldat français, ferme, intrépide et bon enfant, parvint à dompter l'antipathie de ses élèves et à se concilier l'affection d'Ibrahim-Pacha, qui ne tarda pas à comprendre l'immense profit qu'il pourrait tirer de la tactique européenne. Lorsqu'on eut enfin des cadres manœuvrant régulièrement, il fallut trouver des soldats pour les remplir ; on essaya d'abord de faire venir des nègres du Sennâr, mais ils ne pouvaient se faire au service militaire et périssaient par milliers ; il ne fallait pas penser aux Turcs : autant eût valu leur proposer de cracher sur le tombeau du prophète ; c'est alors que Mohammed-Aly prit l'audacieuse résolution d'enrégimenter les *fellahs,* déchus depuis des siècles du droit de porter des armes. En même temps que les Turcs, blessés dans leur orgueil, murmuraient, les fellahs, pour qui tout service militaire était odieux, jetaient les hauts cris. Ibrahim-Pacha contint les Turcs en feignant une grande répugnance pour les projets de son père, et en parlant de cette innovation comme d'un caprice passager. Quant aux fellahs, ils fu-

rent disciplinés à grands coups de *courbach* (1), et lorsqu'on en posséda environ quinze mille rapidement instruits et exercés, Ibrahim s'en déclara le chef, à la grande stupéfaction des Turcs, qui ne se résignèrent qu'après de longues difficultés à se mêler à de pareils soldats.

Restait à leur faire accueillir une innovation plus dangereuse encore, l'admission des Arabes au grade même le plus subalterne. Ibrahim s'y prit adroitement. « Nous avons besoin de caporaux, dit-il un jour ; le grade de caporal à celui qui courra le mieux, Turc ou Arabe. » Les Turcs, convaincus en toute chose de leur supériorité native, se prêtèrent de bonne grâce à la plaisanterie de leur général ; mais leur agilité fut en défaut, et le premier caporal arabe gagna son grade à la course (2). Aujourd'hui les Arabes peuvent parvenir jusqu'au grade de capitaine. — Après la prise de Saint-Jean-d'Acre, Ibrahim avait dit : « A « la fin de la campagne nous aurons des colonels « arabes. » Mais le vice-roi a refusé d'accéder

(1) Verge de peau d'hippopotame ou d'éléphant dont nous avons fait *cravache*. Cet instrument joue un rôle capital dans toutes les innovations du pacha.

(2) Voir l'ouvrage de M. Barrault. *Occident et Orient.*

aux désirs de son fils. Soit répugnance, soit défiance, Mohammed-Aly répète souvent : « Il ne « faut pas oublier que nous ne sommes que quinze « mille Turcs en Égypte. »

Toujours est-il que ce petit noyau d'armée, créé en 1823, s'est accru avec une telle rapidité qu'en ce moment le pacha a sous sa main cent trente mille hommes de troupes régulières, organisées à l'européenne, qui ont prouvé ce qu'elles valaient dans les deux campagnes de Syrie, et dont la manœuvre a paru digne d'éloges à un témoin compétent, le maréchal Marmont (1). En joignant à cela les bédouins irréguliers, les ouvriers des ports qui sont enrégimentés, la garde nationale formée dans les principales villes de l'Egypte, les élèves des diverses écoles militaires, il se trouve que Mohammed-Aly peut actuellement mettre sur pied un effectif de plus de deux cent soixante mille hommes (2).

Après avoir constitué une armée, Mohammed-Aly se prépara à former une marine ; il avait déjà

(1) Voyage du duc de Raguse, 3e vol., p. 295.

(2) *Aperçu général sur l'Égypte*, par Clot-Bey, tome II, p. 525.

fait construire, à Marseille et à Livourne, un assez bon nombre de navires, lorsque l'insurrection de la Grèce vint l'interrompre au milieu de ses travaux. Le sultan l'appela aux armes; trop faible encore pour refuser d'obéir, et trop habile d'ailleurs pour ne pas voler à la défense d'une cause qui semblait celle de l'islamisme tout entier, le vice-roi s'empressa d'armer sa flotte, et, au mois d'août 1825, douze mille hommes de troupes régulières, huit cents chevaux et soixante bâtiments de toutes dimensions partirent d'Alexandrie sous la conduite d'Ibrahim-Pacha. Les événements de la guerre de Morée sont connus; je ne m'y arrêterai pas; on sait comment Ibrahim, après avoir pacifié Candie et promené ses armes triomphantes dans toute la Morée, fut obligé de se retirer après Navarin et l'arrivée des troupes françaises, et comment la Russie, en faisant un appel aux sentiments chevaleresques de l'Europe, amena la France et l'Angleterre à travailler, à sa manière, à l'intégrité de l'empire ottoman, en détruisant, le 20 octobre 1827, les flottes combinées de l'Egypte et de la Turquie.

Mohammed-Aly reçut la nouvelle de ce désastre

avec le flegme stoïque d'un musulman; Ibrahim-Pacha fut accueilli comme après une victoire, et deux ans s'étaient à peine écoulés que, grâce à la prodigieuse activité d'un habile ingénieur français, M. de Cerisy, la plage d'Alexandrie, jusqu'alors déserte, se couvrait de magnifiques constructions; les vaisseaux surgissaient dans les chantiers comme par enchantement. Un autre Français, Besson-Bey, formait les équipages en organisant à l'européenne les mariniers du Nil. Et aujourd'hui le port d'Alexandrie renferme, indépendamment des vingt-quatre bâtiments turcs livrés au pacha après la bataille de Nézib, onze vaisseaux de haut-bord, six frégates, cinq corvettes, quatre goëlettes, cinq bricks, en tout trente et un bâtiments égyptiens, montés par seize mille hommes d'équipage, qui manœuvrent avec toute la prestesse des matelots anglais ou français.

Pour suffire à un tel développement de forces, il fallait d'immenses ressources; or de tout temps l'agriculture a fait la seule richesse de l'Egypte; par suite des invasions, des révolutions, de l'anarchie, de l'ineptie du maître et de l'esclave, la vallée du Nil, mine d'or jadis inépuisable alors

que ce pays était le grenier de Rome, semblait frappée de stérilité et de mort. Il s'agissait, pour Mohammed-Aly, de la raviver en organisant un nouveau système de culture ; mais pour cela il fallait être maître du sol. Le vice-roi se décida à tenter un coup hardi en abolissant tout droit de propriété. La nature de la propriété en Egypte est une question fort controversée; toutefois il est constant qu'à l'avénement de Mohammed-Aly il y avait en Egypte de véritables propriétaires; les *moultezims* n'étaient pas autre chose; les mosquées et les établissements publics possédaient aussi de temps immémorial. Le vice-roi invita les moultezims et les ulémas à lui apporter leurs titres, sous prétexte de les vérifier, et quand il les tint dans ses mains il les confisqua; quelques-uns des réclamants obtinrent des pensions viagères, mais tous furent expropriés. Les propriétés mobilières échappèrent seules à cette vaste spoliation. Dès lors l'Egypte ne fut plus qu'un immense domaine exploité par un seul homme; aux cultures partielles le pacha substitua la culture en grand, les semences précieuses aux semences vulgaires; il fit creuser des canaux pour transporter au loin

le limon fécondant du Nil; quinze cents jardiniers, appelés de l'Archipel ou de l'Europe, furent disséminés dans les provinces pour y répandre les meilleures méthodes de culture. Un Français, M. Jumel, naturalisa en Egypte le coton-arbuste, et les plantations, multipliées par le vice-roi, donnèrent jusqu'à neuf cent quarante-sept quintaux. La culture de l'indigo, de la garance, de l'opium, du riz, du froment, du maïs, prit une extension prodigieuse; on planta trois millions de pieds de mûrier pour la nourriture des vers à soie, dont le produit s'est élevé, en 1833, à quinze mille kilogrammes; vingt-quatre millions de pieds d'arbres de toute espèce furent également plantés le long des deux chaînes riveraines du Nil, et l'Egypte prit un aspect nouveau.

En même temps que la culture du sol s'étendait et se perfectionnait, le vice-roi créait une foule de manufactures pour mettre en œuvre ses produits : filature de coton, fabriques de soie, corderies, étoffes de laine, fabriques de bonnets, fonderies de fers coulés, fabriques de draps, raffineries, fabriques de poudre et de salpêtre, fabrique de produits chimiques, etc.

Après avoir organisé l'agriculture et l'industrie, Mohammed-Aly s'est occupé de l'éducation intellectuelle de l'Egypte; il a fondé un conseil d'instruction publique auquel sont venues se rattacher des écoles de toute espèce : école de médecine, hôpital civil et militaire, école de médecine vétérinaire, école d'infanterie, école de cavalerie, école d'artillerie, école de musique, écoles primaires. La plupart de ces établissements sont dirigés par des Français.

Maintenant, si la véritable civilisation implique nécessairement pour la masse une augmentation de bien-être, hâtons-nous de dire que l'Egypte est encore bien loin d'être civilisée; sous ce rapport, Mohammed-Aly a contre lui un fait que ses plus habiles apologistes pourront bien atténuer, mais jamais détruire. Depuis l'expédition française, le revenu total de l'Egypte a augmenté dans la proportion de 1 à 7, tandis que la population a diminué d'un tiers, et que les deux tiers restants sont deux fois plus misérables que jamais. Le gouvernement s'est fortifié et enrichi de toute la faiblesse et de toute la pauvreté des gouvernés. Jusqu'ici le vice-roi n'a emprunté aux institutions

de l'Europe que des moyens d'accroissement, d'action, d'organisation, et rien de plus; pour tout ce qui s'appelle liberté, légalité, humanité, équitable répartition de droits, garanties du faible contre le fort, sentiment des intérêts généraux, pour tout cela le gouvernement de Mohammed-Aly est tout ce qu'il y a de plus musulman, c'est-à-dire de plus brutal, de plus aveugle et de plus odieux.

Je ne puis ici, faute d'espace, décrire l'affligeant contraste que présente cette tyrannie orientale organisée à l'européenne; je me contenterai de l'indiquer en peu de mots. L'Egypte actuelle est l'œuvre du génie enté sur l'égoïsme; c'est une machine habilement construite que deux millions d'hommes s'épuisent à faire fonctionner au profit d'un seul. Le fellah cultive et le pacha récolte; le fellah fabrique et le pacha vend; le fellah travaille, souffre et maudit le pacha, qui pressure, bâtonne et exploite le fellah. En somme, le pacha a une belle armée, une belle flotte, de belles manufactures, de belles plantations, de beaux revenus, et l'on peut dire, sans exagération, que les quatre cinquièmes de ses sujets s'estiment heureux quand ils ne meurent pas littéralement de faim. Est-ce

là une bonne manière d'initier un peuple aux douceurs de la civilisation? Sans doute, l'état permanent de guerre imposé à Mohammed-Aly entre pour beaucoup dans les misères de l'Egypte; sans doute le fellah ne pouvait être arraché autrement que par la force à ses habitudes invétérées de paresse; sans doute il sera un jour allégé des charges énormes qui pèsent sur lui; sans doute le gouvernement oppresseur mais vivace de l'Egypte vaut mieux que l'anarchie moribonde de l'empire ottoman; toutefois, si la tyrannie est injustifiable, c'est surtout quand elle agit contrairement au but qu'elle se propose. Or, sans parler de cette hideuse chasse aux hommes qu'en Egypte on appelle la conscription, de cette hiérarchie administrative qui se produit sous la forme d'une cascade d'extorsions, d'avanies et de coups de bâton, qui tombe sans cesse du pacha sur le *moudyr* (1),

(1) La dignité de *moudyr* correspond à celle de nos anciens gouverneurs de provinces. L'Egypte a été divisée par Mohammed-Aly en sept gouvernements principaux; à la tête de chacun de ces gouvernements est placé un *moudyr;* puis vient le *mâmour*, chef de département, espèce de préfet; puis le *nazir*, chef d'arrondissement; puis enfin le *cheik-el-beled*, qui est ce que sont chez nous les maires de village.

du *moudyr* sur le *mâmour*, du *mâmour* sur le *nazir*, du *nazir* sur le *cheik-el-beled*, pour de là pleuvoir sur le malheureux fellah; comment justifier ce monopole absolu du commerce qui enlève au travail son plus grand mobile, l'intérêt, et son plus puissant attrait, le bien-être? Comment justifier surtout cette inique et absurde loi de solidarité pour le recouvrement de l'impôt, qui oblige l'homme laborieux à payer pour le fainéant, et qui étend son réseau sur toutes les provinces, dont chacune doit remplir le vide qui résulterait pour le trésor de l'insolvabilité ou de la mauvaise volonté d'une ou de plusieurs d'entre elles? Comment constituer un gouvernement durable quand il n'a pour base que la haine et le détriment du plus grand nombre? Et d'ailleurs, est-il une position, si exceptionnelle qu'elle soit, qui puisse absoudre un système tendant visiblement à la destruction de l'espèce humaine?

Voilà pourquoi la France, qui a tout intérêt à ce que l'Egypte soit forte et prospère, doit, même au prix de la guerre, conquérir pour Mohammed-Aly l'indépendance et la paix; que le vice-roi, libre de toutes parts et maître de choisir sa route,

soit enfin mis en demeure de prouver à l'Europe qu'il n'est pas un de ces mauvais génies qui pèsent un instant sur l'humanité et passent, mais bien un de ces régénérateurs de peuples qui se survivent dans leurs œuvres et laissent un nom aimé de la postérité.

Depuis longtemps Mohammed-Aly convoitait la Syrie, et il y avait dans ce désir autre chose qu'un instinct de rapacité; entre la Syrie et l'Egypte il y a des affinités de tous genres: races, langage, histoire, tout leur est commun ; tour à tour l'une a obéi, l'autre a commandé, ou toutes deux ont subi en même temps le joug étranger. Séparées seulement par un désert de quelques journées de marche, chacune de ces deux provinces est la frontière de l'autre, et fait sa faiblesse ou sa force, suivant qu'elle lui est hostile ou amie. Dès lors il était facile de prévoir que celle des deux qui, la première, prendrait de la consistance, chercherait immédiatement à se rattacher l'autre. De plus, la Syrie a des bois magnifiques, des mines de houille et une population vigoureuse ; l'Egypte manque de bois pour sa marine, de charbon pour ses manufactures et d'hommes pour toutes choses.

Mohammed-Aly l'avait demandée une première fois au sultan, en récompense de ses victoires sur les Wahabytes, et une seconde fois pour l'appui qu'il lui avait prêté dans la guerre de Morée. Le sultan la lui avait promise deux fois, et deux fois il avait manqué à sa parole. Le vice-roi trouva un prétexte d'envahissement dans le refus que lui fit Abdallah, pacha d'Acre, de lui rembourser une dette de 11 millions de piastres, et de lui rendre six mille fellahs égyptiens émigrés dans son pachalik. Une armée de quarante mille hommes entra en Syrie, et, le 27 novembre 1831, Ibrahim-Pacha arriva sous les murs de Saint-Jean-d'Acre. Le siége de cette place, réputée imprenable en Orient depuis l'échec de Bonaparte, fut conduit avec vigueur, mais sans méthode; il durait depuis cinq mois, lorsque Ibrahim apprit que l'armée turque se rassemblait dans la haute Syrie; il dut marcher à sa rencontre. Mohammed-Aly envoya à Acre l'ingénieur piémontais Romeï, qui conduisit une attaque régulière, et la place fut prise en quinze jours. Le vice-roi et son fils avaient été déclarés rebelles; un firman d'excommunication fut lancé contre eux. Ibrahim s'avança sur

Homs, et, pour la première fois, des troupes musulmanes, disciplinées à l'européenne, se trouvèrent en présence, le 17 juillet 1832. Les Turcs, quoique supérieurs en nombre, furent battus complétement. Quelques jours après, à Beylan, l'armée turque fut encore une fois mise en déroute, et enfin une troisième et brillante victoire, remportée à Konieh, le 21 décembre 1832, ouvrit à Ibrahim les portes de Constantinople. Il y eut là pour le vice-roi un beau moment, un moment décisif, où il fallait agir, et où il a manqué d'audace; occasion précieuse, à jamais perdue, où il pouvait relever le trône des sultans, et décider une fois pour toutes cette question d'Orient, dont la solution bouleversera l'Europe tôt ou tard. M. Thiers a dit, l'année dernière, à la tribune, qu'en 1833 le pacha avait *reçu une leçon*, qu'il avait voulu marcher sur Constantinople, et qu'il avait trouvé que la Russie y était avant lui. M. Thiers avait complétement oublié les faits : Ibrahim-Pacha était à Konieh le 22 décembre 1832, à cent lieues de Constantinople ; il pouvait facilement y arriver dans la première quinzaine de janvier. Or, l'escadre russe ne put entrer dans le Bosphore que

le 20 février, et l'arrivée des troupes de débarquement n'eut lieu que le 7 avril. Rien ne s'opposait donc à la marche d'Ibrahim. Toute l'armée turque s'était dispersée. Les populations, mécontentes des brusques innovations de Mahmoud, et découragées par ses revers, appelaient à grands cris le vainqueur; le sultan hésitait à introduire lui-même les *giaours* dans Stamboul la *bien gardée;* les ulémas se tenaient prêts à le proclamer *infidèle*, et tout se prêtait à l'inauguration d'une dynastie nouvelle. Mohammed-Aly eut un instant la pensée de s'embarquer sur sa flotte, et d'arriver devant Constantinople, en même temps que son fils, à la tête de l'armée, borderait le rivage de Scutari; il n'osa pas, et ce qui eût été facile alors est devenu presque impossible aujourd'hui. Les événements qui suivirent sont connus : Ibrahim s'arrêta à Kutahyeh, la diplomatie européenne se mêla du différend; un traité fut conclu, qui donna à Mohammed-Aly la possession de toute la Syrie, jusqu'à Adana. Le sultan a essayé de le briser l'année dernière; la nouvelle et éclatante victoire d'Ibrahim, à Nézib, le 24 juin 1839, la mort soudaine de Mahmoud, la défection de sa

flotte, l'arrangement près de se conclure entre les deux parties contendantes, l'intervention brusque et fatale de la Russie, de l'Angleterre, de l'Autriche et de la Prusse, l'attitude prise par la France, tous ces faits sont trop récents pour qu'il soit nécessaire de s'y arrêter.

Il suffit d'avoir fait quelque étude du caractère de Mohammed-Aly pour être convaincu qu'il ne cédera pas la Syrie, qui lui appartient par droit de conquête d'abord et ensuite en vertu d'un traité ratifié par ceux-là même qui veulent aujourd'hui la lui enlever. Si la lutte s'engage sérieusement, le pacha résistera-t-il *seul* aux forces combinées de l'Angleterre, de la Russie et de l'Autriche? Cela paraît difficile à croire. Sera-t-il refoulé en Egypte, ou mieux encore *destitué*, comme disait naguère *la Gazette d'Augsbourg?* Ceci est l'affaire de la France. Si elle veut que le plus beau pays du monde soit divisé à sa barbe en deux parts; si elle veut, pour me servir d'une expression de M. de Carné, qu'Alexandrie fasse l'appoint du marché dont Constantinople sera le prix; si elle veut, d'ici à vingt ans peut-être, se trouver étouffée et broyée entre deux colosses, le despotisme russe

assis depuis le pôle nord jusqu'à la frontière de l'Allemagne, et le blocus anglais établi de Calcutta à Londres; si, en un mot, la France veut passer à l'état de puissance de second ordre, elle n'a qu'à parler beaucoup, se croiser les bras et laisser faire : ce sera bientôt fait.

Toutefois, comme depuis vingt-cinq ans la diplomatie européenne vit d'atermoiements, d'ajournements, il est possible que par l'instigation du cabinet français Mohammed-Aly accepte et reçoive la possession viagère de la Syrie. Solution parfaite, en vérité, car le pacha a soixante et onze ans passés; tout le monde sait ce que signifie le mot *viager* en Orient, où tout est viager et où il n'y a pas un fétu de différence entre la propriété et la possession ; d'où il suit que dans six mois, un an peut-être, le problème surgira de nouveau, plus menaçant que jamais, et la France se trouvera alors à moitié engagée dans une voie fatale, l'affaiblissement de l'Egypte. En attendant que s'ouvre la lutte, il est bon, ce me semble, que l'on sache bien que cette intégrité de l'empire ottoman dont on nous leurre est une chimère de même espèce que l'alliance anglo-française. L'em-

pire ottoman, on l'a dit cent fois, c'est aujourd'hui l'*empire d'une ville* dont le comte Orloff a emporté, en 1833, la clef dans sa poche, tout en criant bien haut qu'il s'en allait les mains vides. Ce simulacre d'empire vivra tant qu'il plaira à la Russie, et elle n'est pas aussi pressée d'en finir qu'on le pense généralement; ce qu'il lui faut, ce sont les Dardanelles, et sur le Bosphore une prédominance absolue qui ait tous les avantages de la possession sans en avoir les inconvénients : ceux-ci seraient nombreux et de plus d'un genre. Voilà un siècle que l'histoire retentit des coups terribles que la Russie porte à son malheureux voisin; elle le tient maintenant sous ses pieds, elle va lui passer la chaîne au cou, et elle le laissera vivre encore un peu, jusqu'à ce qu'il lui convienne de le tuer. La Russie est si magnanime!

Quant à l'Angleterre, en fait de principes, elle a une énorme dette, une dette dont les intérêts s'élèvent à 700 millions, qu'il s'agit de payer et de chercher sur tous les points du globe. Le produit seul de ses douanes lui vaut 600 millions, qu'elle préfère à toutes les constitutions et à tous les dra-

peaux du monde. Elle sait bien qu'elle aura tôt ou tard maille à partir avec la Russie, sur l'Indus; mais c'est là une éventualité secondaire: l'Asie centrale est grande, et il y a loin de la mer Caspienne à l'océan Indien. Pour elle, l'affaire la plus pressée aujourd'hui, c'est celle du Bosphore, qui menace de devenir russe. Il s'agit de savoir ce qui rapportera le plus, de s'y opposer ou de s'y résigner moyennant ample compensation; or, s'il était permis à l'Angleterre de faire sienne l'immense ligne qui joint Gibraltar à Bombay, en passant par Alexandrie, pourquoi la constitutionnelle Albion ne se montrerait-elle pas accommodante avec le tzar, et ne céderait-elle pas aussi quelque chose?

Entre ces deux convoitises également ardentes, avec une Autriche peureuse et une Prusse moscovite, la France doit se préparer de bonne heure à l'isolement. Sous ce point de vue, fortifier Paris est une idée habile, heureuse, nationale, une idée que moi, mince biographe, j'appelais de mes vœux longtemps avant qu'il en fût question (1). Mais ce n'est pas tout : la France ne doit pas

(1) Voir la 13e livraison.

s'attacher à concilier des choses inconciliables, et se préoccuper outre mesure d'un *statu quo* qui est tout entier à son détriment. Lorsqu'au sein d'un empire qui se meurt, entouré de deux ennemis prêts à se jeter sur son cadavre, il surgit une force jeune et vivace, qui peut s'accroître, s'améliorer, s'imprégner de nous-mêmes et nous servir d'utile auxiliaire contre d'ambitieux desseins, quand un fait pareil s'accomplit, la France doit en tenir compte, et ne pas s'obstiner à conserver un équilibre impossible entre ce qui naît et ce qui meurt. Quoi qu'elle fasse, il lui faudra, dans un avenir plus ou moins éloigné, choisir entre le Caire et Stamboul.

SUPPLÉMENT A LA 2e ÉDITION.

Les considérations qui terminent cette notice n'étaient, au moment où elles ont été publiées pour la première fois, que l'expression de l'opinion générale de la France. Parmi toutes les questions de politique extérieure qui ont surgi à l'horizon depuis 1830, il n'en est aucune sur laquelle le gouvernement, les Chambres, la presse, le pays tout entier se soient prononcés avec une pareille unanimité, et il n'en est aucune au sujet de laquelle le gouvernement, les Chambres, la presse, le pays tout entier aient éprouvé une semblable déception.

De quelque manière qu'on l'envisage, la solution de l'affaire turco-égyptienne comptera certainement parmi les plus grands échecs qu'ait subis la politique française depuis cinquante ans, et M. de Lamartine n'exagérait ni la portée ni les conséquences de cet échec quand il l'appelait le *Waterloo de notre diplomatie.*

On ne trouve point dans notre histoire un cas analogue à celui-ci; on ne trouve point une circonstance où la France se soit avancée d'une manière aussi décisive pour reculer avec tant de rapidité; on ne trouve point une circonstance où, après avoir choisi, à la suite de réflexions et de débats contradictoires, une situation nette et tranchée; où, après avoir fait adopter au pays tout entier cette situation; où, après avoir annoncé à l'Europe et au monde qu'il n'en sortirait *à aucun prix,* notre gouvernement ait ait été conduit à abandonner, du jour au lendemain, la position qu'il déclarait vouloir conserver à tout prix.

Je ne reviendrai pas sur tout ce qu'on a dit au sujet des causes qui ont préparé ce déplorable échec. La France est un pays où l'on passe, sur tel ou tel point, avec une merveilleuse facilité, de l'enthousiasme le plus inconsidéré à l'indifférence la plus léthargique. Pour la grande masse des esprits superficiels, la question si brusquement tranchée par le traité du 15 juillet 1840 et ses résultats est une question vidée, épuisée, éteinte; la question a été vidée sans nous, contre nous, malgré nous: notre diplomatie est devenue la risée de l'Europe; la puissance égyptienne, qui était naguères l'objet de tant de sollicitude, de tant d'hommages et de tant d'éloges, et aussi de tant d'exagération; cette puissance, que tous les partis s'accordaient à présenter comme un double rempart contre la Russie et contre l'Angleterre, et sur laquelle tous les partis appelaient la protection la plus active et la

plus décidée du gouvernement français; cette puissance, c'est à peine si l'on s'inquiète aujourd'hui de savoir seulement si elle existe encore. Le fier protégé de la France, après avoir été mis par elle à deux doigts de sa perte, est aujourd'hui l'humble vassal des faits accomplis, c'est-à-dire de l'Angleterre, qui lui a fait sentir la force de son bras.

Mais qu'importe tout cela ? Nous sommes rentrés dans le concert européen ; c'est-à-dire les puissances ont bien voulu nous admettre à reconnaître que tout ce qu'elles avaient fait était bien fait. Que veut-on de plus? disent les ministériels.

L'opposition ne professe pas sur l'événement, ses causes et ses résultats, des opinions beaucoup plus larges; de même que les ministériels se consolent par la pensée qu'après tout c'est la faute de M. Thiers, les partisans de M. Thiers se tirent d'affaire en déclarant que sans M. Guizot l'honneur de la France était sauvé; d'un autre côté, les partisans de M. Molé soutiennent que le ministère du 15 avril avait seul des idées saines sur l'affaire, et que ses successeurs ont tout gâté, tandis que les hommes du cabinet du 12 mai affirment que tout allait bien entre leurs mains, lorsque M. Thiers est venu tout déranger. Quant aux radicaux, ils en sont quittes pour répéter leur refrain favori : *C'est la faute de la pensée immuable.*

Il est naturel que chaque ministère rejette sur l'autre la responsabilité d'une aussi triste affaire; mais il n'en est pas moins certain que, abstraction faite de la part d'erreur ou de maladresse fournie par chacun, la question a été d'abord posée par tous sur le même terrain, le maintien du *statu quo* égyptien, alors basé sur la possession de la Syrie, et M. Thiers, le dernier venu, n'a fait que suivre la voie tracée par ses prédécesseurs, et se conformer aux dé-

sirs unanimes et formels de la Chambre et de l'opinion. Ce n'est pas M. Thiers qui a arrêté Ibrahim à Nézib; ce n'est pas M. Thiers qui a, le premier, refusé le pachalik d'Acre offert par les puissances; ce n'est pas M. Thiers qui a le premier refusé d'agir avec l'Angleterre contre la Russie : c'est le ministère du 12 mai. Le principal tort de M. Thiers, c'est d'avoir laissé la question sur le terrain où il l'avait trouvée posée par ses prédécesseurs avec l'assentiment de tout le monde. Or, si c'est là un tort, il faut convenir que c'est celui de tout le monde; mais est-ce bien un tort?

Il faut se garder d'une foi trop servile à cette religion *des faits accomplis* qui consiste à faire bon marché de tout principe, par la seule raison que les événements lui ont donné tort; à trouver après coup d'excellents arguments pour se justifier d'avoir préféré la résignation de l'impuissance et du recul aux difficultés et aux dangers de la persistance. M. Guizot a dit en 1842 : « La France a commis, « dans la question d'Orient, une faute grave, et en a porté « le poids. » Cette faute grave, c'est apparemment d'avoir mal posé l'intérêt français dans la question; d'avoir cru tout à la fois et à la réalité de la puissance de Mohammed-Aly, et à l'intérêt pour la France de soutenir cette puissance *à tout prix*.

Sur le premier point, il y a du vrai dans le reproche; il est certain que notre pays, avec sa facilité naturelle d'engouement, corroborée par les relations brillantes de voyageurs dont l'impartialité pouvait paraître à bon droit suspecte, a commencé par s'exagérer beaucoup la puissance militaire et politique de Mohammed-Aly, que nous dédaignons et déprécions du reste aujourd'hui avec un égal excès. Il est certain que, cette opinion exagérée une fois admise, il en est résulté une confiance également exagé-

rée quant aux moyens de soutenir au besoin le pacha envers et contre tous, dans la persuasion où nous étions : 1° que l'on ne se hasarderait pas facilement à employer la force contre lui; 2° que, s'il était attaqué, il pourrait avec ses propres ressources opposer une résistance assez efficace et assez durable pour nous donner le temps de nous retourner.

Toutes ces illusions, qui n'étaient que la conséquence d'une première erreur, ont dû disparaître devant l'heureuse témérité du cabinet anglais et la faiblesse réelle et imprévue du pacha expulsé de Syrie en un clin d'œil.

Mais quant à la question en elle-même, outre que nous persistons à penser qu'elle n'était pas mal posée, nous ne voyons pas trop comment on aurait pu la poser autrement. Le procès une fois ouvert, la France, appelée à prendre position concurremment avec les deux influences rivales qui se disputent l'Orient, ne pouvait que s'établir soit en Egypte, soit à Constantinople, soit sur les deux points à la fois. Choisir le troisième mode d'action, c'était évidemment ou affronter dès l'abord ce qui est arrivé, c'est-à-dire avoir tout le monde contre soi, ou bien rentrer dans le second mode d'action qui impliquait la nécessité de choisir entre l'alternative de se déclarer pour la Russie contre l'Angleterre ou pour l'Angleterre contre la Russie. Le gouvernement anglais, qui est, pour me servir d'une expression fort juste de M. Thiers, un gouvernement essentiellement *entreprenant*, proposait dès l'origine à la France d'agir de concert contre la Russie; la France ayant refusé, et nous ne voulons pas discuter ici les causes de ce refus, il ne lui restait évidemment autre chose à faire qu'à laisser les deux puissances se débattre sur un point où leurs intérêts sont diamétralement opposés, pour profiter de la situation dès longtemps prise par elle en Égypte,

et s'occuper surtout de maintenir et de fortifier son influence sur ce point. Il est vrai qu'en agissant ainsi la France s'exposait au coup de Jarnac que lui a porté la mission de M. de Brunow, à Londres; mais, outre que ce coup était difficile à prévoir, car il fallait supposer l'Angleterre capable de sacrifier un grand intérêt d'avenir à un moindre intérêt du moment, la France était toujours sous l'influence de cette conviction que, Mohammed-Aly pouvant opposer une résistance efficace, on hésiterait à employer la force contre lui.

En somme, et c'est là le grand vice de notre politique, on abordait une affaire importante avec la présomption de n'y rencontrer aucun péril; on affichait une prétention formelle sans s'être résolu d'avance à tous les inconvénients qui pourraient résulter des prétentions contraires; on spéculait sur la peur des autres, et l'on oubliait de prévoir le cas où les autres spéculeraient aussi sur notre propre peur.—Voilà la vraie faute de la France et de son gouvernement.—Pour nous consoler de cette faute, M. Guizot ajoute :

« Mais l'Europe a aussi porté le poids des fautes qu'elle « a commises, et soyez convaincus que l'Europe sent aujourd'hui, plus qu'elle ne le sentait il y a deux ans, qu'il « n'est pas facile de se passer de la France. »

Je crains bien que cette consolation, offerte par M. Guizot, ne soit encore un effet de cette même présomption qui, après nous avoir portés à nous engager légèrement dans une affaire, tendrait à nous pousser aujourd'hui à nous consoler non moins légèrement d'un échec. Quoi! l'Europe a vu qu'il n'est pas facile de se passer de la France! Mais il me semble que l'Europe a vu tout le contraire; il me semble que l'Europe a vu qu'il suffisait d'agir, pour avoir raison de nos bruyantes déclamations; il me semble que l'Europe a vu que, toutes les fois que

l'influence française serait en jeu dans une question grave, des gouvernements séparés d'intérêts et de principes pourraient encore, par souvenir des vieilles coalitions, ajourner leurs dissentiments mutuels, pour nous réduire à un rôle secondaire; qu'en un mot la France était encore sous le coup de la position que lui ont faite les mauvais jours de 1814 et de 1815. — C'est là, suivant nous, la conséquence la plus claire des faits accomplis en Orient; c'est cette perspective d'isolement, dans toute question un peu grave, qui devrait faire réfléchir profondément ceux qui s'en prennent à *la pensée immuable*, et les porter à reconnaître que, si le parti pris qu'ils attribuent à cette pensée immuable est réel, il pourrait bien n'être que le résultat de leurs propres folies. Tant que le gouvernement en France sera obligé d'user toute sa force à *se conserver*, il n'y a pas pour lui possibilité de conduire et de mener à bien une grande affaire extérieure. Les gouvernements étrangers connaissent cette situation, et ils agissent en conséquence.

GALERIE DES CONTEMPORAINS ILLUSTRES



M. GARNIER-PAGÈS.

Imp. de Pernel. Rene et Cie

M. GARNIER-PAGÈS.

> Deux choses sont aujourd'hui également en crainte sur leur avenir, le pouvoir et la liberté..... La France de la révolution n'est point assise ni constituée. L'incertitude et la confusion règnent encore dans son sein; le bien et le mal, le vrai et le faux, les éléments de l'ordre et les semences de l'anarchie y fermentent encore pêle-mêle et au hasard.
>
> GUIZOT. — *Des moyens de gouvernement et d'opposition, etc.*, pag. 1 et 3.

Vingt ans et une révolution nous séparent déjà de l'époque où M. Guizot écrivait les lignes qui me servent d'épigraphe, et pourtant, si je ne me trompe pas, elles sont encore l'expression la plus exacte de la situation actuelle. A mesure que le pouvoir gagnait en force, en changeant sa base, la liberté grandissait d'autant, multipliait ses exigences, si bien qu'aujourd'hui il y a entre ces deux éléments constitutifs de la vie sociale non

pas contre-poids, ce qui serait l'idéal de la perfectibilité humaine, mais guerre déclarée, et, en plus d'un point, guerre à mort. A qui la faute? au pouvoir ou à la liberté? Celui-ci inclinerait-il au despotisme? celle-là tendrait-elle à l'anarchie? Là est la question que ma tâche de biographe me permet à peine d'effleurer.

Tout esprit quelque peu droit, qui se met en dehors du conflit pour l'embrasser d'un regard impartial, est tout d'abord frappé d'une grande chose, qui jusqu'ici, au moins en fait, est tout entière à l'avantage du pouvoir ; je veux parler de l'incohérence et de l'indiscipline de ses adversaires. Jamais peut-être, à aucune époque de notre histoire, la liberté ne se présenta vêtue d'un manteau plus bariolé de systèmes rivaux, de théories contraires : avant Juillet, l'opposition extra-constitutionnelle était absente ou tout au moins latente ; les partis les plus modérés voulaient sans arrière-pensée forcer le gouvernement à rester dans la Charte ; les plus hostiles s'attachaient adroitement à l'y bloquer pour le pousser à en sortir ; mais tous marchaient au combat sous la même bannière, avec un même mot d'or-

dre et de ralliement, la Charte. Le pouvoir donna dans le piége, fit une sortie et fut vaincu. La bataille une fois gagnée, les combattants se divisèrent, les uns se contentant de surveiller, de diriger, d'améliorer la chose conquise, plusieurs s'endormant un peu dans les délices de Capoue, tandis que les autres, plus impatients, abandonnant le drapeau, se lançaient par groupes, à l'aventure, vers des conquêtes nouvelles et des plages inconnues.

Deux citations feront mieux apprécier cette double situation. Un mois avant la révolution de 1830, M. Thiers écrivait dans *le National*, l'organe le plus avancé de l'opposition, ceci : « Les « peuples sont ordinairement obligés de s'insurger « pour avoir la liberté ; aujourd'hui, grâce à la « Charte, qui met la légalité de notre côté, c'est « au pouvoir à s'insurger, et à courir lui-même « les chances de l'insurrection s'il veut nous enle« ver la liberté. » Trois ans plus tard, dans le même journal, Carrel écrivait : « Nous avons « conquis en Juillet irrévocablement le pouvoir « représentatif ; c'était tout ce que nous pouvions « faire. » Puis il ajoutait : « *Nous discutons au-*

« *jourd'hui pour savoir ce que sera ce gouverne-*
« *ment représentatif. Admettra-t-il des pouvoirs*
« *héréditaires, ou seulement et exclusivement des*
« *pouvoirs électifs*? » Comme on le voit, la question se trouvait déjà déplacée d'un hémisphère; et pourtant remarquez avec quel art Carrel, qui fera longtemps faute au parti radical, car il possédait à un haut degré des qualités rarement unies, un cœur généreux, une âme ardente, un esprit judicieux et froid; remarquez, dis-je, avec quel art, sachant bien qu'il ne suffit pas d'enfiler les unes aux autres des banalités déclamatoires et de vagues pensées pour faire du prosélytisme dans un siècle tout positif, Carrel s'efforce de circonscrire et de préciser cette grande question, de manière à rendre aussi simple et aussi rassurant que possible le passage si redouté de la monarchie à la république. De quoi s'agit-il? De bouleversements? de loi agraire? de pauvres *indignement* exploités par les riches, et réclamant *impérieusement* leurs droits? de comité de salut public? d'*infâme* tyrannie à jeter par terre, et autres terrifiantes balivernes? Point du tout; il s'agit de savoir si nous commencerons

par remplacer pacifiquement dans notre constitution le mot *héréditaire* par le mot *électif*. Après avoir ainsi porté la discussion sur le terrain le plus favorable, Carrel continuait. « Les républi-« cains *de sentiment* ne réussiront à ruiner, dans « les convictions de la *majorité* du pays, les pou-« voirs héréditaires, qu'à la condition de se faire « des *opinions* républicaines assez *arrêtées*, assez « *précises* pour être facilement appréciées du « grand nombre, assez *larges*, assez *conscien-« cieuses*, assez *morales* pour dissiper toutes les « préventions, et offrir à toutes les diversités qui « se partagent le pays des gages de liberté. C'est « à quoi nous travaillons pour notre compte ; il « nous serait facile d'*exagérer* le sentiment répu-« blicain, et de demander tout pour le peuple, « et par le peuple, sans dire *comment* le peuple « pourra tout faire par lui-même, et *où finit* et « *commence* le peuple ; nous aimons mieux nous « attacher à développer des institutions qui ne « sont certes pas le dernier mot du progrès po-« litique et social, mais qui conduisent *pacifi-« quement* à la réalisation *législative* de tous les « progrès, que les discussions de la presse et le

« travail de l'esprit public pourront successive-« ment développer au sein de la nation (1).

Une polémique ainsi conduite eût pu lutter avantageusement contre les répugnances du pays; malheureusement cette position de modérateur, au sein d'un parti qui s'appuie généralement sur un principe subversif de toute discipline, était difficile à tenir; le principe de la souveraineté du peuple, entendu comme collection *matérielle* de vingt-cinq millions de souverainetés individuelles, portait ses fruits. Chaque *membre du souverain*, pour me servir d'une expression de 93, prétendait résumer en lui le souverain, parlait haut et ferme en son nom, et Carrel était débordé de toutes parts. *La Tribune*, exhumant les théories de centralisation oppressive de la *Montagne*, renouvelait contre Carrel la vieille accusation de fédéralisme sous laquelle succombèrent les Girondins. « Vous prêchez, lui disait-elle, un système « mortel au pays; vous rapetissez l'esprit pu-« blic à toutes les misères d'un individualisme « sans puissance et sans unité; vous vous posez « comme une supériorité intellectuelle qui pro-

(1) *National* du 16 mai 1833.

« fesse et qui n'apprend pas : le temps des grands « seigneurs est passé. » Puis venait la *Société des Droits de l'Homme*, qui, laissant bien loin derrière elle *le National*, *la Tribune* et la *Montagne*, ressuscitait Babœuf, et lançait un manifeste où elle déclarait que « la nation française, étant en « masse propriétaire du sol qu'elle habite, « avait seule le droit d'en fixer la répartition « entre ses membres. » Ces trois couleurs principales se subdivisaient en nuances nombreuses, et chaque forme de gouvernement démocratique, depuis le système américain jusqu'à l'organisation primitive de la tribu, trouvait des défenseurs ardents, exclusifs, et réciproquement hostiles. A ces discordantes clameurs les partis dépossédés mêlaient leurs voix discordantes; *la Gazette de France*, dépouillant ses grands airs du temps de M. de Villèle, faisait les yeux doux *au Peuple Souverain*, lui proposait une transaction à l'amiable, en lui demandant de vouloir bien rayer comme nul et non avenu le *Serment du Jeu de Paume*, rien que cela, et de dater ensemble des *États Généraux*, quitte à s'arranger ensuite pour le mieux sur tout le reste.

« Il n'y a, disait mielleusement *la Gazette*, qu'une « différence entre nous et *le National :* c'est qu'il « approuve l'usurpation de l'Assemblée consti- « tuante, et que nous l'avons toujours condamnée. « — C'est-à-dire, répliquait *le National*, le cha- « peau sur l'oreille, c'est-à-dire que *la Gazette* « est pour l'ancien régime, et nous pour la Révo- « lution ; il n'y a pas plus de différence que cela « entre elle et nous (1). » D'autre part, les puri- tains du légitimisme tonnaient contre ces conces- sions à l'esprit révolutionnaire, et parlaient de remonter jusqu'au delà de Richelieu, ce premier et odieux niveleur ; enfin quelques têtes privilé- giées découvraient dans le génie dominateur de Napoléon une idée fixe de liberté, et alors naissait je ne sais quelle théorie démocratico-prétorienne intitulée *système napoléonien* ; ensuite venaient les *Socialistes*. Le *Saint-Simonisme*, à peine né, commençait par décréter l'abolition de la pro- priété, de l'hérédité et de la famille ; proposait de mettre la société tout entière à la refonte, en promettant de tirer du creuset une nation modèle, constituée avec ordre, harmonie, hiérarchie, sous

(1) *National*, octobre 1833.

l'omnipotence distributive d'un gouvernement théocratique chargé d'assigner à *chacun selon sa capacité* et à *chaque capacité selon ses œuvres.* « Erreur et déception que tout cela ! s'écriaient les *Phalanstériens* ou *Fouriéristes ;* vous, Babouvistes et Saint-Simoniens, vous êtes des fous. En fait, vos théories nous précipiteraient dans des voies de destruction dont le terme ne pourrait être que le retour à l'état sauvage ; en droit, même le plus absolu, abolir la propriété serait remplacer une usurpation par une autre usurpation. La constitution actuelle de la propriété est à la vérité entachée d'un vice, en ce sens que le *capital créé*, c'est-à-dire le sol mis en état de culture, qui représente un *travail fait*, et qui par conséquent appartient *légitimement* à ses producteurs ou à leurs héritiers, a usurpé le *capital primitif*, c'est-à-dire le fonds, la terre, qui est la propriété générale de l'espèce ; mais l'espèce, à son tour, ne saurait avoir aucun droit sur une production qui n'est point son fait et qui est aujourd'hui inséparable du *capital primitif ;* d'où il suit que le seul moyen de légitimer complétement la propriété en théorie, et de la prémunir

en fait contre toutes les chances de révolution, c'est de porter remède à l'état précaire et misérable des *Masses* non possédantes, en établissant pour elles un juste équivalent, le *droit au travail*, droit qui jusqu'ici ne leur a jamais été garanti par la société. Quant à vous, radicaux, légitimistes, napoléoniens, réformateurs politiques de toutes les couleurs, vous n'êtes que des ambitieux; sous prétexte de bien public vous n'aspirez qu'à donner le pouvoir à vous ou à vos hommes. Voilà soixante ans qu'une école absurde identifie le génie du progrès avec l'esprit révolutionnaire, qui ne sert au contraire qu'à agiter, à exténuer les nations et à empêcher l'étude et la réalisation des progrès réels, c'est-à-dire de ceux qui ont pour conséquence l'augmentation du bien-être général. Il est temps de mettre fin à tous ces vains combats de l'arène politique; il ne s'agit plus ni de loi agraire, ni de république, ni de changement de dynastie, ni de suffrage universel; il s'agit d'*organiser l'industrie* de manière à assurer aux prolétaires ce *droit au travail* que la société ne saurait leur refuser sans injustice et sans danger. Le problème que nous posons est

essentiellement pacifique; le voici : Etant donnés les intérêts du *capital*, du *travail* et du *talent*, tels qu'ils existent dans les combinaisons présentes, trouver un *mode* de combinaison supérieur également avantageux à ces trois ordres d'intérêts, qui : 1° les concilie en les associant ; 2° les attire dans un système d'organisation du travail capable d'augmenter considérablement la faible production qui résulte des fausses combinaisons présentes ; 3° enfin, répartisse l'*augmentation* de la richesse sur toutes les têtes *en proportion* du concours fourni soit en capital, soit en travail, soit en talent, par chacun des ayants droit. Maintenant voici notre plan (1) : lisez, comprenez si vous pouvez. Abandonnez vos funestes débats politiques, occupez-vous de remplacer vos bour-

(1) On comprend que je ne puis exposer ici au long la théorie de Fourier, théorie passablement compliquée, bizarre, un peu éclaircie aujourd'hui par les travaux de ses disciples, et curieuse à étudier. Il y a là des choses dont la société devra faire son profit tôt ou tard. Il est bien entendu aussi que, dans tout ce qui précède, je ne suis que l'éditeur *irresponsable* des idées *phalanstériennes* que j'ai résumées de mon mieux. Je renvoie ceux qui voudraient en savoir davantage à l'ouvrage fort remarquable de M. Considerant intitulé *Destinée sociale*. C'est Fourier débrouillé et mis à la portée de tout le monde.

gades mal construites par des palais plus beaux que le château de Versailles ; des *phalanstères* où vous travaillerez et vivrez magnifiquement en *familles associées* ou *Phalanges*. Pour vous enseigner le moyen de devenir tous heureux et riches comme des Crésus, nous ne vous demandons qu'une lieue carrée de terrain et des *actionnaires*. »

Ainsi parlaient et parlent encore les disciples de Fourier : ils ont fait, dit-on, beaucoup de prosélytes et très-peu d'actionnaires (1).

Au milieu de cette explosion de systèmes qui suivit de près la révolution de Juillet, la France, ahurie, commença par se boucher les oreilles, et se tint à elle-même à peu près ce langage : « Il paraît que je suis très-malade, puisque tous ces gens-là s'accordent à me le dire. J'ai pris cependant en 93 un terrible bain de Jouvence, et depuis j'ai passé par bien des mains ; que de médecins sont venus tour à tour à moi en se disant : *Faciamus experimentum in anima vili ;* et moi, confiante, cu-

(1) Cependant, depuis le temps où j'écrivais ces lignes, un journal quotidien, fondé sous le titre de *La Démocratie pacifique*, pour servir d'organe aux idées socialistes, a pris dans la presse un rang distingué.

rieuse et mobile que j'étais, je les ai tous accueillis et abandonnés avec le même sourire. Ils m'ont fait avaler du sang, de la gloire, de la honte, des larmes; ils m'ont nourrie de terreur nauséabonde, de républicanisme frelaté, de despotisme agréable au goût, mais énervant, d'absolutisme mitigé, mais insipide; et me voilà maintenant fortifiée d'un côté, affaiblie de l'autre, capricieuse toujours, mais un peu fatiguée; me voilà, après de longs détours, revenue presque à mon premier régime, celui de 89.... Irai-je encore me livrer à des espérances tant de fois déçues? Reposons-nous, et attendons. » Le médecin en pied, c'est-à-dire le pouvoir né de Juillet, sut habilement mettre à profit ces dispositions de la France; il l'épouvanta de ce choc tumultueux de passions effervescentes. « Gardez-vous, lui dit-il, de tous ces empiriques, ce sont autant d'empoisonneurs; ils vous crient que vous êtes au plus mal, ils vous trompent: vos souffrances, vos agitations ne sont qu'éphémères; elles tiennent au mauvais régime que vous avez suivi jusqu'ici; votre tempérament est sanguin-nerveux, et depuis tantôt un demi-siècle on ne vous traite qu'avec des saignées à

blanc, des excitants ou des émollients; nous allons vous composer un petit régime mixte qui vous ira au mieux; nous vous prescrirons du repos *modéré*, du mouvement *modéré*, du progrès *modéré*. Laissez-vous faire, et vous aurez de la santé pour trois mille ans. » Moitié conviction, moitié indolence, la France, un peu blasée en matière de révolution, croisa les bras et se laissa faire.

Ce que voyant, les partis, qui n'aiment pas à attendre, se mirent en tête de chasser le médecin, de s'emparer du malade par la force et de l'opérer malgré lui. Radicaux de toutes les nuances, légitimistes, napoléoniens, malgré les remontrances de quelques-uns des leurs mieux avisés, vinrent tour à tour s'épuiser en assauts malheureux; le pouvoir tint bon, les repoussa vigoureusement, et la France effrayée ne se fit pas trop prier pour sortir de son apathie et donner contre eux un coup de main. Vaincus dans la lutte, les partis, au lieu de commencer par s'entendre, sinon en bloc, au moins dans leurs camps respectifs, pour entrer ensuite dans la voie de l'enseignement, de la persuasion, se rejetèrent dans la déclamation contradictoire. Ils s'y usaient, lorsque *la Gazette*

de France eut l'heureuse idée de manipuler dans ses bureaux et de mettre à l'ordre du jour un spécifique unique; on se le passa de main en main, et bientôt toute l'opposition extra-constitutionnelle n'eut plus qu'un seul et même cri, le SUFFRAGE UNIVERSEL ! Je déclare que je suis peu enthousiaste de la loi électorale actuelle ; je reconnais qu'elle admet quelques zéros et exclut beaucoup de chiffres (1). Les partisans du suffrage universel ont trouvé un excellent moyen de remédier à cet inconvénient. Ils élèvent d'emblée tous les zéros à l'état de chiffre ; de telle sorte qu'en faisant fonctionner leur *criterium* arithmétique de vérité, de justice et de raison, comme les zéros, chiffrés ou non, sont toujours en réalité des zéros, on arriverait trois fois sur une à des

(1) Un état social ne doit pas s'envisager sous la forme d'une collection inerte et brute d'individus, mais bien d'une collection d'*intérêts* et d'*idées* dont la représentation constitue la volonté *raisonnée* d'un peuple, c'est-à-dire l'expression *complète* et *vraie* de sa *souveraineté* ; car celui-là seul peut vouloir qui sait ce qu'il veut et pourquoi il veut, et celui-là seul peut vouloir, dans l'intérêt de tous, qui a un intérêt commun à tous. J'appelle donc *zéro* électoral tout homme qui ne possède *absolument* que l'un des deux attributs sociaux, la *propriété* ou l'*intelligence*, à plus forte raison celui qui ne possède ni l'un ni l'autre.

résultats merveilleux dans le genre de celui-ci : 10 chiffres ajoutés à 90 zéros l'emportent sur 99 chiffres. Les radicaux devraient bien nous chercher quelque chose de mieux. Quoi qu'il en soit, le *suffrage universel* est pour eux une bonne trouvaille. Jusqu'ici fractionné, perdu dans le vague, ou compromis dans la rue, ballotté sans cesse de l'offensive à la défensive, le parti s'effaçait de plus en plus aux yeux du pays ; le voici maintenant avec un point d'appui légal, et un mot de ralliement qui lui donne au moins l'apparence de l'unité ; malheureusement l'unité n'est que factice. Soulevez le voile, et l'anarchie morale ressort dans toute sa laideur ; tous entendent de la même manière, ou à peu près, le suffrage universel ; mais dans quel but ? Ici commencent les divergences : laissons parler M. de Cormenin. « Il y « en a qui se contenteraient de changer encore « une fois de roi, pour essayer si cela irait peut- « être mieux ; d'autres voudraient tout de suite « la république ; d'autres la voudraient, mais plus « tard ; ceux-ci désireraient qu'on consultât le pays, « qui n'a jamais été véritablement consulté depuis « bientôt une quarantaine d'années, et que l'on fît

« ce que désirerait la majorité des citoyens (1). » Et M. de Cormenin s'arrête là : c'est bien discret : continuons. Il y a trente-six manières d'entendre la république, et il y a encore aujourd'hui, comme après Juillet, trente-six espèces de républicains ; les uns tiennent pour la république de Carrel ; c'est la plus claire et la plus raisonnable ; la voici :

« Nous répéterons donc, afin que *la Tribune* « n'en doute pas, que nous sommes toujours pour « le gouvernement représentatif, contre la *mon-* « *archie* et contre l'*anarchie;* que nous voulons « ce gouvernement représentatif, composé d'un « pouvoir exécutif, d'un pouvoir législatif, et d'un « pouvoir judiciaire indépendants l'un de l'autre ; « — que nous tenons pour les deux degrés de dis- « cussions législatives, c'est-à dire pour deux « chambres ; — que nous désirons voir s'établir « un pouvoir exécutif, un, électif, responsable, « amovible, jouissant d'une plus grande latitude « pour gouverner qu'un premier magistrat hé- « réditaire, gouvernant en un mot de sa personne, « pour sortir des fictions et prendre les choses « comme elles sont ; que nous ne reconnaîtrons

(1) *Orateurs parlementaires*, t. II, page 158.

« qu'à une assemblée extraordinairement convo-
« quée, et représentant la France aussi *complète-*
« *ment que possible*, le droit de parler au nom de
« la souveraineté nationale, d'exercer le pouvoir
« constituant, et de servir de transition entre
« l'ordre de choses actuel et celui que nous dési-
« rons. »

Après la république de Carrel vient celle de *la Tribune*, composée d'une Convention et de je ne sais quelle anarchie de comités. La *Revue du Progrès* est pour la *souveraineté absolue d'une assemblée;* la république des *Babouvistes* m'étant peu familière, je n'en parlerai pas; certains républicains s'accommoderaient assez volontiers de deux ou trois consuls: j'en ai vu qui étaient pour le Directoire; ceux-ci entendent le fédéralisme à la manière des cités grecques; ceux-là à la manière des Etats de l'Union américaine, et tous se figurent qu'ils sont *girondins*, ce qui est parfaitement faux. J'en ai rencontré quelques-uns, les plus jeunes, qui disaient gravement que le système de Marat avait du bon, savoir : un dictateur, le *boulet au pied* (1), faisant tomber cent mille

(1) Expressions de Marat.

têtes sous le *rasoir national :* ceux-ci sont les moins dangereux. D'autres enfin, et c'est le plus grand nombre, républicains de collége, jeunes hommes bien doués, au noble cœur, à la tête ardente, font de la république leur premier amour ; cet amour s'affaiblit et s'efface à mesure qu'arrivent les autres. A ceux-là ne demandez pas le *pourquoi* et le *comment* des choses ; ils ont ce que Carrel appelait des *sentiments* républicains, ils n'ont pas d'*opinions* républicaines.

Ainsi donc, pour toute la partie doctrinale et d'enseignement, le radicalisme est encore d'une faiblesse extrême ; des œuvres de négation pure, des pamphlets spirituels et acerbes comme ceux de M. de Cormenin, ou éloquents et sauvages comme ceux de M. de La Mennais, machines de guerre plus ou moins meurtrières, ne suffisent pas pour faire l'éducation d'un pays, point trop amoureux à la vérité du présent, mais qui se souvient du passé, et n'est pas disposé à se livrer sans savoir où on le mène. Restent quelques rares fragments éparpillés dans des revues, d'assez bonnes idées sur l'amélioration des classes pauvres et l'organisation du travail ; et encore ces

idées sont empruntées aux *phalanstériens*, qui les revendiquent, et soutiennent que toute révolution, loin d'être propice, est éminemment contraire à leur application. Quand on pense aux grands et sérieux travaux que l'école gouvernementale mixte, appelée constitutionnelle, a produits depuis cinquante ans, tant en France qu'en Angleterre, on peut dire hardiment que l'école républicaine moderne, en tant qu'elle sera non plus seulement révolutionnaire, c'est-à-dire impuissante à fonder, mais organisatrice, utilitaire, bienfaisante, est encore à naître (1).

En passant des idées aux hommes on retrouve la même incertitude, la même anarchie, le même chaos. Les individualités élevées ne manquent pas, mais elles ne représentent qu'elles-mêmes ou à peu près; et pourtant, si les partis radicaux étaient disciplinables, ils ont dans leur sein un homme très propre à opérer entre eux cette œuvre de fusion, de conciliation, dont Carrel poursuivait avec tant de difficulté l'accomplissement, et à

(1) A moins toutefois que l'opinion radicale ne consente, ce dont je doute très-fort, à reconnaître comme *siens* des ouvrages d'une démocratie large, réfléchie, patiente, dans le genre du beau livre de M. de Tocqueville.

leur imprimer cette unité de pensée qui constitue la force et assure l'avenir d'un parti. Cet homme, c'est M. Garnier-Pagès (1).

M. Garnier-Pagès n'est ni un orateur brillant, ni un écrivain de première force ; je crois même qu'il écrit peu ou point ; mais il possède à un haut degré ce sens pratique, cette science des hommes et des affaires qui me semble être le côté faible de ses coreligionnaires même les plus distingués. Joignez à cela un grand zèle, une foi vive et sincère, un esprit d'un tour arrêté sans être roide, comme l'était un peu celui de Carrel, une moralité publique et privée à toute épreuve, une parfaite urbanité de ton et de manières, et vous aurez une physionomie politique à la fois simple, pure, calme et sévère, qui ne manque pas d'un certain attrait. La vie politique de M. Garnier-Pagès est peu fournie d'incidents et de contrastes ; elle a cet avantage, que M. de Maistre jugeait si précieux et si rare, de n'être *qu'une*. Nous allons la parcourir rapidement.

(1) Ceci était écrit avant la mort de M. Garnier-Pagès je n'y changerai rien, et me contenterai de compléter cette notice par quelques lignes ajoutées à la fin.

Étienne-Joseph-Louis Garnier-Pagès est né à Marseille, le 27 décembre 1801, d'une honnête famillé de bourgeoisie; à sa sortie du collége il vint à Paris faire son droit; reçu avocat, il débuta au barreau d'une manière assez médiocre. La faiblesse de son organe, la sobriété de sa parole de penseur, son goût prononcé pour les hautes études de philosophie et de droit public lui firent bientôt abandonner une carrière pour laquelle il n'était point né, et il se voua dès lors exclusivement au travail du cabinet, non sans prendre une part active à toutes les émotions de cette jeunesse libérale qui dévorait *le Constitutionnel* et se pressait autour des tribuns parlementaires de la Restauration. Toutefois, les amis de M. Garnier-Pagès se rappellent encore que, déjà à cette époque, alors que les noms de Foy, de Manuel, de Royer-Collard, étaient le *nec plus ultra* du grand, du beau, du démocratique, le jeune radical en herbe, sans donner dans les fantasmagories du carbonarisme, se montrait avare d'enthousiasme et ennuyé parfois de ces passes d'armes à fer émoussé sur le terrain circonscrit du *droit divin*. Il faisait alors partie de la société

constitutionnelle *Aide-toi, le ciel t'aidera*, conjointement avec M. Guizot et autres.

Après avoir été un des combattants actifs de Juillet et partagé l'effervescence des trois jours, il se rallia d'abord à l'utopie monarchico-républicaine du général Lafayette; la société *Aide-toi, le ciel t'aidera*, ayant subi une transformation analogue, fut désertée par les constitutionnels purs, et M. Garnier-Pagès en prit la direction. Il dut à cette position d'être présenté comme candidat au collége électoral de la côte Saint-André (Isère), où il fut élu député le lendemain même du jour où il venait d'atteindre ses trente ans.

A partir de ce moment la carrière de M. Garnier-Pagès se résume en une lutte infatigable qu'il soutint, en grandissant toujours, contre les quatorze ministères qui se sont succédés depuis et y compris celui du 1er mars.

Ces combats de tribune sont mêlés de quelques incidents extérieurs que je vais d'abord signaler, pour ensuite embrasser du regard une carrière parlementaire que je ne puis analyser ici en détail.

L'extrême gauche actuelle est, ainsi que je l'ai

dit ailleurs, sortie tout entière des flancs du *Compte-Rendu*. Cette époque intermédiaire, qui sépare la mort de Casimir Périer de la formation du ministère du 11 octobre, renferme une des crises les plus périlleuses qu'eut à traverser le gouvernement de Juillet. Qu'était-il advenu en 1830? Une protestation signée de 221 députés, dont un tiers, absent de Paris, n'adhéra qu'après la victoire, avait été suivie d'une bataille de rue et du renversement d'une dynastie. Qu'advenait-il deux ans plus tard? Une sorte de protestation, sinon aussi fondée en droit, au moins aussi énergique dans la forme, était signée par 140 députés et suivie également d'une bataille de rue. En fait, la vigueur du pouvoir fit peut-être toute la différence, et le sort des armes laissa dans le vague cette pièce intitulée *Compte-Rendu*, que Carrel appela, avec beaucoup de sens et de finesse, une déclaration de *neutralité* entre la république et la monarchie. Au moment de la signature, de grands débats eurent lieu au sein de la réunion Laffitte : les plus prudents redoutaient les conséquences d'une scission aussi éclatante. M. Garnier-Pagès défendit chaudement la mesure; et,

après la bataille, l'autorité crut devoir lancer contre lui un mandat d'amener. Il protesta d'abord, et se déroba aux poursuites, en déclarant que, vu la mise en état de siége et la juridiction exceptionnelle attribuée au conseil de guerre, il ne se présenterait devant la justice que *lorsque force serait rendue à la loi*. Il comparut, en effet, après l'arrêt de la cour de Cassation, et la chambre des mises en accusation reconnut qu'il n'y avait pas lieu à suivre.

Alors naquit l'extrême gauche. La victoire du pouvoir, en juin, annihila le parti du *Programme* de l'Hôtel-de-Ville, en monarchisant définitivement la plus grosse part des signataires du Compte-Rendu et en *radicalisant* l'autre. Cette dissolution ne tarda pas à se manifester à la tribune; ainsi, dès la session suivante, à la discussion de l'Adresse, M. Odilon Barrot, parlant au nom de l'opposition tout entière, prononçait souvent, comme à son ordinaire, le mot *nous*. « La Cham-« bre sent, dit M. Garnier-Pagès en montant à son « tour à la tribune, que, s'il est des hommes qui, « dans un parti, dans l'opposition, par exemple, « ont le droit de dire constamment *nous*, et à

« cause de leur talent et à cause de leur position « politique, il en est d'autres qui, lorsqu'ils par- « lent, ne peuvent parler qu'en leur propre nom : « et, avant tout, je dois dire que je me trouve « dans ce cas. » C'était une manière modeste d'annoncer à la Chambre le fractionnement de la gauche. — M. Garnier-Pagès continue, et divise les partis en légitimistes, constitutionnels de Juillet, et puis.... (le passage était difficile à franchir ; la victoire de juin avait rendu les oreilles chatouilleuses) et puis « *ceux qui pensaient alors et* « *pensent peut-être encore aujourd'hui que la* « *souveraineté du peuple ne doit pas être tra-* « *duite en langage parlementaire, mais appli-* « *quée dans toute son étendue.* » C'était un peu tortueux, et pourtant clair ; ce fut ainsi que l'extrême gauche se classa définitivement à la Chambre par la voix de M. Garnier-Pagès. Là-dessus, hourra général. Dès le lendemain, un ex-signataire du Compte-Rendu, M. Jollivet, interpelle vivement le jeune député sur la question de savoir s'il accepte, oui ou non, la constitution. M. Garnier-Pagès se tire fort adroitement du mauvais pas.

« Messieurs, dit-il, en venant dans cette Chambre, je me suis placé dans la constitution : comme *opinion philosophique* traduite dans le pays par des pensées qui reçoivent plus ou moins d'étendue, j'ai pu et dû dire qu'il existait un parti qui voulait la souveraineté du peuple appliquée dans toutes ses conséquences.... Je déclare que jamais, dans aucun cas, je ne devancerai le vœu du peuple, ni ne voudrai lui imposer un gouvernement de minorité ; mais, je le déclare également, si, par une mauvaise administration, le peuple était conduit, lui peuple, à faire ce qu'il a fait en juillet, comme alors je serais avec le peuple et pour le peuple... (Interruption). Si on me laissait continuer, on verrait ma pensée tout entière. Jusque-là, renfermé dans les limites de la constitution, je me servirai de cette constitution et des lois pour travailler dans l'intérêt de ceux qui devraient avoir des droits politiques et qui n'en ont point. Pour citer un exemple, je demanderai la plus grande extension possible du droit électoral...... •

...... « Quant à mes liaisons avec ceux qu'on appelle *séditieux*, voulez-vous les connaître? (Mouvement.) Je dois le dire, j'ai vu un grand nombre de citoyens partisans de la souveraineté du peuple, qui, mécontents de la marche du gouvernement, entourés d'hommes qui pensaient comme eux, croyaient que la France entière appréciait comme eux l'ensemble des actes du pouvoir. Pour moi, placé d'une manière plus favorable pour connaître les opinions de la France et pour savoir ce qu'on pense, mieux qu'eux, et mieux peut-être que la plupart d'entre vous (rires).... je dis peut-être, et cependant, à cause de mes nombreuses relations, j'ai la certitude que je puis, mieux que la plu-

part d'entre vous, apprécier la véritable situation du pays, j'ai senti, aussi bien que qui que ce soit, que les émeutes, les perturbations ne peuvent que retarder l'élan de la liberté; et j'ai profité de ma vie de jeune homme, et des relations que j'ai avec un grand nombre de jeunes gens, pour leur faire comprendre la situation du pays comme je la comprenais moi-même. Je leur ai dit : Vous voulez la liberté; elle régnera, parce que la France la veut, parce que nous sommes à une époque où tous les efforts des gouvernants ne sauraient nous empêcher de l'obtenir. Quant à la souveraineté du peuple, attendez que la nation comprenne bien ce principe, et alors elle saura substituer sa volonté à des fictions. Attendez que ce jour soit venu. »

J'ai choisi cette citation un peu longue, parce qu'elle me paraît suffire à donner une idée de la manière de penser de M. Garnier-Pagès, et surtout de sa manière de conduire sa pensée. Placé dans une position difficile, il a l'art de dire tout ce qu'il veut dire sans blesser les susceptibilités constitutionnelles, même les plus irritables; aborde toutes les questions, et sait être à la fois le député radical le plus tenace et le mieux supporté de la Chambre.

On n'a pas oublié, sans doute, les altercations qui s'élevèrent en 1833, après l'arrestation de la duchesse de Berry, entre les républicains et

les légitimistes: ceux-là s'exprimaient sur le prosaïque incident de Blaye d'une manière assez peu révérencieuse; ceux-ci, furieux par incrédulité d'abord et par amour-propre ensuite, auraient voulu clore toutes les bouches et fermer tous les yeux : bref, on se fâchait, les cartels s'échangeaient, les duels se multipliaient, lorsque M. Garnier-Pagès s'adjugea un petit rôle chevaleresque qui eût fait venir l'eau à la bouche à Carrel s'il n'eût déjà été fort occupé de son côté; il alla droit à M. Berryer, et lui proposa, ou de mettre fin à ces rencontres en les désapprouvant formellement, ou de vider avec lui la question en champ-clos. C'était un peu ambitieux; on s'expliqua fort heureusement et fort loyalement; les deux chefs de file se donnèrent la main, les provocations cessèrent, et tout fut pour le mieux.

M. Garnier-Pagès doit à son zèle à payer ainsi de sa personne dans toutes les occasions où il a pu être utile à son parti, soit devant les tribunaux, soit à la Chambre, soit ailleurs, d'être un des hommes les plus populaires et les plus aimés entre toutes les notabilités démocratiques. Partout dans ses voyages, à Lyon, à Saint-Etienne, à Mar-

seille, il a été accueilli et fêté avec un véritable enthousiasme. C'est dans un immense banquet de plus de deux mille personnes, qui lui avait été offert à Lyon, qu'il prononça ce mot souvent répété depuis : « *Il ne s'agit pas de couper les pans des* « *habits pour en faire des vestes, mais d'allon-* « *ger les vestes pour en faire des habits.* » La pensée est noble, simple et belle. C'est là, en effet, le but vers lequel doit tendre tout homme de cœur, qu'il agisse par la plume ou par la parole, si grande ou si petite que soit sa force. Mais, hélas ! je voudrais bien que M. Garnier-Pagès nous donnât au plus vite sa recette ; et si par hasard elle était dans le *suffrage universel*, je confesse que je l'attendrais encore.

Quoi qu'il en soit, M. Garnier-Pagès est un des hommes les plus attrayants du parti radical ; il prend son rôle au sérieux : pour lui ce n'est pas seulement affaire d'habitude, de vanité, ou d'ambition : c'est une véritable mission qu'il poursuit avec une opiniâtre persévérance. D'autres s'endorment volontiers sur leurs bancs à l'extrême gauche ; l'opposition est pour eux une sinécure exempte de soucis et largement rétribuée

en popularité. Ils vivent sur leur passé, sur eur nom ou sur la couleur de leur boule, ou encore, s'ils parlent une fois par hasard, ils ressemblent beaucoup à certains royalistes fervents de la Restauration, qui, pour tout argument, se frappaient la poitrine en criant : *Vive le roi !* Ils lèvent les yeux au ciel, crient : *Vive la liberté !* et tout est dit. Tel n'est point M. Garnier-Pagès : au lieu de sabrer les questions pour ne pas se donner la peine de les étudier, il les aborde avec mesure, il y entre avec lenteur, il les pénètre, il les parcourt en tous sens, et s'il s'attache plus particulièrement à un côté, comme c'est son droit, il n'est point tellement exclusif qu'il ne sache au besoin comprendre ce qu'il n'aime pas, et faire des concessions pour être plus fort. C'est dans les questions de finance surtout qu'il a développé à un haut degré cette faculté d'investigation laborieuse, sagace et patiente ; et l'on est d'autant plus étonné de sa supériorité sur ce point, quand on sait que ces matières difficiles n'avaient pas été pour lui l'objet d'études spéciales avant son entrée à la Chambre ; il s'est mis à leur niveau à mesure qu'elles se présentaient. Un mois avant la dis-

cussion, il allait, venait, furetait, cherchait aux quatre coins de Paris des documents propres à former et à étayer son opinion; rajustait, travaillait, coordonnait le tout dans son esprit, et quand venait le jour du combat, vainqueur ou vaincu, il en sortait toujours avec honneur.

Tous ces travaux multipliés n'empêchent pas M. Garnier-Pagès de quitter parfois sa retraite pour prendre sa part des distractions du monde, soit dans les salons, où il se montre, disent ses amis, spirituel, affable, simple et gai; soit même dans la grande allée des Tuileries, où vous pourrez le rencontrer lorgnant les dames, avec sa figure pâle, allongée, grave et douce, sa grande taille, son paletot et ses lunettes, le premier jour qu'il fera un beau soleil.

Maintenant, dans quelle classe de républicains faut-il ranger M. Garnier-Pagès? Est-il girondin, montagnard, anglo-américain? etc. Je serais fort embarrassé pour résoudre cette question. Ce que je sais bien, c'est qu'il n'est ni babouviste, ni fédéraliste, ni maratiste, ni anarchiste, ni extravagant; je le tiens pour un de ces croyants sincères qui s'enferment dans leur foi et qui espèrent un peu

vaguement, mais qui espèrent; un de ces démocrates calmes, qui savent qu'il ne faut pas violenter le temps de peur de lui faire rebrousser chemin; un de ceux qui, pour me servir de l'expression de M. de Cormenin, voudraient la république, mais plus tard (1).....

M. Garnier-Pagès montrait pour les affaires une aptitude de plus en plus remarquable; chaque jour il gagnait en talent, en convenance de parole et en autorité. Plusieurs fois la Chambre, malgré son peu de sympathie pour les doctrines politiques de cet honorable député, avait rendu hommage à son zèle laborieux, à ses lumières, à son désintéressement et à son patriotisme, en lui confiant la mission de rapporteur dans les questions d'affaires les plus importantes; et il avait rempli sa tâche de manière à acquérir de nou-

(1) La première édition de cette notice se terminait ici par la citation d'un discours qu'une erreur des tables du *Moniteur* m'avait fait attribuer à M. Garnier-Pagès, et qui, en réalité, était de M. Pagès (de l'Ariége).

veaux titres à la confiance de la Chambre et à l'estime du pays, lorsqu'une mort prématurée est venue briser cette noble existence avant qu'elle fût remplie.

Atteint depuis longtemps d'une phthisie incurable, M. Garnier-Pagès est mort sans souffrance et sans agonie le 25 juin 1841, à sept heures du soir. Un cortége considérable, composé de députés de toutes les opinions, de journalistes, d'avocats en robes, de gardes nationaux, d'étudiants, d'ouvriers, l'a accompagné en ordre et dans le plus grand silence jusqu'au cimetière du Père-Lachaise, sa dernière demeure. Arrivé sur la place de la Bastille, le corps a fait le tour du monument élevé aux morts de Juillet, dans les rangs desquels l'honorable défunt avait combattu.

Parmi les discours prononcés sur sa tombe, celui de M. Bastide renferme un passage que je cite à cause de son intérêt biographique, et comme propre à servir de complément à cette notice.

« Assez d'autres, dit M. Bastide, parleront des qualités éclatantes de l'orateur et de l'homme politique; qu'il me soit permis, Messieurs, de dire

un mot des vertus privées de Garnier-Pagès, en soulevant un coin du voile de sa vie domestique. Quelques années avant la Révolution de Juillet, deux jeunes gens, deux frères, vinrent à Paris, pauvres, mais pleins d'énergie et de vertus; ils formèrent entre eux une association qui n'a de modèle que dans l'héroïque antiquité; ils se promirent de mettre toujours tout en commun entre eux, misère, fortune, honneurs, et jamais ils ne manquèrent à cette sainte promesse.

« Ces deux jeunes gens étaient les frères Pagès. Tous deux commencèrent leur carrière dans les travaux obscurs d'un comptoir de négociant. Tous deux cependant étaient animés de la noble ambition de servir leur pays; mais cet honneur, comme vous ne le savez que trop, n'appartient chez nous qu'à ceux qui possèdent la richesse; il fallait donc en acquérir. Dès lors ils se partagèrent la tâche. L'un continua à se livrer avec ardeur aux travaux du commerce, l'autre à travailler pour devenir homme d'Etat et orateur. Le succès couronna leurs énergiques efforts; la fortune vint, et aussi la gloire. Tandis que Garnier-Pagès soutenait si dignement à la Chambre l'honneur du parti dé-

mocratique, son frère, avec une constance inébranlable et une modestie à toute épreuve, était le soutien de toute sa famille. Argent et honneur, tout fut mis en commun, ainsi qu'il avait été promis; car on peut dire que le frère de Garnier-Pagès jouissait, bien plus que lui-même, de sa brillante et pure renommée. »

Les électeurs du Mans, dont M. Garnier-Pagès était le représentant, ont transmis leur mandat à son frère ; mais le talent et l'autorité ne se transmettent pas de même, et la place qu'occupait M. Garnier-Pagès dans le parti démocratique est encore vacante aujourd'hui.